REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXIXe ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXIX[e] ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-TROISIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1909

LA
CROISÉE DES CHEMINS [1]

TROISIÈME PARTIE (2)

VII. — LA RETRAITE

D'où provenait ce choix qui s'était imposé à Pascal contre ses intérêts, ses ambitions, ses fortes croyances individualistes, son amour même? Il en avait pu distinguer les symptômes dès l'avant-veille, après avoir quitté Laurence. Ses rencontres précédentes avec la jeune fille le laissaient dans un état d'exaltation comparable à la grâce pour les croyans : c'est comme une aisance nouvelle à se mouvoir dans la vie, une légèreté de tout l'être qui s'est débarrassé de son lest. Et à peine dans la rue Desbordes-Valmore, au sortir du jardin, le cœur lourd, il approfondissait avec terreur ce qu'il éprouvait. Des comparaisons révoltantes, aussi pénibles que des injures, l'assaillaient : il les chassait, elles revenaient. Car il découvrait en lui, avec stupeur, au lieu des beaux enthousiasmes passés, un état de dépression analogue à celui que provoquent ces réveils en des chambres ignominieuses où s'égare la jeunesse. Ce n'était plus sa chair qui protestait contre un avilissement momentané dont une bouffée d'air pur avait raison, mais sa pensée, ce qui lui appartenait en propre, ce qu'il estimait le plus en lui. Pourquoi?

(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août.

Conformément à son ambition, il déblayait la route de l'avenir. Sa fiancée l'approuvait, l'exhortait. Ils s'accordaient sur le but de la vie, et n'est-ce pas le signe des amours prédestinées? La vision qu'il emportait d'elle, cette caresse divine dont ses yeux effleurés brillaient encore, le devaient transporter au-dessus de la terre, de joie et d'orgueil, et il se reconnaissait diminué, comme s'il avait commis une lâcheté. C'était insensé, incompréhensible et obsédant. N'était-il donc pas vrai que notre pensée est maîtresse d'elle-même, nous appartient sans servitude?

« Ce sont les derniers restes, décida-t-il, de la pitié, de la faiblesse familiale. Par mon refus successoral, je sauve la fortune de ma mère, je lui assure, et à mes deux cadets, une honnête médiocrité. Et je redeviens libre. Tout est pour le mieux. »

Le lendemain matin, il n'avait pas encore recouvré une entière tranquillité d'esprit, quand Mélanie lui monta une lettre de Mme Rouvray. Des récriminations, des plaintes, eussent affermi sa résolution. Il n'y en avait pas dans cette lettre, ni même une allusion à son retour, seulement de la confiance en lui, et le souvenir de son père. Le souvenir de son père, il l'avait là, devant lui, sur sa table, parmi les papiers qu'il rangeait, dans les derniers mots que celui-ci lui avait écrits à la veille de mourir. Il les relut, et il entendit, comme un souffle vivant, *ces voix du passé qui prennent malgré nous-mêmes la parole lorsque nos intérêts les plus sacrés entrent en jeu.*

Il chercha dans sa mémoire à quelle date il l'avait vu pour la dernière fois, avant de le retrouver couché sur un lit funèbre, dans cette immobilité qui paraît fixer l'expression essentielle de la vie. Et quelle était alors l'expression de cet homme qui, pendant soixante années, n'avait pas cessé de mener la guerre contre les difficultés matérielles, contre l'insécurité et la maladie, contre des responsabilités accablantes? Il ne pouvait pas l'oublier: sur ce visage que le froid durcissait et qui bientôt, dans la nuit définitive, s'altérerait, se décomposerait, perdrait son caractère de personnalité humaine, la mort avait déposé un calme, une paix, cette sérénité que le soir répand sur les campagnes, et qui, là, par le miracle de quelques lignes, prenait une grandeur immense, s'éployait comme si elle en avait eu l'espace, planait majestueusement, religieusement.

La dernière fois, ce n'était pas plus d'un mois avant de l'avoir perdu. Son père, appelé inopinément à Paris en consultation,

et descendu en son absence avenue de l'Observatoire, lui avait donné rendez-vous à la terrasse du café Manette où il l'avait rejoint, et il le revoyait nettement, se levant à son approche, la face tout éclairée d'un bon sourire de satisfaction, et l'embrassant en plein vent. Lui-même, moins expansif, s'était prêté sans élan à cette manifestation spontanée, gêné d'être en spectacle, contrarié d'une effusion publique. De cette contrariété, de cette gêne une honte tardive, bien inattendue, lui revint, comme de l'un de ces petits reniemens que, si souvent, nous commettons, et qui sont l'image abrégée des grands.

Cette existence éteinte, elle ne prenait tout son sens pour lui que depuis le manuscrit de Colletière. L'œuvre formidable entreprise pour sauvegarder l'honneur du nom, conduite aux quatre cinquièmes du but, resterait donc inachevée, interrompue, inutile. Ramené à cette constatation, Pascal refit des calculs et vérifia de nouveau l'impossibilité d'intervenir. Plusieurs années lui seraient nécessaires à constituer une clientèle à Paris, même s'il possédait la puissance de travail indispensable pour n'en pas subir une entrave dans la suite des concours qui le devaient porter à la Faculté de médecine. La dot de Laurence ? Ce serait, dans sa plus importante part, une rente dont il ne pourrait imposer la diminution à une femme accoutumée au bien-être, même au luxe, et d'ailleurs aussi élégante et adorée. Non, non, de Paris il ne fallait pas songer à assumer une charge quelconque, spécialement au début, c'est-à-dire quand les circonstances le commandaient. Un mari ne dispose pas de la fortune conjugale. Et comme il se formulait à lui-même cet axiome, il se rappela cette parole de sa mère offrant, d'un geste si simple, si naturel, ce qu'elle possédait : « Entre un mari et une femme il n'y a rien de séparé... » Un abîme se creusait donc entre sa génération et la précédente, puisque l'on raisonnait différemment en toutes choses, sur l'héritage, sur le foyer, ou bien ses parens étaient-ils une exception ? S'ils étaient exceptionnels, lui-même se rejetait au niveau commun, quand il prétendait dominer ? Et les solutions de M. Avenière reprenaient ce sens blessant qui, déjà, l'avait tant froissé, malgré la conformité de ses vœux, de ses désirs, de sa volonté : — Mme Rouvray s'accommodera d'un train réduit, votre sœur suivra gratuitement des cours, votre frère recevra une bourse, les créanciers transigeront... Comme tout cela paraissait mesquin auprès du sacrifice total qui, avant lui, avait été consenti !

A Lyon, une clientèle l'attendait. Là, faire face aux engagemens qui subsistaient, cessait d'être chimérique. Mais il perdait de vue les études scientifiques et désintéressées qu'il pensait poursuivre, l'action qu'il comptait exercer par son enseignement, par ses livres, ses communications et ses découvertes, sa notoriété. Action problématique, études incertaines : voué par sa vie professionnelle à l'observation, pourquoi n'en pas tirer parti ? Il reculerait de quelques années le résultat, il n'y renoncerait pas. Combien de savans, d'inventeurs, d'artistes la destinée avait-elle matériellement favorisés? La plupart du temps, elle exigeait d'eux une énergie plus rude, elle les éprouvait, les trempait, les contraignait par les obstacles mêmes à tendre leurs forces. Et si elle ne réclamait de lui, en ce moment, qu'une plus longue attente ? Si elle ne risquait de jeter bas que la partie décorative, brillante de sa carrière, et non pas cette carrière elle-même qui en tout lieu pouvait se réaliser avec le concours du temps? Soit, mais il lui fallait encore abandonner, avec Paris, la clinique qu'il avait conquise, tant de facilités dans le travail, tant d'agrémens, d'habitudes, de satisfactions, ce plaisir de respirer librement, cet art non pareil de remplir les jours jusqu'au bord, toutes ces choses multiples, les unes claires, les autres indéfinissables, dont on sent le prix quand on est menacé de les quitter. N'était-ce pas beaucoup ? N'était-ce pas assez? Et son amour?

Son amour, il avait tenté de le placer en dehors de la lutte qu'il soutenait. Laurence avait dit : — Vous savez, mon ami, que je vous eusse suivi n'importe où... — Pour elle la question ne se posait pas. Et c'était elle, peu à peu, qui en devenait le centre. Une autorité secrète, dont l'influence allait grandissante en lui, l'avertissait de ne pas espérer qu'elle l'accompagnerait à Lyon. Il se révoltait contre elle, et elle le broyait. Il se répétait : « J'ai foi en elle..., » et il doutait. Ainsi il n'avançait pas dans sa détermination, mais quel revirement depuis la scène du jardin où Laurence s'était arrangée d'un rayon de lune comme d'une auréole de victoire !

Il déjeuna hâtivement chez lui et descendit pour faire des courses obligatoires. Elles apporteraient une diversion utile à la perplexité intolérable où il se débattait. Déjà il avait donné congé de son appartement pour s'établir selon ses goûts et les exigences de sa profession, avant la mort de son père, avant même ses fiançailles. En vue d'une absence probable au terme

de juillet, il lui fallait s'informer d'un garde-meuble et d'une entreprise de déménagement. Il ne devait prendre possession de sa clinique qu'en septembre, et il passerait les deux mois qui l'en séparaient soit dans la villa des Avenière, au bord de la mer, soit en Dauphiné. Après, il ferait choix avec Laurence de leur nouvelle installation.

Il s'occupa tout d'abord de déménager. On lui demanda si c'était de Paris à Paris. Et il répondit presque sans hésiter :

— Non.

C'était le résultat du travail secret qui s'accomplissait en lui.

— Est-ce pour la banlieue ou la province?

— Pour la province.

Lentement, il se laissait arracher les indications une à une.

— Quelle ville?

— Lyon.

— Alors il faut retenir un wagon. Pour quand?

— Pour demain.

— Pour demain, le délai est bien court. Heureusement, ce n'est pas l'époque du terme.

— J'irai moi-même à la gare.

Et il prit le chemin de la gare, en effet, pour aller retenir le wagon qui emmènerait son mobilier. Le sort en était jeté : il abandonnait Paris. Ainsi nos plus importantes déterminations commencent bien souvent de se traduire par la manière dont nous tranchons de petites difficultés matérielles qui s'imposent à nous et réclament une solution immédiate.

Il entra chez lui pour s'habiller. N'était-ce pas le moment de gagner Passy en hâte? Laurence lui avait recommandé de venir de bonne heure. Elle l'attendait. Probablement la trouverait-il seule, au jardin, avant le dîner. Là, il lui annoncerait le changement de leur vie. Il lui rappellerait sa promesse de l'accompagner n'importe où, il l'associerait à l'œuvre de famille qu'une hérédité encore peu expliquée à ses yeux ou une pitié déraisonnable le forçaient de continuer et dont il lui représenterait les côtés généreux; surtout, il tâcherait de lui démontrer qu'il réserverait l'avenir et que leur exil ne serait que momentané. A mesure qu'il s'exaltait sur ce qu'il dirait à la jeune fille pour la convaincre, pour atténuer sa déconvenue, il en apercevait l'envers. Elle ne croirait pas à la possibilité d'un retour. Lui seul pouvait en garder l'illusion. Elle ne verrait que le départ, le renon-

cement à la réputation, au succès, aux honneurs, à tous ses goûts de femme : une déchéance dont M. Avenière parlait avec ironie.

« Oui, mais elle m'aime, » se disait-il pour s'encourager.

Et il l'imaginait à cette place qu'il occupait, d'où il dominait la verte avenue, le Luxembourg, l'étendue lointaine des maisons. Serait-elle venue là sans son amour ? — *Librement et pour toujours*, avait-elle promis. Il entendait encore la parole qui avait jailli de ses lèvres, mais elle avait ajouté : *En face de Paris qui nous voit...* comme si elle avait eu l'intuition de ce débat futur et voulu d'un mot révéler qu'elle n'était pas plus transportable que ces plantes qui ne vivent qu'en serre chaude et ne s'acclimatent pas.

Par la seule vertu de ce souvenir, il comprit qu'à tous les sacrifices acceptés, il faudrait peut-être ajouter celui-là. S'il retournait rue Desbordes-Valmore, aurait-il la cruauté de placer directement Laurence en face de sa promesse ? Et il revit ses yeux calmes, ses joues lisses, sans une ombre. Elle l'amènerait sans difficulté à une nouvelle trahison, et chaque jour la lutte recommencerait entre les deux forces qui se disputaient sa volonté et dont l'une paraissait d'autant plus tenace que plus longtemps il en avait ignoré l'existence en lui. Alors il se décida à envoyer de la poste voisine le petit bleu qui présentait ses excuses. Et rentré chez lui, il écrivit sa lettre. Cette fois c'était fini : il coupait lui-même sa ligne de retraite. La seule chance qui lui restait de sauver son bonheur du désastre, Laurence, le lendemain, la lui apporterait ou la lui refuserait.

« C'est bien, approuva-t-il. Elle choisira, elle aussi. »

Quelle veillée il passa, dans son appartement par avance abandonné ! Les lieux sont comme les personnes : quand nous sommes assurés de les quitter, nous avons beau prolonger les adieux, c'est déjà l'éloignement qui commence. Chez lui, tout sentait le départ, le départ définitif.

Le lendemain matin, — le dernier jour, — l'équipe des déménageurs arriva.

— Emportez, après tout le reste, le cabinet de travail, recommanda-t-il.

Là, si Laurence accourait, il pourrait encore la recevoir. Elle avait reçu sa lettre, elle savait.

Laurence ! Laurence ! Tout son être se tendait vers cet espoir. Par la porte ouverte les meubles fuyaient. Il sondait la cage de

l'escalier, ou bien il se penchait au balcon. De si haut la reconnaîtrait-il? Celle-ci qui descendait de voiture, comme l'autre fois? non, ce n'était pas sa démarche, ni sa taille. Cette autre peut-être? elle dépassait sa porte.

— On prend le salon, monsieur? Il n'y a plus rien ailleurs.

— Emportez.

Un mobilier de jeune homme, c'est bien vite déménagé. La vaisselle, la cristallerie exigent peu de paniers. C'est un travail qui va comme sur des roulettes. A midi, l'appartement était vide. Le chef d'équipe avertit Pascal qu'il emmenait ses hommes déjeuner, et qu'à deux heures le camion prendrait le chemin de la gare de Bercy :

— Mais pas besoin de vous, monsieur, vous réglerez avec le patron. En petite vitesse, et en port dû : Lyon-Perrache.

Pascal distribua des pourboires, et liquida Mélanie qui s'attendrissait bruyamment, ferma sa porte à clé et descendit à son tour pour rejoindre au café Manette ses amis Chassal et Épervans qu'il avait prévenus.

— Si l'on demandait à me voir, expliqua-t-il au concierge, je serai rentré à deux heures.

— Monsieur garde la clé ?

— Oui, je vous la remettrai ce soir. Mes malles sont en haut.

— Je les porterai à la voiture.

— C'est cela.

Félix et Hubert, stupéfaits, apprirent en déjeunant la brusque volte-face. Le second essaya d'un: — Tu es fou! — qui n'eut pas d'écho. Et ils se turent. Pascal leur avait notifié la nouvelle d'une façon qui excluait toute discussion, toute critique. Et leur silence attestait cette sorte de respect qu'on peut éprouver devant une annonce de suicide, quand la mort a déjà désigné sa victime. Ils n'osèrent même pas s'enquérir de Laurence : du dehors ils jugeaient mieux, ils étaient sûrs de deviner.

Pascal, troublé, voulut réveiller leur confiance en lui, et même les étonner un peu.

— Mon départ n'est pas éternel, affirma-t-il avec tout son orgueil. Dans dix ans je reviendrai. Dans dix ans je vous invite ici tous les deux. Nous verrons ce que chacun de nous sera devenu.

— A quoi bon, objecta Félix, ces comparaisons?

— A ne pas nous perdre de vue. Et puis, j'ai besoin de cette certitude.

— Tu réussiras tout de suite à Lyon, convint Hubert, cela compense. Mais pourquoi revenir? Dans la vie comme aux cartes, on fait son jeu, et l'on touche, ou l'on paie.

Mais Pascal, dont la sensibilité était à vif, insista, non sans un peu d'emphase :

— Je paie en ce moment. Si je ne réussis qu'à rassembler à Lyon une clientèle nombreuse et opulente, j'estimerai que j'ai manqué mon but. Je l'aurai manqué, puisque, vous le savez, je valais davantage. Mes efforts, mes résultats acquis, permettaient d'augurer que j'aurais un jour répandu plus de clarté sur la science des maladies nerveuses, et inscrit mon nom parmi les illustrations de la médecine. Si je ne reprends pas cette route dans dix ans, je vous autorise à me mépriser, car, pour de médiocres obligations de famille, qu'un autre eût rejetées sans scrupule, j'aurai raté une existence qui, vous en êtes les témoins, pouvait, devait être féconde.

Sa propre déclaration l'avait excité. Il se rendit compte aussitôt qu'elle n'avait produit aucun effet. Le prudent Chassal ne manifesta pas d'opinion, mais Hubert ne put se tenir de répliquer d'un ton bourru :

— Allons, allons! c'est de l'enfantillage. Je comprends tout, excepté qu'on s'abuse sur soi. Tu as fait ton choix comme tu l'as voulu : c'est parfait. Mais il faut avoir le courage d'admettre qu'il est définitif.

— Enfin, acceptez-vous mon invitation?

Félix sourit ironiquement :

— Elle est à longue échéance. Nous pouvons toujours l'accepter.

— Oui, ajouta l'autre, si tu es alors fixé à Paris de nouveau.

Pascal se leva, leur serra la main et repoussa leur offre de le conduire à la gare le soir :

— Non, pas d'adieux, puisque nous nous retrouverons. Au revoir, mes amis.

— Avant dix ans ?

— Sans doute nous nous rencontrerons auparavant. Ce ne sera pas la même chose. Je vous souhaite bonne chance. Pour vous, la voie est libre.

— Elle l'était pour toi, protesta Hubert, plus ému qu'il ne désirait le paraître. Un héritage qui se résout en passif, ça se refuse. Tu n'as pas voulu. Tant pis pour toi. Au revoir, vieux.

Félix, au contraire, accentua la cordialité de son : — Adieu, mon cher.

Tout un passé de fièvres juvéniles, de tumultueux assauts livrés au sort, de projets ambitieux mis en commun, croulait, comme un palais dévasté, avec ces quelques mots insignifians. Pascal n'eut pas le loisir de s'attrister sur les funérailles de ses amitiés. Il héla une victoria pour courir chez lui. Peut-être était-*elle* enfin revenue? A mesure que le temps passait, la démarche de Laurence devenait plus problématique, puisque moins spontanée. Mais elle avait dû écrire, télégraphier. Il recevrait quelque chose d'elle. Le contraire était impossible.

Personne ne l'attendait. Personne ne l'avait demandé. Il n'y avait ni lettre ni dépêche. Il demeura un instant devant la loge, décontenancé. Et il s'en fut sans une parole.

... Les séparations d'amitié sont le contraire des séparations amoureuses : on les brusque, au lieu de s'attendrir. Tout s'y passe en dedans, et il ne s'y dit rien que de banal. Au café, après le départ de Pascal, Chassal et Epervans restèrent muets plus longtemps qu'il n'est d'usage entre jeunes gens. Dix années révolues, serrées en un petit espace, tenaient dans ce silence que rompit Hubert dont les émotions avaient besoin de s'extérioriser.

— C'est dommage, commença-t-il.

Et parlant de Pascal au passé, comme d'un mort :

— Il était le mieux doué de nous tous, et je l'aimais bien : le voilà fichu !

— Mais non, protesta faiblement Félix, que le commencement de la phrase avait vexé dans ses prétentions.

— Mais si, mais si ! Comment veux-tu ? Il pense à revenir, et dans dix ans il sera encroûté en province, marié, père de famille, perdu pour la carrière qu'il rêvait de remplir, et qu'il faut entreprendre jeune si l'on veut parvenir aux honneurs, aux dignités.

— Il aura sauvé les siens.

— C'est bien gentil de sa part. Mais on se passe de moralité. Nous n'en avons pas, nous.

— Pardon.

— Oui, tu fais semblant, mais tu prépares ton avenir par toutes sortes de menées souterraines qui dissimulent la juste férocité de ton ambition. C'est un bon système, pour égarer les faibles d'esprit. En démocratie, il convient d'élever une façade qu'on badigeonne de belles inscriptions, de grands mots :

progrès, solidarité, puissance populaire, et là derrière, on travaille... pour soi. Dans dix ans, qui sait? Avec l'appui des femmes qui auront cru à ton amour quand tu sollicitais leur influence, et celui de tous les vieillards utiles que tu n'auras pas flattés en vain, tu seras sur les marches d'un ministère, à moins que tu n'aies déjà réussi à t'y installer. Moi, j'aurai fait fortune, et plus gaillardement, sans m'embarrasser même des apparences. Avec l'argent, je disposerai du luxe, du plaisir, et même du pouvoir, si le cœur m'en dit : un jour ou l'autre, j'envahirai tes plates-bandes. Les affaires : il n'y a rien d'autre aujourd'hui.

Félix détestait ces bonimens qu'il comparait à des parades de foire, ce cynisme qui vise à ôter les masques, alors qu'il n'en a pas le pouvoir. Est-on jamais sûr de ce que l'on est? L'hypocrisie, c'est la précieuse couverture de plusieurs façons de sentir. De simplistes barbares pourraient s'en passer, non pas une société civilisée. Cependant Hubert, en le secouant, l'intéressait. Il le supportait, comme un roi d'autrefois son bouffon, et même il s'ennuyait sans lui, quand il se retrouvait seul avec l'inquiétude de tous ses désirs qui le desséchaient. Il se levait pour couper court, lorsque son ami l'arrêta d'une question :

— Et la belle Laurence?

— Je ne sais pas.

— Oh! le mariage est à vau-l'eau, c'est certain. La petite ne s'est pas souciée de repêcher tous les Rouvray qui sont sur terre, et même ceux qui sont dessous.

— Elle vaut mieux que ça, en effet, ne put s'empêcher d'approuver Félix.

— Ah! ah! s'écria Hubert en le fixant dans les yeux.

Et il éclata de rire. Que signifiait ce rire? Tous deux s'étaient compris sans autre explication. Hubert haussa les épaules, comme pour s'alléger d'un poids inutile, et conclut :

— Après tout, ça te regarde.

Et chacun tira de son côté, comme dans la vie...

Pascal, après avoir tournoyé un instant comme ces bêtes blessées qui ont perdu la direction, s'était dirigé vers la Faculté de médecine. Il avait préparé sa démission de chef de clinique pour la remettre au doyen. En l'absence de celui-ci, il vit le professeur Arnaud, de qui son service dépendait, et lui exposa brièvement ses raisons de partir. Le professeur, absorbé, l'écouta à peine, comprit seulement que ce brillant sujet s'en

allait, et plissa dédaigneusement les lèvres pour lui répondre :

— On ne quitte pas un service comme le vôtre.

— Des charges de famille...

— Il n'y a pas de charges de famille qui tiennent contre la science, monsieur.

Car il était fermé systématiquement à tout ce qui n'appartenait pas à la neurologie. Et préoccupé de son sujet, il commença :

— J'étudie un beau cas précisément...

Mais il se souvint et suspendit sa confidence :

— Cela ne peut plus vous intéresser.

— Je vous demande pardon.

— Mais non, puisque vous partez, puisque vous pouvez partir. Adieu, monsieur. Portez-vous bien.

Ulcéré de ce mépris rapide, le jeune homme sortait quand le vieux maître le rappela :

— Monsieur Rouvray!

Et brusquement changé, il lui tendit les deux mains :

— Je suis fâché, très fâché de vous perdre. Je sais, moi, ce que la science était en droit d'attendre de vous. Pour que vous désertiez votre poste, il faut une nécessité bien grave. Je n'ai pas à la connaître. Allez, travaillez, mon ami. Il n'y a encore que ça. Et souvenez-vous de moi, plus tard, si vous reveniez à la science.

Le mot de Science, prononcé par cette bouche, prenait un sens quasi mystique. Pascal, ému de ce retour, franchit le porche de la Faculté. Là encore il brisait un long passé. Tous les épisodes de cette journée lui entraient en flèches dans le cœur. Il reparut en coup de vent à l'avenue de l'Observatoire.

— Toujours rien? s'informa-t-il.

On n'était pas venu. Le concierge lui remit un courrier assez volumineux, des prospectus de librairies médicales, d'instrumens de chirurgie, des cartes de condoléances. Il n'y avait que des imprimés. Cette absence de nouvelles, c'était le pire supplice, celui qu'on n'imagine pas. Il avait prévu la résistance de sa fiancée, des supplications, de la colère, un refus, surtout une suprême tentation de tendresse à quoi il n'était pas assuré de ne pas céder. Mais la rupture sans un geste, sans un signe de vie, il n'en avait pas prévu la douleur. A distance elle le frappait, invisible et cruelle, comme la mort. Et pourtant, que cette immobilité convenait mieux à Laurence, s'il y avait réfléchi, que

toute reprise par la tendresse, la colère ou les supplications! Le visage pur, les yeux paisibles demeureraient inaltérés. Il ne pouvait l'évoquer ainsi, dans cette attitude de domination, sans un désir farouche de l'atteindre, de la frapper. Alors, il partirait sans rien connaître d'elle? Était-ce possible? Non, non, elle l'attendait, elle l'avait attendu tout le jour, elle l'espérait, il avait le temps encore de courir la revoir.

Et il y alla. Il descendit de voiture à la rue de la Tour où la rue Desbordes-Valmore prend sa source. Il erra dans le voisinage, ne sachant à quoi se résoudre. Aucun amoureux, devant la porte de sa bien-aimée, ne confondit mieux son amour et sa vie. Il vit sortir de la grille deux ou trois personnes, et il vit sortir Félix Chassal. Il n'eut que le temps de tourner l'angle des deux rues pour dissimuler sa présence. L'esprit empoisonné, le cœur en lambeaux, il abandonna son poste. A quoi bon entrer? L'existence continuait, sans lui. On recevait des visites, on accueillait la trahison. Peut-être qu'il aurait fait la figure d'un revenant...

Quand il reparut à l'avenue de l'Observatoire, il marchait comme un somnambule. Il ordonna au concierge de lui chercher un fiacre, de descendre les malles. Et il se trouva seul dans son appartement dégarni, lamentablement vide. Il s'approcha de la baie qu'il ouvrit, et il occupa dans l'espace l'emplacement même que Laurence avait occupé, si peu de temps.

C'était la fin du jour, d'un beau jour. Dans les rues, au-dessous de lui, on n'avait pas encore allumé les réverbères. L'ombre envahissait comme une vallée le jardin du Luxembourg, les avenues, les intervalles des maisons. Les traînées rouges et violettes qui barraient l'horizon communiquaient au soir une gloire violente, chargée d'inquiétude. Dans la ville, rien ne cessait. Une rumeur confuse montait, emplissait l'air. La venue de la nuit était sans pouvoir, comme elle en possède à la campagne, sur le travail, sur le bruit, ni sur la paix du cœur.

— Monsieur, le cocher s'impatiente. C'est le moment.

Le concierge avertissait Pascal.

— C'est bien, je fermerai.

Ce Paris, qu'il avait tant convoité, qu'il tenait d'un regard, il le voyait de cette place, à ses pieds, pour la dernière fois, avec toutes ses puissances de vivre, à peine modérées par l'ombre. Et déjà, de-ci de-là, les lampes, en s'allumant, semblaient donner le signal d'une nouvelle activité, celle du plaisir. Qu'importait,

dans ce tumulte, la petite aventure de son départ? Les autres gardaient leur liberté et il tendait ses mains aux chaînes.

— Laurence, Laurence! appela-t-il, pourquoi n'êtes-vous pas venue ?...

Et il connut le désespoir. Il n'avait plus d'ambition, plus d'amis, plus d'amour, plus d'orgueil. Cette journée d'agonie se résumait, se condensait en une minute suprême où elle lui présentait tout son fiel. La force mystérieuse qui l'avait dirigé presque malgré lui dans son choix, qui l'aurait dû soutenir, l'avait, elle aussi, abandonné. Il ne savait plus s'il avait bien ou mal agi, il ne se souvenait de rien, sinon de tout ce qu'il avait brisé. Il détourna la tête, et il pleura. C'étaient de pauvres larmes de solitude, telles qu'on en verse quand on perd quelqu'un de très cher. Et celui qu'il perdait, c'était lui-même, puisqu'il n'en attendait plus rien. Sa vie individuelle n'était-elle pas finie? Son bonheur n'était-il pas mort, et morte cette volonté personnelle, sans quoi aucune œuvre, croyait-il, ne se réalise?

Il fallait se décider. Il tira les persiennes, et à tâtons il gagna la porte. Quand il eut tourné la clé, il eut la sensation d'avoir fermé le tombeau où sa jeunesse était ensevelie.

VIII. — LES CHAINES

Lorsqu'on a perdu beaucoup de sang, la faiblesse provoque un état d'anesthésie. Par tant de blessures Pascal avait vu fuir sa vie morale, qu'installé dans son wagon il ne sentait plus rien. Épuisé, il s'endormit. A son réveil, il mit un moment pour se rendre compte des lieux. L'air était lourd et chaud. Cette atmosphère, sans doute, l'appesantissait. Il gagna le couloir.

Bien qu'il ne fût encore que trois heures du matin, ce n'était déjà plus la nuit. En été, elle dure si peu! Des lueurs dorées apparaissaient au levant. La terre gardait une teinte noire, mais il la distinguait, toute plate, uniforme, sans ondulations ,avec seulement des plaques plus sombres qui indiquaient des groupes d'arbres. Il baissa la vitre, et reçut un peu de vent presque froid qui lui rafraîchit le visage comme une eau pure. Peu à peu la conscience de souffrir renaissait en lui. La locomotive, s'excitant à la vitesse, poussait des sifflemens aigus qui déchiraient l'espace. Il se crut reporté à quelques jours en arrière, au voyage qu'il avait accompli quand la maladie foudroyante de

son père avait exigé son retour. N'était-ce pas le même appel qu'il entendait, le même appel multiplié? Quels que soient ses intérêts, la gravité de ses occupations, on ne discute pas sur un télégramme qui annonce la mort : on part. Ainsi, malgré son bonheur même, il s'était mis en route une seconde fois. La voix qu'il avait écoutée, il la reconnaissait maintenant. Elle venait d'outre-tombe, mais c'était la même qui le réclamait encore.

Maintenant il ne pouvait pas plus revenir en arrière que descendre de ce train lancé sur les rails. Il était pareil à un prisonnier dans un convoi. Oubliant son avenir détruit ou, ce qui est pire, réduit, il n'eut bientôt plus qu'une pensée : Laurence. Dans une fièvre d'immolation, de détachement, il s'efforçait de ne pas la condamner. En la condamnant, ne frapperait-il pas sa jeunesse dont elle était l'image resplendissante, sa jeunesse qu'il fallait à tout prix maintenir intacte, puisqu'elle serait son grand souvenir? Et s'imposant de la comprendre jusque dans son refus, il la déifiait comme une de ces victoires, dont le geste est de fendre l'air en avant, et qui ne peuvent ni s'arrêter ni se pencher. Ce désintéressement lui restituait un peu de son orgueil.

A Vienne, à sept heures, il monta dans le tramway de Charavines. On n'y arrive guère qu'un peu avant midi, et c'est un trajet interminable pour tout le monde, un supplice pour un malade. Il confia ses bagages à un employé, et prit, seul, à pied le chemin de Colletière. Il n'avait pas annoncé son arrivée : personne ne l'attendait. Dans la phase de soumission douloureuse et mal résignée qu'il traversait, une première entrevue pouvait le conduire à la révolte. Quoi que ce fût qu'on lui dirait, il était prêt à s'en froisser. Le cœur écorché, on ne supporte rien, et tant de maladresses se commettent en famille, où l'on se contente des intentions! La dépense de générosité qu'il avait dû faire pour couvrir l'abandon de Laurence ne lui laissait plus que de l'amertume et l'horreur de toute expression de gratitude, de compassion ou d'éloge. Il avait agi comme il lui avait plu d'agir . qu'on s'en tînt là, une fois pour toutes, et que tout commentaire lui fût épargné!

La porte de l'enclos était grande ouverte. On ferme si rarement les grilles à la campagne. Les fleurs des magnoliers étaient fanées. Les seringas et les tubéreuses résistaient davantage. Dans l'allée mal entretenue poussait de la mauvaise herbe. Les choses familières l'accueillaient et à cause de leur silence il leur était

plus indulgent. Par-dessus la haie, il apercevait les champs de blé, les uns déjà dévêtus, les autres blondissant encore, et, tout près, devant le petit lac de Paladru qui brillait sous le soleil, des filets, des roseaux, une barque échouée. Il était chez lui. Cet horizon lui appartenait. La vieille propriété le recevait avec confiance : elle ne mettait pas en doute qu'il ne la gardât.

Parvenu devant la maison, il souleva le loquet et il entra tout droit, satisfait de n'avoir pas rencontré Claire et Gérard dans le jardin. Comme la porte rejetée en arrière se refermait avec bruit, une voix, du haut de l'escalier, s'informa :

— Qui est là?

— C'est moi.

Il monta rapidement la rampe et trouva sur le palier sa mère qui, traînant un peu le pas, se hâtait. Il eut le temps, avant de l'embrasser, de reconnaître d'un regard le changement qui s'était opéré en elle. Pourquoi ne l'avait-il pas remarqué auparavant? Si maigre et pâle, si cassée, elle l'attrista. Pour la première fois depuis ces deux jours qui l'avaient tant meurtri, il éprouva de la joie, rien qu'à prononcer ces trois mots, doucement, comme une nouvelle de peu d'importance et qui ne lui coûtait rien :

— Maman, je resterai.

Elle regarda, comprit et ne répondit pas. Elle ne prononça pas une de ces paroles qu'à l'avance il redoutait, mais qu'il eût acceptées d'elle sans peine maintenant que, dégagé de son propre avenir, il la voyait réellement, et son pauvre visage ravagé, et sa faiblesse. Ses yeux presque décolorés s'humectèrent. Ils étaient si peu accoutumés à ces larmes-là !

— Mon enfant, murmura-t-elle enfin.

Et ce fut sur le cœur aride de Pascal comme une rosée sur la terre sèche. Il l'emmena dans sa chambre, ne voulant pas d'une autre présence entre eux. En quelques instans, avec une brièveté de procès-verbal, il la mit au courant de sa démission, de son retour définitif. Elle l'écoutait sans l'interrompre, suspendue dans l'attente d'une autre confidence qui ne suivit pas. Alors elle se décida à demander, hésitante et le sang aux pommettes :

— Et... M[lle] Avenière?

Elle n'avait osé dire ni *Laurence*, ni *ta fiancée*. Elle avait deviné. Il ne broncha pas, ne manifesta aucune gêne :

— Ne parlons plus d'elle, jamais, déclara-t-il simplement.

Le souvenir de celle-là, si mortel qu'il pût être, il le voulait pour lui seul. Mme Rouvray ne réclama pas contre cet arrêt qui l'écartait. Mais elle fit sienne instantanément toute la douleur de son fils, en y ajoutant l'injure personnelle dont l'atteignait à distance la trahison de cette jeune fille qu'elle n'avait pas connue, qu'elle ne connaîtrait pas, qui lui avait causé une peur instinctive, mais que, par avance, elle recouvrait d'une tendresse maternelle toujours prête à accepter jusqu'au cœur les liens de famille. Cela encore, il le put lire dans son regard. Une parole les eût jetés dans les bras l'un de l'autre. Par pudeur du secret de son fils, elle demeura immobile, et cet apitoiement sur soi qui a sa douceur, mais aussi sa lâche volupté, il se l'interdit. Avec sa vie nouvelle, maintenant définitive, la force renaissait en lui.

— Et Claire, et Gérard? s'informa-t-il, cherchant d'instinct ceux qu'il avait pris sous sa protection.

— Ils sont allés à la Chartreuse de la Sylve-Bénite. Ils ne savaient pas que tu reviendrais aujourd'hui. Je les ai encouragés ce matin à profiter du beau temps. Ils ont emporté de quoi manger, et ils ne rentreront qu'à la tombée de la nuit.

— Ils vous ont laissée toute seule?

— Oh! pour la journée. Et maintenant, tu es là.

Ils déjeunèrent en tête à tête, et ils allèrent s'asseoir sur le banc qui était devant la maison. Le parfum du seringa et des tubéreuses fut bientôt pour Pascal le jardin de la rue Desbordes-Valmore. Il revenait de très loin quand il entendit sa mère, longtemps muette, commencer :

— Ton père me l'avait bien assuré souvent...

— Et quoi donc?

— Que nous pouvions avoir confiance en toi. Il voyait loin.

Et après un nouveau silence, elle reprit, émue à la pensée de parler à Pascal de celui qui n'était plus là :

— Il y a vingt ans, quand il a été informé du déficit, il a passé toute une soirée, à cette place que tu occupes. C'était à peu près la même époque de l'année, un peu plus tard. Je connaissais ce qui l'agitait. Nous n'avions rien de caché l'un pour l'autre. Mais il n'aimait pas être dérangé quand il réfléchissait. Pourtant je l'avais rejoint pour lui dire que ma fortune lui appartenait, que je voulais être comptée pour rien, qu'avec lui je m'accommoderais de n'importe quel sort.

Elle fit une pause, sans remarquer que son fils l'écoutait davantage, l'écoutait et comparait.

— En ce temps-là, reprit-elle, je me portais déjà mieux. J'avais été si longtemps malade ! Une fois ou deux je voulus l'appeler, mais je vis bien que je l'impatientais. Les hommes comme lui, comme toi, se décident seuls. Alors je rentrai dans ma chambre, je me mis à prier. C'est ce qu'une femme peut faire encore lorsque son mari est dans une telle anxiété. Il était bien tard quand il me rejoignit. Je lui demandai la résolution qu'il avait prise. « Mais, j'accepte, m'annonça-t-il. Nous nous en tirerons, tu verras. » Il riait, il était content de son choix. Le lendemain, il en a réglé les conséquences pratiques. Jamais il ne s'en est plaint, même en pensée. Je l'entendais penser.

Pascal considéra sa mère avec respect, et il dit :

— Il vous avait.

Elle rougit un peu, et lentement, timidement, glissa la main jusqu'à celle de Pascal :

— Oui, Dieu t'a demandé un plus grand sacrifice. Crois-moi : tu ne le regretteras pas.

Il souleva cette main flétrie pour l'appuyer à ses lèvres et à son front, par un besoin de redevenir quelques instans un enfant que l'on assiste, que l'on soutient. Celle-là, du moins, ne lui manquerait jamais. Et il se souvint de Laurence perdue, volontairement perdue, de Laurence qui ne verrait pas ce paisible enclos, ce clair paysage, ce visage usé, plus parlant encore, par qui l'on comprenait mieux que la vie ne s'arrête, ni ne se recommence avec chaque génération.

— Et si je n'étais pas revenu ? murmura-t-il à mi-voix, comme s'il pensait tout haut.

— Si tu n'étais pas revenu ? répéta M[me] Rouvray qui devinait entre eux une présence invisible et mauvaise. Oh ! j'aurais achevé de payer, avec mes biens. Après, nous aurions fait comme nous aurions pu. Mais comment ne serais-tu pas revenu ?

Il secoua sa défaillance, et d'une voix ferme il exposa ses projets :

— Nous continuerons comme dans le passé. Votre fortune doit rester intacte. Père l'a toujours considérée à part. Il s'est engagé seul, je m'engagerai seul.

— Et moi ? Et tes cadets ?

— Ils ne sont pas en âge, et vous, vous devez préserver la

famille d'un risque trop dangereux. Il faut m'écouter, maman, à cette heure. Personne n'est tenu à l'impossible, et c'est ce que mon père vous a montré en vous plaçant en dehors de toute obligation. Moi, je suffirai.

Il parlait comme un chef. Surprise, elle reconnaissait une autre voix, celle qui lui donnait confiance et qui, avec certitude, remettait les choses et les gens à leur place.

— C'est donc moi, reprit-il, qui prendrai la charge des intérêts. Je réglerai peu à peu, dès que je le pourrai, le capital encore dû. Les créanciers m'accorderont tous les termes que je réclamerai, puisque je n'ai pas encore fait acte d'héritier. Je m'installerai à Lyon le plus tôt possible. Je partirai après-demain peut-être. Il ne faut pas perdre de temps si je veux retrouver en bonne partie la clientèle de mon père, sans quoi il n'en restera rien.

— Je t'accompagnerai.

— Ici vous vous reposiez.

— Non, non, tu auras besoin de moi pour tant de renseignemens, tant d'explications. Je vivais très près de ton père. Ma présence te sera utile, du moins dans les commencemens.

— C'est juste. Mais Claire et Gérard?

— Ils resteront ici avec tante Sophie. Tu veux bien qu'elle vienne?

— Sans doute.

— A leur âge, la campagne est si salubre. En août, tu prendras des vacances?

— Ce n'est pas sûr. Je désire profiter de l'été, où les confrères s'en vont, pour assurer ma carrière. Mais vous, vous reviendrez à Colletière rejoindre les deux petits.

Il disait les *petits*, selon une vieille habitude de famille. Déjà il s'inquiétait d'eux comme un tuteur, et s'étonnait lui-même d'entrer dans son nouveau rôle avec cette sûreté. Il en éprouvait une sorte de fierté intime après la prostration de la nuit où il avait cru sa vigueur d'esprit atteinte. Mais cette fierté grandit jusqu'à dissiper, momentanément du moins, son amertume, lorsque, tourné vers sa mère, il vit le cher visage transformé, rajeuni d'espérance:

— Écoute, Pascal, dit-elle, presque solennellement. C'est Dieu qui t'a inspiré ces résolutions.

— Oh! Dieu! protesta-t-il, mais doucement, pour ne pas la contrarier.

— Si ; tu ne le sais pas encore, mais moi, je le sais. Le soir où tu appris notre passé, je t'avais trouvé, pardonne-moi, si étranger à nos peines, si absorbé par ton propre avenir, qu'après t'avoirquitté, j'étais désespérée. Je perdais une seconde fois ton père, puisque son œuvre finirait avec lui. Comment peut-on continuer de vivre seul, quand on a vécu à deux trente années, et que la tendresse n'a pas cessé de croître chaque jour? On croit qu'on aime quand on est jeune, et l'on ne connaît la force de l'amour qu'après avoir vieilli ensemble. Ces séparations-là, personne ne peut exprimer leur arrachement. Ce qui me restait de lui, c'était la tâche qu'il n'avait pas terminée. Il y avait les petits à élever, et cette dette qu'il tenait à honneur d'éteindre. L'honneur, pour lui, c'était quelque chose de sacré. Et tu me laissais toute seule pour cet achèvement. Alors il me sembla que j'étais au fond d'un abîme d'où je ne sortirais jamais. Tu ne m'avais pas tendu la main. Je ne pouvais plus prier, mais je l'avais tant fait précédemment, dans ma détresse, que j'en ai reçu un secours divin. J'ai cru voir Notre-Seigneur qui se penchait vers moi, qui me soulevait. Il me disait de m'abandonner à Lui. Et je me suis sentie rassurée. Je me suis abandonnée en effet. J'ai compris que je pourrais survivre. Je ne t'ai rien demandé. Quand je t'ai vu revenir, j'ai su qu'Il t'envoyait. Il faut me croire, Pascal, il faut me croire.

Il ne l'avait pas interrompue pendant ce récit, et même il en avait suivi les phases sur les traits éclairés d'ardeur. La pauvre figure amincie que la douleur et l'âge avaient labourée, prenait cette expression que l'on voit aux pieuses premières communiantes, aux novices des communautés, aux jeunes filles très candides lorsqu'elles se fiancent avec tout leur cœur.

— Je le crois, maman, dit-il.

Et l'observation en éveil, il se demandait ce qu'étaient ces forces mystérieuses qui échappaient à l'analyse, cette puissance religieuse qui avait préservé sa mère du désespoir, comme cet appel de la race en danger que lui-même avait entendu, et qui l'avait contraint à tout quitter, et son bonheur même. Et près de celle qui s'appuyait à lui, dans la chaleur qu'atténuait l'ombre des arbres, parmi tant de choses familières et calmes, il reçut enfin un peu d'apaisement.

— On demande Monsieur, vint l'informer le domestique

— Qu'est-ce que c'est?

— Des malades.

— Déjà ! fit-il en souriant. Quels malades ?

— Oh ! des gens de rien.

— J'y vais.

Et se tournant vers sa mère :

— C'est la clientèle qui ne se perd pas.

Sans doute on l'avait aperçu dans le tramway, ou dans le trajet de Charavines à Colletière. La misère humaine est prompte à se renseigner.

Il donna les soins nécessaires, mais un des paysans qui l'avait consulté ne s'en allait pas.

— Eh bien ! qu'attendez-vous ?

— Je veux payer.

— Payer ? Non, à Colletière, c'est gratuit.

— Puisque je peux payer.

— Merci, mon ami, ce n'est pas la peine. Suivez bien mon ordonnance ; votre mal n'est pas l'affaire d'un jour.

Le paysan avait déjà tiré une grosse bourse de cuir qu'il exhibait avec ostentation. Un peu de vanité servait d'excitant à son honnêteté.

— Voilà quarante sous.

Pascal, agacé de cette insistance, répliqua :

— Eh bien, alors, ce n'est guère.

Le bonhomme qui avait manqué son effet regarda tristement le docteur et murmura :

— Ce n'est pas rien, quand il faut les gagner.

— Vous avez raison. Reprenez-les.

— Non, faut être juste.

Pour la première fois, le jeune homme se trouvait en contact direct avec cette humanité qui sait le prix du travail et ne le dissimule pas comme dans les grandes villes. Quand on la voit de près, la vie s'apprécie autrement. Il rejoignit sa mère et lui montra la pièce :

— Je la ferai encadrer. Ce sont mes premiers vrais honoraires. Jusqu'ici, j'ignorais la valeur de l'argent.

Claire et Gérard arrivèrent de la Sylve-Bénite, avec de grands chapeaux de soleil, la figure rougie par le grand air : elle, les mains pleines de fleurs des champs, lui tenant un petit panier de champignons. Ils avaient passé une bonne journée de campagne. Malgré leurs habits de deuil, ils respiraient la joie phy-

sique, et ils ne paraissaient pas enthousiastes de l'arrivée de Pascal, Claire surtout qui était de nature indépendante, comme une petite chèvre. Quelques heures plus tôt, Pascal en aurait manifesté de l'irritation ou gardé de la rancune. Il pensa qu'il les devait conquérir, et qu'il y réussirait.

Les laissant avec leur mère, il s'éloigna sans avertir et se rendit, seul, au cimetière de Charavines. Il est à peine séparé de l'église, des champs de blé l'avoisinent, il est comme mêlé à la campagne. Le caveau de famille, sous deux dalles juxtaposées, ne se composait que d'un pan de mur que surmontait une croix de pierre. C'était le seul monument dans l'assemblée des petites tombes, bordées de buis et de coquelicots, mais il n'en dérangeait pas la simplicité. Un lierre atteignait la croix, retombait à demi sur le devant. Ses feuilles cachaient en partie les plus anciennes inscriptions, mais les récentes se trouvaient à découvert. C'était le même nom répété déjà un grand nombre de fois. Depuis l'installation des Rouvray à Colletière, plusieurs générations dormaient là.

Pascal s'arrêta, malgré lui, à cette indication :

François Rouvray

1805-1874

C'était son grand-père, celui-là par qui, en somme, sa carrière était diminuée, et son amour brisé. Mais il ne se souvint que de sa petite enfance, quand *celui-là* le conduisait dans les bois, se baissait avec peine pour lui cueillir des fleurs sauvages, satisfaisait tous ses caprices. Ne lui devait-il pas, dans ce lointain passé, la douceur persistante des premières images ?

Au bas de la liste, un nom manquait encore. Il le lisait pourtant : *Pierre Rouvray 1834-1894*, comme si l'inscription était déjà gravée. Et ce nom signifiait, signifierait dans l'avenir, pour lui, pour ceux qui viendraient après lui, toute l'héroïque défense qui, en refusant de se rendre, avait arrêté la chute de la maison. Cette vie éteinte, qui n'avait pas donné son secret, l'avait jusqu'au dernier jour protégé comme un bouclier. Librement il avait pu, à l'abri, acquérir sa force. Cette force dont il lui devait le développement, il l'emploierait pour la même cause ; à son tour il protégerait. La chaîne des générations, par lui, ne serait pas rompue.

Ah! le geste pieux d'Antigone qui ramasse ses morts sur le champ de bataille, dans combien de familles qui ont longtemps duré est-il possible qu'il ne se rencontre pas? Elle ne songe, penchée, ni à son fiancé, ni au bonheur nuptial qui l'attend, ni à l'enfant qu'il lui sera si doux de nourrir et d'élever. Elle y songera après, quand son acte accompli lui permettra de se pleurer elle-même. Jusque-là elle n'a pas de loisirs ; il faut veiller sur des sépultures qui pourraient être profanées.

Pascal, après un vide qui sur la plaque de marbre réservait les places futures, la sienne, arrive au *Requiescant in pace* qui terminait les inscriptions. Pour que nos morts reposent en paix, il faut que rien, sur terre, ne les puisse accuser, qu'ils soient libérés de toute obligation. Que les siens reposent donc sous sa garde! Et l'exaltation de l'œuvre à accomplir lui verse enfin une émotion aussi puissante qu'une émotion d'amour, et dont Laurence est exclue.

Il avait dû méditer là plus longtemps qu'il ne l'aurait cru. Lorsqu'il sortit du cimetière, le soir envahissait les champs qu'il avait à traverser le long de la Fure. Les moissonneurs rassemblaient les dernières gerbes. Il répondit gentiment aux : *Bonsoir, monsieur Pascal*, qui le saluaient. Ces hommes et ces femmes qui avaient peiné sous le soleil, causaient joyeusement, riaient. Ils montraient aux dernières lueurs des figures contentes, car la besogne avait bien avancé. Un vent léger passait sur leur sueur. La paix de cette heure divine qui annonce le repos à la terre les enveloppait, les pénétrait, et ils se laissaient envahir par elle sans résistance.

« Comme eux, se disait Pascal, je suis redevenu un serf de la glèbe. Comme eux je supporterai bravement le poids du jour. Maintenant je ne suis plus un homme libre... »

II. — LE BUT

J'étais un homme, c'est-à-dire un combattant
GŒTHE.

I. — LE RETOUR AU QUARTIER LATIN

Le commencement de novembre, date de la réouverture des cours, provoque dans tout le quartier Latin une animation joyeuse, comparable à l'arrivée d'une troupe dans un cantonnement qui lui plaît, à la fin d'une journée de manœuvres.

Dans la cour intérieure, surtout dans le hall de la nouvelle Faculté de médecine, cette animation avait pris, devant les affiches blanches que remplissaient les programmes, un petit air révolutionnaire. Ouvertement on blâmait une nomination, on criait au scandale. Près de l'allégorie de *la Nature se dévoilant devant la Science*, au bas de l'escalier, un groupe discutait avec de grands éclats :

— Qu'est-ce que ce Rouvray?

— Un médicastre de Lyon.

— L'un des nouveaux agrégés?

— Oui, et il va suppléer Arnaud, malade, dans la chaire de pathologie expérimentale.

— Rien que ça!

Un interne, Raymond Gardane, qui descendait les marches en compagnie d'un inconnu, un nouvel étudiant sans doute et déjà mûr, fut interpellé par ces conspirateurs :

— Gardane, vous qui êtes de Lyon, connaissez-vous ce Rouvray?

— Ce Rouvray qui nous arrive de province?

Le jeune homme, malicieusement, regarda ses interlocuteurs et présenta son compagnon :

— Monsieur Pascal Rouvray.

Celui-ci profita de la surprise pour ajouter avec bonne humeur :

— Qui arrive à Paris de sa province, comme vous-mêmes, sans doute, messieurs. Comme toute la France.

— Comme tout le monde, compléta Gardane en désignant un Roumain et un nègre qui accouraient s'inscrire.

On se salua en riant : la glace était rompue. Pascal et l'interne franchirent la porte, remontèrent la rue de l'École-de-Médecine et débouchèrent sur le boulevard Saint-Michel. Le premier, absorbé dans ses souvenirs, conclut tout haut par un chiffre :

— Treize ans.

— Treize ans, mon cher maître? répéta l'interne. Mais il se servait de cette appellation avec familiarité : il n'eût pas manqué à la mode au point de montrer du respect à son aîné, bien que celui-ci, de manières distantes et autoritaires, en inspirât naturellement.

— Il y a un peu plus de treize ans que je donnais ma démission de chef de clinique.

Gardane s'étonna :

— Vous étiez chef de clinique ici? Et vous êtes parti ?

— Oui. Me voilà revenu.

Les deux hommes qui s'étaient arrêtés avant de choisir une direction s'interrogèrent du regard. Le plus jeune se demandait quel drame avait pu motiver un départ aussi singulier, — aussi singulier que ce retour dont toute la Faculté s'étonnait. Et le nouvel agrégé observait sur ce visage de vingt-cinq ans son passé qui renaissait chez un autre comme le veut la destinée. L'esprit ramené à l'épisode qui avait modifié sa carrière et, contrairement à toutes les prévisions, ne l'avait pas desservie, il y découvrait une indication plus générale : — « Un jour ou l'autre, pensait-il, tôt ou tard celui-ci subira la même mise en demeure. Pour moi, elle a été brutale, violente. La plupart du temps, elle se dissimule davantage, et c'est plus dangereux. Mais toute vie implique un choix : s'adapter aux obligations que créent pour chacun de nous les circonstances, ou les tourner, tricher avec elles; — subordonner la force individuelle à ses origines, à sa race, à ses œuvres, à son pays, ou la vouloir utiliser comme une source de libre jouissance... »

Ce Raymond Gardane, venu de Lyon par ambition comme lui autrefois, plus particulièrement lié avec Gérard Rouvray dont le rapprochait son âge, il l'avait encouragé dans ses études et le retrouvait à Paris où, par son témoignage, il prenait contact avec la nouvelle génération, celle qui semblait si mal disposée à l'accueillir. Paris, jaloux de ses prérogatives, recevait avec dédain, avec hostilité, cet agrégé sans jeunesse qu'un jury, impressionné par l'ascendant du professeur Arnaud, imposait contrairement aux usages. Non qu'il ne méritât cette nomination : la préface qu'il avait écrite pour le Traité posthume de son père sur les maladies nerveuses, son propre ouvrage sur les méningites, suite de sa thèse de doctorat, surtout la découverte qui le rendait presque célèbre d'un sérum ingénieusement minéralisé qui permettait d'augmenter la tension des neurasthéniques et, au lieu de leur communiquer l'illusion de l'excitation comme un tonique, leur apportait un surcroît de vitalité, une promesse d'équilibre, outre sa réputation de praticien, l'eussent désigné infailliblement partout ailleurs qu'en France. Toute carrière de l'État, en France, est astreinte à une filière, et les concours d'agrégation sont comme organisés à l'avance et férocement sur-

veillés par le désir immodéré qu'ont les professeurs de pousser leurs élèves. Arnaud, heureusement, s'était souvenu de lui, l'avait couvert de son autorité. Enfin il avait bénéficié de la réaction qui commençait de se faire jour contre l'assujettissement de la Faculté à l'Institut Pasteur, à l'Académie des Sciences, aux travaux de laboratoire, à ce besoin tout allemand de tirer de quelques expérimentations latérales des conclusions générales et absolues, qu'il avait pu ressentir dans sa première jeunesse et contre quoi l'avait mis en garde la pratique médicale.

Physiquement il avait peu changé. La tête droite, sans un poil gris, le geste rapide, il portait avec légèreté ses quarante ans. La taille, au lieu de s'épaissir, s'était raidie. L'allure, impérieuse, mais calme, impliquait des habitudes de constante discipline. On aurait pu le prendre en somme pour un compagnon de Raymond Gardane sans les deux plis qui s'accentuaient au coin de la bouche, sans l'expression plus directe, moins insouciante, du visage, sans une possession de soi qui excluait l'exubérance d'un âge aussi avantageux. Il est vrai que le contentement où il se dilatait comme une plante au soleil contribuait à le rajeunir. De renouer exactement sa vie présente à ses espoirs de jadis, de respirer l'atmosphère d'autrefois, il éprouvait cette satisfaction que reçoit un conquérant à visiter les lieux d'une ancienne défaite. Aussi ne permit-il pas à l'interne de battre en retraite lorsque celui-ci en manifesta l'intention : il lui fallait un témoin.

— Vous êtes pressé? Mais non, montrez-moi le quartier Latin. Il me semble que je ne m'y retrouve plus.

— Cependant il n'y a rien de changé : le square de Cluny, la Sorbonne peut-être.

— C'est du moral que je parle. Allons à la Sorbonne ausculter vos camarades.

La décoration de la nouvelle Sorbonne n'est pas sans beauté, ni même sans une beauté appropriée. Mais elle n'a rien su conserver du passé, ni l'ancienne cour, ni les anciennes façades. Une impression de froideur, d'indifférence tombe de ses murs blancs. On dirait un de ces caravansérails que l'on traverse d'un pas hâtif, parce que rien n'y saurait retenir personne. C'est là, pourtant, que Pantagruel soutint des thèses « par l'espace de six semaines, depuis le matin quatre heures jusqu'à six heures du soir. » Mais des anciennes générations d'étudians aucune trace

n'est demeurée. La plus récente y est à l'aise pour s'y détacher en clair. Dans le hall où l'on attend l'heure des cours, Pascal fut étonné de l'air pressé, ennemi de la flânerie, qu'il surprit sur tous les visages, et aussi du nombre des étudiantes.

— En voit-on de pareilles à la Faculté de Médecine?

— Mais oui.

Elles portaient comme un fardeau habituel une serviette sous le bras. Aucun de ces détails de coquetterie courageuse que l'on découvre parfois avec une certaine admiration sur le corsage ou dans les cheveux des petites ouvrières de Paris ne relevait leur toilette. Il distingua beaucoup de types étrangers, une classique nihiliste russe aux yeux inquiétans, des Allemandes à lunettes, contenues en des justaucorps hermétiques. Peut-être se méprenait-il, mais il préférait se tromper. Les jeunes gens qui abordaient ces jeunes filles les traitaient sur un pied de bonne camaraderie égalitaire, presque sans galanterie.

« Gare à la concurrence, observa Pascal. Elles sont plus patientes qu'eux ; elles ont moins de besoins... »

Il entraîna son compagnon vers l'escalier de la bibliothèque. Au sommet de la rampe un tableau de Rochegrosse représente *l'Ame humaine s'éveillant à la Poésie*. Ils pénétrèrent au hasard et non sans peine dans un amphithéâtre rempli. Un professeur, chargé des littératures médiévales, y parlait des origines de la *Divine Comédie*. Ah! la parole délicieuse où l'érudition restait toute chaude, devenait un de ces personnages dont les Italiens raffolent dans leurs salles de spectacle et qu'ils appellent des *transformistes!* C'était un enseignement qui ressemblait à une lanterne magique. On y voyait défiler toute l'ancienne société avec ses costumes, ses mœurs, ses usages, ses modes de sentir. Les carrefours, les tavernes, les rôtisseries, les ateliers, les échoppes, les sacristies, les églises, apparaissaient tour à tour avec la foule qui grouille, chante, boit, mange, travaille et prie. Et pendant que ces images se succédaient, une voix grasse, une voix de bonne humeur, accompagnée de gestes courts et ronds, expliquait, commentait, décrivait un monument, esquissait une physionomie, traçait un portrait, avec une sûreté de jugement qui se dissimulait sous la saveur du langage.

Venu pour le public, Pascal était captivé par le cours. Absorbé par sa profession, il n'avait pas goûté de longtemps un plaisir d'un ordre aussi délicat. Il se louait en lui-même de sa sensibi-

lité qu'il retrouvait intacte, et il souriait en dégustant une à une les phrases limpides et significatives : « Quel joli coin de France j'habite en ce moment ! pensait-il. Aucun autre pays ne connaît cette grâce, cette aisance, cette claire mesure... »

Le sort complaisant lui fournissait un exemple de cette érudition dont les Gebhart et les Boissier savaient faire une servante de la vie en donnant un charme ailé à la science qui se découvre assez vaine, si elle sépare son enseignement de la réalité. Employant des comparaisons qui lui étaient familières, Pascal se disait qu'au lieu de présenter des squelettes anatomiques, le professeur ressuscitait le passé en belles formes où le sang circule. Et comme il avait parcouru un long chemin qui, des abstractions et des théories, l'avait conduit à la patiente étude des relativités, il comprenait mieux cet art d'humaniste.

« Ces gaillards-là ont de la chance, » conclut-il en regardant enfin l'auditoire. Et à sa profonde stupéfaction, il remarqua, sans hésiter, qu'un divorce séparait celui-ci de l'orateur. S'il y avait eu accord, il l'eût reconnu au frémissement imperceptible des physionomies, au murmure à peine distinct, certain pourtant, qui accompagne la parole, afin de lui montrer qu'elle est comprise jusque dans ses nuances. Celle-ci méritait, à coup sûr, un tel cortège. Or la nihiliste russe assassinait d'œillades méprisantes ce docteur en Sorbonne capable d'introduire un ton de fantaisie jusque dans la chronologie des faits; les Allemandes, le stylographe levé, guettaient pour les inscrire des dates qui ne venaient pas; un étudiant recommençait une addition, un autre dessinait une machine. Et tous ces jeunes visages attentifs, sérieux, tendus, au lieu de profiter de l'occasion qui leur était offerte de boire à la source où se désaltèrent les Muses, attendaient des formules de manuel, afin de les coucher par écrit sur les cahiers blancs. Car les cahiers restaient blancs. Comment noter des visions qui passent, et tout un défilé incomparable de gestes et de couleurs ? Déconcertés, ces jeunes gens l'étaient visiblement. Ils pensaient s'instruire, apprendre, amasser, écrire des rapports, rédiger des procès-verbaux, retenir des notions, et on les contraignait à s'amuser. Il y a temps pour tout.

Exaspéré, Pascal emmena Raymond Gardane qui donnait déjà des signes d'impatience :

— Ils sont aveugles, affirma-t-il dès le corridor. Ils ne comprennent pas.

Gardane prit la défense des étudians :

— Eh ! ils sont pressés d'entrer en carrière, de gagner de l'argent, de réussir. Un cours pareil, à quoi ça sert-il ?

Pascal lui montra le tableau de Rochegrosse :

— A ceci : *éveiller leur âme.*

— Qu'est-ce que la poésie ? demanda l'interne.

— Tout ne s'analyse pas avec la raison, mon ami. La poésie, je la voyais tout à l'heure qui montait du passé par la voix de ce professeur, je la vois qui monte des choses vivantes comme une buée. Elle est aussi le pressentiment d'un ordre. Cela vaut bien le savoir.

— Pas pour vivre.

Et par son guide même Pascal eut l'intuition directe des progrès pratiques de cet individualisme dont il avait partagé l'exaltation pendant ses années d'apprentissage.

— Continuons notre petite enquête, dit-il.

Ils remontèrent la rue des Écoles et s'arrêtèrent au café Manette. Bien qu'on fût au début de novembre, l'air était sans aigreur, d'une douceur légère, caressante comme il arrive à l'arrière-automne ; ils s'assirent donc à la terrasse. Autour d'eux se devinait la flânerie du quartier où les occupations n'avaient pas encore repris leur cours normal. Presque toutes les tables, à l'intérieur comme à l'extérieur, étaient garnies. De partout leur arrivait une rumeur de conversation. Au bout d'un instant Pascal s'étonna :

— Mais quelle langue parle-t-on ?

— Le roumain à gauche, l'espagnol à droite. L'Amérique du Sud donne beaucoup ici. Vous pourriez entendre encore le grec moderne, quelques dialectes slaves, un peu de japonais.

— Je préférerais le français.

Le Midi, en compensation, le carillonnait autour d'un billard. Pascal, l'observation éveillée, regarda les titres des journaux qui traînaient : l'*Auto*, le *Journal des Sports*. Il se rappelait le beau temps des jeunes revues et toutes les théories d'art, de science, de biologie qu'il avait soutenues à cette place même avec ses compagnons de jeunesse. Derrière lui, de l'autre côté de la fenêtre, un groupe discutait avec mystère. Gardane le présenta comme un cénacle de lettrés. Des lambeaux de phrases franchissaient la baie ouverte : il ne s'agissait que de théâtre, surtout des recettes.

— De mon temps, constata Pascal, nous avions d'autres jeux d'esprit.

— Comme les nouveaux, alors? conclut Gardane.

— Les nouveaux ?

— Oui, il y a une nouvelle génération qui s'intéresse aux idées.

— Quelles idées ?

— Je ne sais pas, moi. Le traditionalisme. Le positivisme qui n'en est guère éloigné. Ou bien une sorte d'idéal démocratique. Ou bien la puissance des associations, des syndicats. Un tas de choses, quoi.

— Un tas de choses qui ne sont pas la poursuite d'un but individuel. Il y a longtemps que cela ne s'est pas vu dans la jeunesse française. Et vous?

— Oh! moi, fit Gardane en riant et montrant de belles dents polies, je suis absorbé ailleurs.

Ils se levèrent et arpentèrent le boulevard Saint-Michel. Rien ne distinguait les étudians corrects, peu bruyans, qui passaient, de toute autre catégorie de personnes. Le quartier Latin perdait sa personnalité. D'autant que ses meilleurs arrivistes franchissaient l'eau tous les soirs. On n'y rencontrait presque plus de ces jeunes femmes aux mœurs légères, ornées, sans trop d'usure, de ce charme spécial à Paris qui ôte à la vénalité ses apparences et semble, à la façon du père de M. Jourdain, substituer aux marchés des échanges de bons procédés. Pascal remarqua cette absence.

— Oui, expliqua son cicerone, à quoi bon mêler le plaisir et le sentiment? Aujourd'hui, nous les séparons, ou nous cherchons ailleurs l'amour.

Et il voulut prendre congé. Pascal tenta de le retenir :

— Dînez avec moi, Raymond. J'ai invité au café Manette mes deux anciens amis, Félix Chassal et Hubert Epervans.

— Au Manette? répéta Gardane, comme pour souligner ce qu'un tel choix avait de provincial.

— Oui, c'est un souvenir.

— Je ne puis pas. M. Chassal, M. Épervans, ce sont de belles relations; mais je vais ce soir à une réunion musicale.

— Lâchez votre réunion musicale.

— Chez Mme Aunois.

— Ah! dit Pascal, sans insister davantage.

Mme Aunois était sa sœur, fixée, elle aussi, à Paris. Il suivit des yeux quelques instans Raymond Gardane qui s'éloignait. A le voir filer, fringant d'allure, la démarche leste, il évoquait sa propre silhouette d'autrefois, du temps qu'il aimait Laurence Avenière et, lui enviant sa jeunesse, il ne pouvait se défendre, songeant à Claire, d'une vague inquiétude. Gardane fréquentait beaucoup chez les Aunois. Claire, indépendante, ardente à vivre, était avec son frère d'humeur si fantasque, tantôt câline et confiante comme s'il remplaçait pour elle ses parens perdus, et tantôt lointaine, absorbée, — absorbée comme Gardane... Mais il chassa bien vite ces obscures craintes pour se livrer sans retenue à la joie de renouer au passé le moment présent. Il prit le boulevard jusqu'à sa croisée avec l'avenue de l'Observatoire. Devant le n° 22, il leva la tête. Déjà la nuit était venue. Il compta : un, deux, trois, cinq. Il y avait de la lumière aux fenêtres de son ancien appartement. Quel jeune homme inconnu y recommençait la vie? Quels espoirs, quels rêves, quelles amours se cachaient derrière ces rideaux transparens? Il n'avait jamais repassé là. Ses voyages précédens à Paris, il les soumettait à une discipline qui ne leur laissait aucun loisir. Pour la première fois, il s'accordait sur place un retour en arrière.

Et il résuma rapidement en pensée les treize années révolues. Ce retour à Lyon, qui contenait une abdication, la substitution d'une carrière pratique à un avenir scientifique, avait produit ce qu'il en pouvait attendre : le succès pratique immédiat. Dans aucune ville de France, peut-être, on ne pousse aussi loin le respect des traditions de famille, l'attachement au nom. La réputation de son père l'avait servi sans retard, et la plus grande part de la clientèle lui était revenue. Cette période, il la revoyait comme un tourbillon de travail à quoi il s'abandonnait pour oublier. Elle se symbolisait dans un visage reconnaissant exalté par la foi, si souvent tendu, attentif et doux, vers ses paroles pour tâcher de lui plaire, de lui faciliter sa tâche, et de qui lui venaient un allégement, une paix et comme une récompense : le cher visage de sa mère. Ainsi avait-il pu faire face aux charges de la succession comme à l'achèvement de l'éducation de Claire et de Gérard.

Après trois ou quatre ans de cette existence remplie jusqu'au bord, il avait eu l'occasion, appelé en consultation à Paris, de

retrouver quelques-uns de ses anciens maîtres, entre autres le professeur Arnaud.

— Pourquoi, lui avait dit ce dernier avec sa brusquerie coutumière, abandonner la partie ? Vous aviez commencé de la gagner si jeune. A votre âge, rien n'est perdu.

— Que faire ?

— Restez en relations avec Paris. Nous ne vous avons pas encore oublié. Pourquoi ne pas entrevoir un allégement dans vos occupations professionnelles, ne pas vous rapprocher du laboratoire, du travail scientifique ? Et un jour vous revenez pour passer votre concours d'agrégation. C'est une voie originale, qui n'a peut-être jamais été suivie, à quoi rien ne s'oppose. Une fois professeur agrégé à Paris, vous avez bientôt l'occasion de donner votre mesure...

Pascal avait tenu compte de cet avis. Il avait su mener une existence en partie double : d'une part, ses consultations, ses visites, de l'autre, ses études qui se manifestaient par des communications aux périodiques de la médecine, à la Société anatomique et à la Société de biologie où elles étaient lues passionnément. Et à quarante ans, déjà connu dans le monde médical pour ses ouvrages et sa découverte, il venait de réussir à Paris. exemple d'une carrière bien rare, au concours d'agrégation, Arnaud, malade, exigeait qu'on lui confiât la suppléance de son cours.

Matériellement, cette installation à Paris, qui comportait l'abandon de sa considérable clientèle, ne le pouvait plus gêner. La part de sa vie que le passé avait réclamée était close. Il avait libéré ses morts. Sa sœur Claire avait épousé un jeune avocat de Lyon, Julien Aunois, qui, se décourageant dans un barreau trop encombré, était entré dans des conditions avantageuses au contentieux de la Société d'études minières fondée par Épervans. Gérard, pourvu d'un diplôme d'ingénieur, par un de ces reviremens où les esprits superficiels, seuls, imaginent l'intervention du hasard, avait tout naturellement renoué la tradition des Rouvray filateurs. Un industriel qui voulait fonder à Voiron une fabrique de tissage mécanique, avait fait appel à son concours, et même lui avait proposé une association pour obtenir l'appoint d'un nom dont l'ancienne réputation d'honorabilité sortait immaculée et comme rajeunie du désastre où elle avait failli sombrer. Ainsi le nom, tour à tour, impose des charges

ou sert de support, et c'est l'histoire de tous les héritages, si l'on ne restreint pas le sens de ce dernier mot. Mme Rouvray avait pu assister à ce redressement de la famille qui n'étonna pas sa confiance. Elle était décédée deux ans avant le départ de son fils aîné. Et Pascal, en la veillant, avait fixé avec calme la paix de la mort qui semblait continuer la paix d'une vie à quoi il ne se sentait pas étranger.

Il s'était installé dans cette partie du boulevard Saint-Germain qui avoisine le Palais-Bourbon. Six ans plus tôt, il s'était marié avec une jeune fille de Grenoble, Henriette Villars, celle-là même que ses parens, jadis, désiraient de lui voir épouser. De tout temps les Villars avaient entretenu de bonnes relations avec les Rouvray. C'était là une de ces unions que l'enfance prépare et que si souvent les intéressés écartent, soit par cette indifférence sentimentale qu'engendre une intimité adolescente, soit par un esprit de contradiction qu'irritent aisément les combinaisons trop simples. Henriette seule y avait pensé, et même avait écarté tout autre projet. Pascal mit sept ans à s'en apercevoir. La rupture de ses fiançailles lui avait inspiré, vis-à-vis des femmes, une attitude de mépris orgueilleux qui, par un contraste singulier, ne lui nuisait pas auprès d'elles, les attirait. Une liaison où il tourmenta beaucoup sa maîtresse lui permit de mesurer son propre égoïsme, et même sa cruauté, ce qui lui ôta de sa superbe. Et il avait fini par céder aux sollicitations de sa mère qui, déclinant de santé, souhaitait de lui connaître un foyer. Une si longue attente communiquait à cette union une sorte de désenchantement. Elle venait bien tard. La tendresse trop contrainte brille sur les cœurs comme un soleil d'automne qui ne réchauffe pas. Henriette avait trop douté d'elle-même et du bonheur pour ne pas se replier. Mariée à vingt-sept ans, brune et le teint sans éclat, jolie seulement si l'on prenait la peine d'observer la pureté de ses traits, et surtout l'expression de ses yeux, craintifs comme s'ils cherchaient à cacher leur beauté surnaturelle, toujours un peu humides comme ces prairies veloutées qui gardent longtemps la rosée, elle conservait, passée la trentaine, une sveltesse de jeune fille, un air d'enfant trop grave qui n'a pas assez joué, qui ne s'est pas assez servi de son jeune âge. Elle vivait dans l'ombre de son mari, ne montrant ni coquetterie, ni curiosité, approuvait toutes ses paroles et tous ses actes, — ce que ne redoutent pas les hommes supé-

rieurs, toujours plus ou moins impérieux, — et paraissait se complaire, sauf une mélancolie invétérée, dans un mode d'existence régulier, monotone, peu bruyant. Elle était de ces femmes, naturellement sûres, au cœur profond, par qui les foyers demeurent. Lorsqu'il s'était agi de s'installer à Paris, elle n'avait manifesté ni désir, ni regret, tout au plus une certaine peur. D'avance elle se pliait aux décisions de Pascal, qui la consultait peu. Elle lui avait donné deux fils : Pierre et Michel, et le sentiment paternel, comme jadis le filial, avait tempéré chez lui cette dureté à quoi une discipline intérieure trop continûment observée conduit, quand les énergies actives n'ont pas accepté ou rencontré un contrepoids de tendresse.

La fortune de sa femme, les revenus de Colletière sur quoi il avait désintéressé son frère et sa sœur, une part dans l'industrie de Voiron, lui permettaient d'attendre patiemment que sa réputation et son nouveau titre à la Faculté de médecine lui eussent fait retrouver à Paris une clientèle. En somme, il réalisait son but premier, à cette époque de la vie où l'homme, dès longtemps en carrière, éprouve comme une lassitude de tourner dans le même cercle et un besoin de changement. Pour mieux constater sa revanche, il avait rappelé à ses amis, Épervans et Chassal, leur promesse d'autrefois, et les avait priés à dîner au café Manette.

De loin, il avait suivi leur ascension, non sans les envier. Hubert, après bien des tâtonnemens, des missions à l'étranger, des recherches techniques, avait rencontré sa voie qui était de reconstruire de Paris, comme un bon ingénieur, les affaires des quatre coins du monde. Le bourgeois français moderne, au rebours de l'anglais, déteste le risque. Or, en matière de mines, le risque est considérable, mais une affaire qui réussit compense dix échecs. Pourquoi dire la vérité à qui ne la supporte pas et s'accommode de l'erreur, pourvu qu'elle soit agréablement présentée? Et d'ailleurs, la certitude est si difficile en affaires. Le mieux est d'en lancer beaucoup, de les lancer toutes avec certitude. Ainsi avait-il fondé la Société des études minières. Connaissant son temps, il s'était assuré des concours politiques. Un ancien garde des Sceaux, prêt à le redevenir, lui servait d'avocat-conseil. Décoré, opulent, magnifique, il paraissait conduire en toute sécurité un destin formidable.

Félix avait suivi la fortune de son patron, Mᵉ Hervé-Renard.

Chef de cabinet quand celui-ci réoccupa le ministère, il se fit ensuite élire député dans l'arrondissement préparé de la Tour-du-Pin, en bon déraciné qui utilise de loin ses racines. Réélu pour la troisième fois, il se rapprochait à pas de loup du pouvoir avec cette habileté patiente qui ne brusque rien. Spécialisé dans les questions de droit et de finances, président de commissions, rapporteur du budget, il excellait dans un optimisme appuyé sur des données d'érudition par quoi une majorité se plaît à être rassurée. La séduction extrême de sa parole, l'affinement de ses manières, une certaine expression de pitié humanitaire, lui valaient une sympathie révérentielle dans ce milieu où les appétits, d'habitude, se dissimulent moins. Un an après la rupture de Pascal, il avait épousé Laurence Avenière, Laurence que le décès de sa marraine avait enfin enrichie. Pascal, prévenu par une lettre diplomatique, avait envoyé ses félicitations, mais il s'était arrangé pour ne jamais rencontrer son ancienne fiancée au cours de ses voyages à Paris. Elle était la belle Mme Chassal souvent citée dans les comptes rendus mondains. Maintenant, il la rencontrerait avec indifférence. Le passé était mort.

Entré au Manette, Pascal choisit, au premier étage, la même table qu'autrefois. La voisine, celle du vieux parnassien aux hors-d'œuvre, était déjà envahie par une troupe étrangère. Comme il regardait par la fenêtre, il sourit en voyant à la lueur du réverbère Félix qui descendait de son coupé. Les années ne changeaient pas les gestes, mais la voiture était à lui. Il apparut en habit, toujours d'une maigreur élégante, les joues un peu creusées, mais un air important lui donnait du poids. La barbe et les cheveux étaient d'un trop beau blond pour n'être pas teints. Gâté par les succès de tribune, il se préoccupait de ses effets, et déjà un peu de gêne renaissait entre les deux anciens amis, lorsque Hubert déboucha en tempête, le manteau ouvert, très grossi, agité, couvrant avec sa corpulence et ses bras un espace considérable. Et aussitôt sa verve abondante, sa cordialité toute prête dégelèrent l'atmosphère. Un sortilège émane de ces hommes qui distribuent les mirages avec ou sans prospectus, marchands de mensonges que sont les hommes d'affaires comme les poètes.

La chère du restaurant l'affligea. Il reprocha son choix à Pascal.

— Et notre pari, ne t'en souviens-tu pas?

— Nous l'eussions tout aussi bien fêté ailleurs.

Ailleurs, comme ici, ils eussent oublié d'inviter leur jeunesse. Félix, voué aux eaux minérales et aux viandes grillées, se contentait d'étendre sur son assiette de menues portions qu'il considérait avec méfiance. Hubert engouffrait tout en grommelant. Sa face, complètement rasée à l'américaine, s'empourprait. Pascal qui, malgré lui, les observait en médecin, diagnostiquait la dyspepsie de l'un et la pléthore de l'autre, et éprouvait quelque satisfaction à constater que la province l'avait mieux conservé.

— Enfin, déclara Hubert entre deux bouchées, te voilà redevenu un homme libre, comme nous! Je n'aurais jamais cru à ton retour.

Et il partit sur ses combinaisons et ses entreprises, comme Félix, l'instant d'après, sur son influence, ses relations, les coulisses parlementaires. Ils étaient célèbres tous deux, à Paris; ils avaient poussé leur vie assez activement pour en avoir le bénéfice selon la bonne méthode, celle qui entend profiter et non servir. La politique, les affaires, c'est un autre tremplin que la science. Pascal était-il vraiment redevenu un homme libre comme eux?

— Comment tuerons-nous la soirée? demanda Hubert en vidant son verre de kummel. J'ai renvoyé mon automobile. J'ai eu tort. Il n'y a rien dans ce quartier. C'est sinistre.

Mais il se reprit:

— Si nous allions à Bullier? Je n'y ai pas mis les pieds depuis nos années communes.

Ils y allèrent. C'était un jeudi. La lumière électrique livrait plus crûment dans le grand hall la pauvreté des colonnes mauresques, l'usure du parquet où les semelles s'accrochaient. Une foule circulait en rond tristement, femmes serrées dans les modes empire, aux chapeaux empanachés, ou filles de magasins attifées en un tour de main à la sortie de l'atelier, étudians, calicots, soldats. Tout à coup, l'orchestre, cuivres et cordes, éclatait, et les couples s'accrochaient, pivotaient, tournaient, et quand la musique finissait, des cris d'animaux accompagnaient sa retraite.

Ils ne s'y étaient peut-être jamais beaucoup amusés. Mais à quarante ans, ils se sentirent si vieux! Hubert, seul, suivait d'un regard de convoitise les fillettes qui passaient.

— *Fuis la femme,* lui rappela Pascal.

— En effet, je n'ai pas changé. Il y a des femmes dans ma

vie, non pas une femme. Je ne porte pas de chaînes. Je n'aurai pas plus de maîtresse que Félix d'enfant.

Félix détestait ces plaisanteries.

Une fraîche et frêle gamine de dix-sept ans, jupe vert amande avec bretelles, corsage blanc et chapeau cloche assorti à la jupe, fière de son neuf attirail, et plus encore de connaître le prix de sa jeunesse, les dépassa. Leurs regards convergèrent vers la nuque dont la blancheur ressortait après l'ombre portée par la masse des cheveux noirs. Hubert la héla. Elle se retourna les yeux droits, tout de suite en bataille comme une guerrière, et marcha sur Hubert qui se crut préféré et lui offrit du champagne. Elle avait cet esprit d'enfant de Paris modern-style, c'est-à-dire diplômé, car elle leur sortit son brevet de sa poche.

— J'étais partie pour le supérieur, expliqua-t-elle, mais je suis partie avec un monsieur.

Elle s'appelait Ninette. Elle semblait se promener dans la vie comme dans une propriété particulière. Un instant, son bagout les divertit. Puis Hubert, devenu silencieux, la fixa comme une proie. Il lui proposa de l'emmener souper. Elle objecta sa toilette. Il offrit les Halles. Elle consentit. Ils partirent.

— Il vit dangereusement, constata Félix sur cette escapade.

Et Pascal, qui observait son unique compagnon, se demandait quelle était sa chaîne à celui-là qui ne livrait rien. En treize années il n'avait pas revu aussi intimement les deux témoins de sa jeunesse. Ils lui revenaient tout auréolés du succès, et auprès de leur fortune apparente le gigantesque effort de ses treize années de travail qui n'avaient abouti, hors les résultats privés, qu'à le remettre en état de poursuivre sa carrière scientifique autrefois compromise, paraissait peu de chose. Et pourtant, rien que pour les avoir fréquentés tout un soir, il commençait de se demander si cet écart volontaire lui avait été aussi nuisible qu'il l'avait imaginé.

Félix, autant que lui, avait hâte de brusquer leur tête-à-tête. Ils ne tardèrent pas à se séparer. Rien ne termine plus tristement une fête que de retourner sans jeunesse aux lieux où, jeune, on a passé.

Henry Bordeaux.

(*La quatrième partie au prochain numéro.*)

NOTES D'UNE VOYAGEUSE EN TURQUIE

(AVRIL-MAI 1909)

III (1)

GENS ET CHOSES DE PROVINCE

Andrinople, 29 avril.

Cette maison de bois, en plein quartier turc, cette maison qu'habitaient naguère un pacha rébarbatif et sa mystérieuse épouse, c'est pour moi le foyer familial et un coin de patrie retrouvée.

Sous la vérandah qui prolonge le salon, nous sommes assis après déjeuner. L'odeur du café se mêle au parfum opiacé des cigarettes, et mes hôtes et leurs amis m'expliquent la Turquie nouvelle où je vais vivre quelques jours parmi eux.

Devant nous, un bel arbre vert et blanc couvre le petit jardin de ses fleurs et de ses feuilles ; et d'autres jardins blancs et verts se confondent en un seul verger immense. Hors de ces fraîches verdures et de ces fleurs, surgissent des toits de brique brunie, des coupoles pâles, des minarets que les pigeons sauvages prennent pour colombiers, et que surmonte parfois la silhouette d'une cigogne méditative. Une rivière, largement répandue dans les sables, miroite entre les bouquets de peupliers, et la plaine finit là où se dressent des montagnes bleues...

On vient de m'apprendre que ces montagnes, ce sont les Rho-

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet et du 1er août.

dopes, contreforts extrêmes des Balkans, frontières naturelles de la Bulgarie, et que cette rivière, c'est la Maritza, l'Hèbre des anciens... Je suis bien étonnée, car je ne me représentais pas ainsi le fleuve aimé des Bacchantes, celui qui roula, pêle-mêle avec des thyrses sanglans, la lyre muette et la tête morte d'Orphée... Il a, cet Hèbre antique, un faux air de notre Loire, et le paysage environnant a la douceur molle et mouillée, les rideaux de peupliers et de saules du Bas-Anjou et du Bocage.

Mais si j'ouvre la fenêtre de l'autre salon, sur la façade opposée, plus de réminiscences et de comparaisons possibles : c'est bien la Turquie, la très vieille Turquie !... Des maisons aux avant-corps saillans, toutes de guingois, des pavés tumultueux, une grille de cimetière et, tout au bout, une colossale mosquée, plus haute que Sainte-Sophie de Constantinople : Sultan Sélim...

— Oui, dit un Grec à la voix zézayante et câline, c'est la province, la paisible province... Il n'arrive jamais rien ici...

— Pas même des touristes ! soupire une très belle dame italienne, un peu languissante... Andrinople n'a pas un hôtel pour les recevoir...

Marguerite T... la maîtresse du logis, Parisienne élégante, ironique et rieuse, déclare :

— Andrinople n'intéresse personne... Ah ! si Pierre Loti l'avait visitée, s'il avait eu la moindre petite aventure au Vieux-Sérail, un vendredi, — le Vieux-Sérail, ma chère, c'est notre Bois de Boulogne, nos Eaux-Douces, — alors, Andrinople aurait un prestige littéraire... On viendrait en pèlerinage... Pourtant, M. D... a tort de dire qu'il n'arrive jamais rien... Nous avons eu, l'an dernier, notre petite contre-révolution militaire, à l'instar de Constantinople... Oui, un soulèvement qui aurait dû avertir les Jeunes-Turcs... Le coup de tonnerre lointain, avant le grand orage...

Et elle raconte, drôlement, avec sa verve française, pendant que les hommes écoutent, commentent le récit, rectifient parfois un détail...

— Voilà : notre province d'ici est moins fanatique et moins arriérée que l'Asie-Mineure ; elle compte, parmi ses notables et ses fonctionnaires, beaucoup de Jeunes-Turcs très européanisés... Pourtant, ce n'est pas un centre d'idées et d'action révolutionnaire comme l'ardente Salonique... Andrinople est surtout militaire...

— Le boulevard de la Turquie, la sentinelle avancée contre le Bulgare !... Elle a bien accueilli la Constitution ?

— Oui... certainement... Un beau jour de juillet 1908, les officiers ont envahi le palais du commandant de corps d'armée en lui demandant de jurer fidélité à la Constitution, sur le Coran et sur le sabre... Le pauvre général a eu si peur qu'il a pris son tout petit garçon dans ses bras, comme bouclier... C'est l'usage... Le sultan Abdul-Hamid ne manquait jamais, dans les jours troublés, de garder son plus jeune fils près de lui, en voiture. Les Turcs respectent la vie des enfans et celle des personnes qui portent les enfans... Donc, le général, tenant son gamin, jura tout ce qu'on voulut, et le peuple fut invité à se réjouir... Il était plus étonné encore que le général, le bon peuple !... Liberté, Constitution !... Il ne savait pas d'où lui venaient ces belles choses un peu vagues, et il ne savait pas très bien à quoi ça servait... Néanmoins, il rendit grâce au Padischah, et se réjouit de confiance... Mais une délégation arriva de Sérès et de Salonique, et dans la gare on avait mis des drapeaux, des cartouches avec le chiffre d'Abdul-Hamid et l'inscription : « *Vive le Sultan qui nous a donné la liberté !* » Cela ne plut guère aux délégués qui dirent : « Il faut cacher ces cartouches... » Et puis des musiques jouèrent la marche Hamidié... « Faites taire ces musiques là !... » dirent encore les délégués de Sérès et de Salonique...

« Alors, des officiers, un peu grisés par l'enthousiasme, furent pris d'une folie démocratique et égalitaire ! Ils arrachèrent les galons et les boutons de leurs uniformes, afin de ressembler mieux à leurs frères les soldats. Ils montèrent sur des bornes et crièrent, en tapant sur leur sabre : « Le Sultan n'a rien donné du tout ! La liberté, nous l'avons prise avec ça !... »

« Ils disaient la vérité, et c'est très dangereux de dire la vérité aux gens qui ne sont pas préparés à l'entendre... Les soldats, travaillés par les prêtres, commencent à murmurer. Trois jours après cette algarade, ils malmènent les officiers qui se réfugient dans les consulats... La ville est au pouvoir des rebelles...

— Mais c'est l'émeute du 13 avril que vous me racontez là ?

— Presque... Les mêmes causes eurent les mêmes effets,

à Andrinople et à Constantinople, en août 1908 et en avril 1909. Mais ici, ce fut une petite, toute petite rébellion... Voilà nos mutins maîtres de la ville; ils ne font d'ailleurs aucun mal à la population, et se dirigent en masse vers la gare. « Nous voulons aller à Yldiz, voir notre père le Sultan, et nous assurer qu'il est vivant et libre... » Trois cent cinquante environ purent ainsi partir... Un peu avant de débarquer à Constantinople, ils furent arrêtés par le ministre de la Guerre qui les tança d'importance. Néanmoins, ils furent conduits à Yldiz et ils aperçurent leur père le Sultan qui leur fit donner à manger et à boire et leur conseilla de rentrer chez eux...

Un des fumeurs, jetant sa cigarette, conclut :

— C'était le prologue, le lever du rideau... Ah! l'affaire du 13 avril ne nous a pas surpris!...

— Andrinople a envoyé des troupes nombreuses, des volontaires?...

— Oui beaucoup. Mais il y avait aussi beaucoup de soldats qu'on devait licencier et qu'on a renvoyés dans leur pays, en Anatolie. Au croisement des lignes de Constantinople et de Dédéagatch, ils ont rencontré des régimens qui arrivaient de Salonique avec Niazi bey... Ces régimens les ont exhortés : « Frères, venez avec nous sauver la Constitution! » Mais les Anatoliens ont répondu : « Nous marcherons contre les Bulgares, tant qu'on voudra; jamais contre le Sultan. »

Quelqu'un murmure :

— Ah! ce n'est pas fini!... Les Jeunes-Turcs assument une tâche très belle, mais bien difficile... Établir l'unité morale d'un pays où les conflits de race et de religion...

Dans l'escalier, des cris éclatent... Est-ce que les soldats révoltés assaillent la maison? La porte s'ouvre, et l'on aperçoit Marika, la femme de chambre et le beau cuisinier Dimitro qui vocifèrent en grec. Derrière eux, les moustaches terribles, la veste à dorures et la fustanelle blanche du cavass albanais Husseïn apparaissent et disparaissent...

Le cuisinier est blême d'émotion... Il gémit, dans sa langue natale, dans ce grec cliquetant et caquetant, que la femme de chambre, — élève des sœurs françaises de Karagatch, — traduit en phrases pathétiques... Et la maîtresse de la maison nous dit :

— Le voilà bien, le conflit de races!...

Certes, le cavass albanais Husseïn déteste depuis longtemps le cuisinier grec Dimitro. Le cavass est musulman; il porte des armes nobles. Le cuisinier est orthodoxe et n'a pour épée qu'une lardoire. Les moustaches d'Husseïn, — les plus longues d'Andrinople, — impressionnaient les cœurs féminins; mais les vingt-cinq ans de Dimitro, ses beaux yeux bleus, sa taille fine, sa voix de ténor ont trouvé peu de cruelles... Haine de religion, conflit de races, histoires de femmes... C'est la guerre à l'office, sous les yeux du jardinier bulgare qui est trop vieux pour penser aux femmes, et qui déteste également le Grec schismatique et l'Albanais mahométan.

Tout à l'heure, Husseïn a brandi des poulets vivans sur la tête de Dimitro et il a proféré d'épouvantables insultes contre le père, l'aïeul et le trisaïeul du cuisinier. Au cuisinier même, il a promis une mort prochaine... Et le beau Dimitro, ayant subi sur le crâne le choc des poulets qu'il destinait à la casserole, est monté, vert et sanglotant, avec Marika, son interprète...

« Il dit qu'Husseïn le tuera, au coin de la petite mosquée... Il dit que si Husseïn ne le tue pas, tous les Albanais d'Andrinople le poursuivront, parce qu'ils sont tous parens entre eux et que ça fait la vendetta... Il dit qu'il veut partir ce soir pour Constantinople, qu'il doit se conserver pour sa famille... »

Le drogman du consulat, excellent homme, accoutumé à ces sortes de scènes, tente de rassurer le cuisinier larmoyant... La maîtresse de la maison, qui a invité douze personnes pour demain soir, est désolée...

— Quel pays!... C'est tout le temps comme ça! Les Albanais, les Grecs, les Turcs, les Bulgares, se mangent entre eux... Faire vivre ensemble trois domestiques et deux cavass qui n'ont rien de commun, ni la race, ni la religion, ni les coutumes, c'est un problème...

— Exactement le problème qui se pose pour le gouvernement jeune-turc... Ces tragi-comédies domestiques représentent en petit le drame compliqué qui se joue dans le vaste Empire ottoman...

Le drogman, nouveau Salomon, est descendu à la cuisine. Il a confronté les adversaires et il a obtenu, non pas la réconciliation, mais un armistice... Husseïn, qui aime Monsieur le Consul et plus encore le Consulat, a été fortement ému à l'idée que l'honneur et la gloire de la maison souffriraient d'un dîner

manqué par sa faute... Et il a juré, sur son sabre, — il n'a pas de Coran, — qu'il ne tuerait pas le cuisinier *à Andrinople...*

« Mais il me tuera à Constantinople, ou il me fera tuer par un de ses cousins... Les Albanais ne renoncent jamais à leur vengeance... Je suis perdu!... » s'est écrié le cuisinier abondant en larmes...

Et il a ramassé ses trois poulets, liés par les pattes, ses poulets, déplumés et quasi morts, victimes innocentes de la fureur albanaise...

Nous rions encore de cet incident, lorsque survient un visiteur, un pope grec ou bulgare, sans doute, coiffé de la toque en forme de tuyau noir...

— Ah! voici le Père Higoumène (1)... Soyez le bienvenu, père... Une tasse de café?

Le Père accepte et l'on fait les présentations...

— Vous venez à Andrinople pour affaires?

— Pour affaires... des questions de bornage... Et puis je voulais voir nos Pères de Karagatch...

— Vous n'êtes pas fatigué?

— J'ai pris mon étalon noir... une bête si douce!

— Si douce! murmure M. D... Il a manqué tuer deux de mes chevaux... C'est un animal terrible, votre étalon!

Le Père Higoumène sourit... Quarante ans, un visage noble, des yeux calmes et hardis, une belle barbe de stoïcien, des cheveux frisés tordus en chignon sous la toque-tuyau, ce pope a dans la mine et l'allure un je ne sais quoi que n'ont pas les prêtres bulgares et grecs... Assurément, c'est un homme brave et un brave homme, mais pas à la manière orientale, à la manière de chez nous... Il pourrait être Français, il mériterait de l'être...

J'interroge le consul, tout bas. Il dit :

— Père, madame demande si vous êtes vraiment Bulgare?

— Bulgare, moi?... Mais je suis Français, Français de Provence!... C'est mon chignon et ma coiffure qui vous étonnent?... J'ai été professeur de philosophie, autrefois, puis je me suis fait missionnaire et j'ai passé au rite grec...

« J'enseigne le français aux petits Bulgares... Je suis curé, professeur, laboureur, maçon, jardinier, et même journaliste,

(1) Supérieur d'un monastère

puisque j'écris dans le *Bulletin des missions*. Les trois quarts du temps, je vis à cheval et toujours le fusil sur l'épaule... Ah! je n'ai pas le loisir de m'ennuyer...

— C'est une dure vie !...

— Peuh ! On s'habitue au froid, à la disette, à la saleté, et même aux attaques nocturnes... Le pays n'est pas très sûr, là-bas, mais surtout, il faut beaucoup de volonté pour réagir contre l'action déprimante de la solitude morale... Nous sommes trois Pères seulement, à M... et trois religieuses... Nous avons une petite école et un dispensaire; nous instruisons les enfans, nous soignons les malades, nous essayons d'inculquer à nos paroissiens quelques idées de charité, de justice... Ah! ce n'est pas toujours commode. Ils ont leurs préjugés, nos paroissiens, et une conception du droit et du devoir un peu primitive, pour ne pas dire barbare... La vendetta existe encore, les querelles particulières se règlent à coups de fusil... Et il y a d'étranges superstitions... Les malades viennent au dispensaire, moins pour les remèdes que pour les aumônes, et demeurent les cliens clandestins du hodja et de la jeteuse de sorts... C'est décourageant...

— Nos paysans de France, en certaines provinces arriérées, préfèrent le rebouteux au médecin.

— Et le sorcier au prêtre... Je le sais, dit le Père Higoumène. L'histoire du petit garçon tout en fer pourrait, si l'on changeait les noms, faire un conte rustique d'Auvergne ou de Basse-Bretagne...

Je demande à entendre l'histoire du « petit garçon tout en fer. »

— Il était si vigoureux, à sa naissance, raconte le Père, qu'on l'appela Démir « le fer. » Nos Bulgares aiment tellement ce nom qu'ils le donnent même à leurs filles... Le garçon tout en fer avait un an quand la rougeole parut dans le village... La grand'mère n'hésita point. Elle mit l'enfant dans le coin le plus noir du four et alluma, juste à l'entrée, une brassée de paille... Le feu purificateur devait conjurer le mal... Le garçon tout en fer n'eut pas la rougeole, ne fut pas brûlé, mais, saisi de peur, devint épileptique.

La grand'mère jura qu'un voisin avait jeté le « mauvais œil » à son petit-fils. Elle alla trouver les sœurs pour la forme.. Toute son espérance secrète était dans la science d'une sienne cousine au douzième degré, qui habite le village d'Inia... Le

père, plus avisé, voulait suivre les conseils des religieuses, mais, fatigué par les criailleries des femmes, il se décida, un beau jour, à enfourcher l'âne familial... Il part, les femmes trottant derrière, selon la coutume peu galante de l'Orient... La cousine d'Inia fait déshabiller l'enfant tout en fer, lui coupe une mèche de cheveux qu'elle brûle dans un brasero pour chasser le diable, pendant qu'un cierge de deux centimes se consume devant l'icone. Passes magiques, mots mystérieux : « Anathéma Moustaphi-Moustapha, bardala, etc... » Le petit Démir retourne chez lui avec quelques cheveux de moins, une bronchite en plus, et toujours son épilepsie.

« Les sœurs Oblates n'y comprennent rien. On leur débite mille mensonges pour les apitoyer. L'enfant tout en fer résiste encore à la bronchite, mais il garde l'épilepsie. Nouvelle expédition chez un hodja d'Evdjiléri qui vend la meilleure amulette du monde : un morceau de papier coupé dans le Coran, plié en triangle et cousu dans un petit sachet... Coût : une poignée de piastres neuves... L'enfant tout en fer, épuisé par les voyages et les remèdes, perd à peu près l'ouïe et demeure paralysé. « Nous apprenons la vérité par les voisins. Il faut parler sévèrement, pour l'exemple... Les parens, dûment confessés, promettent de s'abstenir de sorcellerie et de conduire leur enfant chez un médecin d'Andrinople... Les sœurs font disparaître les amulettes, malgré les clameurs de la *baba*... (1) Un mois se passe. Les bonnes gens retardent toujours leur voyage. Ils n'ont pas confiance... Et puis, ce voyage, ça coûte de l'argent... Je les exhorte en vain... Mais, un beau jour, à ma grande surprise, père, mère, enfant sont partis, sans me prévenir... Le père reparaît seul. La femme doit séjourner à Andrinople. Elle loge chez un parent et ira tous les matins en consultation à l'hôpital... Il le disait; il le croyait, le pauvre bonhomme... Mais son épouse, têtue entre les femmes têtues, l'avait trompé. Au lieu d'aller chez les médecins, elle s'en fut coucher quarante nuits dans l'église grecque des Saints-Archanges, « Sveti Arkhistratizi » que le peuple appelle Saint Evstrate, et qui a la spécialité de miracles assez douteux. Cette église devient un véritable dortoir à certaines époques de l'année... La quarantaine finie, la tendre mère ramena l'enfant tout en fer, qui était resté sourd, épileptique et

(1) Grand'mère.

paralytique et qui était devenu complètement idiot... Si le pauvre mioche meurt quelque jour prochain, ce qui est possible, je ne doute point qu'il ne soit enterré avec un morceau de fer entre les pieds... C'est l'usage... La famille éplorée dit ainsi au petit mort : « Que tes frères, ceux qui naîtront après toi, soient aussi des garçons tout en fer, mais qu'ils ne meurent point dans leur jeune âge!... » Et voilà l'histoire du petit garçon tout en fer, que j'ai écrite et publiée, dans notre *Bulletin des missions*... Je pourrais vous en conter bien d'autres, plus terribles et plus scabreuses, et non moins vraies, si la charité chrétienne et la décence ne s'y opposaient pas. »

Ainsi parla, pour notre plaisir, le Père Higoumène, avec une belle humeur que mon récit n'exprime pas, et que rendait plus savoureuse le joyeux accent de Marseille...

Et pendant qu'il parlait, je me représentais le petit couvent perdu dans les collines, surveillé par les voisins quelquefois malveillans, bloqué l'hiver par les neiges... Aucune douceur, aucun bien-être, aucun réconfort intellectuel... Quelle vie, pour un homme intelligent et cultivé!... Et pourtant, s'il avoue des mélancolies passagères, le Père Higoumène n'est pas triste. Il ne doit pas l'être. La gaîté est une force, une vertu, presque une vertu guerrière, et tout bon missionnaire est un soldat...

Au crépuscule, nous sommes sortis, pour voir la ville que j'ai seulement aperçue de nos fenêtres.

Si je me suis plainte du pavé de Stamboul, que dirai-je du pavé d'Andrinople!... Nous marchons, Marguerite et moi, la tête penchée et les yeux fixés sur les trous, les monticules, les ornières et les aspérités du sol, posant le bout du pied sur un caillou, et puis sur un autre, comme on traverse un ruisseau encombré de pierres.

La topographie de la ville m'échappe complètement. Je n'ose lever les yeux, par une crainte bien légitime des entorses... J'entrevois les coupoles superposées, la cour, le cloître à arcades de Sultan-Sélim, et je me perds dans les ruelles déclives, bordées de maisonnettes en bois, égayées de petits jardins en terrasse et qui sentent la poussière chaude et l'acacia.

Quelques dames noires, masquées de tulle serré, glissent, furtives, le long de ces maisonnettes et se faufilent dans l'entre-bâillement imprévu d'une porte... Dans la limpide lumière du

soir, entre les façades grises, le pavé gris, le ciel pur et décoloré, il n'y a que deux notes de couleur éclatantes : la fustanelle du cavass, plissée et ballonnée, d'un blanc de lessive, et la robe verte d'une servante qui s'arrête, qui ramène, par pudeur, son voile de mousseline sur sa bouche, et coule un noir regard hypocrite vers l'Albanais...

Et nous voilà enfin dans un grand espace libre. C'est une colline où des tombes bien vieilles, bien usées, s'effritent dans l'herbe rase. Derrière nous, la masse de Sultan-Sélim monte sur le ciel; à gauche, il y a des casernes très laides, et devant nous, au bas de la pente, une sorte de prairie molle et marécageuse, où se traîne la Toundja, parmi les saules et les peupliers; un petit pont enjambe la rivière, unit la prairie à la petite île fraîche et verte qui contient les restes d'un palais ruiné par les Russes.

C'est le Vieux-Sérail, la promenade favorite des gens d'Andrinople, très fréquentée le vendredi et le dimanche par les dames turques.

Les dames turques... Il y en a beaucoup, ce me semble, autour de nous... une quantité de formes noires accroupies, assises, debout, sur la colline du cimetière, comme une bande d'oiseaux lugubres... Non, ce ne sont pas des « dames; » ce sont des femmes, de pauvres femmes du peuple. De loin, toutes ont le même aspect, sous le tcharchaf obligatoire, véritable uniforme démocratique.

Des soldats se tiennent à l'écart, et, par respect, évitent de regarder ces femmes, et le cavass, qui nous précède, baisse les yeux, en honnête musulman. Mais les femmes nous considèrent sans surprise, avec amitié, avec, peut-être, un peu d'ironie. De jolis enfans parés de colliers en perles bleues, — ce sont des porte-bonheur et l'on en met jusque sur le frontail des buffles, jusqu'au collier des chevaux, — de jolis enfans aux pieds nus, aux faces rondes, aux prunelles sombres, se rejettent vers leurs mères, quand nous approchons. Je veux caresser le plus joli, le plus petit, qui marche à peine, mais la maman lui cache la tête dans son tcharchaf et me crie une phrase qu'Husseïn traduit malaisément, et qui signifie à peu près :

« Il n'est pas malade... Ne le regarde pas. Il faut qu'il vive et qu'il grandisse!... »

En Orient, toutes les mères dérobent ainsi leurs très petits

bébés au regard des inconnus. Elles redoutent le mauvais œil...

Nous avons descendu la colline et traversé la prairie. Les femmes, sur la pente, parmi les pierres, ressemblent davantage encore à des corbeaux posés, à des pies qui ne sautent pas et ne jacassent pas... Nous revoici dans la ville, dans le quartier du Konak, et nous longeons un bâtiment maussade, qui a des soupiraux grillés à ras de terre.

C'est la prison. Un chant tremblote et bourdonne dans l'espèce de cave qui prend jour par ces soupiraux. Nous nous penchons pour voir... Les sentinelles du poste nous laissent faire. Le cavass impose la déférence due à des Européennes, femme et belle-sœur de consul. Nous distinguons, dans la pénombre, des hommes étendus ou assis sur leurs talons, un autre, debout, qui chante, en tapant à contretemps sur une casserole, et quatre gaillards qui dansent, enlaçant, entre-croisant, levant les bras, frappant du talon... Eux aussi, célèbrent la fête, l'avènement de Mahomet V... Des passans, rendus curieux par notre curiosité, s'arrêtent pour voir, nous entourent... Alors, les soldats du poste tombent dessus, à coups de crosse... Et les bons passans, un peu houspillés et sans rancune, s'écartent docilement.

Marguerite déclare que « c'est très vilain... car enfin, ces gens sont Turcs, comme les soldats... » Elle veut s'en aller « puisqu'on fait des injustices... » Et nous repartons, parmi les promeneurs, qui sont très nombreux, très pressés, dans cette rue... C'est l'heure où l'on commence à illuminer, pour le dernier soir des fêtes. Les boutiques ont toutes des lanternes, des lampions ou de simples chandelles, et des guirlandes multicolores en papier découpé. L'intérieur est éclairé vivement par des lampes à pétrole, munies de réflecteurs en fer-blanc, et quelquefois par des fourneaux. Ça sent l'huile bouillante, le poisson frit, le gigot brûlé. Dans les restaurans (?) où des cliens accroupis mangent les *beureks*, — sortes de beignets au fromage, — et les *dolmas*, — boulettes de hachis froid roulées dans des feuilles de vigne, — il y a aussi des gens qu'on rase et qui lèvent des mentons barbouillés...

Que de monde, dehors, ce soir!... Derviches, paysans grecs, paysans turcs, artisans, soldats, jusqu'à des pachas dans leur voiture, jusqu'à des officiers à cheval, jusqu'à de très vieux bonshommes qui ont des turbans jaunes et des robes de chambre en soie rayée comme le Malade Imaginaire. Et des musiques !... lanternas, flûtes de roseau, darboukas... Et des chan-

sons clamées par des chanteurs qui appuient leur main sur leur oreille, et ouvrent la bouche d'un air douloureux. Pas une femme, — toutes sont rentrées avant le coucher du soleil! — Pas un Européen en jaquette ou en veston. Rien que des Turcs, des Grecs du peuple, des gens bariolés et baragouinans... Rien que des hommes. Nous sentons, sur nous, sur nos visages dévoilés, sur nos tailles libres, le regard multiple de cette foule d'Orient, ce regard masculin qui n'est pas insolent peut-être, mais qui insiste, qui s'attache, qui irrite, à la longue, comme une obsession et une gêne... Et nous rabattons nos voilettes légères, qui ne nous dissimulent pas, mais qui nous isolent un peu... Sensation étrange, que bien d'autres voyageuses ont dû éprouver, et que j'ai connue déjà, dans mes promenades à Stamboul.

Le ciel s'obscurcit et s'étoile... La lune qui va se lever empourpre tout un côté de l'azur qui prend la teinte des pavots violacés. La vieille mosquée des Trois-Margelles dresse ses minarets sculptés et peints, reliés par une « portée » de fils où des lampions s'allument, en dessins bizarres, qui ressemblent à des doubles croches, et qui sont des lettres turques, des versets du Coran.

1er mai.

Ce matin, nous apprenons que le premier Sélamlik a eu lieu, sans incident, à Sainte-Sophie de Constantinople. Ni le corps diplomatique, ni les étrangers n'ont reçu des invitations ou des autorisations à pénétrer dans la mosquée sainte, la plus ancienne de toutes les mosquées de Stamboul, celle où Mahomet le Conquérant a laissé l'empreinte de sa main sanglante. La cérémonie a été extrêmement simple, et l'on a beaucoup remarqué l'uniforme khaki du Sultan, — l'uniforme des soldats de Salonique.

Il est probable que les Jeunes-Turcs se départiront un peu de cette simplicité volontaire qu'ils apportent dans toutes les cérémonies officielles, lors de l'investiture du Sultan. On ne parle ici que des splendeurs de cette fête, des costumes anciens, des aigrettes, des pierreries fabuleuses que nous serons admis à contempler... On parle même de trains de plaisir... qui amèneront des milliers de personnes à Constantinople !... La date n'est pas fixée. Je souhaite qu'elle soit reculée jusqu'à la fin de la semaine prochaine, car Andrinople m'intéresse extrêmement.

C'est la province, et l'on ne peut avoir qu'une image incomplète, qu'une idée faussée d'un grand pays, si l'on n'a pas séjourné quelque temps en province. Pour un étranger qui saurait voir, Saumur, Troyes ou Périgueux, seraient plus significatifs, plus révélateurs de la vraie France que Paris même. Stamboul n'est pas toute la Turquie; les Turcs européanisés de Stamboul, — ceux qui passent trop souvent le pont, — ne représentent pas le Turc typique.

Les femmes musulmanes que je désire connaître, je veux les voir ici, d'abord, dans cette ville qui conserve ses mœurs et ses traditions. Plus tard, je comprendrai mieux, par comparaison, les dames de Stamboul, la petite élite des incomprises et des désenchantées.

Il m'est très facile de pénétrer dans les familles de fonctionnaires ou d'officiers qui sont en relations avec les Européennes des consulats; Mme P..., une Grecque, très intelligente, qui parle turc, veut bien me servir d'interprète.

Avant tout, j'ai désiré voir une école de filles. Non pas une école grecque, ou arménienne, ou juive, non pas même une école tenue par des religieuses françaises, — celles-là sont connues, on les a déjà décrites. — L'école qui m'intéresse est turque, réservée aux filles musulmanes. Les femmes seules y sont admises, et non sans difficultés, car les maîtresses et les élèves ne parlent que leur langue maternelle.

Aucune visite ne peut être plus instructive, aucune ne peut donner plus de renseignemens sur la formation de la musulmane.

Mme P... me dit :

— Il y a ici une toute petite école; les enfans du peuple et de la bourgeoisie la fréquentent, mais non pas les jeunes filles riches. Celles-là ont des gouvernantes particulières, Anglaises ou Françaises... Et quelles gouvernantes!... Pour une brave fille, consciencieuse et instruite, il y a vingt aventurières, rebut des pensionnats européens, ex-femmes de chambre ou demoiselles de magasin... sinon pire!... Vous devinez quel enseignement et quels exemples reçoivent les jeunes *hanoums* et quelle idée elles se font de la vie occidentale...

Robert Mizrahi, l'aimable directeur des affaires politiques du vilayet, a préparé notre visite, et nous avons été averties, ce matin, que la directrice de l'école, très honorée et très flattée, nous recevrait à onze heures, Mme P..., Marguerite et moi. On

nous recommande de mettre de jolies robes, parce que l'extrême simplicité de la toilette, — qui serait une preuve de bon goût à Paris, — offusquerait nos hôtesses, comme une marque de dédain.

Robe grise, robe bleue, robe jaune, nous sommes bien brillantes, toutes trois, quand nous descendons de voiture, dans une paisible petite rue ensoleillée, devant le bâtiment d'école. Robert Mizrahi, dès que la porte s'entr'ouvre, prend congé de nous, et la servante qui retient le vantail, à l'intérieur, ne montre sa vieille figure embéguinée qu'après le départ de notre compagnon. Il y a d'autres servantes, dans le vestibule, qui nous saluent, en baisant le bas de nos vêtemens.

Une jeune femme rousse, de petite taille et de visage délicat, vêtue d'une robe lâche violet sombre qui dissimule mal une grossesse avancée, nous attend au seuil du salon. Autour d'elle, un peu en arrière, cinq ou six femmes nous regardent de tous leurs yeux noirs, rieurs et doux. C'est la directrice et les adjointes. Ensemble, elles s'inclinent, avec un geste gracieux de la main qui effleure presque le sol, touche la poitrine, la bouche, remonte au front.

Quand les « témenas » (1) sont finis, nous entrons toutes dans la grande pièce qu'on a décorée en notre honneur avec les ouvrages de broderie des élèves, et Mme P... veut faire les présentations... Mais la directrice, selon le protocole de la politesse turque, s'est assise le plus loin possible de nous, les mains croisées sur la ceinture... Il faut insister pour qu'elle se rapproche, et de fauteuil en chaise et de chaise en fauteuil, s'asseye en face de nous. Toutes ces cérémonies préliminaires prennent un bon quart d'heure.

Les autres institutrices se placent comme elles veulent ou restent debout. Deux sont très jeunes, assez jolies; une, plus âgée, vingt-huit ans peut-être, représente assez bien l'odalisque telle que nous l'imaginons, car elle a des yeux de velours soulignés par le khol, un petit nez aquilin charmant, la pâleur mate du camélia... Une autre, très maigre, bilieuse, énergique, a des prunelles enfoncées où l'intelligence pétille, — c'est le mot exact, — en étincelles de feu noir; la doyenne de toutes, celle qui enseigne le Coran est une très vieille dame, décharnée et véné-

(1) Saluts.

rable, vêtue à la turque d'une longue blouse d'indienne : seule, elle a les cheveux cachés par un petit voile jaune à fleurs.

Les autres sont habillées à l'européenne... Hélas!... Leurs robes, fabriquées je ne sais où, offrent des spécimens variés de modes surannées déjà, — manches pagodes, volans en forme, empiècemens garnis de jais et de galons. C'est dommage... La blouse flottante et le léger voile fleuri siéraient à leurs corps un peu massifs, à leurs figures rondes d'Orientales... Et comme je déplore aussi l'invasion du progrès européen, quand je regarde les panneaux brodés qui couvrent les murs, ces satins d'un bleu criard, d'un rose vineux, ces motifs brodés d'après les modèles de bazars occidentaux, où rien ne rappelle la belle tradition de la broderie turque!

Pendant qu'on échange des complimens, une petite fille apporte des verres d'eau et des confitures, sur un plateau argenté. Elle aussi est habillée à la mode, mais sa robe à taille longue, à courte jupe, est en satin crème damassé. Elle a des bas à jours, des souliers de danseuse, et des broches de strass dans les cheveux. A peine avons-nous goûté les confitures, et repris la conversation, qu'une autre petite fille, en satin rose, apporte des limonades excellentes.

Il faut boire, qu'on ait soif ou pas soif, dût-on en devenir malade.

Enfin, la directrice accède à notre désir de visiter les classes, et nous montons, avec la lenteur qui convient à notre dignité, jusqu'au premier étage. Quatre classes ouvrent sur le palier. La gentille odalisque se précipite dans la sienne, et à sa vue, toutes les petites filles se lèvent, les bras croisés, les yeux baissés, immobiles, impassibles.

Dix à douze ans, brunes, pâlottes, sérieuses, elles ne sont pas affublées d'horribles tabliers noirs. Les robes en cotonnade des pauvres fraternisent avec les robes en soie brochée des filles de fonctionnaires ou de marchands. Presque toutes ont les cheveux couverts, les nattes pendantes sous un voile, ce qui est un signe de grande piété.

La maîtresse envoie l'une d'elles au tableau, et lui fait écrire un problème interminable qu'elle doit résoudre oralement. La petite trace, de droite à gauche, des lettres cabalistiques pour nous, des chiffres qui ressemblent à des dessins de tapis, et elle parle vite, vite, en bonne élève qui sait la leçon par cœur. On nous

avertit, — par truchement, — qu'elle a une mémoire extraordinaire.

Une autre nous montre, sur la carte, Paris, Rome, Athènes, Berlin. Dans la classe voisine, où règne la vieille dame décharnée, une fillette psalmodie quelques versets du Coran, d'une voix étrange, gutturale et tremblée.

Je demande :

— Est-ce qu'on lui explique le sens de ces versets?

— Non... Ce serait difficile et même impossible.

— Pourquoi?

— Parce que le Coran est écrit en arabe, et que les pauvres enfans ont bien assez de peine à lire, — rien qu'à lire, — ces mots d'une langue qu'elles ignorent.

— Alors, elles psalmodient sans comprendre?

— Cela suffit... Et il faut beaucoup de temps pour apprendre à lire les caractères et à psalmodier.

— La maîtresse de Coran ne donne aucune instruction religieuse proprement dite?

— Non. Les femmes n'en ont pas besoin...

— Mais elles reçoivent bien une espèce d'instruction morale? N'essayez-vous pas de développer les qualités particulièrement féminines, celles qui constitueraient leur valeur, leur mérite, leur caractère même de femmes et de mères?...

Les institutrices se regardent, et l'odalisque brune dit :

— Nous leur disons qu'elles doivent obéir à leur père, d'abord, puis à leur mari; qu'elles ne doivent pas avoir d'opinion personnelle et de volonté propre. Leurs vertus idéales, c'est la douceur, la résignation, la soumission...

Mme P... traduit. Les fillettes aux cheveux voilés écoutent, sans un regard sur nous, sans un sourire, comme si elles étaient sourdes et muettes, comme si l'entretien ne les concernait pas...

— Quel est votre programme d'éducation?

— Nous enseignons la lecture, l'écriture, qui est une chose compliquée, un peu de géographie et d'histoire, un peu de calcul, un peu de grammaire, la lecture du Coran, la broderie, le repassage... et à lire le journal...

— Quel journal?

— Le journal où il y a les nouvelles... le *Sabah* (1)... Oh! elles lisent très bien... Éminé!

(1) Matin.

Éminé prend le papier imprimé et lit, tout haut : « Dernière séance de la Chambre... Présidence d'Ahmed Riza bey... etc. »

Je suis ébahie... Je me représente une école primaire de Paris, où l'instituteur ferait lire aux élèves un discours de M. Briand !

— Et... ça les amuse, la politique ?... Elles savent ce que c'est : le Parlement, Ahmed Riza...

Une lueur passe dans les jolis yeux d'odalisque.

— Oui, oui, ça les amuse, ça les passionne... Nous leur expliquons tout... la Constitution, la Révolution... Nous sommes très peu savantes, nous-mêmes ; du temps d'Abdul-Hamid, dans nos écoles normales, on nous défendait d'étudier le français, de lire même des traductions... mais ici, presque toutes, nous sommes mariées à des officiers, et nos maris nous racontent des choses... nous savons que nous avons la liberté, maintenant... Alors, nous espérons qu'on nous laissera nous instruire, et que vous nous trouverez bien différentes, si vous revenez à Andrinople, dans quelques années.

— Vous vous réjouissez d'avoir la liberté ! Pourquoi ? Vous voudriez poser le voile, sortir à votre gré, comme les Européennes ?

Elle répond, avec une dignité touchante :

— Non... pas ça... Nous voulons ce que la religion permet, et elle ne nous oblige pas à l'ignorance... Nous voulons devenir des femmes meilleures, bien élever nos enfans pour le pays, pour la pauvre Turquie...

Ainsi, le patriotisme est le premier sentiment social qui se développe chez ces demi-recluses.

Je demande encore :

— Vos élèves ne redoutent-elles pas le moment où elles prendront le tchartchaf ?

— Elles ?... Si on les écoutait, on les voilerait à neuf ans... Elles sont impatientes de paraître femmes... bonnes à marier...

— Elles vous quittent à treize ans ?

— Presque toujours. A quatorze ans, on les marie.

— Et quand elles sont mariées, elles ne lisent plus et elles oublient ce que vous leur avez enseigné ?...

— Tout dépend de l'homme qu'elles épousent. Mais elles ont un bon souvenir de nous et sont très reconnaissantes.

— En Europe, il n'y a pas bien longtemps, une femme de

bonne famille ne pouvait travailler, sans déchoir. Aujourd'hui, un très grand nombre de femmes vivent indépendantes, et, même mariées, gagnent leur vie. Est-ce que vous les croyez heureuses?

La question, traduite par Mme P..., fait sourire les jeunes institutrices, et la directrice répond avec vivacité :

— Nous gagnons notre vie, nous, et nous en sommes fières... J'ai à peu près cent francs par mois, et les professeurs adjointes trente... Ce n'est pas beaucoup, mais les autres femmes, — celles qui ne sont pas abêties, — nous admirent, et sentent que nous sommes supérieures à elles.

Avec quel orgueil naïf elles proclament cette supériorité!... On les sent fines et intelligentes, ces jeunes femmes, et capables d'énergie, malgré leur éducation déprimante et leurs habitudes de passivité... Je voudrais bien savoir ce que pensent les maris, et s'ils éprouvent quelque considération pour des compagnes dont le modeste gain contribue au bien-être du ménage... Mais si j'interroge les femmes sur ce sujet délicat, je ne serai jamais sûre qu'elles répondront sincèrement...

Je leur parle de la condition des travailleuses, à Paris, de l'exploitation des ouvrières et des employées, de l'immense effort féminin qui, déjà, inquiète l'homme, — l'homme devenu, au lieu de protecteur, un concurrent, un rival... Mais elles ne comprennent pas. Comment pourraient-elles imaginer de pareils conflits, de telles mœurs, elles qui n'ont jamais ouvert un de nos livres, et qui parlent, pour la première fois, à une femme d'Occident?

Encore des limonades, accompagnées, cette fois, de macarons. Nous passons dans la classe de broderie, puis dans la classe de musique, où une fillette, assise devant le piano, très intimidée, joue, — avec un doigt! — la marche de la Constitution... Et quand elle a terminé ce pénible exercice, elle recommence... Les maîtresses nous jettent des coups d'œil affectueux qui nous invitent à l'approbation. Les petites demoiselles, rangées en cercle autour de l'instrument du supplice, examinent l'effet produit par la musique, et s'étonnent peut-être de notre froideur...

Marguerite murmure :

— Qu'est-ce qu'elle joue?... Tu connais ça?... Ça ressemble à quelque chose que j'ai entendu...

— A un air turc?

— Je ne sais pas... Comment savoir, avec tant de fausses notes?... Je crois que nous devons applaudir...

Parbleu ! C'est la *Marseillaise* qu'elle joue, cette enfant!... A contre-mesure, mais l'intention y est... Bravo, bravo!... Toute l'école s'émerveille... Nous avons enfin reconnu l'hymne national!

Il n'y a qu'un auditeur mécontent: c'est un bébé de deux ans, tout noir, tout frisé, avec des yeux de charbon, qui n'aime pas du tout la musique et encore moins les dames à grands chapeaux. Il se précipite dans les jupes de la gracieuse adjointe qui nous signifie, par gestes, que ce bébé lui appartient en propre. Et elle demande combien nous en avons.

Je lève trois doigts.

— *Machallah!*.. (Dieu vous les conserve!)

Je montre la directrice... Combien d'enfans, déjà?... Un, deux?... L'adjointe éclate de rire, et tapant sur le ventre rebondi de son chef hiérarchique, elle répond, tout haut, devant les élèves :

— Rien qu'un... Et il est là!...

Personne n'est choqué. A tout âge, les Turques ignorent la pudibonderie hypocrite. Et les petites filles regardent sans rougir cette corpulence passagère de madame la directrice... Rien qu'un enfant!... *Machallah!* Dieu le conserve!...

3 Mai.

Au bord du ruisseau, les femmes karagachanes étendent les manteaux de laine brune qui ressemblent, avec leurs manches écartées et leur épaisseur velue, à des peaux d'ours écorchés.

Le paysage, sous la parfaite rondeur du ciel tout blanc de vapeurs orageuses, est infini, monotone et vert, à peine ondulé à droite par de petites collines. Ce sont des pacages immenses que M. B... loue chaque hiver, depuis dix ans, à la tribu nomade des Karagachanes. Ces bergers, d'origine grecque, élèvent des moutons et des chevaux qu'ils ramènent, dès le mois de mai dans la montagne.

La ferme des B..., où nous sommes venus déjeuner en pique-nique, — à vingt kilomètres d'Andrinople, — est isolée parmi ces pacages, les plus fertiles de la région. Une route, creusée d'ornières profondes, raie obliquement les coteaux, traverse la plaine, aboutit à la grande porte. On voit, de loin, revenir, vers

cette porte, sur la route unique, les chariots attelés de buffles gris, chargés de bois feuillu en masse verte. Dans un pli du ravin, les Karagachanes ont dressé leurs huttes.

Ils nous attendent, là-bas. Avant de visiter leur campement, nous nous sommes arrêtées près du ruisseau qui s'élargit sous les saules, pour regarder les laveuses. Elles sont quatre, deux vieilles et deux jeunes, vêtues de toile rouge et brune dont les couleurs rappellent certains beaux papillons des bois. L'aïeule, dont la chemise entr'ouverte découvre le cou granuleux et la gorge de sorcière, nous fait un salut amical et nous indique la direction du village.

Un village?... Un rucher, plutôt... Au détour de la route, entre deux pentes herbues qui l'abritent, il cache ses quelque douze huttes coniques et blondes, percées d'une seule ouverture. Il semble que des abeilles géantes vont sortir de ces vastes paniers renversés... Au centre, une hutte plus grande, mieux construite, mieux aménagée à l'intérieur, est la demeure du chef, car la tribu a un chef, le plus riche, le plus influent des Karagachanes, qui fait fonction de maire, de juge et de capitaine, choisit les pacages, conclut les accords avec les fermiers, ordonne les fiançailles, organise la défense du bien commun. C'est presque le roi-pasteur des chants homériques.

Ce chef a bien voulu nous accueillir, — il n'est pas toujours d'humeur hospitalière, — parce que le consul de Grèce est parmi nous. Comme tous les gens qui sont ou qui disent être de race grecque, — Macédoniens, Thraces, et même les arrière-neveux des Byzantins, les Grecs de Péra, — ces pauvres bergers ont au cœur le vivace, l'indestructible sentiment philhellénique... Ils pourront errer sur le sol conquis par les Turcs, s'y fixer même, leur âme et leur désir resteront fidèles à l'antique patrie hellène... La seule vue du consul les remplit d'orgueil, de respect, de joie. Rangés sur deux lignes, — les hommes devant, les femmes très en arrière, — ils le regardent s'avancer. Le chef parle le premier, remercie, présente sa troupe, dans un dialecte assez rude, puis il nous tend la main, à tous, avec dignité. C'est un homme de soixante ans, large d'épaules, étroit des hanches, les jambes longues et nerveuses, les bras sculptés de beaux muscles saillans, et qui tendrait sans effort l'arc d'Ulysse. Il tient une grande houlette recourbée comme un sceptre. Ses hommes, — presque tous parens, — ont une magnifique allure, avec leur

courte veste de drap brodé, leur culotte bouffante cachée par une sorte de jupe en drap blanchâtre, fendue par devant et tout ornée de galons noirs ; leur large ceinture de cuir, leurs jambières de feutre, leurs sandales. Quelques-uns portent des cafetans en grosse laine, pareils à ceux que les laveuses étendaient sur la prairie. Tous ont un lambeau d'indienne entortillé en turban.

Ils sont très calmes, très graves, les plus jeunes, beaux comme des demi-dieux, avec cet air noble que donne la vie nomade et libre. Leurs yeux ne se détournent pas des nôtres, mais leur regard n'est pas insolent, à peine curieux.

Les femmes, plus sauvages, reculent quand nous avançons. Le chef nous fait visiter quelques huttes... Dans le noir, on distingue des tapis, des armes, des ustensiles de cuisine, un métier à tisser, très primitif, un berceau de bois, une forme de femme accroupie, immobile...

Ce sont les femmes qui ont édifié ces maisons de paille, fabriqué ces objets indispensables, tissé et brodé les vêtemens. Elles font tous les ouvrages domestiques, et même les travaux de culture, car les hommes, jaloux de leur dignité virile, ne consentent qu'à porter le fusil et à garder les troupeaux. Frelons armés, courageux, mais frelons, que nourrissent, abritent et servent les brunes abeilles résignées et industrieuses. C'est la loi de nature, l'exploitation du faible par le fort, l'asservissement de la femme laborieuse à l'homme guerrier, mais fainéant...

Je dois dire qu'elles ne paraissent pas bien malheureuses, ces dames karagachanes, et qu'elles considèrent sans émotion de jalousie, peut-être avec dédain, les hommes qui nous accompagnent et qui nous témoignent une courtoisie, pour nous toute naturelle, pour elles bizarre et choquante... Debout devant les huttes, elles tiennent par la main ou sur le bras, leurs enfans vêtus comme elles. Vieilles et jeunes, femmes et filles, sont belles, par la noblesse de leurs traits réguliers, simples, à peine plus expressifs que les traits des cariatides. Deux ou trois ont un admirable type éginétique, des yeux presque trop grands, le nez droit, la bouche en arc, dédaigneuse et triste, l'ovale un peu court, des tempes larges de Méduses sous les serpens tressés de leurs cheveux. Leurs nattes rudes, aux reflets d'acier bleuâtre, ramenées sur le front, s'y croisent, s'y enlacent, sous un voile de laine couleur de sang séché. Des boucles d'argent, des pen-

deloques de corail, des pierres bleues porte-bonheur tremblent dans l'ombre du voile, dans l'épaisseur des tresses, contre les tempes renflées.

Toutes ces femmes portent une jaquette sans manches en drap rouge, brodée de soutache noire, violette et or, doublée d'une toile si rigide qu'aucun relief, aucune inflexion des lignes ne révèle la féminité. Les seins sont écrasés, la taille comprimée dans cette espèce d'armure, qui fait aux vierges, aux mères, aux aïeules, un buste de garçon. Les manches demi-longues de la chemise, en toile écrue, sont brodées de coton bleu et brun. Très basse, une ceinture de cuir, plaquée d'argent, enserre les hanches, soutient le ventre, et supporte la jupe plissée, courte, d'un beau ton rouge pompéien. Un étrange tablier, un écran plutôt, en broderie d'or, pend à la ceinture par deux chaînettes, et tombe du genou à mi-jambe. Les bas, sans pieds, reproduisent, dans leurs mailles tricotées, les dessins multicolores des broderies et des soutaches, de simples sandales, retenues par une bride, protègent les pieds nus et parfaits.

Le chef, sur la prière du consul, invite ses gens à danser... Dans le décor du ravin herbeux, des grandes ruches blondes, du ciel pâle, la double chaîne se forme, quatre jeunes hommes, quatre femmes qui se tiennent par la main. Ils vont à gauche, puis à droite, d'un pas rythmé, en chantant une « chanson de printemps, » un air très simple, très lent, à deux phrases alternées, majeure et mineure. Parfois, les hommes frappent le sol, à la manière du cheval qui piaffe, le genou relevé, la tête haute.

Et c'est très beau, cette danse de bergers, qui évoque la pyrrhique, le double chœur chantant la strophe et l'antistrophe, les défilés des frises, les rondes sacrées ceignant les vases. Je pense à Sophocle, à Isadora Duncan... Mais le consul de Grèce me dit :

« Ces bergers sont originaires de l'Épire. Ils descendent des fameux Souliotes qui luttèrent contre Ali, pacha de Janina... Ils ont le sang des vieux Klephtes de l'Indépendance... »

Les souvenirs de la Grèce classique se sont évanouis. Je me rappelle le tableau de Delacroix, une page de Lamartine, le *Dernier chant du Pèlerinage d'Harold*, le refrain des femmes Souliotes, poursuivies par les Turcs, et dansant, sur la plateforme d'un rocher avant de se précipiter à l'abîme...

Cependant, la double chaîne se brise, et voici qu'on apporte

un plateau d'étain où sont de petits morceaux de fromage, — un pour chaque visiteur. Le chef remplit de vin résiné une tasse qu'il donne au consul, et que chacun devra vider, ensuite, à la ronde...

C'est le rite ancien, le symbole d'alliance et de paix. Marguerite, comme par mégarde, s'en est allée, là-bas, du côté des voitures... Une tasse unique, pour tant de personnes!... Marguerite n'a pas le courage de participer à la communion poétique et patriarcale certes, mais un peu inquiétante... Et je ne peux l'imiter! Je suis entre le chef karagachane et le consul qui tient la tasse et me regarde d'un air confus... Tant pis!... Vidons le calice... Le consul, poliment, effleure à peine la tasse d'étain, et me l'offre au lieu de la passer à M. P... son voisin, à la grande surprise du chef tout scandalisé... Les hommes se servent les premiers, chez les Karagachanes, et les femmes ont les restes, quand il y a des restes...

Tout le monde a bu ou a feint de boire. Les femmes, groupées, tassées en bloc, s'humanisent peu à peu. La plus belle, — une Proserpine aux tresses presque violettes, — me prend la main, dans sa main robuste et hâlée, me met au doigt son anneau d'argent qui glisse et tombe, trop large, et, sans façon, elle essaie mes bagues.

Elles sont si étroites pour ces doigts de bergère, qu'elles ne dépassent pas la première phalange. Alors, il y a de grands rires. Les belles bouches de déesses éginétiques s'ouvrent sur les dents éclatantes... Mme P... traduit quelques réflexions... Ces dames karagachanes, nous trouvent, toutes, mal habillées.

La Proserpine me demande :

— Pourquoi n'as-tu pas des habits brodés, comme nous? Tu ne sais donc pas travailler avec l'aiguille.

— Non, je ne sais pas.

— Alors, à quoi es-tu bonne?

A quoi suis-je bonne, en effet? Une femme si petite, si frêle qui ne brode pas, qui serait tout de suite fatiguée s'il lui fallait remuer la terre ou bâtir des huttes!

Elle me considère avec une gentille pitié, un peu moqueuse.

— Tes mains ne ressemblent pas à mes mains : elles sont blanches et pointues, elles ne peuvent pas faire le même ouvrage...

Pleine d'indulgence et aussi de curiosité, Proserpine va chercher une jaquette de drap rouge, inachevée, son propre

ouvrage et m'invite à l'essayer. Complaisamment, j'enlève mon manteau qui est taillé dans une robe chinoise de soie écrue, brodée de fleurs bleues, et garnie de baguettes en satin noir. Proserpine, aussitôt, s'en empare et enfile les larges manches, pendant que je passe la rude jaquette... Ah! que n'ai-je un miroir!... Elle est rigide comme une armure, cette jaquette karagachane; elle me meurtrit la poitrine et me coupe les bras aux entournures... La Proserpine, enchantée, se tourne et parade dans le manteau chinois aux fleurs bleues. Grands éclats de rires.

Elle dit enfin :

— Si mon mari te voyait, il te garderait avec nous.

Cette plaisanterie porte au comble la gaîté générale, et les jeunes mères qui cachaient prudemment leurs nourrissons, se rapprochent, s'apprivoisent, et s'informent du nombre de nos enfans.

Je l'ai remarqué déjà : Turques ou Grecques, musulmanes ou chrétiennes, toutes les femmes de tous les pays, finissent toujours par s'entendre. Elles ont deux grands intérêts communs, deux éternels et passionnans sujets de conversation : les enfans et la toilette.

Mai.

Un bouquet de nouvelles variées: le ministère Tewfik Pacha est constitué; le grand Tchélébi de Koniah va venir à Stamboul pour la cérémonie de l'investiture; treize officiers et civils ont été pendus hier, au petit jour, par groupes: cinq sur la place Bayazid, cinq devant Sainte-Sophie; trois au bout du pont de Galata. Leurs corps sont restés exposés au soleil toute la demi-journée.

Je ne regrette pas d'avoir manqué ce vilain spectacle qui attira, paraît-il, une foule énorme, et qui sera renouvelé trop souvent, à Stamboul et en province. La répression commence. Partout, les cours martiales vont fonctionner, et même les instigateurs de la révolte d'Andrinople, incarcérés depuis l'automne, auront leur tour. Ils attendent leur destin avec philosophie, ne perdant pas une bouffée de cigarette, et c'est eux, peut-être, qui dansaient l'autre soir, dans la prison, au rythme des casseroles remplaçant le tambourin.

Quant au grand Tchélébi, j'ai peu de chance de le rencontrer

jamais... Ce personnage, de vieille race noble et presque royale, est comme le général des derviches turcs. Il a le privilège de porter un bonnet de feutre, trois fois plus haut que le bonnet ordinaire, et c'est lui seul qui peut « investir » le Sultan du fameux sabre d'Eyoub. Cette investiture, dans la sainte mosquée interdite aux chrétiens, équivaut au sacre des anciens rois de France, à l'onction du chrême dans la basilique de Reims.

A défaut du grand Tchélébi, j'ai vu, hier, les derviches tourneurs d'Andrinople, qui n'opèrent pas comme ceux de Péra, devant un public de touristes et tournent humblement pour le seul amour de Dieu... J'avais une méfiance et une répugnance singulières de ces pauvres derviches! Je me souvenais d'être entrée, une fois, à Stamboul, dans un petit *tekké* de hurleurs et de m'en être enfuie avec dégoût. Le gardien m'avait placé dans le *harem*, loge grillée réservée aux femmes, où se trouvaient déjà deux petits enfans loqueteux, et deux pauvresses, très dignes, très polies et très sales. J'avais à peine entrevu les saints hommes accroupis sur leurs talons et formant le cercle dans une salle très banale. Leur balancement de bêtes en cage, leurs cous tendus, leurs yeux désorbités, leur cri guttural et monotone, surtout l'odeur affreuse du harem, m'avaient donné quasiment le mal de mer. J'étais partie sans attendre les grands hurlemens terribles, le chœur démentiel de la fin.

Les derviches d'Andrinople se réunissent dans un couvent plein de lumière paisible et de silence. Leur salle d'exercice est parquetée et cirée, glissante, sous les sandales, comme un miroir. Sur une petite estrade circulaire, il y a des personnes dévotes, — beaucoup de soldats, — venus pour s'édifier. Les musiciens sont installés dans une galerie haute, et nous nous mettons, discrètement, derrière eux.

En robe brune, en robe verte, de drap très lourd, coiffés du feutre conique, les derviches de tout âge, — il y a même de petits garçons parmi eux, — défilent devant leur supérieur qui reste immobile, et qui a les paupières baissées, le sourire ambigu d'un Bouddha. Chacun s'incline, baise la manche de l'*imam*, et passe les bras croisés. Dans la galerie, la longue flûte de roseau commence à gémir; le tambourin vibre, à coups rythmés; un chant aigu, strident, triste et passionné, entraîne les processionnaires comme un irrésistible courant. Ils décroisent lentement leurs bras, à mesure que se meuvent leurs pieds sous la

jupe élargie en cloche. Puis, fermant les yeux, penchant la tête, avec le souple mouvement d'un nageur, ils flottent, abandonnés sur le fleuve tourbillonnant de l'extase.

Et plus vite, toujours plus vite, sans jamais se heurter, dans la lourde fleur épanouie de leurs robes vertes ou brunes, ils dessinent les figures des constellations ; ils deviennent le flot, le vent, la planète ; ils participent au tournoiement éternel de l'univers autour de l'axe mystique qui est Dieu. La flûte les appelle ; le tambour les excite ; les voix les poussent, et la béatitude infinie descend sur leur visage, avec la sérénité des morts.

Et quand la valse sainte est terminée, quand ils recommencent leur procession, leur salut, leur hommage, le supérieur, qui n'a pas bougé, lève les bras vers le ciel. Il psalmodie une belle phrase religieuse qui ressemble à notre plain chant, et tout à coup, il exhale une sorte de soupir, un « Ah! » suraigu qui s'enfle, s'affaiblit, s'achève en murmure...

Cette invocation, ce long trait sonore a traversé le silence. Ainsi, l'étoile monte au zénith, file en courbe décroissante et tombe dans le vide du ciel... Les musiques se taisent. Aux vitres, verdies par le jardin, passent des vols sifflans d'hirondelles.

Les âmes détachées du corps matériel, entraînées dans la spirale vertigineuse, redescendent peu à peu. Et les derviches, pâles, éblouis et mal réveillés, reconnaissent les choses de la terre.

Mai.

Il y a, tout près de chez nous, une fête de mariage, et nous sommes allées voir la fiancée, avec Marika. Un jour de noces, les portes sont ouvertes pour toutes les passantes. Nous avons seulement jeté un manteau sur nos robes d'intérieur qui sont amples, et molles, presque « à la turque. »

« C'est un petit mariage de rien, — dit Marika, — un mariage de pauvres... »

La maison, au fond d'une cour, est basse, obscure, mal aérée. Deux chambres seulement. Et la cour et les deux chambres sont très encombrées par la foule noire des tcharchafs.

Dans la pièce principale, la mariée est assise sur un fauteuil en guise de trône, et sous des festons de mousseline et de roses en papier qui simulent au plafond un dais royal. Contre le mur, on a tendu un panneau de satin brodé, en paillettes d'argent et fleurs de soie. Tout autour de la chambre, les parentes et les

visiteuses sont rangées sur une estrade à deux marches, et au milieu, dans l'espace vide, — quelques pieds carrés, — sont accroupis les musiciens.

Ces musiciens devraient être choisis parmi des aveugles qui font ce métier, et qui, — seuls entre les hommes non eunuques, — sont admis dans les harems. Mais quand il n'y a pas d'aveugles disponibles, l'usage permet de prendre de très jeunes garçons. Ceux-ci ne sont pas tellement jeunes, il me semble!... Ils ont de quinze à dix-huit ans, et ils seraient bien fâchés d'être aveugles, car ils ouvrent des yeux, des yeux!...

La chambre, sauf le dais et le divan, est meublée comme les logemens ouvriers de Charonne ou de Grenelle. Commode de noyer, lampes à pétrole, guéridon de faux acajou que couvre un tapis de jute imprimé! Et la mariée elle-même, pas jolie, l'air « chien battu, » engoncée dans sa robe de satin broché et son corset roide, me fait penser aux petites mariées souffreteuses qu'on rencontre dans les paroisses de faubourg ou sur les pelouses de Vincennes... Je l'imagine très bien, avec un fiancé en paletot et chapeau rond, flanquée d'une mère à capote de jais, et d'un garçon d'honneur loustic... Mais elle a, cette mariée turque, qu'on devine pauvre, — ses mains sont abîmées par le travail! — elle a un diadème de diamans sur les cheveux, un collier de diamans sur la poitrine et des rosaces de diamans *collées* sur les joues !

Les invitées, aussi, resplendissent de joailleries. Et Marika m'explique que c'est la coutume de louer des bijoux pour ces trois jours des fêtes nuptiales. Cependant, dit-elle, des femmes de très humble condition possèdent quelquefois des perles magnifiques, héritage et patrimoine de famille qu'on ne vend jamais. Les deux vieilles personnes qui sont assises derrière nous, n'ont pas dû louer leurs boucles d'oreilles, ces délicates girandoles de diamans qui brillent au bord de leur serre-tête noir. Tandis que les belles-sœurs et amies de la mariée, — quatre ou cinq jeunes femmes bouffies, énormes, habillées franchement à la turque de vastes blouses bleues et roses, la taille libre, hélas! de tout corset, — ont emprunté contre argent les orfèvreries étincelantes de leurs parures.

Nous demandons quelques détails... On nous apprend, par l'intermédiaire de Marika, que la fiancée est une fille de campagne, orpheline, plus âgée que son mari. Elle a vingt-quatre

ans ; lui, dix-neuf. Une tante a fait le mariage. Les époux se sont vus, hier, pour la première fois, — dix minutes, le matin. — Il a trouvé la fille à son goût, et l'a embrassée, en signe d'acceptation. Puis, il s'est retiré avec ses camarades qui festoient de leur côté, et il est revenu le soir...

— Ils ont passé la nuit ensemble..., dit la vieille dame aux belles boucles d'oreille. Il lui a ôté les fils d'argent qu'elle avait dans les cheveux (1)... Et maintenant, on attend la belle-mère...

— Pourquoi ?

— Pour constater... l'innocence de l'épouse... On a gardé les preuves, vous comprenez?...

Je comprends ainsi l'air « chien battu » de la nouvelle dame... Cet époux qu'elle ne connaissait pas hier matin !... La vieille assure qu'elle en est contente, très contente... C'est donc un contentement intérieur, tacite...

L'odeur écœurante qui m'avait chassée du *tekké* des hurleurs, l'odeur de la foule féminine des basses classes, — corps mal lavés, linge douteux, — se répand dans la chambre. Sans cesse, des visiteuses arrivent, des passantes qui lèvent leurs voiles de visage, et s'asseyent en comprimant les voisines. Quelques-unes portent ou conduisent de petits enfans qui piaillent. Les musiciens reprennent leur vacarme, leur chanson à trémolos déchirans, et, dans le cercle un peu élargi, paraît la Danseuse !

La danseuse orientale, l'almée, la bayadère, la houri, la femme-volupté qui hante les rêves des collégiens et danse dans les strophes des poètes.... La voici, dans sa réalité, sans préparations ni trucs à l'usage des voyageurs affamés de poésie... La voici, telle que le petit peuple de là-bas la connaît et l'aime, telle que je l'ai vue, de mes yeux.

Une grosse femme, pas jeune, — ce qu'on appelle chez nous une « dondon, » — habillée d'une jupe courte à trois volans de mousseline, qui découvre des mollets de femme-torpille, des bas de coton rayés blanc et bleu, des pantoufles de satin sans quartier. Le corsage léger n'a pas de baleines. Il contient difficilement une énorme masse mouvante qui apparaît par le triangle du décolletage. La face lunaire s'arrondit, entre des pendeloques de strass et des piquets de fleurs artificielles. Et, par un raffinement exquis, la danseuse a disposé sur ses épaules et sa vaste

(1) Ces fils d'argent ont la signification symbolique de la couronne d'oranger.

gorge un petit boa en plumes de coq mauve, un petit boa effiloché, minable, comme on en voit aux vitrines des « chands d'habits... »

O Hermann Paul!... O Abel Faivre!... Quel modèle pour vous!... Castagnettes aux doigts, elle se place devant nous, les étrangères, et elle commence à remuer frénétiquement sa croupe, ses seins flasques, son ventre obscène... L'auditoire, enthousiasmé, l'excite en battant des mains... La mimique se précise... Les chanteurs s'égosillent... La mariée, cependant, demeure muette, pâle sous sa poudre et ses rosaces de diamans... Elle songe à quoi?...

J'en ai assez. Je veux m'en aller... Mais comment, sans impolitesse, déranger la danseuse, les musiciens, et toutes ces femmes? Elles veulent être aimables. Elles nous sourient... Ma voisine, d'un geste gentil, écarte le manteau qui me suffoque et considère ma robe de crêpe turquoise, la brassière Empire, qui a des dessins légers en soutache d'or, et elle dit naïvement :

— C'est des écritures turques que tu as sur la poitrine?...

Elle ne sait pas lire, évidemment. Ces soutaches l'intriguent beaucoup. Curieuse comme les Karagachanes, elle tâte l'étoffe soyeuse, la guimpe de tulle. Les autres veulent voir aussi. Et le chapeau!

— Il ne te gêne, pas ton chapeau?

— Pas du tout...

— Il est grand...

Elles le trouvent trop simple. Une écharpe de satin, un bouquet de roses... Rien que ça... Je ne dois pas être bien riche... D'autres dames franques ont de plus jolis chapeaux, qui viennent de Péra, qui sont empanachés comme des volières et fleuris comme des jardins...

Quand elles m'ont assez regardée, elles examinent la robe grise de Marguerite T..., son collier de perles, ses bagues.

Qu'il fait chaud! Un bébé pleure... Les parentes de la mariée échangent des propos bien amusans, car elles se tordent de rire... Une grosse blonde écroulée, endiamantée, de figure assez agréable, s'interrompt tout à coup. Elle dégrafe sa blouse, sort, — sans la moindre pudeur, — une mamelle déformée, qui pend, jaunâtre sur le satin rose cru. Et tandis qu'on cherche le nourrisson, elle se reprend à fumer et à rire, devant les musiciens...

Charmante réunion!... Et toute pleine de poésie orientale!...

Mai.

Depuis quelques jours, nous avons fait beaucoup de visites chez les amies turques de Marguerite et de Mme P...

Je pense, avec une douce gaîté, aux gens qui m'ont dit, avant mon départ :

— Vous avez bien de la chance! Vous entrerez dans les harems, dans les *principaux harems* de Turquie!...

De quel ton, ils prononçaient ce mot « harem! » Ils voyaient une salle somptueuse et mystérieuse, des tapis, des divans, des eunuques, des narghilés et des brûle-parfums... Et parmi ces « turqueries, » des femmes grasses, blanches, un peu bêtes, très jalouses, vêtues de gaze et de pantalons bouffans...

Mes amis, le harem n'est pas cette prison dorée. Le harem, vous pouvez l'avoir chez vous, si Madame fait chambre à part, et si elle possède un petit salon où n'entrent pas vos camarades, où les dames seules sont reçues. Le harem, c'est l'appartement particulier de la femme.

— Des femmes?

De *la* femme... Les Turcs de 1909 ont rarement plusieurs épouses et la monogamie devient la règle générale, entendez une monogamie tempérée... comme la vôtre, bons Européens. Les quatre femmes permises par le Prophète constituent un luxe coûteux. L'époux est obligé de partager équitablement entre elles les esclaves, les bijoux, les robes, et les... témoignages d'affection. Il préfère posséder une seule épouse, moins exigeante, et quelques discrètes amies, Grecques, Arméniennes, voire Occidentales, qui représentent le plaisir sans devoirs et ne troublent pas la paix du ménage. Cela lui permet d'affecter un air libéral, et de dire :

— La polygamie est faite pour les barbares. Moi, je suis un civilisé.

Pourtant, ne croyez pas que les maris turcs soient pires que les autres maris. Tout est relatif. Ils aiment leurs femmes, ils aiment surtout leurs enfans. L'épouse obéissante, élevée dans une famille pieuse, instruite à l'école que je vous ai décrite, accepte le sort que lui font la religion et les mœurs. Elle épouse sans répugnance le monsieur que ses parens lui ont choisi pour maître et protecteur. S'il est bon, elle est toute disposée à l'aimer. S'il est dur et injuste, elle est malheureuse. Mais n'y a-t-il pas,

en France, des femmes mal mariées, des unions bâclées, des surprises déplaisantes après les noces?

— Et les « Désenchantées, » me dites-vous?... Elles existent pourtant!

Mes amis, nous sommes en province. Il n'y a pas de désenchantées à Andrinople... Nous verrons, plus tard, à Stamboul... Ici les musulmanes sont satisfaites ou résignées. Elles ne se plaignent pas. Si elles sont malheureuses, elles ignorent leur malheur. J'ajoute qu'elles ne parlent pas le français, ou à peine, et qu'elles n'ont jamais lu un roman.

Voulez-vous me suivre chez elles? Trois maisons, trois harems, entre tous, m'ont laissé des souvenirs caractéristiques.

Chez Mme Hakki bey, — je change les noms, — c'est la vieille, la plus vieille Turquie... Une maison très propre, sans luxe, un bassin de marbre dans le vestibule, quelques esclaves jeunes ou âgées, très familières, qui nous reçoivent avec force *témenas*... Le salon, demi-européen, mais assez simple, garni de divans en toile, ouvre sur un jardin frais débordant de boules de neige et de roses pompon... Une femme de quarante-cinq ans, corpulente et d'humeur gaie, en longue robe rose à la turque, les cheveux cachés par un serre-tête, se présente d'abord. C'est la mère d'Hakki bey. Sa bru, pâle, fragile, effacée, vêtue d'une robe démodée, se tient debout devant elle et parle bas.

Une autre dame, — cinquante ans passés, corsage beige et jupe noire, voilette tombante sur des bandeaux plats, figure intelligente et grave de religieuse janséniste, — entre au salon. C'est une amie, venue de Constantinople pour quelques semaines... Puis, comme l'esclave apporte le plateau du café, paraît une autre dame en robe écrue, septuagénaire, minuscule, recroquevillée, le nez touchant le menton... Les autres femmes se lèvent, à sa vue, et la grosse matrone va l'embrasser...

— C'est la grand'mère sans doute? dis-je à Mme P...

Elle s'informe et répond :

— C'est l'autre belle-mère... la première épouse du pacha défunt... Comme elle n'avait pas eu d'enfant, parvenue à l'âge mûr, elle chercha elle-même une jeune femme pour son époux... Hakki bey est le fils de la seconde épouse. Elles l'ont élevé ensemble ; ensemble, elles lui ont choisi une femme : il les respecte et les aime peut-être également. Soyez sûre que la vieille

momie l'adore... Il est l'enfant mâle qui contenta l'orgueil du pacha, et qui lui succède maintenant, comme chef de famille. Et c'est très habile ce qu'elle a fait, cette Sara stérile, en acceptant de bonne grâce, en conseillant le choix d'une Agar féconde... Elle a évité d'être renvoyée... Mieux vaut la polygamie que le divorce... Toute cette famille est heureuse, unie, grâce à la sagesse de cette vieille. Et le défunt époux la bénit du haut du Paradis musulman.

Il est très vrai que la bru, et les deux belles-mères, se traitent avec égards et même avec amitié. Nous essayons de les faire causer. Je leur demande comment elles passent leurs journées, si elles désirent un peu plus de liberté, et ce qu'elles pensent des Européennes.

Elles répondent avec une franchise qui semble réelle... Ce qu'elles font?... Le matin, elles préparent elles-mêmes le déjeuner du bey, leur fils, beau-fils et mari ; elles veillent à sa toilette, brossent ses vêtemens, et lui nouent sa cravate. L'après-midi, quand la maison est en ordre, elles font ou reçoivent des visites. Le vendredi et le dimanche, elles se promènent au Vieux-Sérail et goûtent sur l'herbe, avec leurs esclaves... Elles vivent à peu près comme nos petites bourgeoises de province, avec cette différence qu'elles portent une voilette inamovible et ne reçoivent pas les amis de leurs maris. Mais elles s'invitent entre elles, combinent des mariages, colportent des nouvelles, voient tout et tous sans être vues. Elles connaissent très bien Marguerite, son mari, sa jolie petite fille... Et elles ne s'ennuient pas, bien qu'elles soient assez ignorantes et ne lisent guère que le journal...

— Pas de romans traduits?

La bru se récrie. Non! son mari ne lui permet pas de lire les livres « où l'amour est écrit. » Il ne veut pas qu'elle sache « comment les autres hommes aiment... »

La dame invitée, qui est une personne de bon sens, et très distinguée, malgré ses mains teintes au henné, en rouge orange, exprime une vive horreur pour les nouveautés en matière de mœurs, et de religion.

Que chacune vive selon sa foi, les Chrétiennes selon la loi de Jésus, les Juives selon la loi de Moïse, les Musulmanes selon la loi de Mahomet... Les Occidentales ont raison de découvrir leur beauté et de parler aux hommes, si elles ne commettent

pas de péché en excitant ainsi les désirs masculins. D'ailleurs les désirs des Occidentaux ne sont pas intenses...

— ???

— S'ils l'étaient, quelle femme vertueuse s'exposerait à un tel péril?... Chez les Turcs, qui savent aimer, les femmes doivent cacher leur visage, par prudence... Honte aux dévergondées qui relèvent leur voile et raccourcissent, par coquetterie, la pèlerine de leur tcharchaf!

Cette janséniste mahométane, aux mains orangées, raisonne avec une logique rigoureuse, déconcertante... La septuagénaire approuve : *Ewet hanoum effendim!* (1)... et la matrone riante, que ces discours assomment, envoie les esclaves cueillir des bouquets pour nous.

Un autre harem... un autre salon plus prétentieux, meublé d'une affreuse commode en noyer, d'un guéridon, d'une suspension à 9 fr. 95 Sur la commode, une pendule en faux bronze doré, les inévitables lampes à pétrole, un chien en peluche, un melon en métal formant confiturier...

Une jeune femme blonde, — une oie grasse, — qui rit niaisement et pousse le coude d'une amie maigriotte et brune... L'ennui mortel. Le néant... Mme P... renonce à toute conversation. La dame blonde roule devant nous, comme une boule, et nous précède jusqu'à la porte du vestibule en agitant deux bras courts, deux bras d'énorme bébé...

Un autre encore... Là, c'est une maison riche, et la *hanoum* est la femme d'un officier supérieur, un pacha jeune-turc et libéral.

Quelle personne singulière! Son salon, très vaste, est meublé dans un vague style art nouveau, et l'inévitable suspension s'y balance au-dessus du guéridon inévitable... Et la maîtresse de céans révèle, par son aspect et son langage, la volonté de s'européaniser.

Elle n'est plus jeune; elle n'a jamais été mince; mais elle a les traces de beauté, ses joues sont fardées; ses cheveux teints en roux ardent bouffent en auréole démesurée autour de son front et s'attachent en un chignon bas, trop bas, sur sa nuque. A chaque instant, il semble que cette masse rousse et soyeuse va crouler... Elle porte une blouse à plis et à jabot plissé, en

(1) Oui, madame.

batiste blanche, une jupe « trotteuse » courte, en lainage anglais, ornée, — fâcheux détail! — d'une molle écharpe frangée en satin vert...

Ridicule?... Peut-être... Mais, attendez... Une jeune Grecque, élève des sœurs de Karagatch, m'apporte des cahiers et des livres... Les livres qui servent aux gamins de six ans, dans les écoles primaires françaises, les cahiers où une grosse écriture puérile a tracé des problèmes, des règles de grammaire, des résumés d'histoire...

— C'est Madame qui a écrit tout ça... Depuis que sa fille est mariée, elle a des loisirs, et elle étudie, avec moi, d'après le programme de mon ancienne école... Tous les jours, elle s'enferme dans le petit kiosque du jardin, et elle travaille, pendant trois heures... Et elle fait des progrès... Il y a six mois, elle ne savait pas un mot de français... Maintenant, elle parle un peu, et elle comprend presque tout... Elle dit qu'elle a honte d'être ignorante, qu'elle n'est pas plus sotte que les Européennes et qu'elle veut s'instruire, absolument... Elle ne demande pas la liberté; elle ne veut pas poser le voile; elle veut s'instruire.

Admirable énergie, touchant désir, qui impose le respect, qui me fait oublier les fautes de goût, les meubles affreux, la toilette naïvement ratée... La femme qui tâche de naître, — passé la quarantaine, — à la vie de l'esprit, qui s'oblige à un labeur quotidien, fastidieux et difficile, n'est pas une créature vulgaire.

Désenchantée? non. Révoltée? non. Son mari l'aime et ne la tyrannise pas. Elle a très bien soigné et élevé ses enfans. Elle est riche. Elle se dit heureuse. Elle ne souhaite même pas la liberté. Elle ne veut pas rejeter son voile...

Mais, comme les jeunes institutrices, elle réclame le droit de penser, de comprendre, de développer son intelligence.

Et elle ne sait pas que ce droit, accordé, entraîne toutes les curiosités, toutes les nostalgies, toutes les espérances, toutes les revendications.

Marcelle Tinayre.

LE PRINCE DE BÜLOW

I

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

Le prince de Bülow a occupé pendant près de neuf années le poste de chancelier de l'Empire d'Allemagne. Il n'en est pas de plus lourd en Europe par l'ampleur des attributions et l'ambiguïté des fonctions. Représentant de l'Empereur vis-à-vis des princes et du peuple, président de la réunion de fonctionnaires qu'on appelle le ministère prussien, responsable en réalité devant le souverain, en apparence devant le Reichstag, forcé de posséder la faveur du premier, obligé de redouter l'hostilité du second, le chancelier allemand n'est sûr du lendemain que s'il est maître du présent. Et, sous le règne actuel, le seul maître est celui qui écrivait naguère sur le livre d'or de Munich : *Voluntas regis suprema lex.*

M. de Bülow a duré plus qu'aucun de ses prédécesseurs, — Bismarck excepté. Il a fini pourtant par s'avouer vaincu. Il part en pleine force, comblé des marques extérieures de la confiance impériale qu'il semblait avoir perdue l'an passé, mis en échec par une Chambre dont il se croyait sûr, il y a six mois. Dans cette contradiction se résument les difficultés qu'il a surmontées neuf années durant et auxquelles il succombe aujourd'hui.

I

Quand M. de Bülow, le 18 octobre 1900, a été nommé chancelier en remplacement du prince Clovis de Hohenlohe Schil-

lingfurst, qui avait souhaité prendre sa retraite, il n'était pas au pouvoir un inconnu, et ses débuts l'avaient désigné déjà pour le poste auquel l'Empereur l'appelait.

Secrétaire d'État, d'abord intérimaire, puis titulaire à l'Office impérial des Affaires étrangères depuis 1897, il avait conservé à la Wilhelmstrasse le goût et l'habitude de réussir qui avaient caractérisé sa carrière. Je me souviens de sa première apparition au Reichstag en décembre 1897. Sur les bancs des députés comme dans la loge diplomatique passait ce frémissement de curiosité qui est une promesse de succès. Le nouveau ministre ne déçut point ses auditeurs et les conquit dès l'abord. L'aisance, la clarté, la bonne humeur recommandaient son propos. Il parlait à l'assemblée, comme il eût fait dans un salon, avec une simplicité souriante, une méthode naturelle, une limpidité pénétrante. Depuis ce temps, son éloquence s'est étoffée : elle n'a point changé de nature. Analytique et latine plus qu'allemande et synthétique, elle évite les sommets et coule de source. M. de Bülow est un orateur reposant et détendant. Il use plus volontiers de l'ironie que de l'indignation. Il aime à discourir les mains dans ses poches, avec un minimum de gestes, sans rien sacrifier au « beau pathos, » qu'il louait un jour avec un demi-sourire chez l'un de ses contradicteurs. Il se défie du genre oratoire et procède par insinuation.

La carrière de M. de Bülow avait été normale. Fils d'un fonctionnaire de valeur, dont Bismarck, au Parlement de Francfort en 1853, disait : « C'est l'homme le plus intelligent de la compagnie, » — se réservant d'en faire vingt ans après un ministre des Affaires étrangères, — il prit part à la guerre de 1870 comme officier de cavalerie et devint en 1874 attaché d'ambassade. Il traversa avec un avancement rapide, mais non point excessif, Saint-Pétersbourg, Vienne, Athènes, Paris, Bucarest et Rome. Sa vie fut voyageuse comme l'avait été sa jeunesse, partagée entre Francfort, la campagne mecklembourgeoise, les Universités de Halle, de Leipzig, de Berlin et de Lausanne. Une de ses grand'mères était de sang français et il épousa une Italienne. En lui, par conséquent, rien de terrien, comme chez Bismarck, mais une sorte de cosmopolitisme intellectuel, une éducation empirique, étrangère à tout dogmatisme, faite surtout d'observation humaine, de psychologie facile et de généralisation rapide. Un don remarquable d'expression, une souplesse poussée jusqu'à

la complication, quelque tendance à créer les difficultés pour les résoudre, un optimisme souvent excessif, tels étaient les traits essentiels de sa physionomie, quand la vieillesse désabusée du prince de Hohenlohe fit place à son allègre maturité.

C'est sur deux questions économiques, la réforme des tarifs douaniers et le canal de l'Elbe au Rhin, que le nouveau chancelier livra, en 1901, sa première bataille. Depuis 1899, Guillaume II avait personnellement insisté sur la nécessité de faire aboutir ce second projet. Il s'agissait de desservir les régions industrielles de la Westphalie et d'alléger ainsi le trafic par voie ferrée. Dès le principe aussi, ce programme s'était heurté à l'opposition des conservateurs agrariens de l'Est et des producteurs de charbon silésiens qui redoutaient la concurrence des provinces occidentales et de l'étranger. Le projet fut rejeté une première fois par la Chambre des députés de Prusse en 1899. En 1900, un nouveau texte fut élaboré, que le chancelier déposa le 12 janvier 1901. Cette fois, pour en assurer le succès, on l'avait étendu et compliqué. On y avait inscrit des mesures de protection contre les inondations de l'Oder, l'amélioration des canaux qui unissent Berlin aux provinces orientales. Le Landtag cependant ne se laissa pas convaincre et renvoya l'affaire à une commission qui traîna les débats en longueur par une sorte d'obstruction passive. Le 3 mai, M. de Bülow résolut d'en finir. Il retira le projet et déclara close la session. Le lendemain, M. de Miquel, vice-président du ministère prussien, M. Brefeld, ministre du Commerce, M. de Hammerstein, ministre de l'Agriculture, donnaient leur démission, aussitôt acceptée. Que s'était-il passé ?

La noblesse a joué toujours en Prusse et conserve en Allemagne un rôle prépondérant. En vingt ans, surtout depuis 1880, elle est parvenue, de succès en succès, à concentrer en elle toute influence et tout crédit. En 1900, dans les Chambres, elle règne et elle gouverne. Dans les administrations publiques, ses représentans détiennent les chemins du pouvoir et y défendent leurs théories où s'expriment les traditions d'une caste et les intérêts d'une classe. Ils sont loyalistes, parce que les faveurs vont à eux ; réactionnaires, parce que c'est dans le passé qu'est le principe de leur force; protectionnistes, parce qu'ils sont propriétaires ruraux. Tant que Bismarck a duré, ils ont dû se contenter de la part qu'il leur faisait; lui parti, ils ont constamment gagné du

terrain. En 1892, ils ont fait sortir le comte de Caprivi du ministère prussien. En 1894, ils l'ont chassé de la chancellerie. Le discours de Guillaume II à Königsberg mettant la patrie sous la garde de la noblesse, les lois répressives proposées par le prince de Hohenlohe, les élections de 1898 leur ont fait perdre toute mesure.

En 1901, dans l'affaire du canal, ils comptent sur le concours paradoxal de M. de Miquel, ministre des Finances et vice-président du Conseil. Ce vieillard subtil a fait, comme tous les démocrates repentis, le tour complet du cadran politique et sa vieillesse conservatrice n'a gardé nul souvenir de sa jeunesse socialiste. Chargé de défendre le projet de canal, il l'a mollement soutenu. Peut-être, déçu dans ses espoirs par la nomination de M. de Bülow, pense-t-il qu'à l'échec du projet il a tout à gagner : la faveur de la droite d'abord, peut-être aussi la disgrâce du chancelier. Il a manqué la place en 1900. Il peut la conquérir en 1901. Mais il a compté sans l'adversaire, qui soudain lui porte un coup droit, interrompt la partie, écarte un collaborateur douteux, affirme sa faveur et ressaisit sa liberté de manœuvre. Le canal, en tout cela, n'est plus qu'une occasion. Il passe au second plan. C'est un duel qui se poursuit entre le chancelier et M. de Miquel. Il s'agit pour M. de Bülow d'assurer ses derrières. En moins d'un an, il y réussit. C'est bien taillé. Reste à recoudre.

Dans le débat économique, où l'heure est venue pour lui de prendre parti, M. de Bülow essaie d'adopter une attitude de juste milieu fondée sur « la solidarité profonde des intérêts agricoles et industriels (1). » Dès ce moment, cependant, il reconnaît qu'une élévation des droits de douane est nécessaire et s'engage à hâter le dépôt du projet (2). Cela suffit à la gauche pour l'accuser de livrer l'Allemagne aux agrariens, qui, dans l'Assemblée générale de leur Ligue (11 février), prennent avec hauteur acte de ses promesses. Il profite alors de la discussion du budget au Reichstag pour revenir sur sa théorie du juste milieu. Il définit « une exacte et juste diagonale. » Il est clair cependant que cette ligne d'équité fléchit du côté de l'agriculture (3). Quand la Chambre des Seigneurs de Prusse lui

(1) Chambre des députés de Prusse, 9 janvier 1901.
(2) Chambre des députés de Prusse, 26 janvier 1901.
(3) Reichstag, 5 mars 1901.

demande une « hausse sérieuse » des tarifs, il n'oppose aucune objection (1). En juin, il réunit les hauts fonctionnaires de l'Empire et les représentans des principaux États pour étudier la question. Et, le 29 juillet, il fait publier le projet de tarif, qu'il soutient le 12 décembre en première lecture devant le Reichstag. Un an par conséquent après son arrivée aux affaires, il donne satisfaction au vœu principal des conservateurs agrariens, affirmant ainsi le prix qu'il attache à leur concours.

Pour beaucoup d'entre eux, toutefois, cette satisfaction n'est pas suffisante. Une élévation de droits de 20 marks par tonne pour le froment, de 15 marks pour le seigle, de 10 marks pour l'orge, de 22 marks pour l'avoine, ne répond pas encore à leurs exigences. Comme, d'autre part, les socialistes et une partie de la gauche sont hostiles au principe même du nouveau tarif, le gouvernement risque de se trouver sans majorité, s'il ne réussit pas à ramener à ses propositions une partie des conservateurs et le Centre catholique, et à constituer ainsi un bloc plus fort que les deux extrêmes réunis. C'est la première fois que va se trouver à l'épreuve sur le terrain parlementaire la diplomatie de M. de Bülow. Tout d'abord, on le sent hésitant devant le bluff agrarien. Il procède par avertissemens et déclare dans des notes officieuses que les gouvernemens confédérés sont unanimement décidés à considérer toute augmentation des droits portés au tarif minimum ou toute autre aggravation des obligations de douane (certificats d'origine, etc.,) comme des outrances de nature à compromettre le projet lui-même (2). Le 7 février, au banquet du Conseil de l'agriculture, il renouvelle ses conseils de modération. Ni les conseils, ni les avertissemens ne produisent d'effet. La Commission propose de hautains compromis que le gouvernement repousse sous les huées (26 février). Elle exige et elle obtient des indemnités pour ses membres (28 avril). Au Reichstag, elle met un moment en échec le vote nécessaire de la revision de la Convention de Bruxelles relative au régime des sucres (3). Le 2 juin, elle cherche un appui au Landtag de Prusse et fait présenter dans cette assemblée une motion invitant le gouvernement prussien à faire au Conseil fédéral tous ses efforts pour obtenir des autres États des droits sur les céréales supérieurs à

(1) Chambre des Seigneurs de Prusse, 28 mars 1901.
(2) *Gazette de l'Allemagne du Nord*, 4 février 1902.
(3) Reichstag, 6 mai 1902.

ceux du projet gouvernemental. Cette fois, c'en est trop. Le chancelier, — sur l'ordre de l'Empereur, assure-t-on, — se lève en sa qualité de président du Conseil. Il déclare la motion inconstitutionnelle et quitte la salle des séances (1). Pour la première fois, l'agrarianisme sent en face de lui une résistance, qui d'ailleurs n'émeut point ses chefs. Pour la première fois aussi, les hésitans se demandent si ce n'est pas au gouvernement qu'il est opportun de se rallier en vue de la bataille finale.

Les mois passent, et la Commission poursuit son arrogant travail. Le 6 octobre, elle publie ses résolutions, qui maintiennent toutes ses exigences. Au Reichstag, le 16 octobre, le chancelier les repousse. Il montre le péril où l'on va : rejet du tarif et maintien du *statu quo*, défavorable à l'agriculture en vue des négociations douanières. Le 21, 194 voix contre 145 adoptent cependant contre le gouvernement le texte de la Commission. On parle alors d'une crise de chancellerie. M. de Bülow pourtant ne perd pas espoir. Il laisse le débat continuer et négocie dans la coulisse. On signale ses entrevues avec M. Spahn, chef du Centre, qui, pour lui rendre visite, arbore un chapeau haut de forme, point de mire de tous les regards. L'Empereur, pour marquer sa confiance à son ministre, s'invite à dîner chez lui. Sans qu'on sache dans le public pourquoi ni comment, le vent change. Du 25 octobre au 6 novembre, plusieurs chiffres du tarif gouvernemental passent contre ceux de la Commission. Le 13 novembre, sur la proposition d'un député du Centre, on substitue le vote par bulletin au vote par appel nominal pour enlever à l'obstruction son arme favorite. Le gouvernement reprend le dessus. Et déjà sa victoire, au prix de certaines concessions, paraît probable.

Dès ce moment, en effet, la marche du débat va se précipiter. Au cours de successifs dîners parlementaires chez le chancelier et chez le président du Reichstag, l'accord s'établit. Le 27 novembre, les bases en sont officiellement annoncées. Le gouvernement consent à élever de un mark le droit d'entrée sur les orges de bière. La majorité renonce, en revanche, au droit minimum sur les orges destinés au bétail et, pour le reste du tarif, accepte les chiffres minima du gouvernement. Cette combinaison est originairement l'œuvre du Centre. Mais, en moins d'une semaine, les

(1) Chambre des députés de Prusse, 2 juin 1902.

nationaux libéraux, les conservateurs du parti de l'Empire, les agrariens eux-mêmes, sauf quelques exceptions, s'y rallient. Il ne reste plus qu'à triompher de l'obstruction de la Gauche. Pour cela, M. de Kardorff demande que les 946 articles du projet soient adoptés en bloc. C'est une nouvelle modification du règlement. Elle déchaîne des tempêtes qui vont jusqu'aux voies de fait. Les socialistes crient au coup d'État. M. Richter, sans approuver le vote en bloc, en impute la responsabilité à l'obstruction socialiste. Le gouvernement, sûr de son succès, s'abstient de participer à ce tumultueux débat réglementaire, où le tarif n'est plus qu'une occasion et où s'affrontent en une lutte suprême les forces de droite et les forces de gauche. Les injures volent de bancs en bancs. Les séances durent jour et nuit. La majorité cependant creuse son sillon. Le 2 décembre, elle fait voter le rejet de toutes les demandes de renvoi à la Commission et déclare recevable la motion Kardorff. Le 11, elle l'adopte par 184 voix contre 136 et vote en conséquence, par un scrutin unique, le tarif en seconde lecture. Le 13, elle entend le chancelier apporter son acceptation solennelle du tarif dans sa forme nouvelle et exprimer son espoir dans l'heureux renouvellement des traités de commerce. Le 15, à quatre heures du matin, elle adopte le projet en troisième lecture par 202 voix contre 100.

Cette lutte ardente, à laquelle succéda une période de calme plat et d'apparente indifférence, ne pouvait pas ne pas laisser de traces. D'abord, une fois de plus, le Centre catholique avait prêté au gouvernement un appui décisif et, par là, se resserraient les liens noués depuis longtemps déjà entre l'un et l'autre. Au Centre, le gouvernement impérial, redevable du vote de la loi Heinze, de l'augmentation de l'armée, de la création de la flotte, devait désormais le succès du tarif. M. de Bülow n'était point homme à méconnaître le prix de ce concours. Deux catholiques de marque, dont l'un lui avait rendu dans une affaire privée les plus précieux services, le comte Czapski et le prince François d'Arenberg, appartenaient à son intimité et étaient prêts en toute occasion à négocier les transactions. Transactions nécessaires, car les conservateurs et les nationaux libéraux ne suffisaient plus, même unis, à former une majorité. Les socialistes, en lutte ouverte avec l'Empereur depuis la mort de Krupp et les polémiques qu'elle avait déchaînées, étaient d'irréductibles adversaires. Le Centre au contraire, massif et discipliné, domi-

nait la situation et se sentait prêt à en profiter. Il y risquait sans doute, — notamment contre les Polonais, — d'oublier la maxime de Windthorst que jamais le parti catholique ne devait se prêter à opprimer une minorité. Mais que de bénéfices en Allemagne et hors d'Allemagne devait lui rapporter un opportunisme, conforme d'ailleurs aux directions de Léon XIII!

Les premiers mois de 1903 accusèrent ce rapprochement. En février, le chancelier déclara au Reichstag que, sans vouloir abroger la loi d'exil contre la Compagnie de Jésus, il était prêt à autoriser individuellement le séjour des Jésuites en Allemagne (1). En mars, quand Mgr Korum, évêque de Trèves, dénonça à ses ouailles l'école supérieure mixte de jeunes filles fondée par l'État dans son diocèse, M. de Bülow se borna à prier la Curie de conseiller à ce prélat plus de mesure (2): ce qui permit à M. Barth de dire qu'un évêque français, qui eût tenu le même langage, eût été traité d'autre façon. On vit le comte de Crailsheim, président du Conseil bavarois et protestant, remplacé par un catholique. On vit le baron de Hertling, chef du Centre, réussir au Vatican la difficile négociation tendant à créer à Strasbourg une Faculté catholique. On vit l'Empereur lui-même, entouré d'une escorte de cuirassiers blancs, aller porter au Pape, peu de temps avant sa mort, l'hommage de sa ferveur impériale et chrétienne. L'affaire du tarif portait ses fruits. Elle scellait plus étroitement la solidarité du catholicisme et du pouvoir, provoquant les colères des protestans défians de la *Gazette de Voss*, préparant en revanche, pour un chancelier ennemi des difficultés, la plus sûre des majorités (3).

En même temps, s'aggravait la crise, ancienne déjà, du libéralisme allemand. Provoquée surtout par des rivalités de personnes, cette crise avait éclaté dans la discussion du tarif. Mommsen avait, en décembre 1902, publié dans la *Nation* un violent manifeste: *Ce qui peut encore nous sauver*. Le professeur de Liszt, de l'Union libérale, lui avait répondu dans la *Gazette de Voss*. Tandis que Mommsen, dénonçant les nationaux-libéraux comme traîtres au libéralisme, prêchait l'alliance avec les socialistes,

(1) Reichstag, 3 février 1903.

(2) Chambre des députés de Prusse, 2 mars 1903.

(3) C'est cette même majorité qui permit au chancelier de poursuivre au Landtag sa politique antipolonaise (Voyez dans la *Revue* du 1er novembre et du 1er décembre 1908 les articles de M. H. Moysset sur la *Politique de la Prusse et les Polonais*.)

M. de Liszt semblait les ignorer en s'appropriant cependant certains articles de leur programme. Quant aux socialistes, directement pris à partie par l'Empereur, organisateurs au Reichstag d'une obstruction violente dirigée non seulement contre la Droite, mais contre tous les partis bourgeois, ils considéraient non sans dédain les divisions libérales pour les comparer à leur propre discipline. A eux, d'un mouvement instinctif, allaient d'avance les suffrages de tous les mécontens, de ceux qu'irritaient les interventions impériales, les exigences agrariennes, les affirmations répétées du *Sic volo*, les coalitions d'intérêts rétrogrades. Par la force des choses, à l'issue de ce grand débat où les forces de gauche avaient été vaincues, celles-là seules bénéficiaient de la faveur de l'opinion qui, du moins, dans leur défaite, avaient su faire preuve d'énergie et de vitalité. La *Social-démocratie* apparaissait, en dépit de ses excès théoriques et pratiques, comme le seul groupe d'opposition capable de mener la lutte. Et plus cette lutte, aux élections prochaines, serait accentuée, plus risquerait de grossir le succès socialiste.

Le chancelier sans doute s'en rendait compte; car, le vote du tarif une fois enlevé, il s'abstint de tout acte, de tout discours de nature à préciser la plate-forme électorale et jusqu'au dernier moment refusa de jeter dans la mêlée la *Wahlparole*, le mot d'ordre, qui eût cristallisé les partis et accusé les positions de chacun. Huit jours à peine avant le premier tour, l'indifférence était générale. Chaque parti travaillait de façon autonome la matière électorale. Il n'y avait pas deux armées en présence, mais une poussière de groupemens qu'aucune unité venue de haut ne rattachait les uns aux autres. Le réveil fut déplaisant. Au lendemain des ballottages, les socialistes remportaient un succès qui dépassait les plus audacieuses espérances que leurs chefs avaient pu concevoir. Au lieu de 58 sièges, ils en détenaient 84. Les conservateurs proprement dits et les conservateurs libres gardaient leurs positions. Le Centre catholique perdait deux sièges, mais restait avec 103 voix le groupement le plus fort du nouveau Reichstag. Les deux groupes libéraux perdaient, celui de M. Barth 5 sièges, celui de M. Richter 8 sièges. En seize ans, les socialistes étaient passés de 11 à 84, réunissant 2911317 suffrages, soit 800000 de plus qu'en 1898. Berlin, Brême, Hambourg, Kiel, Essen, Bochum, tous les grands centres du corps allemand, leur appartenaient. En Saxe, ils avaient obtenu à

eux seuls 150 000 voix de plus que tous les autres partis coalisés, et cela, en dépit d'une géographie électorale qui, dans tout l'Empire, avantage sensiblement les circonscriptions rurales et conservatrices aux dépens des circonscriptions urbaines et socialistes.

Sans doute ce n'était pas là un succès qui pût avoir d'immédiates conséquences. Et ceux que l'Empereur, quelques mois auparavant, dénonçait comme des « traîtres indignes de porter le nom allemand » ne devenaient par ce succès les maîtres ni du gouvernement, ni même du Reichstag. Aussi bien, ce n'était pas l'idée collectiviste qui triomphait avec eux. Car si les libéraux s'étaient abstenus même de formuler un programme, si le Centre avait réduit le sien au minimum, les socialistes, eux non plus, n'avaient pas déployé leur drapeau, et leurs revendications, — critique des tarifs protecteurs, réduction des contributions indirectes, impôt sur le revenu, diminution de la journée de travail, — étaient plus radicales que marxistes. Il n'en restait pas moins qu'une leçon se dégageait de l'énormité numérique de leur victoire. L'attitude générale du gouvernement, les sacrifices consentis aux grands propriétaires fonciers, le renchérissement de la vie qui devait en résulter, l'esprit de caste et d'autocratie étaient manifestement impopulaires. L'Allemagne, si disciplinée quand on pose devant elle les questions nationales, avait profité d'un scrutin où ces questions ne se posaient pas pour marquer de la lassitude et de l'humeur. En méditant le sens des élections, le chancelier ne manqua point de noter cette lacune et se promit de la combler au cours de la législature suivante.

II

Si l'on considère en effet la période qui s'étend des élections de 1903 à la dissolution de 1906, on constate que les questions extérieures y priment les questions intérieures et que c'est sur le champ international que s'exerce pendant ces trois années le plus fort de l'action gouvernementale. En 1904, c'est le voyage de l'Empereur en Espagne et en Italie, les discours inquiets et belliqueux de Darmstadt et de Carlsruhe, réponse au traité franco-anglais. En 1905, c'est le voyage de Tanger, la campagne de presse et de diplomatie contre M. Delcassé, les négociations

avec M. Rouvier. En 1906, c'est la Conférence d'Algésiras. Si le peuple allemand n'avait pas trouvé dans les années précédentes un suffisant aliment à son appétit national, le chancelier cette fois le dédommage. Sous son archet vibrent toutes les cordes du patriotisme. La menace de la guerre enfièvre les esprits. L'Allemagne se sent émue à l'annonce de « l'atteinte portée à son prestige. » Et l'« encerclement » proclamé réveille dans les cœurs le cri traditionnel : *Deutschland uber alles !*

Ce furent, à l'intérieur, des années d'un intérêt médiocre et d'une pâle couleur, où la politique se traîna parmi les divisions monotones des partis et le règlement au jour le jour d'incidens secondaires. Si l'on avait cru, au lendemain des élections, à une affirmation pratique de la force socialiste, l'événement n'eût pas tardé à démentir cette prévision. Au sein du parti vainqueur, ce n'étaient, tant au Congrès de Dresde de 1903 qu'au Congrès de Brême de 1904, que polémiques et querelles personnelles : querelle entre Bernstein et Kautsky sur la question de savoir si un socialiste peut devenir vice-président du Reichstag et, à ce titre, aller à la Cour (juillet-octobre 1903) ; querelle entre Bebel et Vollmar sur la légitimité du réformisme ; querelle entre Bebel et Braun (novembre 1903), entre Südekum et Mehring (septembre 1904). Au total, la stagnation ; un complet échec électoral aux élections législatives prussiennes ; une impuissance radicale à soulever le Reichstag contre les mesures de police prises par le gouvernement à l'égard des réfugiés russes (procès de Kœnigsberg) ; en un mot, un succès d'un jour avec un lendemain stérile.

Du côté gouvernemental, une politique d'inachèvement et de transaction. Tout d'abord, la négociation laborieuse et pénible des traités de commerce, que le Reichstag fut appelé à sanctionner dans sa session de 1905 ; un essai de réforme financière, qui se manifesta par la substitution au Trésor de M. de Stengel à M. de Thielman (août 1903), par des conférences préparatoires avec les représentans des États (octobre 1903), mais qui, en un an, n'aboutit qu'à la constatation d'un déficit de 100 millions et à l'annonce d'un nouvel emprunt. Au Reichstag, le vote de la loi sur le recrutement, le service de deux ans et l'augmentation de l'effectif ; au Landtag prussien, l'adoption du projet de canal repoussé en 1901, adoption achetée d'ailleurs au prix d'une mutilation du projet ; enfin l'approbation de nouvelles dispositions

attentatoires aux droits des Polonais, contraires à la Constitution impériale et à la Constitution prussienne ; point de difficultés parlementaires ; une collaboration facile avec les conservateurs et les catholiques, assurée par des concessions alternantes aux uns et aux autres ; un mécontentement diffus chez les protestans ; à la fin de 1903, un regain d'ardeur loyaliste dû à la maladie de l'Empereur ; dans l'été de 1904, certaines attaques contre le chancelier ; puis, en 1905, l'explosion voulue et systématisée de la passion nationale ; l'assaut contre M. Delcassé ; sa chute pendant les fêtes données pour le mariage du Kronprinz, tel est le bilan de cette période. Le chancelier, en mai 1905, prend nettement l'avantage. Il a le pays derrière lui, l'Empereur avec lui. Et le titre de prince, en récompensant sa politique extérieure, vient fortifier sa situation intérieure.

C'est à ce moment cependant que la situation se complique et que commence à se préparer la crise de l'année suivante. Elle s'ouvre par un malaise économique que cause l'élévation croissante du prix de la viande. Dès 1903, pendant la discussion des tarifs, les partis de gauche avaient annoncé ce renchérissement. L'événement leur donnait raison. Sans doute, en septembre 1905, les agrariens, énergiquement soutenus par le ministre de l'Agriculture, M. de Podbielski, continuaient à nier le mal. D'après eux, les difficultés étaient toutes passagères ; la sécheresse seule était coupable ; le mouvement des abattoirs n'avait pas varié. Cependant les statistiques prouvaient que, dans les huit plus grandes villes d'Allemagne, — Berlin, Hambourg, Breslau, Magdebourg, Stettin, Cologne, Munich et Leipzig, — le nombre des porcs abattus avait sensiblement diminué de 1904 à 1905. Elles établissaient également que les prix avaient constamment monté, le porc passant de 90 marks le double quintal en 1900 à 130 marks en 1905, le bœuf de 100 marks en 1898 à 137 marks en 1905. Les bouchers protestaient et s'écriaient : « A bas les douanes ! » Les maires des grandes villes demandaient par dépêche audience au chancelier. Et malgré la réserve du prince de Bülow, on avait le sentiment de jour en jour plus net que l'optimisme imperturbable du ministre de l'Agriculture commençait à l'irriter. Le « porc cher » produisait dans les masses le même effet que le pain cher en d'autres pays. C'était un germe de désaffection avec lequel on devait compter.

Suivant les principes du marxisme, les socialistes estimèrent

qu'il convenait de profiter de ces difficultés économiques pour réveiller l'agitation politique et, en novembre 1905, sur la proposition des comités de Breslau, ils décidèrent de commencer une agitation pour la conquête du suffrage universel en Prusse et dans les États de l'Empire. Un mouvement de grèves assez intense favorisa cette agitation. Dès le mois de décembre, la presse conservatrice dénonça ce « complot » socialiste, dont le plan déjà se précisait. On annonçait en effet pour le 21 et le 22 janvier 1906 des manifestations concertées, avec cet ordre du jour : *Contre le déni des droits du peuple! Contre la subjugation du peuple!* A Berlin à la date fixée, 93 réunions furent tenues auxquelles prirent part 200 000 personnes, unanimes à réprouver le régime électoral prussien, dont Bismarck lui-même disait qu'il n'en est point au monde de plus misérable. Grâce à d'imposantes mesures d'ordre, la tranquillité ne fut pas sérieusement troublée, sauf à Hambourg. Peu de jours après cependant, le prince de Bülow, répondant à la Chambre des Seigneurs de Prusse à une interpellation conservatrice, déclarait : « Nous ne plions pas devant la tyrannie de la rue. Nous ne reculons pas devant les démonstrations et les menaces... Le gouvernement ne croit pas cependant nécessaire de demander une augmentation de ses pouvoirs. Mais il est décidé à user énergiquement de ceux qu'il possède. » Il ne faisait pas, il est vrai, démentir l'intention qu'on lui prêtait de proposer une réforme de la loi électorale prussienne. Mais M. de Posadowsky se déclarait hostile à tout changement de principe. Et le projet, déposé en mars, ne faisait en effet que remanier les circonscriptions, provoquant cette exclamation du *Vorwærts :* « On se moque honteusement du peuple ! » En avril, la Chambre des députés de Prusse repoussa par 188 voix contre 81, d'accord avec le gouvernement, la réforme que proposaient les libéraux. Le « régime de Servius Tullius » était maintenu au profit des hobereaux, comme avaient été votés, à leur bénéfice, les tarifs de 1901.

La réforme financière, rendue nécessaire par la persistance du déficit, était d'autre part impopulaire. A la fin de 1906, on avait annoncé que les commissions du Conseil fédéral étaient d'accord pour l'établissement d'un droit d'Empire sur les successions et pour l'augmentation de certains impôts existans (bière, tabac, timbre). En novembre, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* publiait une analyse détaillée du projet. La situation qu'il

s'agissait de régler n'était point bonne. Le budget constatait qu'en quatre ans, de 1899 à 1903, les États confédérés avaient versé à l'Empire, sous forme de « contributions matriculaires, » une somme supérieure de 119 millions à celle qu'ils avaient reçue de lui sous forme d'« allocations. » D'autre part, la dette avait passé de 20 millions en 1877 à 4 milliards et demi. Il fallait, tout compte fait, trouver 230 millions de plus par an. Dans le plan Stengel, les taxes sur la bière et le tabac ne faisaient qu'élever le taux d'impôts anciens, — ci 60 millions. Un impôt sur les transports (voyageurs, marchandises, automobiles, etc.) promettait 40 millions. Un droit de timbre (10 pfennig pour toute facture de plus de 20 marks) devait donner 16 millions. Enfin un impôt d'Empire sur les successions, à substituer aux impôts identiques des États particuliers, devait produire 72 millions, dont un tiers serait reversé aux États. Après la discussion en Commission et au Reichstag (1), les projets du gouvernement furent sensiblement modifiés. Réduction du droit sur la bière, abandon partiel du droit sur le tabac, abandon total du droit de timbre de 10 pfennig, tels étaient les principaux changemens. Le vote, acquis le 19 mai, valut au chancelier, malade depuis avril, les félicitations chaleureuses de l'Empereur. Cette réforme, tout empirique, n'était cependant pas suffisante pour assurer l'avenir et donner à l'Empire les ressources qu'exigeait la pratique simultanée de la politique sociale, de la politique militaire, et de la politique navale (2).

L'heure approchait du reste où devait se briser cet instrument commode. Et sans que nul encore prévît cette rupture, on sentait peser sur l'Allemagne une gêne politique, annonciatrice des orages prochains. La crise marocaine terminée, l'impression se généralisait que, pour l'Empire, le résultat n'était point égal à l'effort. Cette impression se tournait en rancune contre le chancelier et contre l'Empereur même, qui, en cette affaire, avait mis en jeu ses initiatives personnelles. Un vent de révolte intellectuelle soufflait de toute part. Et les dogmes les mieux respectés trouvaient désormais des censeurs. Une série de scandales nourrissait d'ailleurs l'esprit d'indiscipline. C'avait été

(1) Reichstag (janvier-novembre 1905).

(2) Grâce à ces impôts nouveaux, le chancelier fit voter par la coalition du centre, des conservateurs et des nationaux-libéraux une nouvelle augmentation de la flotte (loi du 26 mai 1906).

d'abord, l'affaire de la Banque de Poméranie, où le comte de Mirbach, grand maître de la Cour de l'Impératrice, avait été compromis par d'étranges révélations sur la comptabilité des bonnes œuvres qu'il patronnait. Plus récemment, le nom du très agrarien ministre de l'Agriculture, M. de Podbielski, avait été mêlé à une louche histoire de fournitures coloniales. Le chancelier avait paru résolu à l'écarter du pouvoir. Mais, plusieurs mois durant, sa volonté avait été tenue en échec, — par celle de l'Empereur, disait-on. A l'automne de 1906, les journaux, commentant ces incidens, cherchaient des responsables. Les uns s'en prenaient au prince de Bülow. D'autres insinuaient que Guillaume II était le jouet d'une camarilla et qu'il y avait, près du trône, un État dans l'État, un gouvernement contre le gouvernement. La paisible et déférente Allemagne était secouée de soubresauts d'irrespect. L'escroquerie du capitaine de Kœpenick devenait l'occasion d'un éclat de rire homérique, d'une révolte joyeuse contre « la superstition de l'uniforme. » Et toutes les manifestations critiques obtenaient un inquiétant succès de publicité et de faveur.

Un jour, c'était l'apparition des *Mémoires* de Hohenlohe, — avec la réplique impériale qu'elle provoqua, la démission du prince Alexandre de ses fonctions de préfet de Colmar, ses explications, parfaitement mesurées d'ailleurs, sur le droit des Allemands à juger par eux-mêmes les hommes et les choses, à enregistrer librement des témoignages authentiques, à ne pas sacrifier leurs sens propre au culte du convenu et de l'indiscuté (octobre 1906). Puis, c'était le comte de Reventlow, — non plus libéral celui-là, comme les Hohenlohe, mais conservateur résolu, — qui mettait en librairie son livre retentissant : *L'Empereur Guillaume II et les Byzantins*, curieux réquisitoire contre la servilité des courtisans, contre l'abîme creusé entre le peuple et le souverain, contre l'excès du bluff et l'incohérence des directions; analyse singulièrement sévère des raisons de « la crise monarchique. » En même temps, un « pessimiste, » dans une brochure, *Notre Empereur et son peuple : Soucis allemands*, signalait la faillite du « nouveau cours » et concluait : « Du temps de Bismarck, on ne prononçait notre nom qu'avec respect. Aujourd'hui, les passans, assourdis par le bruit de réclame que nous faisons, se demandent ce qu'il y a derrière l'énorme façade sur laquelle s'étale avec pompe l'enseigne de l'*Ère nouvelle* et quel

est le banqueroutier qui s'y cache pour guetter le client. » Une autre brochure, *L'Allemagne présomptueuse*, dénonçait les abus de la politique mondiale. Jamais de telles paroles n'avaient été prononcées. Jamais elles n'avaient rencontré approbation aussi unanime. Et le discours tenu à Breslau par l'Empereur en septembre, sa charge à fond : « A la porte, les pessimistes! » accusait encore le conflit qu'elles révélaient.

Dans ce trouble moral, l'intrigue trouvait à pêcher. Le Centre, largement payé du concours qu'il avait prêté au gouvernement, jugeait que l'heure était venue d'affirmer la nécessité de ce concours par de croissantes exigences et quelque indépendance d'allure. Il avait obtenu en Prusse un grand succès par le vote d'une loi d'enseignement primaire nettement confessionnelle (1). En revanche, la politique antipolonaise du gouvernement le gênait de plus en plus. Enfin il était irrité des résistances inattendues que rencontrait son intervention traditionnelle dans les affaires coloniales. Tous ces motifs concordans le décidèrent à se mettre en mouvement. L'heure était mal choisie. Car autour de l'Empereur, surtout autour de l'Impératrice, profondément et activement protestante, on commençait à s'émouvoir du joug catholique pesant sur le Reichstag et sur la chancellerie. D'abord, en août 1906, entre la majorité et le gouvernement, on put croire qu'il ne s'agissait que de querelles d'amoureux, nourries par l'agitation juvénile du député Erzberger. En septembre, M. Spahn n'était-il pas à Norderney l'hôte du chancelier? La querelle s'aigrit pourtant à la rentrée par les répliques du nouveau ministre des Colonies, M. Dernburg, homme nouveau, homme d'affaires, israélite, antipathique à tous ces titres aux orateurs du Centre.

C'est le Centre qui, en mai 1906, avait fait repousser en troisième lecture la loi créant un ministère des Colonies au profit du prince de Hohenlohe-Langenburg, protestant notoire, mal vu dans le monde catholique. Le 26 du même mois, il avait refusé de voter 5 millions de crédits demandés pour le chemin de fer de l'Ouest africain. A la rentrée d'automne, il poursuivit cette opposition hargneuse. Au gouvernement qui réclamait le maintien en Afrique d'un effectif de 8 000 hommes et 29 millions de crédits, il répliqua par d'amères attaques, que soutinrent, par

(1) Chambre des députés de Prusse, 28 mai 06.

tactique, les socialistes, les Guelfes et les Polonais. Le chancelier qui, le 3 décembre, avait esquissé un replâtrage, perdit-il patience? Saisit-il plutôt l'occasion d'exécuter un plan concerté avec l'Empereur? Quoi qu'il en soit, le 13 décembre, il fit front et prit l'offensive. « Si vous voulez la crise, s'écria-t-il, vous l'aurez! » M. Spahn accepta le défi. Par 177 voix contre 168 et une abstention, les crédits furent rejetés. Le prince de Bülow se leva aussitôt et prononça la dissolution du Reichstag. La majorité, qui le soutenait depuis son arrivée aux affaires, était désormais rompue. Une nouvelle ère parlementaire s'ouvrait, dont la paradoxale incertitude éclatait d'avance à tous les yeux.

III

Étant donné les conditions dans lesquelles survenait la dissolution, le chancelier avait pour premier devoir de trouver une majorité. Mis en échec par la coalition des catholiques, des socialistes, des Guelfes et des Polonais, il devait nécessairement s'efforcer de leur opposer devant le pays l'union des conservateurs et des libéraux. Et de cette nécessité résultait la tendance générale de la campagne électorale. Pour les partis de gouvernement, cette campagne ne pouvait être que nationale, puisqu'elle était dirigée contre quatre partis qui, l'un par l'ultramontanisme, l'autre par l'internationalisme, les deux autres par l'autonomisme étaient tous trois antinationaux ou du moins non nationaux. Conclusion captieuse, dira-t-on, puisque de ces trois partis, le plus fort numériquement, le Centre, avait, pendant quinze ans, constamment voté avec le gouvernement et joué, notamment en matière militaire, le rôle le plus national qui se pût concevoir. Conclusion conforme, en tout cas, à la volonté réfléchie de l'Empereur et du chancelier qui, en ouvrant une campagne patriotique, en choisissant pour plate-forme la défense du drapeau engagé aux colonies, en élargissant cette plate-forme par une propagande systématique, cherchaient un dérivatif à la crise de mécontentement et de lassitude qui avait précédé la dissolution.

Le Centre abordait la lutte avec confiance. Janus à double face, il oubliait momentanément son rôle gouvernemental pour ne retenir que ses tendances démocratiques et se posait en

parti d'opposition, défenseur des droits du Reichstag contre le pouvoir personnel et l'arbitraire administratif. « Aucune voix catholique aux nationaux-libéraux ! Aucune voix catholique aux social-démocrates ! » tel était le double mot d'ordre qu'il lançait au début de la période électorale, réservant ainsi sa liberté de manœuvre vis-à-vis des conservateurs, que son grand dessein, dès ce moment, était de reconquérir un jour. Les socialistes, alliés le 13 décembre aux catholiques, ne rencontraient pas en 1907 un terrain aussi favorable qu'en 1903. Le vote des tarifs douaniers et les coups de majorité qui précipitèrent ce vote avaient, quatre ans plus tôt, merveilleusement servi leur cause. La question coloniale et nationale, occasion de la dissolution, devait leur être moins propice. Bien que le congrès d'Iéna de 1906 eût plutôt accru leur force électorale par l'échec qu'il avait infligé aux théories extrêmes d'internationalisme et d'antimilitarisme, bien que leur situation financière fût excellente, ils ne trouvaient plus dans les circonstances du moment l'instrument de succès que leur avait valu la campagne de 1903. Les nationaux-libéraux, déchus de leur splendeur historique, tombés de 150 élus à 47, n'avaient point de peine à lutter pour la politique coloniale qu'ils avaient toujours soutenue ; mais nul ne pensait qu'il leur suffît de lutter pour reconquérir leur force perdue. Les radicaux s'accoutumaient, avec une surprise inquiète et satisfaite à la fois, à la pensée de devenir parti de gouvernement ; mais leurs divisions pesaient sur eux, comme aussi le souci d'obtenir du chancelier des garanties positives et de sceller avec lui une réconciliation qu'ils souhaitaient sans s'exposer à une duperie qu'ils craignaient. Les conservateurs enfin acceptaient mélancoliquement la fin de leur collaboration amicale avec le Centre et se préparaient sans entrain à voisiner avec la gauche dans la majorité hétérogène que Bebel appelait le bloc hottentot. Avant même d'aller aux urnes, la difficulté de l'entreprise tentée par le prince de Bülow ne faisait doute pour personne.

Confiant dans le sens national du pays, le chancelier renonça à la réserve qu'il avait gardée en 1903, se jeta dans la bataille et donna lui-même la consigne : « Pour l'Empereur et pour l'Empire ! Contre les rouges et contre les noirs ! » Dans une lettre publique au général de Liébert (1), il développa cette double

(1) 31 décembre 1906.

idée, en habillant d'argumens avantageux le changement soudain de son orientation parlementaire. « Le vote du 13 décembre était une attaque contre les gouvernemens confédérés et la dignité nationale. Je travaille avec tout parti qui respecte le point de vue national. Dès que ce principe est violé, il n'y a plus d'amitié possible. » La rupture ainsi justifiée, le prince expliquait pourquoi il avait accepté depuis 1901 la collaboration du Centre : « Le chancelier, surtout depuis les élections de 1903, ne pouvait pas ne pas travailler avec le Centre. Il était forcé de s'assurer son concours pour les projets de loi économiques et nationaux que l'intérêt du pays rendait nécessaires. Mais je nie absolument qu'il ait abandonné par complaisance pour le Centre les droits de l'État. » Restait l'avenir : le prince de Bülow l'envisageait en ces termes : « Certes, je ne crois pas que les élections créeront le grand parti libéral centralisé, qui pourrait occuper la place du Centre. Mais les fractions de la Droite, le parti national-libéral et les groupes radicaux plus voisins de la Gauche, pourraient par une tactique habile dans la lutte électorale trouver assez de terrain pour constituer une majorité de cas en cas... Malgré les différences de situation dans les circonscriptions électorales, les fractions qui ont voté le 13 décembre pour le gouvernement ne devront pas oublier ce qui les a unies ce jour-là. C'était la lutte pour l'honneur et le bien de la nation contre les socialistes, les Polonais, les Guelfes et le Centre. »

Les électeurs, par leur vote, justifièrent l'espoir du prince de Bülow. Les socialistes perdirent 36 sièges, les Guelfes, 5. Les Polonais n'en gagnèrent que 5, le Centre 2. Le gouvernement disposait ainsi de 30 voix environ de majorité. Les conservateurs avaient 5 sièges de plus que dans le précédent Reichstag. Le gain des nationaux-libéraux était de 5 sièges aussi, celui des groupes de gauche de 12. Toutefois la défaite du Centre eût été pour le chancelier plus rassurante que celle des socialistes. Car, entre Bebel et les conservateurs, il n'y avait pas à redouter de rapprochement, tandis qu'entre la Droite et le Centre une réconciliation, toujours possible, faisait peser sur le « Bloc » la menace d'une irréparable fissure. Cependant, quand le Reichstag s'ouvrit le 19 février 1907, la politique nouvelle du prince de Bülow n'y connut d'abord que des succès. Un conservateur, le comte de Stolberg-Wernigerode, fut élu président par 214 voix contre 164 à M. Spahn. Les vice-pré-

sidens furent M. Paasche, national-libéral, et M. Kœmpff, radical. La discussion du budget, commencée par l'aveu d'un déficit persistant, fut marquée par un duel entre le chancelier d'une part, M. Spahn et M. Bebel de l'autre, duel qui accusa la brouille et brisa les derniers liens. A l'attaque violente du leader du Centre, M. de Bülow répliqua par l'énergique affirmation que, « malgré les rivalités des partis, le gouvernement dispose d'une majorité écrasante dans le peuple allemand aux heures solennelles où il s'agit du prestige de l'honneur et de la situation de la patrie. » A M. Bebel, il répondit, avec plus de verve encore, en dénonçant le socialisme ; en répudiant avec lui tout accord ; en prêchant contre lui l'union de la bourgeoisie ; en lui déniant le droit de représenter seul les intérêts des travailleurs ; en refusant de livrer à un élément antinational les destinées de la nation (1). La partie était gagnée contre les deux adversaires. En vain, dans les séances suivantes, les orateurs du Centre crièrent au Kulturkampf. Leur voix fut sans écho. Le 12 mars, l'Assemblée vota les crédits pour le Sud-Ouest africain ; le 3 mars, la transformation de la direction des colonies en ministère indépendant ; quelques semaines après, elle adopta l'ensemble du budget. Un succès complet effaçait le souvenir de l'échec de décembre.

Ce succès pourtant n'était point de ceux qui durent. A la veille de la rentrée du Reichstag, à l'automne de 1907, la situation déjà était difficile. D'une part, une réforme administrative de la marine réduisant la durée de service des vaisseaux de ligne, augmentant par conséquent les charges ; d'autre part, des difficultés financières, sur la solution desquelles le chancelier n'était pas d'accord avec M. de Stengel, secrétaire d'État aux finances ; un projet, encore indéterminé, de réforme de la loi électorale prussienne ; deux projets sur les bourses et sur le droit de réunion, qui ne donnaient satisfaction ni à la Gauche ni à la Droite, tel était l'édifice législatif, malaisément habitable, où le prince de Bülow comptait faire vivre sa majorité de 216 députés. Le 4 décembre, un vif incident éclatait entre le ministre de la Guerre, général von Einem et M. Paasche, vice-président national-libéral du Reichstag. Le chancelier, à plaisir, semble-t-il, grossit l'affaire, comme s'il eût voulu trouver un réconfort dans

(1) Reichstag, 25 février-3 mars 1907.

la déclaration de fidélité qu'il exigea et obtint des groupes du Bloc. « Vous venez, lui dit la *Gazette de Voss*, de vous conduire en ministre parlementaire ! » Ce n'était ni la première, ni la dernière fois que cette inquiétude devait s'exprimer. Et la nature même de la majorité, hybride et disparate, voulait qu'il en fût ainsi. En janvier 1908, le prince de Bülow donna un gage aux conservateurs en déclarant sèchement au Landtag qu'il n'accepterait jamais, pour la Prusse, ni le suffrage universel, ni le vote secret. Huit jours plus tard, il réveilla la fidélité des trois groupes libéraux en leur promettant quelques concessions (loi sur les bourses et droit de réunion). L'attelage commençait cependant à ruer dans les brancards. Des radicaux comme MM. Barth, Frédéric Naumann et le docteur Gothein, attaquaient vivement le gouvernement. La loi sur les réunions n'était votée que grâce à une capitulation des Gauches, qui en gardaient rancune au chancelier. Le Congrès tenu en avril par l'Union libérale allemande et la sécession de M. Barth affaiblissaient plus encore la majorité. Enfin l'entrée de sept socialistes à la Diète prussienne était un échec nouveau pour la politique de M. de Bülow (1). On sentait le Bloc à la merci d'une brusque rupture. Il fallait, pour ne point le briser, n'y pas toucher. Le chancelier, afin de le mieux préserver, changeait de ministre des Finances, substituant M. Sydow à M. de Stengel. L'impression de malaise et d'insécurité n'en subsistait pas moins.

Cette impression s'aggravait d'ailleurs de l'étrange atmosphère de scandale où vivait l'Allemagne. Un ancien acteur, devenu journaliste, — et journaliste redoutable, — M. Maximilien Harden, jadis instrument et défenseur de Bismarck, plus récemment inspiré par M. de Holstein, qui ne se résignait pas à la retraite où il vivait depuis 1906, avait commencé dans la *Zukunft* une campagne d'insinuations, bientôt précisées, avec une double tendance personnelle et politique. M. Harden laissait entendre, s'il ne l'énonçait explicitement, que plusieurs hauts personnages, le prince Philippe d'Eulenburg, ancien ambassadeur à Vienne, le comte Kuno de Moltke, gouverneur militaire de Berlin, d'autres encore, étaient depuis longtemps adonnés à une forme d'amitié masculine que ne justifient point les précédens empruntés à l'antiquité. M. Harden déclarait d'ailleurs que, s'il

(1) 17 juin 1908.

abordait ce sujet délicat, c'était par patriotisme et parce que ces hommes, groupés autour de l'Empereur, constituaient une « camarilla » néfaste pour la politique allemande. Au mois de novembre 1906, le prince de Bülow, répondant à une interpellation de M. Bassermann, avait dit, — sans qu'on comprît nettement la nécessité de cette affirmation : « La camarilla n'est pas une plante allemande. » Quand parurent les articles de la *Zukunft*, on se rappela ces paroles du chancelier. Et la légende d'un grand complot dirigé contre lui par la « Table ronde de Liebenberg » se répandit dans la presse.

Que M. Harden eût une arrière-pensée politique ; qu'il servît une rancune, celle de M. de Holstein ou toute autre, on doit l'admettre. Les mésaventures du comte de Moltke ? Sa brève carrière conjugale ? Ses fautes à l'égard d'une femme, que l'on eût crue plus apaisée après dix ans passés et deux mariages heureux ? Prétextes assurément, et rien que prétextes. Le but était d'atteindre l'entourage immédiat de l'Empereur, ceux qui, à de certaines heures, avaient pu être ses conseillers ; qui, en tout cas, n'avaient jamais cessé d'être ses amis. Guillaume II, informé brusquement par le Kronprinz, n'eut, semble-t-il, qu'un souci : se laver de toute solidarité avec les suspects. Pendant quelques heures, la peur régna sans partage au Palais ; peur de résister à une campagne acharnée, peur de marquer une borne au scandale le mieux agencé qui fut jamais, brisant en un instant, sans explication, une intimité de vingt ans. Et le champ resta libre pour la parade judiciaire, qu'avec un art infini de ménager et de corser les effets M. Harden avait organisée.

Ce que fut cette suite de procès, — intentés les uns par les diffamés, les autres par le parquet, aboutissant tantôt à l'acquittement, tantôt à la condamnation du diffamateur, s'enchaînant les uns aux autres, rebondissant les uns sur les autres, finissant par traîner à la barre du tribunal le lit d'un mourant, — on le sait, et ce n'est pas ici le lieu d'y revenir. Pris au piège d'un adversaire plein de ressources, le prince d'Eulenburg s'exposa, par une réponse trop vague faite sous serment, à une accusation de faux témoignage, sous le coup de laquelle il est encore, disputé par un mal implacable à une haine plus implacable encore. Mois douloureux, où le patriotisme allemand souffrit profondément, où furent révélées des tares indiscutables, sans qu'on eût le sentiment que ceux qui les mettaient au jour fussent mus par

une conviction sincère; où l'on vit le Kronprinz salué au Thiergarten des cris paradoxaux de : « Vive Harden! »; où l'aristocratie et l'armée, victimes des généralisations simplistes de la foule, furent dénoncées devant le pays pour les égaremens de quelques-uns; où le chancelier lui-même dut aller, en personne, faire condamner un accusateur, qui avait dirigé contre lui des imputations pareilles à celles dont était l'objet l'entourage impérial: riche matière pour les pessimistes, stigmatisés à Breslau deux ans plus tôt. Après cette crise de suspicion, l'opinion publique restait secouée d'une sorte de tremblement nerveux. Une inconsciente rancune montait du peuple vers le trône, comme si l'on en voulait au souverain d'avoir ou mal choisi ou mal défendu ses amis. Le prestige de l'autorité était ébranlé. Un déséquilibre moral livrait l'Allemagne aux surprises, exposait le pouvoir impérial aux représailles de l'indiscipline.

Ces représailles ne tardèrent point. Le 28 octobre 1908, le *Daily Telegraph* publiait une interview de Guillaume II destinée, d'après son préambule, à rassurer l'Angleterre sur les desseins de l'Allemagne. C'était un long factum, où la politique franco-russe pendant la guerre du Transvaal était ouvertement accusée d'hostilité contre la Grande-Bretagne et où des faits inexacts soutenaient faiblement une thèse désobligeante. On y retrouvait la vieille tendance bismarckienne à diviser pour régner. On réfuta les erreurs matérielles. On blâma l'intention. Et l'on garda l'espoir qu'un démenti donnerait à l'incident la seule solution qui convînt. Un jour passa, et le démenti ne se produisit pas. Bien plus, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* cautionna, en le reproduisant, l'article du *Daily Telegraph*. L'étonnement grandit, exprimé avec une sévérité particulière par la presse allemande. Le 31 octobre, nouvelle note de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. L'opinion allemande, à peine remise des affaires Harden, s'élevait contre cette manifestation nouvelle et inopportune du pouvoir personnel. L'organe officieux venait déclarer qu'il était faux « que l'Empereur eût provoqué cette publication, sans en avoir, au préalable, averti les personnalités responsables de la politique de l'Empire. » L'interview avait été envoyée au chancelier. Celui-ci l'avait transmise à ses bureaux. Les bureaux n'avaient pas formulé d'objections. Le bon à tirer avait été donné : l'Empereur avait par conséquent été correct. Au contraire, le chancelier et ses fonctionnaires, qu'il couvrait, avaient

péché par négligence. Le prince de Bülow logiquement s'était offert en victime expiatoire et avait remis sa démission, que l'Empereur avait refusée : récit authentique, officiel, qui dépassait en extravagance tout ce qu'on avait pu supposer.

La suite est plus étrange encore. Puisque l'Empereur avait soumis son texte au chancelier, il n'y avait rien à lui reprocher. Et cependant, voici qu'éclate contre lui une formidable campagne, qui ne peut s'expliquer que par un arriéré de griefs et une nervosité momentanée. Dans la presse, c'est un concert d'imprécations qui bientôt trouve écho au Reichstag. La *Gazette de Voss* dénonce « les graves défauts de l'organisation gouvernementale, » et demande un « remède énergique. » Le *Berliner Tageblatt* écrit : « Le peuple allemand, qui est majeur, désire se protéger contre le retour de semblables interventions personnelles. » D'autres journaux de toutes nuances protestent contre « la politique impulsive de l'Empereur, » et déclarent que « cette politique n'est pas celle du peuple allemand. » M. Bassermann, national-libéral, dépose une interpellation : « Le chancelier assume-t-il la responsabilité constitutionnelle de la publication dans le *Daily Telegraph* d'une série de conversations de S. M. l'Empereur et des faits qui s'y trouvent mentionnés ? » La *Gazette de Cologne* préconise la formation au Reichstag d'une commission permanente des Affaires étrangères. Le 10 novembre, M. Bassermann, en termes mesurés, résume les critiques à la tribune. D'après lui, ce sont les conversations de l'Empereur, plus encore que la publication de l'article, qui constituent une faute grave. On est ainsi au vif du débat.

Dans sa réponse à l'interpellation, le prince de Bülow parle d'un ton modéré et attristé. — Il a, dit-il, pris la plus pénible décision de sa carrière en restant en fonctions sur le désir de l'Empereur. Son rôle, en effet, est difficile. Il est obligé de défendre Guillaume II sans se compromettre. Le défendre en couvrant ses actes, ce serait les aggraver. Les critiquer, il n'y peut songer, étant devant le Reichstag le « représentant » du souverain. Une seule ressource, par conséquent, prendre le débat de biais, en atténuant la gravité des faits. Il commence par en démentir quelques-uns. Le mal, ajoute-t-il, n'est pas aussi grand qu'on l'a dit. Enfin l'expérience « conduira l'Empereur à observer dans ses entretiens privés une réserve aussi indispensable pour la continuité de la politique allemande que pour l'autorité

de la couronne. S'il en était autrement, ni le prince de Bülow, ni aucun successeur ne pourrait porter le poids d'une telle responsabilité. » Fort de cette conviction, il demeurera donc à son poste, sans savoir toutefois « combien de temps ce lui sera possible. » — A la séance suivante, d'autres orateurs se lèvent, et dès lors, la borne est franchie. M. Schrader, de l'Union démocratique, se plaint amèrement des absences continuelles de l'Empereur. M. Zimmermann, antisémite, déclare que Guillaume II a perdu tout contact avec le peuple. M. Haussmann, démocrate, s'écrie : « Où sont les garanties pour l'avenir? » M. Heine, socialiste, estime que, demain comme hier, « l'Empereur continuera à mettre ses doigts partout, à cultiver son dilettantisme, à se tenir pour un génie méconnu. » Une réponse courte de M. de Kirderlen, ministre des Affaires étrangères par intérim, remplaçant M. de Schoen malade, est accueillie par des rires et des huées. Comme l'orateur porte à son gilet un large galon noir, on lui crie : « De qui êtes-vous en deuil? » Le lendemain, les journaux propagent dans tout l'Empire le récit de cette journée de révolte, en l'aggravant de leurs commentaires. Un jour plus tard, le Centre et les socialistes déposent des motions invitant le gouvernement à préparer un projet de loi sur la responsabilité ministérielle.

Est-ce la menace de ce débat qui détermine le chancelier à jeter du lest? Peut-être. Quoi qu'il en soit, dès ce moment, on sent dans les articles de la presse officieuse sa résolution de donner une leçon courtoise, mais très ferme, au souverain absent qui, installé à Donaueschingen, s'obstine à écouter, chez le prince de Furstenberg, les chansons du Chat-Noir. La *Post* écrit : « En face des droits des souverains, il y a des devoirs. Et leur méconnaissance peut ébranler les fondemens de la monarchie. » La *Gazette de l'Allemagne du Nord* reconnaît « qu'une ombre s'est glissée entre l'Empereur et la nation. » Elle explique que le chancelier n'a pas voulu, par un second discours, prolonger le débat et qu'il attend maintenant que l'Empereur le reçoive. Cette audience a lieu le 17 novembre et, le lendemain, la *Gazette de Cologne*, dans un article précédé de l'astérique officielle et daté de Berlin, résume l'entrevue en forme de réquisitoire. Elle commence par prendre acte des promesses de l'Empereur. Elle admet que, théoriquement, il n'y aurait rien à objecter contre le principe de garanties plus positives. L'Empereur, au surplus, ne

peut pas souhaiter que se renouvellent les événemens des dernières semaines. Depuis longtemps, il y avait désaccord et contradiction entre lui et le pays. Le peuple, la presse, le Parlement ont été unanimes à dire : « Cela ne peut pas durer. » Le ministère prussien, le Conseil fédéral, la Commission fédérale des Affaires étrangères ont estimé, comme le chancelier, que certaines manifestations du pouvoir personnel étaient incompatibles avec l'intérêt du pays. L'Empereur l'a reconnu. Merci à l'Empereur.

Jamais remontrance aussi rude n'avait été adressée à prince plus autoritaire. En se décidant à la formuler, M. de Bülow n'en avait certes pas méconnu les risques. S'il avait passé outre, c'est sans doute que, suivant sa propre déclaration, il jugeait nécessaire d'apaiser le pays. Une fois de plus, il agissait donc en ministre parlementaire. Une fois de plus, il s'éloignait de sa maxime d'autrefois : « Nous n'avons pas un vrai parlementarisme, et c'est un grand bonheur. » Le temps n'était plus où il disait : « Le droit d'initiative qui appartient à l'Empereur ne sera limité, ne peut être limité par aucun chancelier. Cela ne répondrait ni aux tendances du peuple allemand, ni à ses intérêts. Le peuple allemand ne veut pas d'une ombre d'empereur. Il veut un empereur en chair et en os. Les ombres d'empereur ont fait assez de mal à l'Empire. » Les événemens expliquaient ce changement. Mais les institutions, autant que les événemens, le déterminaient. Aux termes de la Constitution allemande, l'Empereur a des droits à peu près illimités. Cette absence de limite était sans péril, quand l'Empereur était Guillaume Ier, et le chancelier, Bismarck. La Constitution de l'Empire était un vêtement fait à leur taille. Depuis lors, tout a changé. L'absolutisme impérial, peu gênant pour le chancelier avec un empereur effacé, devient un danger quotidien avec un empereur autoritaire. Bismarck avait fait Guillaume Ier. C'est Guillaume II qui a fait le prince de Bülow, comme il avait fait le comte de Caprivi, — comme il avait défait Bismarck. Peut-on s'étonner dans ces conditions que le souverain empiète sur les attributions de son délégué, alors surtout que ce délégué n'est ni retenu, ni protégé par une responsabilité parlementaire ?

Ce défaut d'harmonie et d'équilibre entre les personnes et les choses, les tempéramens et les textes, venait, en éclatant, de compliquer encore la situation. Le prince de Bülow eût dit

volontiers comme un autre ministre : « L'incident est clos. » Mais il ne dépend pas des volontés humaines de clore à leur gré les grandes émotions collectives. La Gauche et le Centre réclamaient des garanties. La Droite, déjà, se demandait avec une inquiétude repentie si, en attaquant le souverain, elle n'avait pas sapé les bases de sa propre puissance : et elle en gardait rancune au chancelier. Le comte Hompesch préconisait le vote d'une loi sur la responsabilité ministérielle. Les démocrates et les socialistes proposaient eux-mêmes la réglementation de cette responsabilité. Les conservateurs protestaient de leur résolution de repousser toute motion de ce genre. Le prince de Bülow, qui, le 19 novembre, avait déçu le Reichstag en ne soufflant mot de la crise récente, affirmait qu'il ne participerait pas au débat. Et le 2 décembre en effet, M. de Bethmann Hollweg, ministre de l'Intérieur, déclarait, au début de la discussion, que le Conseil fédéral refusait de se prononcer, sans d'ailleurs méconnaître l'importance de l'opinion du Reichstag. Un renvoi à la Commission du règlement fournit une solution commode. Mais il fut clair que les conservateurs avaient contre eux tous les autres partis et que, sur cette question vitale, le Bloc était brisé : rupture d'autant plus grave que simultanément s'ouvrait le débat sur la réforme financière, débat que le chancelier n'avait pu ajourner davantage, quelques raisons qu'il eût d'en redouter les suites.

Les tentatives partielles de réforme financière poursuivies depuis 1904 n'avaient pas suffi à assainir la situation et un effort nouveau, d'une ampleur et d'une intensité supérieures, était devenu nécessaire. La réforme fiscale de 1906 n'avait pas réussi à équilibrer le budget. Le déficit avait été de 372 millions de francs en 1906, de 431 millions en 1907, de 469 millions en 1908. A considérer les neuf dernières années, il s'élevait au total à 2 milliards 400 millions. La dette avait parallèlement augmenté, passant de 4 430 000 000 francs en 1905 à 5 317 000 000 francs en 1908. Le crédit de l'Empire en avait reçu une grave atteinte. L'intérêt moyen des consolidés anglais en 1907 avait été 2,98 pour 100, celui de la rente française 3,18 pour 100, celui de la rente allemande 3,57 pour 100. Pendant la même année, le taux moyen de l'escompte avait été de 4,93 pour 100 en Angleterre, de 3,46 pour 100 en France, de 6,03 pour 100 en Allemagne. « Je n'ai pas besoin de dire, ajoutait le chancelier en citant ces chiffres, combien ces différences ont réagi sur les finances de

l'État, sur toute notre industrie, sur notre agriculture ; combien par là nos conditions de production sont devenues plus onéreuses; combien aussi notre faculté de concurrence a été influencée (1). »

Pour remédier à ces faiblesses, la réforme proposée par les gouvernemens confédérés proposait l'institution d'un amortissement suffisant et régulier, l'établissement de nouveaux impôts, la réorganisation des rapports financiers entre l'Empire et les États confédérés. La charge moyenne annuelle prévue pour l'amortissement était de 67 millions de francs. Les impôts nouveaux devaient produire 625 millions de francs, que l'on demandait à de nouvelles taxes sur l'alcool, la bière, le vin, le tabac, le gaz, l'électricité, les appareils d'éclairage, les affiches, les annonces de journaux. De plus, pour que la richesse acquise contribuât à l'effort, et que la réforme ne portât pas exclusivement sur les intérêts de consommation, le projet superposait à l'impôt de succession, établi le 3 juin 1906, une taxe d'Empire progressive frappant la masse successorale au-dessus de 25000 francs sans distinction de parenté. En récapitulant, on obtenait les évaluations suivantes: alcool (125 millions), bière (125 millions), vin (25 millions), tabac (96 millions), gaz et électricité (63 millions), annonces (31 millions), successions (115 millions). Les 35 millions manquant devaient être demandés aux contributions matriculaires. Enfin, pour limiter la charge des États, tout en maintenant ces contributions, qui sont la seule recette d'Empire soumise au vote annuel du Reichstag, les reversemens de l'Empire aux États devaient être bornés au produit du monopole de l'alcool et le montant des contributions matriculaires non couvertes par les reversemens devait être fixé pour une période de cinq ans, soit pour la période 1909-1913, à 60 millions environ.

Dès avant la discussion, il était facile de prévoir que l'impôt sur les successions serait la pierre d'achoppement. Les États particuliers tiennent, en effet, à conserver exclusivement les impôts directs pour satisfaire à leurs propres besoins qui grandissent aussi régulièrement que ceux de l'Empire. Et les conservateurs craignent d'autre part que de tels impôts aux mains du Reichstag ne deviennent tôt ou tard des instrumens d'expropriation. En dépit d'un éloquent discours du chancelier (2), l'accueil fait à la

(1) Reichstag, 19 novembre 1908.
(2) Reichstag, 19 novembre 1908.

réforme au Parlement et dans la presse fut donc des plus froids. Dès le 26 novembre, un conservateur, M. de Schwerin, protesta au nom de son parti contre l'impôt sur les successions et dit : « Ce sera la fin du Bloc. » Au terme de la première lecture, rien ne restait du projet primitif, et la Commission, à laquelle il était renvoyé, semblait vouée à une œuvre de reconstruction totale. Les libéraux protestaient contre les impôts indirects, les conservateurs contre les droits de succession. Le Centre était sévère pour les uns et pour les autres. Les socialistes réclamaient un impôt d'Empire sur le revenu. Beaucoup pensaient enfin que, sans les nouvelles dépenses navales, on aurait pu se suffire avec 375 millions de francs.

En avril, le conflit était aigu, et le bloc plus qu'à demi brisé. Le 1er mai, la Commission rejetait l'impôt sur les successions grâce à une coalition du Centre, des conservateurs et des Polonais. Il ne restait plus qu'à en appeler au Reichstag. Pour y trouver une majorité, il aurait fallu solliciter et obtenir le concours des socialistes : c'était là une hypothèse difficile à envisager. Le 8 mai, la *Gazette de la Croix* suggérait une autre solution : « Que le chancelier, écrivait-elle, et les gouvernemens confédérés s'entendent pour remplacer les droits de succession en ligne directe par un autre impôt. Et surtout, qu'ils acceptent le concours de partis qui se trouvent en dehors du Bloc, c'est-à-dire du Centre, et le sort de la réforme financière est assuré. » C'était supposer que le chancelier et le Centre se prêteraient à une réconciliation. Or ni l'un ni l'autre n'y étaient disposés, surtout le chancelier. Restait la dissolution ; mais d'une part, on risquait, en la prononçant, de préparer aux socialistes une facile victoire. Et d'autre part, comment mener la lutte électorale contre le parti conservateur, invariable soutien du trône ? Le bruit de la retraite du prince de Bülow commença aussitôt à se répandre, confirmé par l'impossibilité de recourir aux expédiens qui eussent pu conjurer cette retraite. Les nationaux-libéraux, qui avaient évité jusqu'alors tout acte de nature à gêner le gouvernement, jugèrent ainsi la situation. Et, le 13 mai, leur chef, M. Paasche, donna sa démission de président de la commission des finances, notifiant par là qu'il tenait la partie pour perdue et le Bloc pour condamné.

Dès lors, la Commission, présidée par M. Spahn, vice-président, poursuivit son travail, par la collaboration du Centre et des

conservateurs, sans tenir compte du projet gouvernemental et en cherchant des impôts nouveaux destinés à remplacer ceux qu'elle venait d'écarter: impôts sur les valeurs et sur les plus-values immobilières, droits d'entrée sur le café et le thé, impôts sur les lampes électriques, les allumettes, la parfumerie, etc. Le chancelier, reçu par l'Empereur à Wiesbaden le 18 et le 19 mai, répondit à ces initiatives en déclarant dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord:* « Le gouvernement présentera son projet d'impôt sur les successions et fera tous ses efforts pour qu'il soit accepté par le Reichstag. En outre, les gouvernemens confédérés et le chancelier ne se laisseront imposer aucun projet d'impôt qui porterait préjudice au commerce et à l'industrie. » Cette résistance résolue était conforme aux intérêts de l'Empire: car les taxes inventées par la Commission étaient d'une puérilité fiscale sans précédent. Le 1[er] juin, les ministres de Finances des États confédérés réunis à Berlin venaient à la rescousse et rejetaient l'impôt sur les plus-values immobilières ainsi que le droit d'admission à la cote proposés par la Commission. Le 12, le Conseil fédéral écartait à son tour les droits sur les lampes électriques, les allumettes et la parfumerie, ainsi que les droits de douane sur ces divers articles. Le 15 enfin, le gouvernement faisait distribuer un projet définitif, maintenant le droit sur les successions avec certaines modifications d'application, introduisant de plus un impôt sur les polices d'assurance au-dessus de 5000 marks et un droit sur les mutations de propriétés immobilières, abandonnant enfin l'impôt sur les annonces et celui sur l'électricité. C'était le dernier mot du chancelier avant la discussion en séance.

Le 16 juin, cette discussion s'engage. « N'oubliez pas, dit le chancelier aux conservateurs, que, même si vous triomphez, ce succès pourra être l'origine de graves défaites ultérieures par l'impression mauvaise qu'il fera sur le peuple allemand... » Un conservateur, M. Westdorp, répond aussitôt en combattant l'impôt. M. Spahn appuie M. Westdorp au nom du centre. M. Singer, socialiste, écarte aussi les droits de succession comme dérisoires. Le baron de Rheinbaben, ministre des Finances de Prusse, adjure la majorité de faire un sacrifice. Le duc de Trachenberg renouvelle cet appel. Le lendemain, M. Sydow, secrétaire d'État aux Finances, défend une fois encore les propositions du gouvernement et critique celles de l'opposition. Le 19, l'impôt sur

les successions est renvoyé à la Commission, qui, le 22, en rejette l'essentiel. Le même jour, le Reichstag vote en deuxième lecture l'impôt sur les valeurs admises à la cote repoussé par le gouvernement. L'Empereur intervient alors au débat et, dans un discours à Hambourg, il exprime le vœu que le bon sens triomphe de l'esprit de parti. C'est en vain. Le lendemain, 24 juin, commence en séance la discussion en seconde lecture de l'impôt sur les successions. L'article 9, qui est le paragraphe capital, est rejeté par 195 voix contre 187 sur 333 votans. L'ensemble de l'impôt est lui-même repoussé.

Voici que, pour le prince de Bülow, sonne l'heure des résolutions décisives. S'il était un ministre parlementaire, il se retirerait sans plus attendre. Mais son devoir lui rappelle qu'il n'est responsable que devant l'Empereur, et qu'il ne peut laisser se dresser en face du pouvoir impérial le contrôle parlementaire. Son premier soin est donc de déclarer qu'il réserve sa décision. Cette déclaration est-elle de pure forme? D'après de sûrs renseignemens, non. Le prince hésite en effet, parce qu'il n'a pas, au fond, de convictions politiques; parce qu'il est un négociateur né; parce qu'il se sent capable de trouver de nouvelles transactions. Au surplus, le parlementarisme est en Allemagne si peu de chose que toute majorité est bonne à prendre. Alors interviennent des amis dévoués, au premier rang desquels il faut placer M. Hammann, chef du service de la presse à la chancellerie. Par de forts argumens, il montre à son chef, avec une éloquence de vieux libéral, que, s'il reste, il livre au Centre, au cléricalisme la politique allemande; qu'il humilie l'Allemagne en s'humiliant lui-même. La princesse de Bülow, présente à l'entretien, est la première convaincue. Aussi bien le chancelier ne ferme pas les yeux aux attraits d'un départ qui lui laissera dans l'histoire de l'Empire un rôle unique, celui du chancelier libéral, soutenu de la confiance impériale, qui part pour ne pas abaisser le programme national devant les exigences de l'ultramontanisme. Dans cet entretien capital, on arrête, jusque dans son texte, la déclaration qui, le lendemain, sera portée à l'Empereur, l'appel à la bienveillance du souverain qui ne peut vouloir « déshonorer » son ministre en le maintenant de force au pouvoir.

Vingt-quatre heures après, M. de Bülow est à Kiel. Quel est au fond le sentiment de Guillaume II? S'il eût voulu sauver le

chancelier, — battu à huit voix seulement, ne l'oublions pas — il aurait pu exercer sur les conservateurs une action plus directe, rallier par son influence personnelle la demi-douzaine de suffrages dont M. de Bülow avait besoin. Mais sans doute n'a-t-il pas oublié la dure leçon de novembre. Est-ce pour cela qu'en juin il est resté strictement constitutionnel, perdant peut-être par sa réserve celui-là même qui lui avait huit mois plus tôt rappelé la nécessité de cette réserve? Hypothèse à coup sûr et rien de plus, mais hypothèse qu'il faut envisager pour rester dans le cadre des sentimens humains. Quoi qu'il en soit, le prince rentre de Kiel, ayant, aux termes d'une note officieuse, offert sa démission que l'Empereur a refusée « dans le moment présent, » en le priant de rester au pouvoir jusqu'au vote de la réforme financière. Le surlendemain, nouvelle note qui confirme la première, mais qui insiste sur l'irrévocable résolution du chancelier d'abandonner son poste. C'est en dehors de lui d'ailleurs que se poursuit à la hâte le vote des impôts substitués à son projet. En réalité, ce n'est pas pour diriger ces votes de la dernière heure que Guillaume II lui a demandé d'ajourner sa retraite; c'est pour atténuer l'impression parlementaire qui se dégage de cette crise, où l'on voit un parti, hostile au gouvernement, imposer sa volonté, soit en ce qui regarde les idées, soit en ce qui regarde les hommes.

Tout le monde, — Empereur, chancelier, députés, M. de Heydebrand, conservateur, M. de Hertling, catholique, — prend part à cette conspiration de pudeur autocratique. Mais, en dépit de ce concours de bonnes volontés, la vérité ressort en pleine lumière. Le prince de Bülow se retire en ministre parlementaire, et sa défaite lègue à son successeur l'obligation de gouverner avec la majorité qui a précipité sa chute.

IV

Telles furent ces neuf années, singulièrement remplies, pendant lesquelles le prince de Bülow, sans obtenir de succès éclatans, sut donner la mesure d'une grande ingéniosité, d'une richesse singulière de moyens, d'une ténacité soutenue, — même dans ses variations, — d'une éloquence enfin qui le place au premier rang des orateurs contemporains.

Qu'il eût à l'égard du Reichstag une doctrine politique, on

ne peut le soutenir après avoir suivi l'histoire de son gouvernement. Il a, selon sa propre expression, travaillé avec tous les partis. Pour mieux dire, il s'est servi de tous. Il a maté les conservateurs grâce au Centre en 1901. Il a combattu le Centre grâce aux libéraux depuis 1906. Il a moins recherché leurs approbations que leurs voix, bornant son ambition à être suivi par eux dans le labyrinthe des débats parlementaires. En agissant ainsi, il s'est conformé d'ailleurs à la tradition bismarckienne : « J'ai eu recours, disait Bismarck, au suffrage universel pour effrayer les monarchies étrangères et les empêcher de mettre les doigts dans notre omelette nationale. Je n'ai jamais douté que le peuple allemand, dès qu'il comprendra que le droit de suffrage actuel est une institution nuisible, ne soit assez fort et assez sensé pour s'en défaire. S'il ne le peut pas, la phrase d'un de mes discours, qu'il saurait bien trotter une fois en selle, aura été une erreur (1). » Erreur, à coup sûr, à considérer le peuple allemand qui tient à son bulletin de vote. Vérité, à considérer ses gouvernans, pour qui l'expression de ce vote n'est jamais impérative et qui, dans les partis élus, ne voient que les élémens indifférens de la chimie politique qu'ils ont mission de mettre en œuvre.

Le prince de Bülow a donc usé de son droit en changeant de majorité. Mais il a commis une erreur dans son appréciation de la force relative de ses majorités. Manieur d'hommes cependant expert, il a succombé pour s'être trompé. Le Centre allemand, dont il a cru pouvoir affronter la rancune, n'est pas seulement le plus fort numériquement des partis qui siègent au Reichstag; il est aussi, par suite peut-être des rudes épreuves qu'il a subies dans l'opposition, le plus discipliné et le plus actif. Il a d'ailleurs l'heureuse fortune de résumer en lui les deux tendances dominantes de la politique impériale. Il est conservateur dans le sens parlementaire de ce mot, soucieux des grands besoins nationaux et du principe indispensable d'autorité. Il est audacieux dans l'acception sociale du terme, ne reculant point devant les lois de solidarité sociale auxquelles aucun régime ne saurait se soustraire s'il a laissé se dresser en face de lui le suffrage universel. Il est puissant, parce qu'il est à la fois pour la flotte de guerre et pour les retraites ouvrières. C'est ce double motif de puissance qu'a méconnu le chancelier. Et c'est pourquoi, dès le

(1) Bismarck, *Pensées et Souvenirs.*

jour de sa rupture avec les catholiques, on pouvait prévoir l'échec final auquel il était condamné.

Sous sa direction ondoyante, la politique intérieure de l'Allemagne est demeurée conforme à ses traditions essentielles. Un constant souci des forces militaires, le développement de l'armée et la création de la flotte ; une lutte vigoureuse contre les socialistes ; quelques lois, moins nombreuses pourtant que dans la période précédente, de prévoyance et d'assurance sociales ; un grand souci des intérêts conservateurs, conséquence des liens étroits qui attachent la noblesse au trône ; l'affirmation brutale à l'égard des vaincus, notamment des Polonais, du *Faustrecht* germanique ; un compromis constant entre la volonté du prince et le vœu du pays ; une prodigieuse dépense de diplomatie à l'intérieur ; quelque subtilité dans l'intrigue et le goût des complications superflues : ce sont là les traits principaux de la politique du prince de Bülow. Mais ce sont ceux aussi de la politique allemande et du caractère allemand.

Les adversaires du chancelier tombé lui reprochent d'avoir diminué le prestige du souverain. Il faudrait être Allemand pour juger d'une question où le sentiment a plus de part que la raison. Dans l'orage qui secoua l'Allemagne à la fin de 1908, M. de Bülow fut-il mal inspiré de découvrir l'Empereur ? Ou, comme il l'a toujours affirmé, dut-il, pour prévenir de pires violences, consentir un sacrifice et faire la part du feu ? Il n'appartient pas à des étrangers de se prononcer à cet égard. Aussi bien ne convient-il pas d'attacher trop d'importance à la crise monarchique de l'an passé. Le souffle d'indiscipline n'a pas duré, et on a senti du remords dans la soudaineté de l'apaisement. Le roi de Wurtemberg disait que le premier mot de ses sujets en venant au monde était *Nein !* L'esprit de fronde existe en effet en Allemagne comme ailleurs. Mais, pour le contenir, le sens national y est plus fort qu'ailleurs, et la cohésion patriotique qui unit, à l'appel du gouvernement, ce peuple de 60 millions d'hommes, reste la vérité profonde, que la France, plus que tout autre pays, doit se garder d'oublier.

ANDRÉ TARDIEU.

SENANCOUR

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT (1)

C'est une étrange destinée littéraire, que celle de Senancour, et je ne sais si l'on en trouverait une qui lui fût comparable. D'autres écrivains ont été surfaits en leur temps; mais, peu à peu, leur gloire frelatée s'est comme dissoute, et ils sont retombés, pour y demeurer à jamais, au troisième ou au quatrième rang. D'autres, au contraire, ont été contestés ou méconnus de leurs contemporains; mais leur mérite enfin s'est imposé, et la postérité plus impartiale leur voue d'un accord unanime l'admiration à laquelle ils ont droit. Senancour, lui, semble n'avoir jamais pu trouver sa place définitive : tour à tour il plonge dans l'obscurité, puis il en émerge pour y disparaître encore, et le jugement, sur son compte, hésite. Pendant plus de trente années, avec une obstination à chaque fois découragée et pourtant infatigable, il s'est efforcé d'atteindre, sinon le grand public, au moins une élite pensante, à laquelle il se flattait d'offrir de précieuses révélations. Ardent à répandre la vérité, il a tenté toutes les voies : il s'est fait philosophe, moraliste, romancier, auteur dramatique, critique littéraire, journaliste, pamphlétaire; à chaque édition de ses principaux ouvrages, il les a bouleversés, refondus, récrits, de manière à en faire véritablement une œuvre toute nouvelle; sous vingt formes différentes il a donné des fragmens variés d'un grand ouvrage longtemps médité, qui devait changer la face du monde en expliquant à l'homme sa

(1) *Senancour, poète, penseur religieux et publiciste*, par M. Joachim Merlant, 1 vol. in-8°; Fischbacher. C'est un ouvrage intéressant, consciencieux jusqu'à la minutie, et auquel je reprocherais surtout cette minutie même : l'analyse trop menue ne laisse pas se dégager aisément les grandes lignes et les idées générales.

vraie nature, son vrai but et sa vraie loi. Et pour prix de tant d'efforts, il n'a recueilli que la raillerie ou, pis encore, l'indifférence générale. Mais, au même moment, et à son insu même, quelques admirateurs enthousiastes le prenaient comme guide et comme maître, se nourrissaient de sa pensée, formaient autour de lui une espèce de petite église, ardente et secrète. Puis, un jour, tout d'un coup, la gloire paraît s'abattre sur lui. Les deux articles de Sainte-Beuve dans la *Revue de Paris* et dans le *National* le tirent en pleine lumière; on réédite *Obermann*; George Sand écrit, — et publie d'abord dans ce recueil (1) même, — une préface émue pour son livre; les romantiques semblent reconnaître en lui un précurseur, ils en font presque un rival, peut-être même un devancier de Chateaubriand; Senancour peut se croire enfin célèbre et il peut espérer que ses idées vont se répandre à travers le monde, atteindre la foule même. Décevante illusion! Quelques années à peine s'écoulent, et voici que Senancour est de nouveau retombé dans l'ombre; il meurt oublié de tous; les pieux efforts d'une fille dévouée ne parviennent à maintenir ni son œuvre ni son nom; elle ne peut même pas aboutir à cette réédition qu'il rêvait de quelques-uns de ses livres les plus chers. Mais, chose étrange, plus de soixante ans après sa mort, il renaît. La même petite église de disciples enthousiastes cultive avec la même dévotion sa mémoire : il y a une famille de « Senancouriens. » Levallois d'abord, puis Alvar Tornüdd, Raymond Bouyer, puis Edmond Pilon, Joachim Merlant, Christian Maréchal enfin lui ont consacré des études ou des livres et même de gros livres; la *Revue bleue* a publié sa biographie rédigée par Virginie de Senancour; la Société des Textes modernes prépare des rééditions critiques des *Rêveries* et d'*Obermann*... Assurément, Senancour ne redevient pas à la mode; il semble pourtant qu'il redevienne un peu d'actualité. Le moment est peut-être favorable, — avant qu'il ne retombe une seconde fois dans la demi-obscurité qui semble faite pour lui, — de chercher à résoudre l'énigme de sa destinée, de se demander comment s'expliquent ce culte fidèle de quelques-uns et cette indifférence de la foule, de voir enfin si cette fortune contradictoire ne vient pas de ce qu'il y aurait aussi de contradictoire dans sa vie, dans sa pensée et dans son œuvre.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin 1833.

I

Aucune vie ne semblait devoir être plus facile et plus heureuse que celle d'Étienne de Senancour, fils de Claude Pivert de Senancour, Contrôleur alternatif des rentes de l'Hôtel de Ville et Conseiller du Roi. « Fils unique, nous dit sa fille, et seul héritier de plusieurs parens plus ou moins bien partagés de la fortune, il avait en perspective près de cent mille livres de rente. » Ce sont des choses dont un enfant a bien vite pris conscience. Le luxe, ou du moins la très large aisance qu'il remarque autour de lui, les comparaisons continuelles qu'il peut faire de sa famille avec les familles moins fortunées, les conversations qu'il entend ou auxquelles il prend part sur ses « espérances » futures, tout cela s'imprime bientôt dans son esprit; et la vie facile, sans privations, sans efforts, sans travail même, lui paraît un droit, lui devient un besoin véritable. C'est ainsi, assurément, que l'on peut expliquer les allures aristocratiques que prend volontiers Senancour, ses dédains et ses aspirations. Rien n'égale le mépris profond qu'il éprouve pour les hommes qui vivent dans la gêne et s'y résignent, « se font la barbe devant un miroir cassé » et mangent « du bouilli réchauffé » sur « une table sans nappe; » « leur simplicité sans ordre, sans délicatesse, sans honte, ressemble plus, selon lui, à la sale abnégation d'un moine mendiant, à la grossière pénitence d'un fakir, qu'à la fermeté, qu'à l'indifférence philosophique; » et la « sagesse » de Rousseau lui-même semble à Senancour « déshonorée, » privée de « l'autorité nécessaire pour faire quelque bien, » par cela seul que le philosophe vit « en linge sale, logé dans un grenier et... copiant je ne sais quoi pour vivre. » Rien n'égale au contraire l'ardente conviction avec laquelle il s'écrie : « C'est une douce chose que l'aisance : on peut tout arranger, suivre les convenances, choisir et régler... Il n'y a point de bonheur domestique sans une certaine surabondance nécessaire à la sécurité. »

Or, ce n'est pas seulement le « surabondant, » c'est le suffisant même qui lui a manqué toujours; et cette gêne, dont il avait à la fois l'horreur et la honte, a pesé sur sa vie tout entière. Quand il s'était réfugié en Suisse, de l'aveu de sa mère, pour échapper au séminaire où son père voulait le contraindre; quand, un peu par inclination, beaucoup plus encore par pitié et par faiblesse,

il y avait contracté un mariage irréfléchi, il se croyait bien sûr de l'avenir. Il savait qu'il serait pardonné, et rien dès lors ne devait plus l'empêcher de mener la vie facile et large qui lui était habituelle et nécessaire. Il avait compté sans la Révolution : considéré comme émigré, dépouillé de tous ses biens, sans cesse en danger d'être arrêté quand il voulait rentrer en France, il vit se dissiper toute sa fortune, il vécut éloigné par force du dernier parent qui lui restât et, finalement, il en fut déshérité. Il lui fallut dès lors gagner son pain avec sa plume : sous la Restauration, il écrivit dans les journaux, lui qui méditait de grands ouvrages philosophiques; il dut tirer profit de ses livres, lui qui regardait la littérature comme un sacerdoce, et non comme un métier; il rédigea des plaidoyers et des ouvrages de jurisprudence, lui qui avait toute procédure en haine, et qui d'ailleurs n'y comprenait rien; il fut réduit à accepter sous Louis-Philippe une pension comme une aumône : encore s'empressa-t-on de la rogner l'année d'après; il émigra de Marseille à Nîmes, de Nîmes dans une vallée des Cévennes, de cette vallée à Paris, toujours poursuivi par la même détresse, toujours incertain du lendemain. On ne saurait, je crois, exagérer la torture que fut pour lui cette gêne constante, ni le découragement dont elle le paralysa, ni les obstacles qu'elle opposa à son activité littéraire. Cent fois, il s'en est plaint avec amertume. « Passer dans l'incertitude les années de sa jeunesse et consumer celles de la force dans une contrainte inévitable; faute de succès, renoncer à la simplicité qu'on voudrait toujours, se charger de travaux inutiles, s'attacher à des soins aggravés par le dégoût, et se hâter péniblement vers un but qu'on ne désire pas; se sacrifier pour des proches qu'on ne rend pas heureux, ou s'abstenir attentivement de se lier avec des personnes qu'on eût beaucoup aimées; être inquiet auprès de ses connaissances et froid avec ses amis; chaque jour, parler, agir sans naturel, sans grâce, sans liberté; constamment sincère, éviter la franchise; avec une âme vraie et des sentimens élevés, ne montrer ni noblesse ni énergie, taire à jamais ses meilleurs desseins et n'accomplir les autres que très imparfaitement : cela s'appelle n'avoir pu conserver une partie de sa fortune. »

On comprend maintenant pourquoi Senancour, lorsqu'il énumère les conditions du bonheur humain, y place toujours l'aisance. Il avait les mêmes raisons pour y placer aussi la santé,

car il en a été privé non moins cruellement. Lorsqu'il était encore tout enfant, « à sept ans, dit Sainte-Beuve, qui tenait ces détails de M. de Boisjolin, leur commun ami, il savait la géographie et les voyages d'une manière qui surprit beaucoup le bon et savant Mentelle. Il s'inquiétait déjà de la *jeunesse des îles heureuses*, des *îles faciles de la Pacifique*, d'Otaïti, de Tinian. » C'est la première origine d'un projet grandiose que conçut peu à peu Senancour et qu'il emporta tout formé dans sa tête, lors de son départ pour la Suisse. Nourri des spéculations politiques auxquelles se sont voués avec Rousseau et à sa suite tant de « philosophes » du XVIII[e] siècle, il rêvait de passer enfin de la théorie pure aux actes. Il semble, d'après des allusions nombreuses semées dans ses écrits, qu'il méditait « de tenter chez les tribus encore un peu primitives une œuvre analogue à celle de Lycurgue, l'organisation d'une société dégagée de ces liens si compliqués qui rendent parmi nous le bonheur, même le repos de l'esprit, décidément impossible. » Il se flattait de trouver, « dans l'intérieur de l'Afrique, » des « contrées vastes, inconnues, » au milieu desquelles il élirait une « contrée circonscrite et isolée » que, par une heureuse législation, il « ramènerait à des mœurs primordiales. »

Mais, pour réaliser ces « velléités africaines, » ce n'était pas assez d'en « mûrir le dessein » et d'achever « les études qui en prépareraient l'exécution, » il fallait encore être robuste et sain. Or une imprudente excursion au Saint-Bernard, dans laquelle, perdu au milieu des ténèbres, emporté par un torrent glacial, il faillit laisser la vie, lui ravit le libre usage de ses membres : sur ses pieds « sans souplesse, » sa marche était mal assurée ; ses bras aussi faibles que ceux d'un enfant étaient incapables du moindre effort. Son aventureuse expédition lui devenait dès lors impossible. Il y renonça, non sans regrets et, bien des années après encore, il n'en était pas consolé : « Sans cette faiblesse des membres, mon mariage n'eût pas eu lieu. J'eusse été, je suppose, en Égypte, et là, à moins que je n'eusse été intime avec le général en chef, je me fusse jeté parmi les Arabes, dans le Saïd. » Encore un rêve écroulé ; encore un obstacle invincible opposé par les circonstances à ses aspirations les plus chères.

Du moins, puisqu'il ne pouvait courir ces glorieuses aventures et montrer aux hommes par une expérience irréfutable la route du vrai bonheur, il espérait bien leur être utile encore

par ses méditations. Une fois marié, réfugié avec sa femme dans une étroite vallée des Alpes, loin du bruit des villes, loin des civilisations factices, dans le calme d'une solitude favorable à la pensée, il achèverait d'analyser la nature humaine, il en déduirait l'organisation sociale qui répond à ses besoins, il formulerait les lois dont les prescriptions strictement observées la rendraient heureuse : « Un livre manque à la terre... Un seul volume contiendrait les principes et les résultats, tout ce qu'il faut aux sociétés humaines. » Cette Bible de l'avenir serait sa tâche et les résultats qu'une pareille révélation ne manquerait point de produire seraient assez beaux, assez grands, assez bienfaisans, pour le consoler de n'avoir pu expérimenter par lui-même « ce que peut à la tête des États un homme libre de tout intérêt particulier. »

Pour être moins romanesque que son projet primitif, le nouveau dessein auquel Senancour rabattait ses ambitions, n'était guère moins difficile à remplir. Il aurait fallu qu'il trouvât autour de lui la plus confiante, la plus constante, la plus courageuse assistance. Il n'en fut rien. A l'idée d'aller s'ensevelir dans les Alpes, M[me] de Senancour, — qui pourtant avait « surtout plu » à son mari par ses « goûts sauvages, » — se trouva saisie d'un invincible effroi. Elle refusa tout net de mener la vie qu'il avait rêvée, renversant ainsi tous ses projets. Obligé de revenir avec elle à Fribourg, d'y reprendre les habitudes de petite ville qui lui étaient odieuses, Senancour ne pouvait plus songer à consacrer exclusivement sa vie à la méditation. Encore si sa femme avait essayé de lui rendre plus léger le poids de ses regrets! Tout au contraire : lui qui, à maintes reprises, a soutenu que le sage devait éviter de se créer une famille, car « avoir une famille, c'est donner un otage à la fortune, » il apprit par expérience que les soucis matériels de l'entretien d'un ménage ne sont pas les pires suites d'une union imprudente. Aigrie par la gêne, choquée par certaines théories de son mari et surtout peut-être par son irréligion apparente, naturellement sérieuse jusqu'à la tristesse, bientôt « taciturne, brusque, impérieuse, austère, » elle rendit « toute sa maison malheureuse. » De là naquirent des « dissensions conjugales » dont M[lle] de Senancour, plus tard, parlait encore avec amertume et que Senancour lui-même a bien des fois rappelées : « Quand une famille est dans la solitude, non pas dans celle du désert, mais dans celle de l'iso-

lement ;... quand le père et sa femme, quand la mère et ses filles n'ont point de condescendance, n'ont point d'union, qu'ils ne veulent pas aimer les mêmes choses, qu'ils ne savent pas se soumettre aux mêmes misères et soutenir ensemble, à distances égales, la chaîne des douleurs... ; quand une attention, une parole de paix, de bienveillance, de pardon généreux, sont reçues avec dédain, avec humeur, avec une indifférence qui glace, — nature universelle ! tu l'as fait ainsi pour que la vertu fût grande et que le cœur de l'homme devînt meilleur encore et plus résigné sous le poids qui l'écrase ! » Certes, il souffrit de ce désaccord irrémédiable des caractères ; mais sa pire souffrance assurément lui vint de ce qu'en ces querelles le calme nécessaire à sa méditation lui faisait défaut, qu'il n'était ni compris ni encouragé dans un travail auquel il attachait tant d'importance et pour lui-même et pour le bonheur de tous les humains.

L'œuvre à laquelle Senancour avait voué son existence lui paraissait d'un trop grand prix pour qu'il n'y persistât point, malgré tous les obstacles. Il écrivit. Et ce devint pour lui l'occasion de nouveaux déboires. D'abord il renonçait, au moins provisoirement, à son grand ouvrage. Au lieu d'un écrit d'ensemble, complet, définitif, qui par là même eût été adressé à tous les hommes, compris de tous, convaincant pour tous, mais qui eût exigé l'application de toute une vie paisible et sûre, il se résignait à ne publier que des livres fragmentaires, hâtifs, dont une élite de penseurs pourrait seule saisir le sens un peu obscur, et qui feraient entrevoir à une trop faible minorité les grands principes découverts et leurs conséquences bienfaisantes. Et puis cette élite même à laquelle il s'adressait ne parut pas le comprendre. Il eut bien au début quelques faveurs inespérées du sort; mais il semble que c'était seulement pour lui rendre la désillusion plus dure. Si un ami s'enthousiasma pour les *Rêveries* et commença à le publier par cahiers successifs, la première livraison n'eut aucun succès et resta unique ; si, plus tard, en pleine Terreur, retenu de force à Paris, menacé de la prison comme ayant tenté d'émigrer, isolé, sans ressources, il fut subitement introduit dans la maison d'un riche protecteur qui lui imprima en entier son volume des *Rêveries*, un nouveau contretemps lui survint : tout son ouvrage, vendu avec l'imprimerie, resta enfoui dans les magasins, n'en put sortir que quelques années plus tard... et passa totalement inaperçu. Senancour,

pourtant, ne se découragea point encore. Il était forcé d'abandonner « pour un temps l'exécution entière de l'ouvrage le plus important et le plus nécessaire, » l'échec des *Rêveries* ne l'excitait guère à reprendre ce vaste travail; du moins, il pouvait lui préparer et se préparer les voies en se faisant connaître du grand public, afin que sa réputation recommandât à l'avance son œuvre essentielle. « L'opinion, la célébrité, fussent-elles vaines en elles-mêmes, ne doivent être ni méprisées, ni même négligées, puisqu'elles sont un des grands moyens qui puissent conduire aux fins les plus louables comme les plus importantes... Il faudrait peut-être que des écrits philosophiques fussent toujours précédés par un bon livre d'un genre agréable qui fût bien répandu, bien lu, bien goûté. Celui qui a un nom parle avec plus de confiance; il fait plus et mieux parce qu'il espère ne pas faire en vain... » Cet ouvrage « d'un genre agréable, » ce fut *Obermann*; et *Obermann* ne fut ni « répandu, » ni « lu, » ni « goûté, » si ce n'est de quelques admirateurs épars et secrets. Le livre venait à un mauvais moment : l'éclatant succès de Chateaubriand éblouissait trop les regards pour qu'ils s'arrêtassent sur Senancour, et c'est ce qu'il n'a jamais pu pardonner à son heureux rival. Que se passa-t-il alors? On ne peut que le deviner à quelques allusions amères de l'auteur désabusé. Il semble qu'il ait entrevu, qu'il ait espéré un appui possible, celui de Lucien Bonaparte peut-être, et qu'au dernier moment ce secours lui ait encore fait défaut. Du moins, rappelant encore le grand ouvrage qu'il avait projeté, il ajoutait d'un ton un peu aigri : « Je ne le fais point. Les hommes qui auraient pu vouloir que je le fisse n'y ont pas songé; les événemens laissés à leur cours naturel ne le permettent pas encore. L'indépendance ne suffit point. » Il parlait ainsi en tête de l'*Amour*, autre ouvrage fragmentaire, autre ouvrage « d'utilité secrète et individuelle, » auquel il se résignait par force. L'*Amour* eut tout juste le genre de succès qui pouvait être plus pénible à Senancour que l'échec complet : un succès de scandale. On ne comprit point sa pensée toujours sérieuse, on rit de la gaucherie avec laquelle elle s'exprimait parfois, on s'indigna des audaces auxquelles elle s'abandonnait candidement. En vain Senancour réédita-t-il, en les remaniant à chaque fois de fond en comble, et les *Rêveries* et l'*Amour;* en vain publia-t-il ses *Libres Méditations;* en vain dans des travaux de librairie essaya-t-il de vulgariser ses idées; en vain s'attaqua-t-il âprement au *Génie du Christianisme*,

dont le triomphe l'offusquait, dont les raisonnemens choquaient sa logique d'idéologue ; en vain eut-il même l'idée bizarre d'écrire une comédie; on l'ignora, — à moins qu'on ne le poursuivît en police correctionnelle pour outrage à la religion. On l'ignora, jusqu'au jour où Sainte-Beuve vint, peut-on dire, le ressusciter. Alors il crut enfin la partie gagnée. Il se trompait encore. Il se proposa d'abord de « reprendre toutes ces ébauches séparées (*Obermann, Rêveries, Libres Méditations*)... d'en rapprocher plusieurs parties avec un soin sévère et d'en composer un volume, un seul, » image ou esquisse de celui qu'il avait trop ambitieusement rêvé. Il se sentit trop vieux et trop las. Il voulut alors faire du moins une édition générale, en six volumes, de ce qu'il avait écrit de mieux. Il ne le put pas davantage. Quand il remania *Obermann*, Sainte-Beuve poussa les hauts cris, parla de profanation et le contraignit à renoncer aux corrections qu'il méditait. Le manuscrit de ses *Libres Méditations*, transformées, fut confié à un jeune Allemand qui ne le lui rendit jamais. Là-dessus survinrent la vieillesse, les infirmités croissantes, l'affaiblissement même de son esprit ; et c'est ainsi qu'il mourut, toujours plus déçu et toujours plus triste.

Que dire maintenant des amertumes non moins cruelles qu'il subit dans sa vie sentimentale? Là aussi il y eut contradiction absolue entre ses aspirations ou ses instincts et la réalité. Enfant rêveur et timide, qui aurait dû être encouragé à ouvrir son âme à la joie et à l'espérance, il fut au contraire déprimé par la « prudence étroite et pusillanime » de parens timorés ; il fut ennuyé, écrasé par les pratiques multipliées d'une dévotion étroite et austère ; il passa « ses premiers ans » dans de « longs ennuis » qui lui ravirent à jamais « le pouvoir d'être jeune. » Enfant sensible et farouche à la fois, il vit son père et sa mère, tous deux pieux, vertueux, « tous deux la bonté même, » malheureux l'un par l'autre et incapables de s'attirer son affection : l'une, trop indulgente, le gâtait à l'excès, mais il lui savait mauvais gré de l'espèce d'injustice qu'il lui voyait commettre en refusant à son père les « attentions affectueuses ; » l'autre, froid et d'allure sévère, le tenait à distance ; et Senancour, incapable, à son âge, de comprendre l'amour qui se cachait sous ses apparences rigides, ne put jamais se résoudre à le tutoyer, quoiqu'il en eût reçu l'ordre. C'est plus tard seulement qu'ayant mieux pénétré leur caractère et la cause de leur mésintelligence, — ils

se faisaient tous deux scrupule d'avoir désobéi à leur vocation religieuse, — il regretta sa froideur envers eux; mais il était trop tard. Jeune homme, passionné en dépit de lui-même, qui avait sans illusions contracté un mariage sans amour, il avait besoin d'amour. Une tendresse, dont pendant longtemps il n'eut pas conscience, s'empara de son âme ; et celle qu'il aima n'était point libre, et c'était la femme d'un ami. D'autres s'étaient déjà aperçus de sa passion, qu'il l'ignorait encore et refusait même d'en croire leurs reproches. Mais subitement « il put lire clairement dans son cœur. En le recevant un jour, elle prononça son nom avec un accent tel qu'il en fut assez impressionné pour chercher un appui sur la rampe de l'escalier. » Et ce jour-là, obligé par ses principes de rompre une amitié si chère, mais si dangereuse, il dut réprimer en lui ses sentimens les plus profonds : drame intime et discret dont il ne se consola guère et que nous trouvons douloureusement rappelé en quelques pages d'*Obermann*. Encore s'il avait trouvé quelques compensations dans la gloire ! C'était là son rêve ; et la sympathie de ses lecteurs eût satisfait, ou du moins trompé le besoin d'affection qu'on sent persister en lui. Cela même, il ne l'eut point. Sur le bord de la tombe, il se demandait avec une mélancolique incertitude : « Aurai-je un jour à moi, ou dois-je finir comme j'ai vécu jusqu'à présent, comprimé, ignoré de ceux qui m'ont vu le plus souvent, et ne sachant qu'imparfaitement moi-même ce que j'eusse été ? » Les faits ont répondu : celui qui avait tant de fois pris le masque de « solitaire » mourut en effet dans la solitude et presque dans l'oubli.

Telle fut sa vie : toujours traversée par mille obstacles, toujours assombrie par mille causes de chagrin, toujours aigrie par le contraste absolu de l'existence qui lui eût été nécessaire et de l'existence que les circonstances lui imposaient. « Pour être satisfait, dit-il, il faut quatre biens : beaucoup de raison, de la santé, quelque fortune et un peu de ce bonheur qui consiste à avoir le sort avec soi. » Trois au moins de ces biens lui ont assurément fait défaut. Encore n'a-t-il guère su conserver le seul qui dépendît de lui en quelque mesure : avec une obstination maladive et malsaine, il a nourri sa tristesse, il a cultivé en lui le désenchantement, et son caractère même a conspiré avec la malice du sort. Comment s'étonner dès lors que dans une vie aussi privée de sérénité, aussi dépourvue de loisir, il ait produit une œuvre incomplète ? Fragmentaire, morcelée, sans

cesse reprise et sans cesse abandonnée, elle laisse au lecteur cette impression qu'elle n'a été ni conçue dans la paix, ni mûrie dans l'indépendance matérielle et morale, ni amenée jusqu'à cette unité harmonieuse nécessaire aux ouvrages de l'esprit pour qu'ils s'imposent à la postérité.

II

L'explication pourtant demeure insuffisante. Sans rien atténuer des multiples obstacles auxquels se heurta Senancour, sans oublier aucune des désillusions successives qui s'opposèrent à ses desseins, sans nier enfin que toutes choses semblent s'être conjurées pour entraver, ralentir, arrêter parfois son travail, on ne peut s'empêcher de songer à d'autres qui ont triomphé de difficultés semblables. Y eut-il une vie plus errante que celle de Jean-Jacques? Ne fut-il pas lui aussi bien des fois incertain du lendemain? Ne souffrit-il point de maladies physiques et morales? Trouva-t-il en sa Thérèse l'appui qu'il eût été en droit d'attendre d'une femme mieux choisie? Réelles ou imaginaires, les persécutions auxquelles il fut ou se crut exposé ne lui ravirent-elles pas à chaque instant le calme et le loisir? Son œuvre est là, néanmoins. On la discute assurément; mais, éloges ou critiques, c'est bien sur la même interprétation qu'on les fonde: on sait ce qu'il a prétendu faire et l'on connaît sa doctrine. D'autres œuvres sont aussi fragmentaires que celle de Senancour, plus fragmentaires même : les *Pensées* de Pascal, par exemple, ne sont à vrai dire qu'un recueil de matériaux, les uns tout bruts encore, les autres inégalement dégrossis; pourtant l'admiration, devant elles, n'hésite point. Senancour, lui, a vécu assez longtemps pour imprimer, pour remanier même et à plusieurs reprises quatre ou cinq ouvrages philosophiques. Chacun d'eux n'est qu'une esquisse, ou une préparation ou un chapitre de la grande œuvre qu'il rêvait : soit; mais enfin, s'il les a jugés dignes d'être publiés, c'est donc qu'il les croyait de nature à donner au moins une idée de son système. A l'impression trouble, quasi contradictoire, qu'ils nous font, il doit y avoir une cause, et une cause plus profonde que les contrastes de son existence.

Ne serait-ce point que dans sa pensée même il y eut contradiction? Ne serait-ce point qu'entre son intelligence et son instinct, qu'entre son esprit et sa sensibilité ou son imagination, il

y eut une lutte intime qu'il n'a point su terminer, une lutte dont les alternatives sans conclusion se sont traduites, tour à tour ou même à la fois, dans son œuvre?

Si, tout enfant, Senancour édifia les témoins par la pieuse contenance qu'il conservait à l'église ; si, dans ses jeux, il prenait plaisir à construire de petites chapelles et à dresser des reposoirs, c'était imitation irréfléchie de la dévotion maternelle et soumission puérile. Il n'en est pas moins établi qu'il a véritablement débuté par l'incrédulité absolue, dès qu'il a pensé par lui-même. Au collège déjà, ses lectures avaient ébranlé pour toujours la foi de ses premiers ans. Tout d'abord, il fut séduit par le stoïcisme et il « connut l'enthousiasme des vertus difficiles : » « il se tint assuré d'être le plus heureux des hommes, s'il en était le plus vertueux. » Mais « l'illusion » ne « dura dans toute sa force » qu'un mois ou moins d'un mois, et il « se dit avec découragement : *La sagesse elle-même est vanité.* » Alors, avec une sombre obstination, il s'attacha aux négations les plus désolées des « philosophes. » Un Dieu personnel, une âme immortelle et libre, une morale du devoir : chimères imaginées à plaisir par l'ignorance des hommes, la ruse des gouvernemens ou la fourberie des prêtres. Il n'y a que matière à différens états de subtilité, tantôt passive, tantôt active, et toujours soumise à un déterminisme aveugle. Une nécessité toute mécanique enfante, développe et détruit toutes choses. Comme tous les autres êtres, l'homme n'est qu'un agrégat de molécules destinées à se séparer un jour; quand il se flatte d'être immortel, il méconnaît à la fois et sa nature et la Nature même. Sa seule fin normale est le plaisir : le principe de tous ses désirs, le but de toutes ses actions, l'unique règle de sa conduite, c'est la recherche du bonheur. A tant de siècles de distance, par delà la tradition chrétienne, c'est un écho de la philosophie d'Épicure et de Lucrèce. « Athéisme, » a dit Sainte-Beuve, et là contre Senancour protesta plus tard avec force, presque avec colère. En effet, c'est bien plutôt un panthéisme, mais un panthéisme tout matérialiste. Dans un tel système il n'y a, — naturellement, — aucune place pour le christianisme; mais Senancour ne se contente point de le nier : il le méprise et il le hait. Il le méprise; car c'est une religion « populacière, » qui attire à soi les âmes les plus vulgaires et les plus basses, qui confie ses mystères et les cérémonies de son culte « aux premiers venus, » au lieu de

les réserver à une élite de penseurs. Il le hait; car c'est une religion d'imposture, à laquelle ses ministres eux-mêmes ne sauraient croire, et qu'ils ont, de complicité avec les puissans, imposée par fraude ou par force à l'ignorance de la foule; il le hait surtout parce que c'est une religion de la souffrance et de l'ascétisme, qui détourne l'homme du plaisir, son véritable objet : elle n'est pas seulement fausse, elle est malfaisante.

Ainsi pense Senancour, avec tous ses maîtres, les Lambert, les Bailly, les Gébelin, les Bayle, les Fréret, les Boulanger, qu'il cite avec admiration et respect. Mais il y a en lui un instinct profond qui proteste sourdement contre cette doctrine aride. Son esprit, imbu du scepticisme que lui ont inspiré ses lectures, est sceptique : son âme est religieuse. Son imagination ne peut supporter le vide du ciel dépeuplé; elle a besoin d'espérance, elle a besoin de pouvoir au moins douter, puisque le doute lui permet encore des élans que la négation réprime et brise. Sa sensibilité souffre de ne pouvoir s'attacher à une puissance digne d'amour, de s'adresser en vain à une nécessité indifférente et brutale. De sa nature, de son éducation peut-être, il a reçu une tendance morale qui ne sait plus à quoi se prendre : le plaisir à lui seul ne le satisfait point; il aspire à recréer un devoir, en imposant à l'homme de travailler au bonheur des autres hommes et de faire un choix entre les plaisirs.

Dès la première heure, il fut donc tiraillé entre deux directions contraires. On le voit tour à tour aller de l'une à l'autre, faire quelques pas en avant, puis se rejeter en arrière, — à mesure sans doute que la réflexion et l'expérience lui font mieux apercevoir l'un et l'autre excès, mais un peu aussi au gré des circonstances, selon les objections qu'on lui oppose ou les contrariétés qu'il rencontre. Rien n'est plus curieux que de suivre les vicissitudes de cette lutte intérieure.

Les premières *Rêveries*, écrites sous l'inspiration immédiate de ses lectures, en manifestèrent naturellement l'influence. En jeune homme que ses admirations entraînent, il y exprimait le plus pur XVIIIe siècle : jamais il ne se vit épicurisme plus matérialiste, ni anti-catholicisme plus décidé. Mais immédiatement après, commence un premier revirement. A relire son livre imprimé, il sentit probablement de lui-même que, tout en lui donnant un accent personnel, il avait surtout répété la leçon d'autrui : il avait parlé comme un de ces philosophes qui

n'éprouvaient aucune de ses aspirations religieuses; il avait paru, comme eux, exclure le mystère et réduire l'infini aux étroites limites de la raison raisonnante. Il le comprit bien mieux encore quand il se vit accusé d'athéisme : le reproche l'indigna, lui parut « ridicule, » mais l'obligea à mieux préciser sa pensée, — ou, pour tout dire, à la modifier légèrement. Dans *Obermann*, il nie ou affirme moins souvent, il doute davantage : loin d'éviter de se contredire, il semble prendre plaisir à le faire et dans sa préface il s'en explique nettement : « Pourquoi serait-on choqué de voir, dans des matières incertaines, le pour et le contre dits par le même homme?... On observe, on cherche, on ne décide pas. » En effet, il ne décide pas, ou il ne décide plus. S'il paraît toujours panthéiste, du moins il appelle le principe suprême « Force vivante » et « Dieu du monde : » il est tout près de lui rendre et l'intelligence et la personnalité. S'il raille encore les trop faibles raisons sur lesquelles on a voulu fonder l'immortalité de l'âme, du moins il n'ose plus déclarer cette immortalité même impossible ou absurde. C'est pour lui une belle espérance: « Dites qu'il est affreux à notre âme avide de n'avoir qu'une existence accidentelle; dites qu'il est sublime d'espérer la réunion au principe de l'ordre impérissable : n'affirmez rien de plus. » Il fait mieux ; lui-même il aspire à cette immortalité et elle lui semble en quelque sorte nécessaire à la perfection de l'Univers : « Et moi aussi, j'ai des momens d'oubli, de force, de grandeur : j'ai des besoins démesurés; *sepulchri immemor...* Force vivante! Dieu du monde! J'admire ton œuvre, si l'homme doit rester; et j'en suis atterré, s'il ne reste pas. » Enfin, s'il n'a point dépouillé son hostilité envers le catholicisme, s'il lui adresse, dans son état actuel, les mêmes reproches, du moins il reconnaît en lui quelque chose de bon : le catholicisme a fait le bonheur de certains hommes, leur a donné un but, les a mis en paix avec eux-mêmes, a écarté les passions de leur vie, a soulagé leurs maux; le catholicisme « bien entendu » ferait « les hommes parfaitement purs; » et Senancour va même jusqu'à protester contre ses ennemis trop partiaux : « Je n'aime point qu'en s'élevant contre les religions on nie leur beauté et l'on méconnaisse ou désavoue le bien qu'elles étaient destinées à faire. » Il se peut que le fond des idées ne soit pas essentiellement modifié; mais il est certain néanmoins que le ton est tout autre. La tendance religieuse et morale de Senancour perce sous

la doctrine que lui a transmise et comme imposée le XVIII[e] siècle : les besoins de son imagination et de son cœur l'entraînent insensiblement loin de la philosophie pure et de la négation méprisante.

On a remarqué sans doute quelques mots curieux : « la religion *bien entendue* (c'est Senancour qui souligne) ferait les hommes parfaitement purs » et « je n'aime point qu'on méconnaisse le bien que les religions *étaient destinées* à faire. » Il y a donc une façon de « bien entendre » la religion? Les religions, dans leur « destination » première, étaient donc capables de faire du bien aux hommes? Dans *Obermann* se révèle ainsi pour la première fois un grand projet qui, de plus en plus, séduira l'esprit de Senancour. Il s'agit d'instituer une religion nouvelle, épurée, qui, attirant à elle le catholicisme, ou bien se l'associera, ou bien, en l'absorbant, le supplantera, pour le bonheur des hommes.

On peut assez facilement retrouver la suite logique des idées qui l'ont amené à concevoir un pareil dessein. L'homme est né pour le plaisir : voilà le principe fondamental qui, à ses yeux, est irréfutablement établi, ou, pour mieux dire, évident. Mais il y a un « art de jouir ; » c'est ce qu'on appelle la morale : elle nous apprend quelles sortes de plaisirs sont à désirer pour nous comme pour les autres, quels sont les moyens les plus sûrs d'y atteindre sans que les plaisirs de chacun nuisent aux plaisirs d'autrui. « La morale, bien conçue par tous, ferait les hommes très justes, et dès lors très bons et très heureux. » Tous les esprits ne sont pas également capables de s'élever par la raison seule à l'intelligence de cette morale et par la raison seule de se soumettre à son empire. Il est donc bon que, pour ceux-là, il y ait une religion, c'est-à-dire « une morale moins raisonnée, moins prouvée, moins persuadée par les raisons directes des choses, mais soutenue par ce qui étonne, mais affermie, mais nécessitée par une sanction divine. »

Le danger, c'est que les grandes vérités, les principes primordiaux entrevus par les religions ne se corrompent avec le temps, qu'il ne s'y mêle des erreurs et des fables et que, par les progrès de la superstition, des opinions dont « l'origine est très sage » ne deviennent insensées; alors tout est perdu : le vulgaire s'aperçoit tôt ou tard de l'absurdité des croyances qu'on lui impose, et comme ces croyances appuient sa morale, cette morale s'anéantit tout entière, lorsque s'écroule l'« échafaudage ruineux »

des religions. Il est donc nécessaire de toujours maintenir ou, au besoin, de rétablir la religion dans sa pureté et dans sa majesté primitives. C'est ce que le christianisme à sa naissance n'a point compris. Le moment pourtant était favorable. « Les conquérans, les esclaves, les poètes, les prêtres païens et les nourrices » étaient parvenus à « défigurer les traditions de la Sagesse antique... Les grandes conceptions étaient avilies. Le Principe de vie, l'Intelligence, la Lumière, l'Éternel, n'était plus que le mari de Junon; l'Harmonie, la Fécondité, le lien des êtres n'étaient plus que l'amante d'Adonis... Le résultat du génie des races primitives, les emblèmes des lois universelles n'étaient plus que des pratiques superstitieuses dont les enfans riaient dans les villes... La Terre inquiète, agitée, opprimée ou menacée, instruite et trompée, ignorante ou désabusée, avait tout perdu sans avoir rien remplacé ; encore endormie dans l'erreur, elle était déjà étonnée du bruit confus des vérités que la science cherchait. » Les fondateurs du christianisme ne surent point profiter de l'occasion. « Ils fabriquèrent je ne sais quel amas incohérent de cérémonies triviales et de dogmes un peu propres à scandaliser les faibles; » ils mêlèrent à cela « une morale quelquefois fausse, souvent fort belle, et habituellement austère (seul point sur lequel ils n'aient pas été gauches); » puis, par « une maladresse surprenante, » confiant les fonctions religieuses « à des millions d'individus, » ils durent « les abandonner continuellement aux derniers des hommes, » en « compromirent la sainte dignité » et « effacèrent l'empreinte sacrée dans un commerce trop habituel. » Ce n'est point ainsi qu'il fallait agir : « Il fallait élever un monument majestueux et simple sur ces monumens ruinés des diverses régions connues. Il fallait une croyance sublime, puisque la morale était méconnue; il fallait des dogmes impénétrables peut-être, mais nullement risibles, puisque les lumières s'étendaient. Puisque tous les cultes étaient avilis, il fallait un culte majestueux et digne de l'homme qui cherche à agrandir son âme par l'idée d'un Dieu du monde. Il fallait des rites imposans, rares, désirés, des rites mystérieux mais simples, des rites comme surnaturels, mais aussi convenables à la raison de l'homme qu'à son cœur. » Selon Senancour, la tâche était digne d'un grand génie, et lui-même ne faisait qu'« entrevoir » cette religion parfaite; c'est pourtant à l'établir qu'il consacra dès lors sa vie et ses forces.

On voit quelle situation difficile lui était faite. Il y avait deux grands partis, les tenans du XVIIIe siècle et les défenseurs de la tradition. Quoi que Senancour écrive, il heurtera les uns ou les autres: s'il défend sa religion, il fait sourire les héritiers des « philosophes, » qui en sont restés au sec rationalisme de Condorcet, et il ne donne point satisfaction à leurs adversaires; s'il attaque le catholicisme, il est considéré comme un impie par les âmes religieuses, et les autres n'acceptent de lui que les négations. Ainsi il reste un isolé, sans autorité véritable, sans influence étendue; et ses efforts demeurent stériles, et la conciliation qu'il a rêvée apparaît de plus en plus contradictoire.

En effet, il ne peut tenir le chemin étroit qu'il s'est tracé. Toujours il dévie, soit à gauche, soit à droite: une œuvre que ses lecteurs ne peuvent comprendre que comme anti-religieuse, est suivie d'une œuvre religieuse; un écrit presque dévot est suivi d'un écrit nettement hostile au christianisme. Le public déconcerté ne l'entend pas et se désintéresse de lui. La première édition de l'*Amour* est une attaque peu voilée contre la morale chrétienne et surtout contre l'ascétisme. Il y expose en formules sentencieuses un panthéisme tout idéaliste cette fois-ci et qu'on dirait hegelien: « La loi primitive est le mode du mouvement du Monde... Avant la loi primitive, il n'y a rien, excepté la nécessité de cette loi: c'est la Nature des choses, l'Abstraction absolue, le Destin. » Si, dans la deuxième édition, cette métaphysique disparaît, la morale reste la même; et le monde religieux s'indigne. Senancour réédite ses *Rêveries*. Il y ajoute une éloquente profession de foi déiste, une protestation solennelle contre les accusations d'athéisme qui lui ont été lancées; mais, comme il y ajoute aussi une apologie passionnée du XVIIIe siècle, pour les catholiques, il est toujours un ennemi. Il l'est bien plus encore quand il publie ses *Observations sur le Génie du Christianisme*. Sa rancune contre Chateaubriand, qui lui a dérobé sa gloire, sa tendance au scepticisme, son mépris pour les dogmes, son dédain aristocratique pour les opinions de la foule, sa logique étroite d'idéologue s'y donnent libre carrière; et il a beau protester qu'il ne nie point mais qu'il doute seulement, qu'il est hostile à la superstition et non point à la pure idée religieuse, on ne voit là que clauses de style et précautions peu sincères. Puis, comme s'il croyait avoir donné assez de gages au parti philosophique, comme s'il pensait avoir assez montré les points faibles du

catholicisme pour en détourner définitivement les esprits réfléchis, il donne enfin le manuel ou l'évangile de sa religion nouvelle. Ce sont les *Libres Méditations d'un solitaire inconnu sur le détachement du monde et sur d'autres objets de la morale religieuse*. Bien que son antipathie pour certains traits du catholicisme y perce parfois, mais en quelque sorte malgré lui, Senancour s'efforce de n'en point faire une œuvre de polémique. Il se refuse à dire si le Solitaire accepte ou rejette les « dogmes de son pays. » Il esquive la discussion des problèmes pour lesquels la solution qu'il propose différerait de celle qu'impose le christianisme. Il met au contraire en pleine lumière, il développe avec complaisance tout ce qu'il peut y avoir de commun entre sa doctrine et la doctrine chrétienne ; il cite les ouvrages religieux, les Pères de l'Église, les Livres saints ; il conseille la méditation, l'humilité, l'espérance, la résignation, la prière ; il aspire et il invite à la foi : c'est un véritable livre de piété. Son idée de derrière la tête, c'est qu'il s'opère une réforme secrète dans l'Église catholique, que la plupart de ceux qui disent et croient lui appartenir font en réalité un choix dans ses dogmes, dans sa morale, dans son culte : il juge des autres par lui-même et s'imagine avec une fatuité naïve qu'aucun homme raisonnable ne peut au fond être très éloigné de sa propre doctrine. Il se propose alors de composer le *Manuel de la vie dévote* qui satisfasse pleinement cette élite, sans exclure les fidèles des différentes confessions chrétiennes. Il utilise le meilleur de toutes les religions : il en prend la sève et le suc pour en composer sa religion « épurée. » Il faut l'avouer, de telles espérances étaient bien candides. Senancour s'imaginait-il que ses extases et ses élévations raviraient le cœur desséché et la froide raison des coryphées du parti libéral ? L'illusion était étrange. S'imaginait-il que toute son onction, et son zèle d'ailleurs fort sincère, et sa belle morale, et son langage pieux lui-même empêcheraient les catholiques de s'apercevoir qu'il éliminait toute la Révélation, et Jésus, et le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob ? Plus étrange encore était cette autre illusion. Seuls, des protestans très libéraux auraient pu s'y tromper, et la majorité des lecteurs ne s'y trompa point. Senancour sentit son échec. Irrité, enfoncé dans son incrédulité par ce qu'il jugeait une ridicule crédulité des ignorans et des fanatiques, on le voit dès lors revenir au XVIIIe siècle. Une mésaventure, qui lui fut cruelle, l'y enfonça davantage encore : dans la seconde édition

du *Résumé de l'histoire des traditions morales et religieuses chez les divers peuples* (1827), il se risqua à désigner Jésus-Christ du titre de « jeune sage, » et il fut traduit devant les tribunaux de la Restauration comme auteur d'un ouvrage « dangereux pour la foi et les mœurs. » C'en était trop pour lui. Sans rien changer de sa doctrine elle-même, il employa dès lors tous ses efforts à bien montrer quelle distance la séparait de celle de ses persécuteurs; et, oubliant qu'une distance non moins grande la séparait aussi de la philosophie du xviiie siècle, il négligea de marquer avec le même soin quelles étaient de ce côté-là les limites qu'il n'entendait point franchir. Il corrige et *philosophise* ses *Méditations;* il s'associe par ses opuscules nouveaux et par ses articles dans les périodiques à la polémique anticléricale. Source nouvelle de malentendus. L'opinion, peu soucieuse d'élucider des problèmes aussi subtils, le considéra en gros comme un des ennemis du catholicisme, et bien rares furent ceux qui surent découvrir en lui sa profonde inspiration religieuse.

Ainsi la pensée de Senancour, quoi qu'il en ait dit plus tard avec obstination, fut réellement flottante. Les premières *Rêveries* étaient nettement sceptiques, matérialistes, anti-chrétiennes. *Obermann* laisse entrevoir que le doute est plus prudent que la négation absolue, que la croyance à un Dieu vivant et à l'immortalité de l'âme, tout incertaine qu'elle soit, est bienfaisante, que tout n'est pas mauvais dans la doctrine et dans l'influence du christianisme. Les *Libres Méditations* enfin esquissent une conciliation possible de la recherche philosophique et de l'instinct religieux, et prêchent, à vrai dire, une religion nouvelle. Il y a donc bien là une évolution; mais, comme Senancour s'est toujours acharné à nier cette évolution, comme il a toujours voulu présenter *à la fois* ces états *successifs*, on ne l'a plus compris.

D'autre part, à dater du moment où sa pensée fut en effet fixée, elle parut encore flottante. Les circonstances politiques et le triomphe de l'école traditionnaliste sous la Restauration, les circonstances littéraires et l'éclatant succès de Chateaubriand, les circonstances de sa vie privée et le malencontreux épisode du procès de 1827, tout cela fit qu'il se préoccupa surtout de combattre l'un des deux partis entre lesquels il avait pris position. Avant d'écrire une œuvre qui pouvait être regardée comme une avance faite au parti religieux, il insistait intentionnellement

sur les idées qui l'en séparaient; aussitôt après avoir écrit cette œuvre, il revenait encore sur les mêmes difficultés et, se corrigeant pour préciser, il semblait se corriger pour rétracter. Qui pouvait être assez attentif pour entrer avec lui jusque dans les nuances et suivre en ses détours cet esprit subtil ?

Et ce flottement réel comme ce flottement apparent de sa pensée ont une même cause : la lutte qui se livrait en lui entre son tempérament religieux et les influences du XVIIIe siècle. Jamais son intelligence n'a pu se déprendre de l'impression profonde qu'avaient produite sur elle ses lectures de collège. Quand Senancour se laissait aller, son instinct, de lui-même, l'attirait à la religion; mais il se réveillait, pour ainsi dire, et il avait honte de lui : allait-il donc oublier que ses maîtres avaient montré la vanité de toutes les religions acceptées par la foule, expliqué l'origine de tous les cultes, dévoilé l'ignorance et la fourberie de ceux qui les inventèrent? Allait-il donc, lui, un homme instruit, s'abandonner aux erreurs du vulgaire, absurde et ridicule? Ainsi, peinant pour trouver un milieu stable, il a voulu donner satisfaction à la fois aux exigences de son esprit et aux besoins de son âme et concilier l'inconciliable. L'étonnant serait qu'il y fût parvenu.

III

Philosophe religieux, à sa façon sans doute, mais enfin religieux, et qu'à le lire un peu vite on devait nécessairement ranger au nombre des ennemis de la religion, Senancour, par cela seul, déconcerte le jugement du public et celui de la postérité. Rappellerai-je en outre que ce moraliste, d'une austérité réelle et d'une conduite irréprochable, s'est plu à dépeindre des tableaux sensuels et à remuer des questions scabreuses? que cet idéologue, ennemi de la guerre et de l'esprit de conquête, parut se laisser séduire par Napoléon? que cet aristocrate dédaigneux admira la démocratie suisse et se fit polémiste libéral sous la Restauration?... Mais l'énumération seule des contradictions de sa pensée serait déjà trop longue (1). Ce qui achève d'en faire un

(1) Il en est une pourtant qu'il importe de signaler encore, car elle caractérise trop bien Senancour lui-même et quelques-uns des plus fameux personnages de la Révolution, adeptes comme lui de la pure raison et de la philosophie. Ce « Solitaire » paraît le plus doux, le plus inoffensif des hommes; il se dit et il est uniquement préoccupé du bonheur de l'humanité contemporaine et future; c'est à

écrivain énigmatique et voué aux insuccès, c'est que, comme littérateur même, il ne sut ni éviter de se mettre en désaccord avec ses propres principes, ni prendre position nette entre les écoles opposées.

La grande prétention de Senancour fut d'être désintéressé de lui-même : à l'en croire, — et il était sincère, — il avait voué son existence tout à la fois à la recherche de la vérité et au bonheur des hommes. Dans les *préliminaires* de ses premières *Rêveries*, à vingt-deux ans, il se représente comme revenu déjà de toutes choses; il a éprouvé le sentiment du néant de la vie; il a vu qu'il est indifférent de vivre ou de ne vivre point; insoucieux de sa personne et de son sort à venir, « ses plus fréquentes impressions étaient la réaction sur lui des misères de ses semblables. » A méditer ces misères, il en découvrit la cause. Il y avait eu, à l'origine, un véritable âge d'or, où l'homme était heureux parce qu'il obéissait aux simples impulsions de sa nature inaltérée. Une bienfaisante « rétrogradation, » réduisant l'homme à ce qui est essentiel en lui, le débarrassera de toutes les causes de malheur qu'ont entraînées des altérations successives. Il lui suffira d'abjurer « le désir trop extensif de l'inexpérimenté, l'avidité des extrêmes et la vénération de l'inconnu et l'amour du gigantesque et l'habitude des passions ostensibles et l'orgueil des vertus austères et la manie des abstractions et la vanité de l'intellectuel et la crédulité pour l'invisible et le préjugé universel de la perfectibilité... » tout simplement. S'il renonce ainsi à toutes ces erreurs d'une fausse civilisation, il reviendra à la santé morale et par suite au bonheur originaires; « les formes indélébiles doivent se reproduire dans l'épuisement des habitudes

l'universelle félicité qu'il a consacré sa vie. — Or s'il eût vu par hasard se réaliser son rêve de dictature, on sent qu'il eût été terrible. Pour assurer le bonheur général, il n'eût reculé devant rien; il eût écrasé tous ceux qui lui eussent résisté et sa conscience eût été en repos; car ceux-là auraient fait obstacle à la félicité commune; ç'auraient donc été des « méchans, » et la pitié envers les méchans est une pitié malfaisante et cruelle. Cet état d'esprit perce dans l'amer regret que Senancour laisse transparaître toutes les fois qu'il songe à ce pouvoir absolu qu'il ambitionna si longtemps. Il perce encore dans cette phrase, — digne d'un Saint-Just et d'un Robespierre, ou plutôt digne d'un lecteur du *Contrat Social*, — où Senancour vante la « loi que nul n'oserait rejeter hautement, la seule loi universelle, la loi morale et purement religieuse. » « Si jamais elle règne, ajoute-t-il, quiconque ne reconnaîtra pas les principes consacrés pourra être regardé sans injustice comme étranger dans la cité, puisqu'il brisera autant qu'il est en lui le lien de toute association. » Cet ennemi de la cité, comment le doux Senancour l'aurait-il traité s'il l'avait vu compromettre ou menacer la Salente qu'il aurait établie?

sociales et l'homme primordial restera subsistant, quand aura passé l'homme d'un jour. » De cette théorie est né le grand dessein de Senancour : « ramener l'homme à ses habitudes primitives, à cet état facile et simple, composé de ses vrais biens et qui lui interdît jusqu'à l'idée des maux qu'il s'est fait. » Sa tâche dès lors est de retrouver ce qu'il y a de permanent dans la nature humaine, le fond commun à tous les hommes de tous les lieux, de tous les temps, et d'éliminer tout le reste. Il en est peu qui exigent un plus entier oubli de soi-même, un effort plus constant pour dépouiller son sens propre, s'abstraire de ses idées, de ses passions, de ses aspirations particulières, échapper aux influences des milieux spéciaux, des circonstances spéciales parmi lesquelles on vit.

Or Senancour n'a jamais pu le faire ; il est un individualiste forcené et, comme « Lamartine ignorant, » il n'a « su que son âme. » Toute sa doctrine et toute l'histoire de sa doctrine s'expliquent par son histoire personnelle ; toutes les vicissitudes de sa vie ont leur écho dans les vicissitudes de sa pensée. S'il en vient si facilement à rejeter et à détester le christianisme dans lequel il a été élevé, s'il s'obstine toute sa vie à ne concevoir le catholicisme que sous la forme janséniste, c'est par rancune personnelle : il attribue à cette religion les malheurs de ses parens, il lui en veut de l'ennui qu'ont apporté à son enfance d'interminables exercices de piété, et de la tristesse déprimante dans laquelle il a passé ses premières années. S'il choisit parmi les doctrines du XVIII[e] siècle ce panthéisme matérialiste, cet épicurisme austère, c'est pour donner satisfaction à ses tendances personnelles. Il a, comme l'a remarqué Sainte-Beuve, une sorte d'instinct de la « permanence » et il lui faut un système dans lequel il la retrouve au plus haut degré ; il est très sensible aux impressions intérieures et il lui faut un système qui, semblable à cette *Morale sensitive ou matérialisme du sage* que Jean-Jacques rêvait d'écrire, explique aisément cette disposition ; il a un fond de sensualité et il lui faut un système où le plaisir seul apparaisse comme le but et le moteur ; il a un sentiment impérieux de l'« ordre » et il lui faut un système où tout excès soit interdit, toute disconvenance réprimée. S'il considère la santé, l'aisance, comme des élémens essentiels du bonheur, c'est qu'il se souvient de ses malheurs personnels : il a trop souffert d'être infirme et d'avoir vécu dans la gêne. S'il est partisan du divorce,

c'est qu'il se souvient de sa situation personnelle : il a traîné toute sa vie un lien noué à la légère. S'il s'éloigne du catholicisme après avoir paru s'en rapprocher, c'est par ressentiment de ses échecs personnels : Chateaubriand et l'école néo-catholique ont la gloire et le succès qu'il a rêvés; au nom du catholicisme on l'a traîné devant les tribunaux... et ainsi de suite. Toujours et partout on retrouve ainsi quelque chose de personnel comme fondement à ses théories. Il s'est d'abord naïvement abandonné à cette tendance. Dans les premières *Rêveries*, le *je* est à chaque ligne; dans *Obermann*, sa personnalité transparaît sous un déguisement si léger qu'il ne trompa point les premiers lecteurs et que Sainte-Beuve y chercha, y découvrit Senancour lui-même. Puis, avec les progrès de l'âge, une sorte de pudeur lui vint : il voulut refaire les *Rêveries* pour en changer le ton; il voulut supprimer *Obermann*, dans lequel une modification semblable était impossible; il inventa un « Solitaire » pour lui attribuer les *Libres Méditations*. Inutiles efforts. Son moi s'échappe malgré lui; s'il ne se raconte plus, il ne peut s'oublier; des allusions, claires pour qui sait, remplacent les confidences ouvertes; quand il lui arrive, par exemple, de consacrer tout un article à Clémence Robert, on s'aperçoit, après l'avoir lu, qu'il ne nous a guère parlé que de lui-même, de sa vie, de ses idées, — ou, au pis aller, de sa fille. En réalité, lui qui voulait, lui qui devait écrire un grand ouvrage sur l'homme en soi et sur l'homme en société, il ne nous a guère laissé que des confessions, fragmentaires, obscures, involontaires, mais confessions pourtant.

Par là Senancour est essentiellement romantique. Sainte-Beuve ne s'y est pas trompé : il l'a rangé, dans ses *Portraits contemporains* entre Chateaubriand, Béranger, Lamennais, Lamartine, Victor Hugo et George Sand, tous écrivains que, de leur consentement ou malgré eux, il rattachait à l'école nouvelle. Mais ici reparaissent encore ces éternelles contradictions qui caractérisent Senancour. Selon les points de vue, il est et veut être romantique, ou bien il déclare hautement qu'il ne l'est pas et qu'il ne veut pas l'être. Comme littérateur, aussi bien que comme philosophe, il a sa place à l'écart; on ne sait comment le juger, et la postérité, qui aime les situations nettes, le laisse de côté, parce qu'il l'embarrasse.

Quand il n'y avait point de romantisme, Senancour fut romantique.

Il avait pris soin, dit M. Merlant, de définir son romantisme dans le troisième fragment d'*Obermann* et dans la XXIe lettre. Il faut y joindre les *Observations* préliminaires. Là, il s'engage à donner des lumières « peut-être trop négligées » sur les rapports de l'homme avec « ce qu'il appelle l'inanimé. » Il avertit aussi de la « hardiesse » et de l' « irrégularité » de son style. Il parle en homme qui sent la nécessité d'une réforme totale de la langue. Des alliances de mots toutes faites, des élégances convenues ne sont pas l'affaire d'une pensée riche et libre. Les âmes « profondes » douées de la « véritable sensibilité » et non de l'odieuse « sentimanie » à la mode, pour tout dire, les âmes « primitives » percent au delà des habitudes sociales, et, suivant leur instinct de retour au vrai, se rétablissent dans leurs relations oubliées avec l'ensemble des choses. Tel est, selon Senancour, le propre du romantisme : il suppose une initiation, que la solitude, et surtout celle des paysages alpestres, peut seule donner. « Jetés çà et là dans le siècle vain, » les hommes primitifs se reconnaissent, ils s'entendent « dans une langue que la foule ne sait point, quand le soleil d'octobre paraît dans les brouillards sur le bois jauni... » Grâce à eux, les initiés tardifs pourront vaguement entrevoir les « destinées méconnues » de l'humanité, dont l'œuvre romantique est le « monument » éternellement inachevé. Le romantisme serait une doctrine de réparation, et, comme on dira bientôt, de palingénesie, entretenue et étendue par une élite, en face de toutes les forces qui altèrent et détruisent l'humanité. Ainsi, pour le fond, carrière indéfinie offerte au penseur dans l'étude du monde physique, révélation d'une âme partout répandue dont notre âme peut se faire l' « écho sonore, » symbolisme universel, voilà ce qui est de pur romantisme ; et *Obermann* ne s'est pas borné à en donner la théorie. Pour le style, importance très grande reconnue à la valeur mélodique des mots, à l'harmonie et au rythme de la phrase, intuition de cette vérité si neuve et si féconde, que l'art littéraire, comme tout autre, vaut par ce qu'il *suggère* et vaut par là avant tout : ceci est encore du romantisme et du plus franc.

Là dessus paraît le romantisme, le vrai, celui que fondent Lamartine et Victor Hugo, après Chateaubriand et Rousseau... et Senancour s'en déclare l'ennemi. Le romantisme n'est plus que « le fracas substitué à la vigueur, l'obscurité à la profondeur, à la naïveté la folie, à l'élégance les phrases mal construites. » « Lorsqu'on écrit avec ordre, avec raison, avec justesse, on n'a plus le droit de se croire romantique. »

D'où vient cette protestation inattendue et cette sévérité surprenante? J'en vois trois raisons. D'abord, en ce temps-là, le romantisme, malgré Chateaubriand, c'était l'école de Chateaubriand. Or l'heureux auteur de *René* et du *Génie du Christianisme*, par ses défauts assurément, mais aussi par ses qualités et plus encore par son succès, était souverainement antipathique à Senancour. Quand on lit, dans les *Observations sur le Génie du*

Christianisme, les critiques acerbes, ironiques, qu'il fait du style de son rival, on croirait lire l'abbé Morellet commentant *Atala* : il voit partout des images fausses, des comparaisons forcées, des tournures ridicules et incorrectes. Et puis, le romantisme, c'est la réaction contre la littérature du XVIIIe siècle, contre la poésie de Voltaire, contre le style de Voltaire, contre la langue de Voltaire. Or Senancour a le culte du philosophe; il voit en lui le modèle des auteurs à venir : « Les grands écrivains ne pourront négliger désormais cette sage retenue, cette dialectique sincère, ce rapide sentiment des convenances innombrables. Un souvenir de l'élégance attique tempérera la gravité de cette sorte d'étendue qui doit caractériser notre âge, et dont les épîtres et les contes de Voltaire ont déjà fourni des exemples. » Enfin, le romantisme est pittoresque, le romantisme se flatte de se conformer au mouvement des esprits et aux formes changeantes des sociétés, le romantisme se propose de créer une littérature européenne, en réunissant tous les caractères des races latines et des races germaniques. C'est donc une littérature « accidentelle. » Or la littérature que rêve Senancour, c'est précisément une littérature permanente, une littérature qui ne s'asservisse point à reproduire la variété des sensations présentes, mais l'unité de l'âme; qui ne s'attache point à l'actualité transitoire, aux modifications de surface, mais au fond immuable de l'homme, qui s'adresse enfin à tous les hommes, mais, si j'ose dire, par soustraction et non point par addition : en manifestant l'identité morale du genre humain par la seule étude de ce qui est commun à tous, de ce qu'il y a d'essentiel dans l'âme humaine.

Senancour est-il classique? Pas absolument. Son goût inné du vague ne s'accorde guère avec la clarté souveraine de nos grands maîtres. Les vrais classiques admirent avant tout le XVIIe siècle; et lui, il préfère le XVIIIe: il va même jusqu'à trouver la tragédie de Voltaire supérieure à celle de Racine ! Qu'est-il donc? Comme toujours, il s'est fait une théorie hybride et déconcertante. Il faut une langue « régulière et savante » qui atteigne « la pensée invariable: » voilà la part du classicisme. Mais il faut une langue qui reproduise l'ampleur flottante du langage universel: « L'âpreté des lieux déserts, les hautes forêts ébranlées par la tempête, les murmures de la mer secrètement agitée, ou la brise dans les savanes silencieuses et les parfums des terres équatoriales et les nocturnes clartés polaires et la profondeur des cieux étoilés ou

les feux du couchant et même les voix rustiques de nos troupeaux ou le cri d'indépendance de l'aigle des montagnes, ce sont des signes certains, mais épars, de l'ordre infini, de cette loi toujours peu connue et que pourtant il faut chercher à comprendre. » Voilà la part du romantisme.

Par quel moyen unir ce classicisme et ce romantisme? En veillant à la pureté du style, en choisissant sévèrement les expressions justes, en se soumettant aux prescriptions du goût, à la condition de laisser, de-ci, de-là, « dans les grandes compositions, certains traits indéfinis, pour que les masses conservent une harmonie plus imposante. » Que cela soit difficile et que, peut-être, il y ait peu d'hommes capables d'atteindre à cette perfection et moins encore capables de la goûter, Senancour n'en disconvient pas : « Si jamais quelqu'un parvient à écrire parfaitement, son livre grave et un peu triste, souvent profond et par conséquent obscur, ne rencontrera que de loin en loin deux ou trois lecteurs qui diront : Voilà le vrai sublime. » Et cela encore flatte sa prétention de faire partie d'une petite élite, de s'adresser seulement « à cette société éparse et secrète dont la nature l'a fait membre. »

Ainsi vécut l'auteur d'*Obermann*, sans avoir jamais pu réaliser l'harmonie, après laquelle il soupirait, ni dans son existence, ni dans sa pensée, ni dans ses ouvrages. Ainsi parut-il toujours se contredire. Ainsi s'est-il présenté à ses contemporains et à la postérité dans l'attitude la mieux faite pour déconcerter le jugement. Le livre de M. Merlant, qui permet enfin de comprendre un peu mieux et l'homme et ses écrits, permet aussi de comprendre sa fortune singulière. C'est un génie incomplet et une œuvre manquée ; et l'on voit trop bien comment la foule n'a jamais pu le goûter. Mais si le sort de Senancour fut cruel, son effort fut touchant, ses vues parfois neuves et profondes, et peut-être, comme le pense son biographe, fut-il « de ceux qui résument et qui représentent, dans leur originalité, indécise au premier regard et fuyante, la vie de toute une génération. » C'en est assez pour justifier les fidèles qui lui vouent dans l'ombre un culte pieux, enthousiaste et compatissant.

G. Michaut.

LES NOUVEAUX PROGRÈS

DE LA

NAVIGATION AÉRIENNE

A l'heure actuelle, les records établis par les frères Wright n'ont plus guère qu'un intérêt historique : Latham, Paulhan, Sommer détiennent les records de la vitesse, de la hauteur, de la durée ; des voyages de ville à ville ont été esquissés et, enfin, un aéroplane robuste et léger, simple, peu coûteux, le plus petit de tous, pour l'instant, a franchi, en une demi-heure environ, le 25 juillet 1909, le bras de mer qui sépare l'Angleterre du continent, et ce nouveau triomphe de la science, dû à un Français, mérite bien qu'on lui consacre quelques pages. Mais l'homme audacieux qui a fait à travers les airs ce vol prestigieux, M. Louis Blériot, nous en voudrait, sans aucun doute, si, pour mieux rendre hommage à sa jeune renommée, nous omettions et de parler de ceux qui peuvent être regardés comme ses dignes émules, et de rappeler les noms des pionniers qui, bien avant lui, tentèrent de le précéder dans la voie qu'il vient d'ouvrir. Et enfin cette étude nous paraîtrait incomplète et malhabile, si nous ne rappelions à nos compatriotes qu'au delà des Vosges est un grand peuple qui, lui aussi et à sa façon, travaille sans relâche à faire progresser la navigation aérienne et y réussit assez bien.

I

Qui donc, le 26 juillet dernier, songeait au ballon libre, au ballon sphérique ? M. de la Vaulx, sans doute, MM. Baudry

de Saunier et E. Gautier, peut-être; c'est tout. Un certain courage eut été nécessaire, au lendemain de la triomphale chevauchée de L. Blériot, — chevauchée, ce nous semble, est le mot propre, pour une foule de raisons que nos lecteurs nous permettront d'énumérer, — pour prendre la défense de l'admirable invention des frères Montgolfier. Que ne disait-on pas de ce pauvre ballon sphérique! M. Baudry de Saunier, un de ses défenseurs pourtant, lui trouve un grand défaut, car il n'est que gaz, et ce gaz est dangereux. Avec lui, dit-il, on ne sait ni où l'on ira, ni à quelle hauteur on montera, ni à quelle vitesse on marchera: le vent, le soleil, la pluie chassent, soulèvent ou abaissent à leur gré la petite bulle et son tout petit panier d'osier. Puis, quelles que soient la durée du voyage, avec ce malheureux ballon sphérique, le retour en chemin de fer, parfois en patache, s'impose, suprême humiliation pour un conquérant de l'espace! Tout de même, M. Baudry de Saunier exagère un peu. Le ballon libre n'est pas la bulle inerte qu'il prétend; cette bulle a une volonté, une âme, logées dans le panier d'osier qu'elle emporte, à savoir le pilote, et si le pilote est prudent, habile et courageux, elle peut aller loin et même arriver à un but bien déterminé.

Ne soyons ni trop absolu, ni trop oublieux. C'est avec un ballon sphérique qu'un homme a pu, le premier par la voie aérienne, se riant de l'Océan et de ses menaces, traverser le Pas-de-Calais; et cet homme, Blanchard, qui emmenait avec lui l'Américain Jeffries, était un Français. Cet exploit éclatant, le premier du genre, eut lieu le 7 janvier 1785. L'émotion qu'il souleva fut, comme de juste, aussi intense que celle que provoque, aujourd'hui, le raid de L. Blériot. De la ville de Calais, aux environs de laquelle il atteint en venant de Douvres, il reçut le titre de citoyen; de Louis XVI une pension de 1 200 livres, somme considérable pour l'époque; enfin des Parisiens, toujours spirituels, le surnom de « Don Quichotte de la Manche. »

Ainsi, le ballon sphérique ne mérite pas notre mépris; il est, jusqu'à un certain point, maniable et, par suite, utilisable. N'empêche, dit-on, qu'il restera toujours un vagabond, un fou! Mais, après tout, l'éloge de la folie n'est pas à faire! Ce sont ces allures de fou qui font et feront toujours le charme du ballon libre, qui font et feront que les rêveurs, les poètes, les aventureux ne cesseront pas de l'aimer. Nous prétendons même que

l'essor d'un ballon, mieux que l'envolée d'un dirigeable ou d'un aéroplane, saisira toujours l'esprit du plus savant comme du plus ignorant. Cette ascension directe, rapide, sans limites, *in altitudine*, qui n'a pas, mais semble avoir pour but les régions inconnues de l'éther, aura toujours l'attrait mystérieux d'une vigoureuse protestation contre la tyrannie de la pesanteur qui semblait river à jamais l'humanité à la surface de la planète.

Nous ne voyons pas les aéroplanes inspirer jamais des sensations pareilles. Leur vol n'a rien de séduisant. Comme le dit très bien un de nos écrivains les plus connus, ils feront fuir les oiseaux du ciel, effrayés par ces faux oiseaux créés par l'homme, d'autant plus qu'il se trouvera bien un certain nombre de gens qui, non contens de les détruire sur terre, iront encore les pourchasser dans leur propre élément. Dans quarante ans, ajoute-t-il, le monde sera devenu ennuyeux comme une petite ville française au XIXe siècle. La joie de rêver, d'imaginer qu'on pourrait être ailleurs, où l'on n'ira jamais, où l'on serait plus heureux, où les paysages seraient plus beaux, sera évanouie. Pouvant facilement, en quelques heures, passer des banquises du Pôle dans les mers lumineuses du Sud, des sphinx d'Égypte aux cataractes du Niagara, dès l'âge de l'adolescence, on sera dégoûté de tout, ayant tout vu. Eh bien! à ce moment, il y aura encore, heureusement, pour nous distraire et nous reposer, le ballon sphérique, le ballon libre! Nous étions sur une place, incommodés par le bruit, la chaleur, la poussière, ahuris par le fracas des véhicules de toute sorte, terrestres ou aériens, se croisant en tous sens devant nous ou au-dessus de nos têtes, ne songeant qu'à nous garer des uns et des autres, et, en quelques minutes, nous pourrons, grâce au ballon libre, échapper au brouhaha des foules, des véhicules, des moteurs, à la fumée, aux mauvaises odeurs, et admirer, à notre aise, les merveilles que, pendant le jour, nous offre l'atmosphère : mirages inattendus, couronnes irisées, arcs-en-ciel éblouissans, — le mot est impropre car, à une certaine hauteur, l'arc se ferme sur lui-même et se transforme en cercle, — l'immense mer des nuages, plus imposante, plus variée d'aspect que l'Océan. Et la nuit, emportés dans l'espace sans secousses, sans oscillations, sans vibrations, sans que le moindre souffle de vent nous vienne désagréablement fouetter le visage, nous pourrons nous abandonner aux plus délicieuses rêveries, ou encore, à la lueur d'une lampe électrique, relire quelques

pages d'un auteur favori, celles, par exemple, qu'a inspirées à Guy de Maupassant un de ses voyages nocturnes en ballon.

La terre n'est plus, la terre est noyée sous des vapeurs laiteuses qui ressemblent à une mer. Nous sommes seuls maintenant avec la lune, dans l'immensité, et la lune a l'air d'un ballon qui voyage en face de nous; et notre ballon qui reluit a l'air d'une lune plus grosse que l'autre, d'un monde errant au milieu du ciel, au milieu des astres, dans l'étendue infinie. Nous ne parlons plus, nous ne vivons plus, nous ne pensons plus; nous allons délicieusement inertes, à travers l'espace. L'air qui nous porte a fait de nous des êtres qui lui ressemblent, des êtres muets, joyeux et fous, grisés par cette envolée prodigieuse, étrangement alertes, bien qu'immobiles. On ne sent plus la chair, on ne sent plus palpiter le cœur, on est devenu quelque chose d'inexprimable, des oiseaux qui n'ont pas même la peine de battre de l'aile.

Tout souvenir a disparu de nos âmes, tout souci a quitté nos pensées, nous n'avons plus de regrets, de projets ni d'espérances. Nous regardons, nous sentons, nous jouissons éperdument de ce voyage fantastique; rien que la lune et nous dans le ciel! Nous sommes un monde vagabond, un monde en marche comme nos sœurs les planètes, et ce petit monde porte des hommes qui ont quitté la terre et l'ont déjà presque oubliée.

Le silence est presque absolu, solennel. Il n'est troublé que par le faible souffle d'une locomotive, par les aboiemens affaiblis de quelques chiens qui sentent qu'il y a quelque chose d'anormal dans le système général des choses, et par le tic-tac discordant des mouvemens des chronomètres de nos enregistreurs.

Nous avons presque froid, car la température est basse et nous sommes immobiles; nous ne nous plaignons point; nous ne désirons point que le temps aille plus vite; nous craignons même que le terme de notre voyage n'arrive trop tôt.

Nos lecteurs trouveraient-ils que cette réhabilitation du ballon sphérique est insuffisante?

Sans vouloir nous étendre sur les services si nombreux qu'ils ont rendus à la guerre, depuis le siège de Maubeuge jusqu'à la bataille de Moukden, nous leur rappellerons les ascensions célèbres, depuis celles de Gay-Lussac jusqu'à celles du docteur Berson qui, le 31 juillet 1901, a pu atteindre, avec un de ces appareils, l'altitude de 10 500 mètres. Et les ballons-sondes, véritables observatoires volans, où des appareils enregistreurs et la plaque photographique remplacent la science et l'œil de l'homme, dont l'un, appartenant au service météorologique de la Belgique, a pu atteindre l'altitude vertigineuse de 26 000 mètres, ces ballons-sondes, qui nous ont révélé, au moins en partie, le mystère de

la superatmosphère, ne sont-ce pas là de véritables ballons libres, dont nous pouvons, sinon diriger la route, du moins régler la chute au bout d'un intervalle de temps bien déterminé?

Nous ne voyons pas de longtemps nos aéroplanes nous donner de pareilles satisfactions. Leur demander de s'élever à 26 000 mètres, à 10 000, à 6 000, n'y songeons pas. Alors que le vaillant Spelterini vient de sauter par-dessus le Mont-Blanc (8 août), en passant au-dessus des aiguilles Dru et Verte, à 5600 mètres d'altitude, — il a déjà sauté, en 1898, par-dessus les Diablerets; en 1900, par-dessus les Alpes Centrales et le Glœrnischkett; en 1903, par-dessus le massif qui sépare Zermatt de l'Italie; en 1904, par-dessus l'Eiger et la Jungfrau; en 1907, par-dessus le Saint-Gothard; en 1908, par-dessus le Mont-Rose, — aucun aéroplane, avec les moteurs dont ils sont dotés, ne pourrait arriver à 1 800 mètres. Le moteur de l'*Antoinette VII*, qui est de 50 (50 HP), devrait en fournir 70 pour aspirer à une telle altitude. On nous objectera qu'avec un simple monocylindre de 9 HP, M. Fawcett, le 7 août, a pu atteindre la mer de Glace, à 2 000 mètres d'altitude. Mais le sol était là pour supporter la voiture. L'aérostation proprement dite reste donc, et restera toujours, quels que soient les caprices de la mode, un sport, le plus passionnant des sports, sinon le plus utile. Ajoutons que ce mode de voyager est encore un art et même une science qui a ses maîtres, comme elle a eu ses martyrs, et que Spelterini est un de ces maîtres. E. Gautier, qui eut la chance d'être une fois son compagnon de route, l'a vu viser, du haut des nuages, la bonne place pour atterrir, place à peine perceptible pour un œil profane, et y tomber instantanément tout droit, comme une pierre; « aucun choc, cependant, n'est à craindre. Même par les plus fortes rafales, il s'arrange pour ralentir méthodiquement la chute, au moment psychologique, de telle sorte que la nacelle, après avoir deux ou trois fois effleuré le sol et, telle une balle élastique, rebondit légèrement, se pose et ne bouge plus. C'est fait avec une telle précision, une telle maëstria, que les passagers, qui s'étaient suspendus aux cordages à la force du poignet, afin d'amortir la secousse redoutée, ont peine à comprendre que c'est fini et hésitent encore, alors qu'il ne reste plus qu'à dégonfler et à empaqueter le ballon, à reprendre pied sur terre pour se diriger, hélas! vers la gare la plus proche. »

Les brillantes « performances » de Spelterini avec son aérostat de 2000 mètres cubes, le *Sirius*, méritent, ce nous semble, d'être soulignées, même après la traversée de la Manche par M. Louis Blériot, et quoique d'autres, aussi, aient franchi les Alpes en ballon avant Spelterini.

II

Si, en ballon libre, la traversée est relativement aisée de Douvres à Calais, les vents la rendent plus malaisée dans le sens inverse. Ce n'est qu'en 1883, après trois tentatives infructueuses, que Lhoste, grâce à des courans aériens favorables, a pu, sciemment, franchir la Manche de France en Angleterre,— et encore, avait-il choisi Boulogne comme point de départ, afin de rendre plus sûr son atterrissage sur le sol anglais. Lhoste, dans ce voyage, se montra d'une prudence méritoire. Il eut soin de quitter Boulogne par un vent d'est. A 1 000 mètres d'altitude, il rencontra une très faible brise du sud, qui souffla toute la nuit. Ne sachant, à cause de la brume, où il était, il descendit jusqu'à 400 mètres où il fut repris par le vent d'est. Il remonta alors à 1 600 mètres où il rencontra un courant sud-ouest. Par mesure de précaution, redescendant encore une fois sur la mer, il aperçut Douvres et eut la chance de rencontrer, à ce moment, un courant d'est qui le conduisit vers la terre. Il franchit la côte anglaise à une altitude de 300 mètres et atterrit enfin aux environs de New-Rommay. Mais il serait facile de compter sur les doigts le nombre de ceux qui ont réussi à refaire un pareil voyage, et Lhoste lui-même périt l'année suivante, avec son ami Mangot, en voulant renouveler sa tentative. Depuis, aucun dirigeable n'a risqué ce voyage, — ce qui ne prouve rien contre ce système de locomotion aérienne, sinon qu'il n'a pas osé. Il était réservé au plus lourd que l'air d'accomplir cette prouesse, que semblaient faciliter et sa vitesse, et surtout le peu de résistance relative qu'il présente au vent, mais que le moteur à explosion, dont la maladie de cœur originelle n'est pas encore guérie, rendait quand même hasardeuse et périlleuse.

On ne peut nier que l'Institut, en désignant L. Blériot comme un des deux lauréats du prix Osiris, n'ait eu la main heureuse, ce qui, d'ailleurs, n'a rien d'étonnant de sa part. Comme a dit un de ses membres en complimentant l'éminent successeur

des Blanchard et des Lhoste : — « Il semble qu'en vous décernant le prix Osiris, l'Académie des Sciences ait placé sur votre front un *Tu Marcellus eris* prophétique et que le destin soumis se soit fait un devoir de réaliser sa prédiction. » — Et pourtant, en réalité, c'est le passé plutôt que l'avenir que la docte compagnie entendait couronner, car L. Blériot se distingue des aéronautes célèbres que nous venons de citer et s'élève fort au-dessus d'eux, — qu'on nous pardonne le jeu de mots, — par ce fait que, tout en étant un homme de sport, il est aussi un ingénieur éminent.

Ses essais ne datent pas de très loin, mais il s'est montré plus méthodique que ne le prétendent certains aviateurs. Il avait commencé (1900) par imaginer une machine à ailes battantes qui, naturellement, construite en petit, donna, comme toujours, d'assez bons résultats, puis, naturellement aussi, quand on passa aux grandes dimensions, ne lui valut que des déboires. Il allait abandonner l'aviation lorsque M. E. Archdeacon, que de plus en plus on peut regarder comme l'âme de la renaissance de cette science en France, lui persuada que l'avenir était dans le vol plané, et non ailleurs. A eux deux, ils construisirent un *Blériot III*, grand biplan, inspiré par les dessins d'O. Chanute et des frères Wright, et qui, remorqué sur la Seine par un canot à pétrole, parvint à se détacher de l'eau, mais qu'un coup de vent fit capoter. Toutefois l'élan est donné. Le biplan ne lui réussissant pas, L. Blériot se tourne hardiment du côté des monoplans. Le premier, le *Canard*, doué d'une très grande vitesse, arrive à quitter le sol, mais une fausse manœuvre le fait « piquer du nez » et il s'écrase (1907). Aussitôt, Blériot combine une forme plus simple, inspirée de Langley : deux couples d'ailes disposées en tandem et de petites dimensions, puisque leur surface totale ne dépasse pas 16 mètres carrés. Au premier essai, en juillet 1907, avec un moteur de 24 HP, Blériot réussit son premier vol, sur un parcours d'environ 80 mètres. Enhardi par ce succès, il prend un moteur de 60 HP qui l'enlève à 25 mètres de haut, mais le laisse en panne au bout de 300 mètres de parcours. L'aviateur tombe à pic, mais ne brise que ses ailes et son châssis — un des nombreux exemples que l'on peut citer à l'appui de la thèse suivant laquelle ce genre de sport n'est pas aussi dangereux qu'on pourrait le croire. — Nouvelle chute avec le *Blériot VII*, dont les ailes arrière, rendues mobiles, servaient de gouvernail horizontal, à peu près comme dans le

modèle actuel. Après ces deux incidens, notre inventeur, on le comprend, se préoccupe surtout d'amortir les chutes : il augmente la voilure et en change la disposition. A l'arrière, un simple empennage ; à l'avant, deux grandes ailes s'étalant sur 25 mètres et munies d'ailerons : l'oiseau se dessine ; il pèse 500 kilogrammes et porte un moteur de 40 HP. Avec le *Blériot X*, l'aviateur effectue, le 31 octobre 1908, le voyage de Toury à Artenay et retour. Un instant, raconte l'*Illustration*, ému par les prouesses des Wright, il revient au biplan. Mais il retourne bientôt à son type favori et enfin apparaît le *Blériot XI*, le vingt et unième appareil de la série de ses essais, type légèrement modifié des appareils précédens, qui vole 50 minutes à Juvisy, effectue le 13 juillet dernier, en 56 minutes, le voyage d'Étampes à Orléans (40 kilomètres) et, enfin, en 28 minutes, traverse le Pas-de-Calais.

En somme, sauf les tâtonnemens inévitables du début et une défaillance d'un instant, sans écouter les critiques, sans se laisser détourner de son chemin par les succès dignes d'éloges de ses concurrens, sans être découragé par des chutes réitérées, et par l'avortement apparent de ses projets, Blériot est arrivé au but grâce à la confiance qu'il a toujours eue dans le monoplan, c'est-à-dire dans le système de machine volante qui, sans l'imiter servilement, se rapproche le plus de l'oiseau. Sont-ce de profondes méditations, de longues recherches théoriques qui avaient mis dans sa tête que le monoplan est l'aéroplane de l'avenir? Non : « Je fais de la pratique, dit-il, je ne fais pas de théorie. » Il a procédé simplement par intuition, comme font tous les inventeurs.

Nous parlions, il n'y a qu'un instant, des critiques qui lui furent adressées. Ceux de nos lecteurs qui ont lu l'article consacré à l'*Aviation* dans la *Revue* du 1er janvier dernier, doivent se rappeler qu'à cette époque, — si rapprochée et qui nous paraît déjà si lointaine, — les techniciens, surtout les techniciens américains, tenaient en piètre estime le système monoplan. S'ils voulaient bien admettre que le monoplan a pour lui un pouvoir portant plus considérable, — car un biplan, dès que, pendant la marche, les angles d'incidence dépassent 15 degrés, *se masque* légèrement, — son instabilité leur paraissait un défaut capital, si l'on veut, disaient-ils, lui donner de la stabilité en abaissant suffisamment le centre de gravité, gare aux

balancemens qui, tout comme les cahots d'une voiture mal suspendue, entraîneront des pertes de vitesse et rendront la machine inhabitable. Quelques-uns faisaient observer que les multiplans, en raison de la facilité avec laquelle leur construction peut-être ramenée à celle d'une « forme de pont, » par des liaisons bien établies et peu nombreuses, jouissent d'une supériorité incontestable au point de vue de la légèreté et de la solidité. D'autres s'attachaient à démontrer que la stabilité d'une machine volante du type multiplan croît suivant la racine carrée du nombre de ses plans : par exemple, à surface égale, un tétraplan est deux fois plus stable qu'un monoplan. D'autres encore, après avoir démontré que, pour qu'un monoplan possède la même stabilité qu'un tétraplan, il faut que son centre de gravité soit placé deux fois plus bas par rapport au centre de poussée, — les lecteurs sont priés de se rapporter à l'article déjà cité, — hantés par la terreur des mouvemens de balançoire dont nous venons de parler, en déduisaient l'infériorité relative et définitive du système. Mais tout cela n'a guère d'importance : des balancements, ni Blériot ni Latham n'en ont jamais eu cure. Il est vrai que la présence de la queue dont ils ont eu soin de pourvoir leurs instrumens les déchargeait, pour une bonne part, de cette préoccupation.

Toutefois, une remarque d'O. Chanute, que les *remous* du vent, dans un monoplan, agissent, sur la masse concentrée autour du centre de gravité, par un bras de levier qui, toutes choses égales d'ailleurs, est plus grand que pour un multiplan, nous paraît un argument sans réplique. Plus on le médite, plus il devient formidable, surtout avec les vitesses imprimées actuellement aux aéroplanes. Que L. Blériot s'est montré sage et avisé, en ne faisant point de théorie ! S'il eût creusé cet argument, il en serait encore à tenter le passage de la Marne ! Cela veut-il dire, cependant, que l'argument d'O. Chanute n'ait pas la force que nous lui prêtons? Non, la traversée de Calais à Douvres ayant eu lieu par beau temps. Mais, tout de même, cet argumnet n'a qu'une valeur relative : il ne fait que prouver la supériorité du multiplan sur le monoplan, il ne condamne pas ce dernier. N'existe-t-il pas, d'ailleurs, des monoplans, les mouettes qui se conduisent fort bien par le gros temps? Ces oiseaux qui n'ont jamais lu Chanute, disposent, pour voler, leurs ailes en V très obtus, et ils volent.

Comment finira cette controverse entre les partisans du multiplan et ceux du monoplan, l'avenir nous l'apprendra. Il se pourrait qu'il donnât raison aux deux écoles, et qu'on finît par reconnaître que les deux systèmes se valent, en ce sens qu'on doit user de l'un ou de l'autre suivant les circonstances et suivant les besoins. N'insistons pas davantage.

Revenons à L. Blériot et, d'abord, essayons de donner une idée de son aéroplane.

Capable d'affronter un vent de 6 à 7 mètres par seconde, car c'est un véritable oiseau planeur, l'appareil a, environ, 8^{m},65 d'envergure, et 8 mètres de longueur totale. Le corps est représenté par un fuselage, poutre composée, en frêne et peuplier, avec tirans en cordes de piano, affectant la forme de poisson, le gros bout à l'avant, par conséquent. A la tête, se trouve une hélice Chauvière, de 2^{m},08 de diamètre, en bois, deux fois plus solide, par suite de son mode de construction, que ne le serait la même hélice en acier fondu. Sa force de traction, en plein vol, est d'environ 50 kilogrammes. Derrière l'hélice, le moteur, les réservoirs d'essence et d'eau; puis, avec les organes qui constituent ce qu'on appelle la direction, le pilote, protégé par la toile qui garnit l'avant du fuselage. Les ailes, en toile caoutchoutée, à peu près rectangulaires, de 4 mètres d'envergure chacune, de 1^{m},80 de profondeur environ, sont gauchissables; leur angle d'attaque est de 7 à 8 degrés, et elles forment un V très obtus: c'est la disposition adoptée par les oiseaux qui volent par un beau temps. L'ensemble forme une surface sustentatrice de 15 mètres carrés. A l'arrière du fuselage, sous lui et portée par lui, se trouve une *queue* constituée par deux petites surfaces horizontales rectangulaires fixes, dont le rôle de sustentation est à peu près nul : placées symétriquement par rapport à l'axe de l'appareil, elles supportent le gouvernail de profondeur, formé de deux ailerons à peu près rectangulaires, mobiles autour d'un axe horizontal, placés à gauche et à droite des petites surfaces fixes. Si le tout ne représente pas admirablement une queue d'oiseau, dont la partie centrale est fixe, les parties latérales pouvant seules se relever ou s'abaisser à volonté, il faut renoncer à toute comparaison ! — Le gouvernail de direction, gouvernail vertical, naturellement, sorte de rectangle échancré placé tout à fait à l'arrière du fuselage, complète cet ensemble. Gauchissement et gouvernail horizontal sont commandés par des leviers montés

sur cardan; le gouvernail de direction est commandé au pied. Le châssis d'atterrissage, avec ses amortisseurs, est très léger, 30 kilogrammes au plus. Trois roues, dont l'une orientable, portent l'appareil, qui est autonome, c'est-à-dire peut prendre son vol sans rail ni pylône. Pour ceux que cela peut intéresser, ajoutons ce détail, que le centre de gravité de l'appareil n'est qu'à $0^{m},25$ du centre de poussée. Le poids total, avec l'aviateur (80 kilogrammes) et une provision d'essence pour deux heures (30 kilogrammes), atteint 320 kilogrammes. Chaque aile porte ainsi, non pas 30 kilogrammes par mètre carré, comme il a été dit, mais 21 kilogrammes, ce qui est déjà beau, les oiseaux les plus gros ne portant pas plus de 10 à 12 kilogrammes par mètre carré. La vitesse d'origine est de 16 à 17 mètres à la seconde. Quant au moteur, c'est un moteur semi-lourd Anzani, à trois cylindres, d'une puissance de 22 HP qui, en ordre de marche, c'est-à-dire avec 30 kilogrammes d'essence, pèse 100 kilogrammes, soit $4^{kg},5$ par cheval simple; moteur d'automobile savamment allégé, avec radiateur à air, c'est à lui qu'est dû, pour une bonne part, le succès du raid du 25 juillet.

Le hameau des Baraques, aujourd'hui célèbre, est à 2 kilomètres à l'ouest de Calais et à 4 kilomètres de Sangatte, la petite station balnéaire où commencent ces dunes qui bordent le rivage de la mer jusqu'aux extrêmes confins de la Hollande, et au delà. C'est derrière le village, du côté de la terre, que, sous un hangar quelconque, L. Blériot avait abrité son monoplan... et sa fortune. Il dormait profondément lorsqu'on vint l'avertir qu'une accalmie se produisait dans l'atmosphère, violemment troublée la veille. Levé à trois heures du matin, il procéda à un premier essai d'une dizaine de minutes, agréablement surpris par un petit vent frais venant de terre, qui ne pouvait que favoriser son entreprise.

Et à ce propos, qu'on nous permette une parenthèse: comme nous l'avons déjà fait entrevoir, l'Angleterre, par suite de la persistance des vents d'ouest sur la Manche, est, pour un ballon libre venant du continent, plus difficilement abordable que ne l'est le continent pour un ballon venant de la Grande-Bretagne. Mais n'a-t-on pas exagéré la difficulté? Les aéronautes qui ont tenté de passer en ballon de France en Angleterre n'ont-ils pas cédé trop souvent à la tentation de partir salués par les cris d'une foule enthousiaste? Et Blériot n'a-t-il pas eu le mérite,

qui n'est pas mince, d'abord, de saisir l'occasion aux cheveux, ensuite, se souciant peu d'amuser la multitude, de chercher à hâter, avant tout, une nouvelle conquête de la science?

Passons.

Le soleil bien et dûment levé, conformément au règlement, — il était exactement 4h,35, — notre aviateur fait ses adieux, jette ses béquilles, (il s'est assez gravement blessé dans une de ses envolées précédentes), et le voilà franchissant la dune, « sans aucune émotion, sans aucune impression réelle, » a-t-il dit. L'état de l'atmosphère lui est si favorable qu'il n'a nul besoin d'agir sur le gouvernail ou le dispositif du gauchissement. Il lui semble ne pas aller vite. Cela tient, dit-il, à l'uniformité de la mer: tandis qu'au-dessus de la terre, les maisons, les bois, les routes apparaissent et disparaissent comme un rêve, au-dessus de l'eau, la vague, la même vague, semble-t-il, se présente toujours à la vue. Mais, une fois le contre-torpilleur *Escopette*, chargé de le convoyer, perdu de vue, — que pouvait ce pauvre destroyer, marchant à 25 milles à l'heure, soit 12 mètres à la seconde environ, et qui, à chaque minute, perdait 300 mètres, rappelant un chien qui poursuit un canard sauvage? — notre aventureux aviateur se sent seul, isolé, noyé dans l'éther. « J'avais mangé mon pain blanc dans la première moitié de la traversée, a-t-il raconté. Ne voulant pas retarder ma marche, j'avais fait mon deuil de l'*Escopette*. Tant pis. Advienne que pourra! Pendant une dizaine de minutes, je suis resté seul, isolé, perdu au-dessus de la mer immense, ne voyant aucun point à l'horizon, n'apercevant aucun bateau. Ce calme, troublé seulement par le ronflement du moteur, fut un charme dangereux dont je me rendis fort bien compte. Aussi j'avais les yeux fixés sur le distributeur d'huile et sur le niveau de consommation d'essence. » — Il n'a que trop raison : une panne, c'est la défaite et la mort à peu près inévitable, au milieu de ce bras de mer qui, à ce moment, par une malchance extraordinaire, est désert, et ce n'est pas à la légère qu'à son retour, Anzani, le félicitant, termina par ces paroles : « Je vous remercie d'avoir confié votre existence à mon moteur. » — « Ces dix minutes me parurent longues, avoue Blériot, et vraiment, je fus heureux d'apercevoir vers l'est une ligne grise qui se détachait de la mer et qui grossissait à vue d'œil. Nul doute, c'était la côte anglaise. J'étais presque sauvé. Je me dirige vers cette montagne blanche. Mais le vent et la

brume me prennent. Je dois lutter avec mes mains, avec mes yeux. Mon appareil obéit docilement à ma pensée. Je le dirige vers la falaise, cependant que je ne vois plus Douvres. Ah! diable! où suis-je donc? »

Pourquoi ne pas avoir emporté de boussole, pourrait-on dire? En cette occurence, en effet, elle eût peut-être servi; mais, d'une façon générale, tout mouvement horizontal pouvant se décomposer en deux autres, l'un dans la direction du méridien, l'autre perpendiculairement, si la boussole donne bien la direction de la première composante, elle nous laisse ignorer la direction de la seconde, la dérive. Au-dessus de la terre, passe encore! avec une carte bien faite, on s'en tire. Mais au-dessus de la mer!

Comme l'écrivait, il y a quelque jours, dans l'*Éclair*, un de nos officiers de marine, pour naviguer en toute sécurité et arriver en temps voulu à l'endroit voulu, il faut savoir à chaque instant non seulement où l'on est, mais encore dans quelle direction on se déplace et avec quelle vitesse. Ces trois élémens sont aisés à déterminer à bord d'un bâtiment, par le fait qu'on se trouve dans un milieu sensiblement immobile, l'eau. Les courans mettent bien un peu d'aléa dans le problème; mais, sur les côtes d'Europe du moins, ils sont connus, indiqués par des cartes spéciales, et changent de sens régulièrement à chaque marée : il suffit d'en tenir compte pour corriger à bon escient les deux élémens, direction et vitesse, donnés par les instrumens usuels, le *compas* et le *loch*. Tout au contraire, l'aéroplane volant au-dessus de la mer se trouve dans un milieu extrêmement mobile, l'air, dont les mouvemens propres sont beaucoup plus rapides que ceux de l'eau : les grands vents atteignent 30 à 40 mètres à la seconde, tandis que les plus forts courans de pleine mer ne dépassent pas 2 à 3 mètres, — et l'aviateur n'a aucun moyen de mesurer la direction et la vitesse du vent qui l'entraîne. Quant à faire le point à son bord, ou à celui d'un dirigeable, c'est un problème non encore résolu. Résultat : l'aéroplane, au lieu de suivre une route correspondant à sa vitesse et à son cap, se déplace suivant la composante de sa propre vitesse et de celle du vent, cette dernière restant absolument indéterminée. Or, la vitesse du vent est loin d'être négligeable par rapport à la vitesse propre de l'aéroplane. Précisons, et voyons ce qui arriverait si, dans l'état actuel des choses, on voulait envoyer un

aéroplane de Cherbourg à Portsmouth pour vérifier la présence de l'escadre anglaise dans ce dernier port, et rapporter ensuite ce renseignement aux autorités maritimes de l'arsenal français. Admettons que la vitesse de la machine volante soit de 50 nœuds (90 kilomètres à l'heure). La distance à parcourir étant de 70 milles (130 kilomètres), l'engin fera la traversée en une heure et demie environ. Mais supposons qu'au sortir de Cherbourg un vent de 10 mètres à la seconde, soit 20 nœuds, vent de force moyenne, se lève à l'Ouest. Emporté dans l'est par ce vent à la vitesse de 20 nœuds, et sans s'en douter, l'aviateur, gouvernant au compas, volera directement au nord, dans la direction de Portsmouth. Après 1 heure et demie, il se trouvera bien sur les côtes anglaises, mais à 30 milles (55 kilomètres) dans l'est de Portsmouth. Il manquera donc son atterrissage et atteindra, au lieu de l'arsenal ennemi, un point inconnu de la terre britannique. S'il a une parfaite connaissance de la côte, il pourra reconnaître son erreur et remettre le cap à l'Ouest, jusqu'à ce qu'il plane sur Portsmouth. Mais, dans ces conditions, au lieu d'une navigation régulière et sûre, l'aviateur sera amené à faire un véritable voyage de découvertes. Que si l'engin parvient, après une longue recherche, à planer sur Portsmouth et à recueillir les renseignemens demandés, au retour il se retrouvera en présence des mêmes difficultés, augmentées même du fait que Cherbourg est à l'extrémité d'une presqu'île et qu'une déviation latérale de 50 ou 60 kilomètres lui fera fatalement manquer le Cotentin. En résumé, son voyage, au lieu de présenter des garanties de succès analogues à celles que présente une traversée ordinaire, ne pourra réussir qu'avec le concours du hasard et de la chance. Or, à la guerre, il ne faut pas compter sur la chance, mais sur la malchance. Donc 9 fois sur 10, l'aéroplane ne remplira pas sa mission et errera sur la mer comme un aveugle, jusqu'à ce que le manque d'essence le fasse tomber.

Conclusion : à l'heure actuelle, l'aéroplane ne peut être d'aucun service pour une guerre navale. On ne doit prévoir son emploi qu'entre deux points suffisamment rapprochés pour que l'aviateur *puisse voir* en même temps le point de départ et le point d'arrivée. Dans ces conditions, l'aéroplane marin ne peut pas être considéré comme un engin autonome : c'est, tout simplement, un cerf-volant intelligent lié à son point d'attache par la portée limitée de sa propre vue, et qu'un obs-

curcissement fortuit de l'atmosphère, l'apparition d'un banc de brume, peut, d'un instant à l'autre, mettre en perdition. Toute besogne d'éclairage lui est donc interdite, — un bâtiment éclaireur devant être au plus haut point un bâtiment se mouvant vite et bien, — et l'on peut considérer son rôle comme, dès à présent, limité à une action offensive au cours du combat naval lui-même, lorsque les escadres ennemies seront en vue l'une de l'autre. Encore faudra-t-il attendre pour une semblable utilisation que les aéroplanes soient assez puissans pour transporter des explosifs, et qu'ils soient absolument sûrs de leur manœuvre. Ils devront, en effet, s'élancer du pont du bâtiment qui les transporte avant l'ouverture du feu, planer au-dessus de l'ennemi avec une précision suffisante pour que leurs projectiles ne manquent pas ce but mobile, revenir se poser sur leur navire, et cela, quelles que soient les évolutions et la vitesse des bâtimens, la force et la direction de la brise, le roulis et le tangage.

Voilà la vérité sur le rôle que les aéroplanes peuvent être appelés à jouer pour le moment, du moins dans une guerre purement navale. Quant à leur rôle militaire sur terre, toujours dans l'état actuel des choses, ce ne peut être que celui d'éclaireur à courte distance, les dirigeables, grâce à leur vaste rayon d'action, sur les champs de bataille comme dans les ports de guerre, étant chargés des grandes explorations. Le reste n'est que roman.

Mais revenons à notre héros.

« Soudain, raconte-t-il, *audaces fortuna juvat*, — trois bateaux s'offrent à ma vue ; des remorqueurs, des paquebots? Peu importe ! — c'étaient des destroyers escortant dix sous-marins qui, devançant l'escadre anglaise, se rendaient à Cowes pour la visite du Tsar. — Ils paraissent se diriger vers un port. Je suis leur direction. Des marins, des matelots m'envoient des hourras enthousiastes. J'ai presque envie de leur demander la route de Douvres. Hélas ! je ne parle pas anglais.

« Je longe la falaise du Nord au Sud, mais le vent, contre lequel je lutte, reprend de plus belle. Une anfractuosité de la côte se présente à ma droite, un peu avant le château de Douvres. Une joie folle s'empare de moi. Je m'y dirige, je m'y précipite. *Je suis au-dessus de la terre !* J'en éprouve à nouveau une douce émotion. Mais sur le sol un homme agite désespérément un drapeau tricolore. Je viens vers terre et j'aperçois le rédacteur du

Matin, le bon Fontaine qui, seul, dans la grande plaine, s'égosille. Ah! le brave garçon !

« Je veux atterrir ; le remous est violent. Dès que j'approche du sol, un tourbillon me soulève. Je ne puis rester plus longtemps dans les airs. Le vol avait duré trente-trois minutes; c'était suffisant. Au risque de tout casser, je coupe l'allumage. Et maintenant, au petit bonheur ! Le châssis reçoit un peu de mal, il se casse un peu, l'hélice est faussée. Ma foi, tant pis! Je venais de traverser la Manche... »

Il était alors 5 h. 13. En réalité, le vol n'avait pas duré 33 minutes, mais 38 : M. Franz Reichel, le hardi compagnon de Spelterini dans son beau voyage du 8 août, bon juge en pareille matière, et qui était à bord de l'*Escopette*, le certifie. Ce temps est d'ailleurs normal. Le *Blériot XI* fait du 16 mètres à la seconde; pendant la première moitié de la traversée, pendant 20 kilomètres, par conséquent, — la distance de Calais à Douvres est de près de 40 kilomètres, — il a été favorisé par un vent arrière de 5 à 6 mètres à la seconde. Ainsi, il a effectué ce trajet de 20 kilomètres en 16 ou 17 minutes environ. Il lui a donc fallu au moins 21 minutes pour la seconde partie de la traversée où, en butte à un vent du sud-ouest, il a eu d'abord vent de côté, puis, sur la côte anglaise, pendant 6 à 7 kilomètres, en longeant la falaise, des environs de Deal jusqu'à Douvres, vent debout. Remarquons, en passant, qu'il eût pu atterrir dans la baie de Saint-Margaret.

Ce voyage téméraire, exécuté à la française, « avec l'intrépidité qui a toujours caractérisé notre race, » — c'est un Anglais qui l'a écrit, — eût d'ailleurs manqué de tout certificat britannique, si les douaniers de Douvres n'étaient intervenus pour mettre Blériot en règle avec les lois du pays, d'où le certificat ci-dessous :

« Je soussigné certifie que j'ai examiné Louis Blériot, maître d'un navire (monoplan) récemment arrivé de Calais, et qu'il appert des réponses orales dudit maître aux questions posées qu'il n'y a pas eu à son bord durant le voyage de maladies infectieuses nécessitant la détention du navire et qu'il est en conséquence libre de continuer son voyage. »

Passons le plus rapidement possible sur les félicitations que ce raid audacieux, et réussi, a valu à son auteur. Toutefois, mentionnons en premier lieu celles de la compagnie qui lui

avait décerné, à peu près un mois auparavant, le prix Osiris et dont le président, dans la séance du 26 juillet, s'exprimait comme il suit : « Nous n'avons pas été étonnés de lui voir réussir la périlleuse traversée de la Manche. Mécanicien et pilote de grande audace, M. Blériot possède là deux qualités maîtresses qui se trouvent rarement réunies chez le même homme. Son succès est très instructif pour l'avenir des aéroplanes, et portera à améliorer les monoplans qui, en cette occurrence, ont fait preuve d'une très grande souplesse. »

En second lieu, rappelons la dépêche de Nadar : « Reconnaissance émue pour la joie dont votre triomphe vient de combler l'apôtre antédiluvien du plus lourd que l'air (en 1853), avant que ses quatre-vingt neuf ans soient sous terre. »

Et, enfin, n'oublions pas les réflexions de W. Wright à propos de cet exploit : « Je ne suis pas autrement surpris, a-t-il dit, du résultat obtenu par M. Blériot ; je l'avais vu voler lors de mon séjour en France, je connaissais son appareil, et je le pensais capable de franchir la Manche. Il avait déjà sur terre, à travers des pays unis, c'est vrai, accompli des parcours plus longs. C'est pourquoi la réussite de M. Blériot ne m'a pas étonné outre mesure, pas plus du reste que l'échec de M. Latham, car je crois que celui-ci n'a pas un aéroplane suffisant ; et des deux systèmes, je préfère celui de M. Blériot. Mais si vous me demandez mon sentiment sur les voyages en aéroplane, croyez bien que je considère qu'il est plus difficile de voler au-dessus de la terre que de traverser un bras de mer. On peut, certes, sur les flots, avoir à lutter quelquefois contre un vent assez fort, mais il est ordinairement régulier, tandis que, lorsque vous voyagez au-dessus des agglomérations, vous devez demander à un appareil volant *beaucoup plus de stabilité* à cause des remous causés par les replis du terrain, les maisons, les rideaux d'arbres, bref les obstacles de toutes sortes au-dessus desquels l'aviateur doit évoluer. »

On a cru voir, dans ces mots, percer une pointe de jalousie, W. Wright s'étant récusé lorsque, il y a quelques mois, on lui proposait de traverser la Manche. Qu'on les lise avec attention, et on y découvrira plutôt un indice de la rivalité d'écoles dont il a été question plus haut.

Une pierre commémorative indiquera, aux Baraques, l'endroit d'où est parti le *Blériot XI*, — elle sera à quelques kilomètres

du monument élevé à Blanchard, dans la forêt de Guines; — une autre, à Douvres, le point où il a atterri. Une troisième, et c'est justice, sera élevée, sur la pelouse de Bagatelle, à l'endroit où se sont faites, en public, sur le continent, les premières envolées d'aéroplanes exécutées par Santos-Dumont, les 23 octobre et 12 novembre 1906. Applaudissons à ces marques de reconnaissance et d'admiration, et n'écoutons pas les mauvaises langues qui voudraient nous persuader que l'État projette la commande d'un tableau où l'on verrait Blériot recevant à sa descente l'accolade de M. Fontaine, enveloppé, sur la falaise anglaise, dans les plis du drapeau national.

Si une expérience réussie apprend toujours quelque chose, il est rare qu'il n'en soit pas de même d'une expérience manquée. C'est le cas des deux tentatives d'Hubert Latham.

Laissons de côté les détails relatifs au premier vol, accompli le 19 juillet avec l'*Antoinette IV*, bien qu'on puisse dire qu'il a entr'ouvert la voie. Observons, cependant, que lorsque, à la suite d'un arrêt du moteur, à quelques kilomètres de la côte française, l'appareil tomba, il flotta, ce qui prouve au moins la grande stabilité des monoplans... sur l'eau, surtout quand on a eu soin de les munir de réservoirs d'air. Latham, on le sait, tranquille et souriant, assis haut sur son siège, pour éviter le bain de pieds, fumait une cigarette en attendant les secours. Et que nos lecteurs veuillent bien ne pas croire, de notre part, à une plaisanterie de mauvais goût, lorsque nous parlons de la stabilité des monoplans sur l'eau. Qu'ils veuillent bien réfléchir à ce qui serait arrivé, à l'aviateur assez osé pour entreprendre la traversée avec un biplan, en pareil cas? Pris dans le fouillis inextricable des montans et des tirans, un miracle seul eût pu le sauver, tandis que Blériot ou Latham, assis dans le baquet qui leur sert de siège, entre les deux ailes, devaient avoir leurs mouvemens libres, par conséquent une chance de plus de sauver leur vie. Du reste, les machines qu'a pilotées Latham, ne diffèrent guère, en gros, du *Blériot XI* que par la présence, à leur queue, d'un empennage vertical qui a pour effet d'assurer la stabilité de route et de faciliter les virages. Voici, d'ailleurs, les données les plus intéressantes de l'*Antoinette VII*, avec laquelle Latham a effectué sa seconde tentative :

Envergure : 14 mètres. Longueur totale : 12 mètres. Fuse-

lage de 10 mètres de long, en forme de pirogue, ayant, à l'avant, un bordé en bois, entoilé à l'arrière. Poids total de l'appareil (pilote et provision d'essence de 45 kilogrammes pour trois heures compris) : 600 kilogrammes. Surfaces portantes gauchissables : 32 mètres carrés. — Ces surfaces portantes ou ailes sont un défi à la science, car leur maître-couple est au milieu; mais elles sont légères, donnent, par conséquent, d'excellens résultats et, par suite de leur forme, sont interchangeables, ce qui n'est pas un mince avantage. — Angle d'attaque : 6°. Distance du centre de gravité au centre de poussée : $0^{m},10$. Vitesse : 22 mètres. — Il est certain que Latham détient, en ce moment, le record mondial de la vitesse. — Poids du moteur (moteur Levavasseur) en ordre de marche, avec radiateur à eau et provision d'essence pour trois heures : 150 kilogrammes. Puissance du moteur : 50 HP, ce qui met le cheval à 3 kilogrammes, à $2^{kg},2$ si l'on ne tient pas compte de la provision d'essence. Diamètre de l'hélice : $2^{m},20$. — L'hélice, en acier et en aluminium, est en prise directe et tourne, comme le moteur, à 1 050 tours à la minute, environ. — Force de traction pendant la marche en palier : 85 kilogrammes environ. Le radiateur, dont la construction repose sur le principe de la paroi froide, mérite une mention spéciale avec ses longs tubes d'aluminium, très légers, appliqués parallèlement le long du corps de l'oiseau, c'est-à-dire le long du fuselage.

L'appareil était à Sangatte, à 7 kilomètres à l'ouest de Calais. Pour s'envoler, l'aviateur plaçait sa machine sur les falaises du Cap Blanc-Nez, à 2 kilomètres environ du village; ces falaises forment une pente assez douce du côté de la terre, ce qui facilitait son élan

Mais arrivons à la seconde tentative de Latham, le 27 juillet.

Vers trois heures de l'après-midi, le temps paraissant tourner au beau, on avertit l'aviateur. A six heures, il part : la machine est impressionnante : on la sent puissante et rapide. On croit au succès. L'aéroplane prend son vol en tournant le dos à la mer, vire, passe près de l'usine du Tunnel et monte, monte à 150 mètres d'abord, à 200 mètres ensuite : Latham sait que les falaises où le roi Lear promenait ses fureurs séniles, ont 100 mètres de hauteur; il ne veut pas s'exposer à les côtoyer, comme le *Blériot XI*. Un spectateur qui se trouve à bord de l'*Escopette*, à 9 kilomètres de la côte anglaise, voit un petit point noir se mouvoir; puis, peu à peu, ce point grossit, on distingue d'abord

une ligne, puis l'aile et le corps de l'oiseau. Le spectacle est grandiose.

La Paix! Les spectateurs qui sont à bord du contre-torpilleur ne pressentent qu'une chose, c'est qu'un jour ou l'autre, en temps de guerre, il faudra s'attendre à chaque instant à recevoir sur la tête, venant d'un dirigeable ou d'un aéroplane, 80 à 100 kilogrammes, de mélinite, de quoi faire sauter un cuirassé. On se battait sur terre et sous terre, sur l'eau et sous l'eau : on se battra bientôt dans les airs.

Cependant, Latham se rapprochant de plus en plus du navire, on distingue le fuselage, on perçoit même les mouvemens du gauchissement. Le destroyer, malgré sa vitesse, est bientôt dépassé. Il semble, à un moment donné, que l'appareil plane au-dessus de Douvres, et qu'il continue son vol vers l'intérieur de l'Angleterre. On ne doute plus du succès, et l'on s'apprête à le voir atterrir, ou disparaître à l'horizon. Troublant effet de perspective! Brusquement, à 6 h. 21, l'oiseau décrit un arc de cercle très large. On le voit descendre, s'abattre comme un aigle frappé à mort en plein vol; l'eau jaillit; Latham est tombé à la mer, à 1 800 mètres de la côte anglaise, alors que la foule massée sur les jetées de Douvres, le voyant arriver, s'apprêtait à lui faire une chaleureuse ovation. Instantanément, les vaisseaux de la flotte anglaise de l'Atlantique, mouillée aux environs du port, dépêchent des embarcations; d'autres navires font de même. Mais un canot de l'*Escopette* recueillait l'aviateur à son bord, trois minutes après sa chute. Une panne du moteur, pour la seconde fois, venait de l'arrêter.

Que nous apprennent surtout les expériences manquées de Latham? Trois choses :

1° Que les monoplans « atterrissent, » nous l'avons déjà fait observer, aussi bien sur l'eau que sur terre, mieux peut-être; 2° Qu'à l'heure actuelle, l'aviateur, comme le fait remarquer M. P. Souvestre, est le témoin impuissant des plus faibles défaillances de son moteur; qu'il reste désarmé en face de ses fantaisies. En effet, qu'un fil d'allumage vienne à se détacher peu à peu, il devra assister à ce désastre sans pouvoir rien faire pour y remédier! Il semble donc nécessaire, désormais, de s'arranger pour lui adjoindre un mécanicien, dont le rôle sera de surveiller le moteur; 3° Enfin...

...Pour une fois, M. E. Archdeacon nous permettra de ne pas

être de son avis, quand il soutient que l'Académie des Sciences aurait dû partager le prix Osiris entre M. L. Blériot, M. G. Voisin et M. Levavasseur, le constructeur célèbre du moteur extra-léger des *Antoinette*. L'Institut, selon nous, a bien jugé : il voulait récompenser des aviateurs, et non des constructeurs de moteurs. Que si l'on prétend qu'en matière d'aviation le moteur est tout, soit! mais, alors, qu'on reporte sur Anzani la gloire de la traversée du 25 juillet.

Toutefois, arrêtons-nous un instant, elle le mérite, sur cette question du moteur extra-léger. D'abord, qu'entend-on par moteur extra-léger? Nous l'avons déjà dit dans un de nos précédens articles, mais on nous pardonnera de le leur rappeler : un moteur extra-léger est un moteur qui, quoique parfaitement robuste, fournit, abstraction faite de l'essence, le cheval à 2 kilogrammes environ, tandis qu'un moteur tel que celui d'Anzani, qui le fournit, dans les mêmes conditions, à un peu plus de 3 kilogrammes est semi-lourd, et qu'un moteur d'automobile qui, toujours dans les mêmes conditions, le fournit à 5 ou 6 kilogrammes, est un moteur lourd.

Que le moteur extra-léger, un moteur Levavasseur, soit le moteur dont la navigation aérienne, d'une façon générale, ne peut se passer, nous l'avons suffisamment démontré dans nos précédens articles. N'est-il pas le seul avec lequel on puisse espérer atteindre les grandes vitesses nécessaires pour lutter contre le vent, les grandes vitesses qui donneront aux monoplans, en réduisant leur voilure, — ou du moins, en en dissimulant une partie, — toute la stabilité désirable? — Mais ce moteur n'existe pas, dira-t-on, ou, s'il existe, il n'est pas au point; deux fois, le moteur Levavasseur, le moteur extra-léger, a trahi Latham! C'est la troisième conséquence qui semble résulter des échecs successifs du courageux aviateur. Une pareille conclusion nous paraît erronée.

Lors de la première chute, le moteur n'a pu être examiné à fond: n'en parlons donc pas. Mais, lors de la seconde, il est parfaitement reconnu que la pluie qui tombait dans le voisinage de la côte anglaise a, seule, déterminé la catastrophe en produisant un court-circuit. Le moteur était donc imparfaitement protégé? Sans doute, nous sommes prêts à le reconnaître : il y a là un manque de précautions impardonnable. Quand on prétend construire des moteurs devant aller au-dessus de la mer, on doit

connaître les choses de la mer... ou l'on s'en remet à l'aveugle. Mais il n'y a pas là un manque de mise au point, et encore moins une preuve de non existence. Nier aujourd'hui cette existence, c'est oublier, de parti pris, que c'est un moteur Levavasseur extra-léger qui a permis : à Santos-Dumont, ses vols de Bagatelle; à Delagrange, ses vols à Rome et à Milan, en mai et juin 1908; à Farman, de remporter le prix Armengaud et d'exécuter son voyage aérien de Châlons à Reims (30 octobre 1908); à Blériot, d'exécuter son voyage de Toury à Artenay (31 octobre 1908), etc., etc., et même ne nous étonnons pas trop si, dans huit jours, au concours de Reims, on voyait un 100 HP Levavasseur enlever une *Antoinette* quelconque et lui imprimer une vitesse de 100 kilomètres à l'heure, soit 28 mètres à la seconde.

Si le ministre qui a décoré L. Blériot, le matin du 25 juillet 1909, a eu la main très heureuse, il ne l'a pas eue malheureuse, il s'en faut, en accordant, le même jour, la même distinction à l'inventeur, français, du moteur extra-léger, M. Levavasseur.

III

Les Allemands, pour l'instant, ne suivent que d'un peu loin, les derniers progrès du plus lourd que l'air. Patiemment, méthodiquement, ils s'attachent à perfectionner le ballon dirigeable, et ils y arrivent...

Heureux comte Zeppelin! Son souverain le couvre d'honneurs, et ses compatriotes, non contens de lui refaire sa fortune, engloutie dans ses essais, lui prodiguent sans compter les millions nécessaires pour continuer ses travaux. Aussi ses ballons rigides, dont la première idée par leurs « performances » est due à Schwartz, se distinguent de plus en plus.

Le dernier voyage du *Zeppelin II*, de Francfort à Cologne, le 5 août, ne présente rien d'extraordinaire. Parti à 4 h. 30 du matin, à 10 heures, il traversait la ville de Düren, cité industrielle de moins de 100 000 habitans qui a donné à elle seule, pour la reconstruction de cette machine de guerre, après la catastrophe de l'an dernier, la jolie somme de 1 250 000 francs, et, à 11 h. 45, était déjà dans son hangar (150 mètres de long, 50 mètres de large, 30 mètres de haut). La *Patrie*, la *Ville de*

Nancy, le *Gross*, ballons souples ou semi-rigides, en ont fait autant à quelques kilomètres près. Mais le raid des 29, 30 et 31 mai dernier, du même *Zeppelin* II, mérite au plus haut point d'être admiré.

A 9 h. 45 du soir, le rigide quittait son hangar de Friedrichshaven, planait au-dessus d'Ulm, atteignait Nuremberg à 8 h. 15, Bayreuth à 10 h. 30, Leipzig à 5 h. 20 du soir (30 mai). L'Empereur s'attendait à le voir venir à Berlin, dont il n'était qu'à 100 kilomètres à 7 heures du soir, mais la violence du vent l'en empêcha : — il a peut-être eu tort de ne pas chercher à le braver, comme il fit le 2 août, aux environs de Bonn, lors de sa première tentative pour se rendre, d'une seule traite, de Francfort à Cologne. — Quoi qu'il en soit, renonçant à atteindre Berlin, il vire, passe sur Halle, à 7 h. 30 du soir, sur Weimar, à 3 h. 30 du matin, à Stüttgard à 9 h. 15, et, manquant de lest, va briser son avant contre un poirier, à Gœppingen, à 10 h. 15 du matin. Il n'en avait pas moins plané pendant 36 heures de suite, parcouru 1 000 kilomètres environ, battant de loin tous les records de durée et de distance, en dirigeable, bien entendu. A Gœppingen, sa perte eût été certaine si l'on n'avait eu soin, lors de sa construction, de le fractionner par des cloisons étanches qui assurent l'intégrité des portions de la machine non lésées. Mais enfin, il ne s'est pas perdu et, par les seuls moyens du bord, il a pu arriver jusqu'à 60 kilomètres de son port d'attache. Là, seulement, on a été forcé de lui fournir du gaz pour lui permettre de regagner son hangar.

Aussi, M. R. Quinton n'exagère pas lorsqu'il dit : « L'Allemagne, dans la lutte pour la conquête de l'air, nous suit de près. » De très près, ajouterons-nous, en admettant même qu'elle ne nous précède pas. Mais faut-il, pour cela, s'émouvoir outre mesure? Nous ne le pensons pas. Somme toute, il résulte de cet article et des précédens que, dans l'état de choses actuel, dirigeables et aéroplanes, aéroplanes surtout, n'ont pour l'instant, en cas de guerre subite, qu'un rôle assez modeste à jouer. Le colonel Gœdke, le savant écrivain militaire allemand, ne pense pas autrement. Interrogé à propos du raid du 25 juillet :

« Cet exploit, a-t-il répondu, n'a qu'une importance militaire très minime, de même que jusqu'ici l'importance militaire des ballons dirigeables est très limitée. Il est naturellement indéniable que l'on pourra entreprendre un jour, en vue d'une

reconnaissance, un semblable vol au-dessus de la Manche, mais, même dans ce domaine, il est si dépendant du vent, du temps et des plus grands hasards, que l'on ne pourra qu'exceptionnellement espérer obtenir par cette voie une nouvelle précieuse ; on ne pourra jamais y compter fermement. Il est à peine besoin de dire qu'on ne pourra évidemment jamais, à l'aide d'aéroplanes, envoyer une armée par delà la Manche. Je crois que les aéroplanes et les dirigeables ont un grand avenir, mais j'estime que beaucoup de perfectionnemens devront y être apportés d'ici là. »

Les peuples qui se croient menacés par les nouveaux progrès de la navigation aérienne ont donc largement le temps de se préparer à toute éventualité. Qu'ils n'oublient pas que le canon n'a pas encore dit son dernier mot et qu'ils prennent modèle sur l'Allemagne, où on s'occupe depuis assez longtemps, déjà, de construire des pièces capables de pulvériser les aéroplanes et d'anéantir les dirigeables. L'usine Krupp a, paraît-il, en ces derniers temps, fabriqué des canons que l'on peut placer sur un affût à deux roues ou sur un charriot automobile, et qui, sous un angle de 60°, lancent leur projectile à une hauteur considérable, 12 à 1 500 mètres, dit-on. Ces projectiles sont explosifs et lumineux, qualité essentielle pour pouvoir suivre leur trajet pendant la nuit et rectifier le tir; le jour, ce dispositif éclairant fournit une abondante fumée qui remplit le même objet. Des résultats fort intéressans ont été déjà obtenus : plusieurs ballons ont été détruits, non pas seulement par la mise en pièce de l'enveloppe, mais par l'inflammation du gaz intérieur.

Les cris d'alarme poussés par la presse d'Outre-Manche, les objurgations de Lockyer, l'article du Jules Verne anglais, Wells, — article qu'on pourrait intituler : *A quoi tient l'infériorité des habitans de la Grande-Bretagne?* — n'ont du reste pas l'importance que beaucoup leur ont attribuée. Nos voisins d'Outre-Manche savent que gouverner, c'est prévoir, et ils veulent, ils exigent que leur gouvernement gouverne; de là leurs cris, leurs virulentes philippiques. Les déclarations de leur ministre de la Guerre, huit jours après l'exploit du 25 juillet, ont dû leur donner toute satisfaction.

Après avoir fait remarquer que la France ne consacre annuellement que 1 200 000 francs environ aux progrès de l'aéronautique, — l'Italie y a consacré 2 000 000 cette année, — que l'Allemagne en est pour plus de 5 300 000 francs, sans compter les

souscriptions publiques (7 à 8 millions environ), M. Haldane annonce que l'Angleterre dépensera, dès cette année, 1 700 000 fr. pour la navigation aérienne appropriée à la défense nationale, et que, l'année prochaine, on fera plus, car il est de toute importance que l'Angleterre marche de l'avant, — et en avant, a-t-il sûrement pensé, en matière d'aéronautique. Il dit ensuite, et cette seconde partie de sa déclaration est pour nous la plus intéressante, que si les appareils de l'étranger se sont développés au point de vue mécanique, cela ne suffit pas au point de vue militaire, — tous les hommes compétens, on le voit, sont en complet accord; — que, jusqu'ici, les dirigeables rigides semblent seuls utilisables au point de vue naval, tandis que les dirigeables non rigides paraissent mieux appropriés aux services de l'armée; mais que ces derniers devront pouvoir s'élever beaucoup plus haut pour les services de reconnaissance, quoique de grands progrès aient été faits au point de vue de leur dirigeabilité. « La traversée de la Manche par M. Blériot, ajoute-t-il, les expériences des frères Wright en Amérique montrent que l'aéroplane pourrait devenir un instrument capable de rendre de grands services; il n'en est pas encore là (le général Brun a dit la même chose), et si l'armée anglaise était dotée de deux cents aéroplanes des types connus aujourd'hui, elle n'en serait guère plus avancée. Les progrès faits dans l'aéronautique, par l'Allemagne et par la France, ne nous inquiètent pas. Les autres nations avaient bien aussi une avance pour les sous-marins et les automobiles; or, l'Angleterre est aujourd'hui à la tête des nations pour les sous-marins, et bien près d'y être pour les automobiles... »

Citoyens de la Grande-Bretagne, vos consuls veillent. Dormez en paix!

P. Banet-Rivet.

LA
FIN D'UN ROMAN D'AVENTURE

LES DERNIÈRES ANNÉES D'ALI BEY EL-ABBASSI (1808-1818)

Deux hommes, à trois siècles d'intervalle, nous ont fait connaître le Maroc, et, par une coïncidence étrange, un même mystère recouvre leur destinée. Le premier était un Arabe né à Grenade vers 1495; il s'appelait El-Hassen ben Mohammed el-Ouzzâni. Or l'histoire a oublié ce nom pour ne retenir que celui de Jean Léon ou de Léon l'Africain que le pape Léon X lui avait donné à son baptême; il était devenu chrétien, presque Italien, et c'est dans cette langue que fut imprimée en 1551 à Venise sa fameuse *Descrittione dell' Africa*. Le second était né à Barcelone en 1766; il se nommait Domingo Badia. Il se trouve qu'à l'encontre du filleul du Léon X, c'est sous le nom arabe d'Ali Bey el-Abbassi qu'il a passé à la postérité, et c'est en français que cet Espagnol, devenu Arabe et presque musulman, a publié en 1814 le récit de ses voyages dédié au roi Louis XVIII.

Jean Léon, après avoir parcouru le Maroc et les autres parties du Maghreb, fut pris par des corsaires italiens qui le vendirent au pape Léon. Il vécut quelques années à Rome et, à la demande de son protecteur, il rédigea, d'après des notes manuscrites et d'après ses souvenirs, une description de l'Afrique du Nord, œuvre très remarquable, plagiée aux XVIe et XVIIe siècles par les auteurs de Théâtres du Monde ou de Cosmographies uni-

verselles et consultée encore aujourd'hui avec fruit. Jean Léon termine son livre vers 1525, puis il disparaît de l'histoire : ses biographes supposent qu'il retourna à l'islam et dut mourir à Tunis avant 1550.

Domingo Badia avait été envoyé au Maroc par Godoy, le prince de la Paix. Sa mission aventureuse se rattachait à un projet de mainmise sur l'empire chérifien conçu très à la légère par le favori de Charles IV. Il ne dépendit pas des qualités extraordinaires dont fit preuve Domingo Badia que ce chimérique dessein ne reçût un commencement d'exécution. Revêtu d'un superbe costume musulman et se donnant pour un prince syrien, l'envoyé de Godoy avait débarqué à Tanger le 29 juin 1803, sous le nom d'Ali Bey el-Abbassi. Reçu par le sultan Moulay Sliman, il en était devenu le confident et l'ami. Un train fastueux dont Godoy faisait les frais, une prodigalité orientale, une certaine science de l'islam, mais, par-dessus tout, le plus imperturbable sang-froid lui avaient fait acquérir sur les populations indigènes une autorité et un ascendant considérables. Cependant le makhzen finit par prendre ombrage de ce pseudo-musulman dont il n'arrivait pas à percer le mystère et, par mesure préventive, le fit embarquer précipitamment à Larache, le 13 octobre 1805. Ali Bey visita alors successivement la Tripolitaine, l'Égypte, l'Arabie et la Syrie. Quand il arriva à Constantinople, en 1808, l'Europe était bouleversée, et c'est à peine si sa patrie existait encore. La trace du voyageur se perd alors au milieu des commotions politiques. Cette seconde partie de la vie d'Ali Bey est restée inconnue, et l'on peut dire qu'elle fut ignorée de ses contemporains, de ses compatriotes et quelquefois même de ses proches ; des documens inédits ont permis de la reconstituer.

I

Ali Bey se trouvait à Bayonne en mai 1808. Tout ce qu'il avait pu voir au Maroc et dans les cours d'Orient de puissance autocratique était dépassé par le pouvoir absolu de Napoléon Ier. Sur un ordre, Charles IV et son fils Ferdinand VII avaient successivement signé leur renonciation à la couronne; une junte de commande avait prié Napoléon Ier de bien vouloir élever sur le trône d'Espagne son frère Joseph, le roi de Naples Ali Bey, habitué

à toutes les révolutions de palais, aux bouleversemens les plus étranges, avait peine à croire à la réalité des événemens qu'il apprenait ou qui se déroulaient devant lui. Sur le conseil de Charles IV, son ex-souverain, il avait sollicité une audience de Napoléon, avec l'espoir de faire accepter ses offres de service pour le Maroc; mais l'Empereur les déclina, estimant sans doute un peu compromettante l'audace de cet homme qui se disait plus maître du Maroc que le chérif régnant. Il se contenta de l'envoyer à son frère Joseph.

Ali Bey, redevenu Domingo Badia, cherchait vainement à qui s'adresser pour obtenir une récompense de ses services. Si on pouvait discuter la portée politique de sa mission, les résultats scientifiques de ses voyages étaient incontestables. Mais l'Espagne était trop bouleversée par les émeutes et l'occupation française pour faire attention à un homme dont elle eût acclamé le retour en des temps plus calmes. Le prince de la Paix, son puissant protecteur, avait sombré le premier dans la tourmente et Badia, loin de pouvoir se réclamer de lui, devait cacher ses anciennes relations avec le favori et son entourage. Où trouver d'ailleurs l'apparence d'un pouvoir régulier en Espagne en dehors du gouvernement que Napoléon venait d'improviser de toutes pièces à Bayonne et qui, escorté par la brigade du général Rey, s'acheminait vers Madrid? C'est à lui que se rallia Domingo Badia; il arriva à Madrid le 21 juillet 1808, précédant de quelques jours le roi Joseph, le ministère et la junte officielle. Perdu dans cette cour cosmopolite composée en majeure partie d'Italiens et de Français, il se sentait sans appui. Cependant, à Bayonne, Champagny s'était intéressé au voyageur et à ses travaux; il lui avait écrit à la date du 9 juillet la lettre suivante :

Aussitôt, monsieur, que les affaires qui vous appellent à Madrid seront terminées, vous pourrez vous rendre à Paris; il sera pourvu aux frais de votre route. Vous apporterez avec vous vos manuscrits et tous vos matériaux, et vous dirigerez à votre gré la traduction et l'impression de votre ouvrage. Tout ce que j'en ai vu me fait croire que la publication en sera utile, et je verrai avec plaisir, monsieur, que vous puissiez recueillir d'une manière honorable pour vous le fruit de vos travaux et de vos recherches.

Il était dur à l'orgueil de Domingo Badia qui, au Maroc, soulevait sur son passage l'enthousiasme des populations, de passer inaperçu, ignoré dans sa propre patrie. Aussi, avant de recourir aux bons offices de Champagny, voulut-il tenter de se

faire connaître. Il rédigea, le 23 juillet 1808, une notice autobiographique intitulée : *Relacion de meritos y servicios* qu'il adressa au roi Joseph. Il exposait brièvement, et avec quelques infidélités de mémoire, sa carrière administrative en Espagne avant son départ pour le Maroc ; puis, arrivant au récit de ses voyages, il en racontait toutes les péripéties : les sept déserts qu'il avait traversés, les deux naufrages auxquels il avait échappé, etc. Il s'étendait sur les services qu'il avait rendus à sa patrie en toutes circonstances et en particulier dans des missions politiques du plus grand intérêt, *en operaciones politicas del mayor momento;* il rappelait les liens d'amitié qui l'unissaient à trois souverains musulmans et aux principaux chefs turcs et arabes. Il prétendait que le roi Charles IV, en reconnaissance de ses services, l'avait élevé, le 16 août 1804, au grade de brigadier, mais que le brevet de sa nomination, gardé par le prince de la Paix, avait été égaré (1).

Le gouvernement du roi Joseph avait alors autre chose à faire que de s'occuper des états de services de Badia. Sous l'épouvante du désastre de Baylen, il se décidait à évacuer la capitale huit jours après y être entré. Domingo Badia resta à Madrid sans emploi et sans traitement, dans une situation très précaire, ayant à sa charge sa famille qui était sur le point de s'accroître d'un second fils. Il avait entre temps sollicité l'autorisation de se rendre à Paris pour préparer l'édition de ses ouvrages, ainsi que Champagny le lui avait demandé, mais cette permission lui avait été refusée. Enfin, le 26 septembre 1809, Badia, nommé intendant de Ségovie, fut attaché par un lien officiel au parti des *afrancesados* qu'il servit avec zèle, combattant avec acharnement les agissemens de la junte insurrectionnelle de Séville. Au lendemain de la défaite des Espagnols à Ocaña (19 novembre 1809), il faisait afficher sur les murs de Ségovie une proclamation où se lisait cette phrase ironique : *Tales son los triunfos que la junta de Sevilla prepara a sus desgraciados defensores*. Elle se terminait par cette objurgation cicéronienne : *Hasta quando, Españoles, prodigareis vuestras vidas en defensa de quatro hombres fanaticos o perversos que sacrifican la España a sus pasiones?*

Nul ne soupçonnait à Ségovie l'origine catalane du nouvel intendant aux manières orientales ; on savait confusément qu'il

(1) C'est en s'appuyant sur cette nomination que Badia prit plus tard le titre de général.

était circoncis; le peuple le croyait juif ou musulman; enfin cet *afrancesado* passait pour un franc-maçon et un impie. Mal secondé par la force armée, en butte à l'hostilité populaire, Domingo Badia rencontra de grandes difficultés dans l'accomplissement de ses fonctions, dont la principale était alors la concentration des approvisionnemens nécessaires aux troupes françaises. « J'espère, écrit-il néanmoins à Champagny le 20 décembre 1809, vous servir à quelque chose comme intendant de la province de Ségovie, mais je désirerais pouvoir le faire avec plus d'énergie et plus de moyens. »

Cependant le général baron Digeon, gouverneur civil et militaire de Cordoue et de Jaen, appréciant le zèle et l'intelligence de l'intendant de Ségovie, le fit désigner, le 5 avril 1810, pour la préfecture de Cordoue. Badia occupa un peu plus d'un an ce nouveau poste, après quoi il fut rappelé à Madrid par le ministère qui, resté de fait hostile au nouveau régime, voyait d'un mauvais œil ce fonctionnaire ayant des attaches et des protecteurs français. Mis en disgrâce et même « fort maltraité, » il prit le parti de se retirer en France. Le général Digeon, le regardant comme l'homme le plus capable de donner à l'Empereur des notions exactes sur la situation si troublée de l'Espagne, l'accrédita auprès de Daru par la lettre suivante :

Cordoue, 14 juin 1811.

Monsieur le comte,

Permettez que j'aie l'honneur de recommander à Votre Excellence M. Badia Leiblic, ancien préfet de Cordoue. Quoiqu'il n'ait cessé de donner des preuves de son zèle et de son dévouement au service de l'armée, qu'il ait toujours montré le plus grand dévouement à Sa Majesté l'Empereur et au service de Sa Majesté Catholique, le ministère espagnol et ses ennemis ne lui ont point tenu compte de ses services, et on lui a ôté sa place dans le moment où il y était le plus nécessaire. Je crains même que son crime ne soit d'avoir trop bien servi l'armée et d'être dévoué à notre cause.

Il a l'honneur d'être connu personnellement de Sa Majesté l'Empereur; il fut chargé d'une mission diplomatique de la plus haute importance dont il rendit compte en son temps; elle intéressait essentiellement Sa Majesté, et M. Badia, quoique Espagnol de naissance, était chargé d'une opération dont il rendait compte au ministère des Affaires extérieures qu'occupait alors le prince de Bénévent (1).

Si quelqu'un peut donner des notions exactes sur la situation des affaires civiles et politiques en Espagne, c'est M. Badia.

(1) Talleyrand avait recommandé, en 1803, le pseudo-Ali Bey à notre consul à Tanger, ignorant la mission politique confiée au voyageur par Godoy.

Je crois devoir à la vérité, au bien du service de Sa Majesté et au cas particulier que je fais de M. Badia, de prier Votre Excellence de faciliter à M. Badia le moyen de voir l'Empereur. J'ai l'honneur d'être connu de Votre Excellence depuis assez longtemps pour me flatter qu'Elle sera persuadée que je mets de côté tout esprit de parti, et que, si je n'étais pas convaincu des sentimens et des bonnes intentions de M. Badia, et assuré qu'il peut rendre les plus grands services, je ne lui demanderais pas avec instance de l'honorer de son appui.

J'ai l'honneur...

Le gouverneur des provinces de Cordoue et de Jaen.

Signé : le général baron DIGEON.

II

Le comte Daru ne semble pas avoir fait grand cas de la recommandation du général Digeon, car Badia n'obtint aucune audience de Napoléon et ne fut pas plus consulté sur les affaires de l'Espagne qu'il ne l'avait été autrefois à Bayonne sur celles du Maroc. On le trouve à Paris, à la fin de 1811, modestement installé, 25 quai des Grands-Augustins, et uniquement occupé de la publication de ses travaux qui, sous le titre de *Voyages d'Ali Bey el-Abbassi en Afrique et en Asie*, allaient être enfin édités à Paris, chez Didot, et à Londres, chez Longman. Une seule faveur officielle lui est accordée : Montalivet lui annonce, le 25 décembre 1813, que le ministère de l'Intérieur souscrira à 250 exemplaires des *Voyages d'Ali Bey* qui seront payés soixante francs chacun. Il rappelle l'engagement pris par l'auteur et l'éditeur de faire paraître l'ouvrage dans le courant de l'année 1814.

Entre temps, Badia fréquentait dans la colonie des réfugiés espagnols, où il retrouvait le colonel Francisco Amoros si mêlé autrefois avec lui à l'entreprise du Maroc ; il recherchait également la société des membres de l'Institut et était en relations suivies avec Delambre, Méchain, Beautemps-Beaupré, qu'il avait connus, lors de son premier séjour à Paris en 1802, avant son départ pour l'Afrique. Causeur de grande imagination, il aimait à développer, quand il trouvait des oreilles complaisantes, des théories scientifiques un peu hasardées que le voyageur anglais Bowdich appelle « des impostures éblouissantes. » L'Institut les jugeait sans doute avec moins de sévérité ; il s'intéressait à la prochaine publication des *Voyages d'Ali Bey*. Le 15 novembre 1813, Badia avait présenté à la classe des sciences une

notice abrégée de son exploration qu'une commission fut chargée d'examiner. Les comptes rendus manuscrits des séances de l'Institut portent à la date du 20 novembre : « M. de Rossel, au nom d'une commission, fait un rapport sur le mémoire de M. Domingo Badia, dans lequel ce savant donnait l'extrait de son voyage en Afrique et en Asie. La conclusion est qu'il y a à désirer que cet ouvrage paraisse bientôt ; en effet, on sait qu'il s'en occupe et qu'il doit former 8 volumes in-4° avec atlas (1). »

Enfin, s'il était besoin de donner une autre preuve de la valeur scientifique des voyages de Badia, il suffirait de mentionner que la *Connaissance des temps* inscrivit toutes les longitudes et latitudes résultant de ses observations astronomiques, et que, pour certains pays comme pour le Maroc, ces coordonnées géographiques ont été pendant longtemps les seules que nous ayons possédées.

On doit toutefois reconnaître que Domingo Badia, entraîné par une imagination ardente, échafaudait trop facilement des théories scientifiques à propos de ses voyages. C'est ainsi qu'un *Mémoire sur l'île Atlantide et sur l'existence d'une mer intérieure en Afrique* ayant été lu par lui, le 4 avril 1814, devant la première classe de l'Institut, MM. Cuvier, Humboldt et Rossel, nommés commissaires, déclarèrent qu'il ne serait pas fait de rapport sur ce mémoire.

C'était alors l'âge d'or des mémoires académiques, et l'on présentait aux diverses classes de l'Institut des « observations, » des « conjectures, » des « éclaircissemens, » sur les sujets les plus baroques et dans ce style grandiloquent qui nous paraît à distance si ridicule. Entre tous ceux que le besoin de notoriété avait incités à cette douce manie, on remarquait précisément un membre de l'Institut, grand ami de Badia, nommé Claude Izouard, mais se faisant appeler plus pompeusement de Lisle de Sales. Claude Izouard, qui avait appartenu à la classe de morale, s'était réfugié, depuis la suppression de cette classe, dans celle d'histoire et de littérature anciennes ; il s'était pris pour le pseudo-Ali Bey d'un enthousiasme exalté. Écrivant à l'éditeur anglais Longman pour lui recommander la publication des *Voyages d'Ali Bey*, il s'exprimait ainsi au sujet de son ami : « J'ai entendu moi-même, dans le corps académique dont je suis membre,

(1) La partie historique et descriptive des *Voyages d'Ali Bey*, la seule qui ait été publiée, ne comprend que trois volumes. La partie scientifique n'a pas paru

les mémoires pleins d'intérêt dont on nous a fait lecture... Il règne dans ces mémoires un intérêt majeur que son génie seul pouvait imprimer à tout ce qui est sorti de sa plume. »

Sans grands titres littéraires et scientifiques, Claude Izouard, protecteur de Badia, avait été appelé à faire partie de l'Institut lors de sa fondation. Type achevé de ce que Pasquier appelait « un rabobelineur de livres, » surnommé par ses contemporains « le singe de Diderot, » il avait publié en 1769 un ouvrage rempli de réminiscences et d'idées délayées, écrit dans un style insupportable d'emphase, et qu'il avait intitulé : *La Philosophie de la Nature*. Ce livre circulait obscurément, quand il fut dénoncé au Parlement qui, avec une rigueur inexplicable, condamna son auteur au bannissement perpétuel, sentence dont celui-ci appela et qui ne fut pas exécutée. Ce fut au retentissement immense qu'eut ce commencement de persécution, et nullement à son mérite, que Claude Izouard dut sa célébrité momentanée. Pour justifier et entretenir sa renommée, il crut nécessaire de surcharger d'une centaine de volumes la littérature de son siècle et d'infliger à ses confrères du « corps académique » le supplice d'innombrables et insipides mémoires, dont un « en faveur de Dieu. » On l'écoutait avec indulgence à l'Institut, à cause de son grand âge et de son extrême susceptibilité, et, comme il s'était plaint des coupures faites à ses communications dans les comptes rendus, il avait été invité à rédiger lui-même les extraits qui devaient en être publiés. De manières brusques et sauvages, affectant une grande négligence dans sa toilette, singeant Diogène après avoir singé Diderot, il vivait retiré à l'hôtel de Lorges, 95 rue de Sèvres, au milieu d'une bibliothèque de 36000 volumes qu'il avait formée avec plus de persévérance que de discernement et sur la valeur de laquelle il se faisait les plus grandes illusions.

Quelles qu'aient été les causes de l'amitié que le vieux et rébarbatif Claude Izouard témoignait à Badia, cette intimité tutélaire eut la conséquence la plus inattendue. Le « singe de Diderot, » âgé de soixante-douze ans, veuf depuis 1812, s'éprit d'une passion sénile pour la fille de Badia âgée de dix-huit ans et dans tout l'éclat de sa beauté andalouse (1) et catalane; il l'épousa le 26 novembre 1814.

(1) La femme de Badia, Maria Lucia Burruero, était de Séville.

III

Quelques mois auparavant, en juillet, les *Voyages d'Ali Bey* avaient paru à la librairie Didot. Le roi Louis XVIII avait acquitté les promesses faites sous l'Empire par le comte de Montalivet à l'auteur, et celui-ci reconnaît dans une dédicace que la publication de l'ouvrage est due à la munificence royale. Cette dédicace est signée : « l'éditeur B..., » car Domingo Badia, qui gardait toujours l'espoir de retourner en pays musulman, n'avait pas voulu démasquer dans le récit de ses voyages le personnage d'Ali-Bey qu'il avait si bien joué pendant cinq ans. L'*Avis de l'éditeur*, qui suit la dédicace et dont il est également l'auteur, reproduit en partie la fiction qu'il avait inventée sur son nom et son origine. L'ouvrage débute à la manière musulmane, par une invocation à Dieu. Au cours de son récit, l'auteur parle toujours avec la gravité d'un croyant de ses ablutions, de ses jeûnes, de ses prières, ainsi que de ses opinions sur les points de doctrine controversés. Le pseudo-Ali Bey n'avait sans doute pas la prétention de faire accepter son *bluff* par le public tout entier, et, comme l'écrivait l'*Eclectic Review*, « l'homme et ses feintes étaient éventés dans une mesure suffisante ; » mais il jugeait prudent de ne pas dévoiler *urbi et orbi* tous les détails de son imposture, et l'on ne saurait lui en faire un grief, étant donné les nombreuses relations qu'il avait conservées dans le monde musulman et le désir qu'il avait de reparaître un jour en Asie et en Afrique.

Faut-il reprocher davantage à Domingo Badia d'avoir servi avec le même zèle les divers gouvernemens qui se succédèrent soit en Espagne, soit en France? Ils furent rares, bien rares, les hommes qui, en ces temps troublés, s'isolèrent du pouvoir, « ne voulant pas que leur personne fût exposée à passer dans un jour d'une main à l'autre comme une courtisane. » Badia avait servi successivement en Espagne Charles IV et le roi Joseph. Réfugié en France, il avait recherché la protection de Napoléon. Le 8 mai 1814, il écrivit à Ferdinand VII, rentré à Madrid, pour déposer l'hommage de sa fidélité aux pieds du monarque légitime de l'Espagne; il se défendait d'avoir jamais sollicité un emploi du roi Joseph; s'il avait été nommé intendant de Ségovie, c'était sans l'avoir demandé, *sin pedirlo*. La déportation en

masse des *afrancesados* vint le fixer sur ce qu'il fallait espérer de générosité du despote Ferdinand VII. C'est alors que Badia, renonçant définitivement à sa patrie, se tourna vers le nouveau gouvernement de la France.

Louis XVIII, on l'a vu, avait accepté la dédicace des *Voyages d'Ali Bey*, où l'auteur saluait le retour du Roi « que la Providence touchée des malheurs de l'humanité avait ramené sur le trône de saint Louis et de Henri IV. » Estimant que cette dédicace et l'avant-propos de l'ouvrage, par leur forme un peu mystérieuse et par la fiction qu'il avait cru devoir conserver, étaient peu propres à renseigner sur sa personne et ses antécédens, Badia rédigea une fois de plus un de ces mémoires autobiographiques où il détaillait avec complaisance tous les services qu'il avait rendus, prenant sa revanche du mystère qu'il aimait par ailleurs à entretenir sur sa personne. Ce mémoire, daté du 8 novembre 1814, est précédé de renseignemens généalogiques sur la famille Badia; il est intitulé : « Notes sur le chevalier Badia, sa famille et celle de madame son épouse. » C'était la première fois que notre Catalan prenait du *chevalier;* il justifiait ce titre par des preuves très complètes qui le rattachaient comme origine à la famille française Abadie ou Abbadie; malheureusement, les documens avaient été déposés autrefois dans une abbaye au fond de l'Andalousie, et la notice était rédigée de souvenir. On ne peut s'empêcher de rapprocher cette généalogie espagnole de la généalogie arabe si habilement improvisée pour le personnage d'Ali Bey el-Abbassi, et l'on conserve quelques doutes sur son authencité, bien que l'auteur en « certifie et atteste la vérité sur son honneur. » Badia était inconsciemment victime d'une excessive activité de l'imagination, et la longue habitude qu'il avait contractée du déguisement physique et moral le portait à habiller un peu la vérité.

Les Cent jours vinrent interrompre les projets de Badia, décidé à solliciter une mission du gouvernement de la Restauration. Quand le calme fut rétabli, le 22 octobre 1815, il fit remettre au duc de Richelieu, ministre des Affaires étrangères, un exemplaire de ses voyages, accompagné de deux mémoires : un sur les services rendus par lui à la France dans le Levant et un autre sur la *Colonisation de l'Afrique*. En avril 1816, Badia, ayant lu dans les journaux la proposition faite à la Chambre des pairs par Chateaubriand pour la destruction de la piraterie barbaresque,

écrivit de nouveau au duc de Richelieu; il exposait ce qu'il y avait de chimérique dans ce projet ainsi que dans celui de l'amiral Sydney Smith qui s'était fait, au Congrès de Vienne, le protagoniste d'une croisade européenne contre la piraterie; il insistait sur l'adoption de son plan « qui donnerait à la France les riches colonies africaines des Grecs, des Romains et des Goths, sans qu'il en coûtât une goutte de sang français. »

Un deuil prévu, et qui paraît avoir été léger, vint momentanément donner un autre cours à ses idées : le vieux Claude Izouard mourut le 23 septembre 1816, et Badia en profita pour s'installer à l'hôtel de Lorges, avec la mission facile de consoler celle qu'il appelait familièrement « la petite veuve. » Les 36000 volumes formant la bibliothèque de Claude Izouard n'avaient pas trouvé d'acquéreur, malgré la réclame faite par celui-ci dans les dernières années de sa vie. Badia, enclin à l'exagération et majorant le prix attribué par son gendre à cette bibliothèque, y voyait déjà une grosse fortune. C'était d'ailleurs la seule laissée par le défunt, et il devenait d'autant plus urgent de la réaliser que la gêne commençait à se faire sentir dans la famille. Les démarches faites pour arriver à se défaire avantageusement de la bibliothèque d'Izouard occupèrent près d'un an l'activité de Badia. Il était lié avec Barbier, le bibliothécaire du Roi, et il espérait la lui faire acheter 100000 francs. « Une somme de 20000 francs en plus ou en moins, lui écrivait-il le 17 juin 1817, n'est rien aux yeux d'un prince et elle est tout pour l'existence d'une pauvre veuve... » La négociation n'aboutit pas.

Force fut à Badia dénué de ressources de s'adresser au duc de Richelieu pour obtenir une pension. Sa lettre étant restée sans réponse comme les précédentes, il renouvela sa demande (juillet 1817), s'étonnant qu'on n'eût pas examiné son projet de *colonisation africaine*. Faisant allusion à des services plus ou moins imaginaires qu'il aurait rendus à la France dans ses précédens voyages, il se plaignait avec amertume. « Ma famille, écrivait-il, vit dans la misère, pendant que l'État et le commerce de France jouissent journellement des millions qui sont le fruit de mes travaux et de mes services. »

IV

Il devenait manifeste que le ministre des Affaires étrangères ne voulait pas accueillir les propositions de Badia; il estimait sans doute que son département avait à faire face à assez de difficultés, sans s'exposer aux complications qui pouvaient naître de l'ambitieuse initiative de l'aventurier catalan. Peut-être aussi conservait-on à celui-ci quelque rancune du rôle de dupe qu'il avait fait jouer autrefois à Talleyrand. On conseilla à Domingo Badia de s'adresser à Molé, ministre de la Marine. Il lui écrivit, le 23 novembre 1817, rappelant une fois de plus ses voyages en Afrique et en Asie, ses fonctions administratives en Espagne sous le roi Joseph, la publication de ses travaux, ses offres de service à Ferdinand VII, etc., etc. Sa lettre se terminait ainsi :

J'attendais encore que les gouvernemens auraient profité de mes vues et de mes travaux politiques en Afrique, mais, détrompé de cette espérance et désirant profiter du peu d'années de vigueur qui me restent pour rendre au moins aux sciences un des plus grands services qu'on puisse leur rendre en faisant un voyage de découvertes au centre de l'Afrique, puisque je suis l'unique Européen qui puisse l'entreprendre avec succès, en raison des circonstances qui se réunissent en ma personne, j'ai l'honneur de soumettre à V. E. la proposition ci-jointe que je m'engage à porter à effet, si le gouvernement daigne l'accepter. Ce sera signaler l'an 1818 et le règne de Sa Majesté Louis XVIII par une opération qui fera époque dans l'histoire des sciences.

Daignez, monseigneur, protéger cette belle entreprise.

Comme on le voit par cet extrait de sa lettre, Badia renonçait au moins momentanément à ses desseins politiques et ne sollicitait plus qu'une mission ayant un caractère scientifique. Une ordonnance royale en date du 20 décembre 1817 nous fait d'ailleurs connaître le texte des propositions qu'il avait soumises au comte Molé, et il est intéressant de la reproduire *in extenso* parce qu'elle nous éclaire en même temps sur la nature et les conditions de la mission que le gouvernement se décidait enfin à lui confier.

LOUIS, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre,

Nous étant fait mettre sous les yeux la proposition du général Badia qui offre :

1° D'entreprendre la traversée entière de l'Afrique d'Orient en Occident par son centre ou sur les parallèles de dix à quinze degrés de latitude Nord ;

2° D'employer trois années à ce voyage, savoir : la première au pèlerinage de La Mecque et les deux autres à la traversée d'Afrique, en entrant par l'Abyssinie, passant par le Darfour, remontant le cours du Niger et sortant par le Sénégal ;

3° De faire donation à l'État des papiers et collections, notes, cartes et dessins recueillis dans ses voyages antérieurs et disséminés dans les diverses contrées qu'il a parcourues ;

Nous étant fait rendre compte en même temps des demandes formées par le général Badia, tant pour lui que pour sa famille et qui se trouvent jointes à sa proposition ;

Considérant les avantages qui peuvent résulter pour les sciences en général et pour notre colonie du Sénégal en particulier du voyage projeté par le général Badia ;

Considérant surtout que l'existence qu'il a déjà eue en Afrique, le séjour qu'il y a fait, les relations qu'il y a entretenues, font de lui le seul individu peut-être qui puisse l'entreprendre avec succès ;

Considérant combien il importe de ne pas laisser échapper cette occasion d'accorder aux sciences et à ceux qui les cultivent toute la protection et tout l'encouragement qu'ils ont droit d'attendre de nous ;

Vu le rapport de la commission formée par notre ministre de la Marine et signé de MM. Cuvier, Delambre et de Rossel, dans lequel ces trois savans font ressortir tous les avantages qu'il est permis d'espérer de l'entreprise du général Badia ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la Marine et des Colonies.

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article premier. — La proposition sus-mentionnée du général Badia est acceptée aux clauses et conditions suivantes :

1° Il se mettra en route dans le courant de janvier prochain et devra être de retour au 1er janvier 1821 ;

2° Il consacrera la première année au pèlerinage de La Mecque, et les deux autres à la traversée d'Afrique, en entrant par l'Abyssinie, passant par le Darfour, remontant le cours du Niger et sortant par le Sénégal ;

3° A son retour, il soumettra les résultats de son voyage à notre ministre de la Marine, qui les portera à l'examen d'une commission formée de trois membres de l'Institut, lesquels donneront leur avis sur les notes et documens recueillis par le voyageur et s'assureront jusqu'à quel point il a rempli ses engagemens et exécuté son projet.

Art. 2. — Le fils aîné du général Badia, lieutenant d'artillerie au service d'Espagne, sera admis à notre service à son grade et dans la même arme.

Art. 3. — En cas de mort du général Badia, et pendant son voyage, il sera accordé à sa femme ou veuve, une somme annuelle de 3 000 francs, sur les fonds coloniaux, laquelle somme, en cas de mort de ladite veuve, sera réversible au fils cadet (Joseph) du général Badia et continuera d'être payée audit Joseph, sa vie durant.

Art. 4. — Il est accordé au général Badia et sur les mêmes fonds coloniaux un traitement annuel de 10 000 francs dont une année lui sera payée d'avance, au moment de son départ, et deux années lui seront comptées à

Saint-Jean-d'Acre, au mois de juillet 1818, en mahboubs ou sequins d'or turcs.

Art. 5. — Il sera fourni sur les mêmes fonds coloniaux, et avant son départ, au général Badia, les instrumens dont les noms suivent :

1° Un cercle de réflexion ;
2° Un petit sextant avec son horizon artificiel;
3° Une lunette achromatique de trois pieds;
4° Une lunette de deux pieds et une autre d'un pied;
5° Un chronomètre de poche et deux montres à secondes ;
6° Une petite boussole.

Art. 6. — Au retour du général Badia et en cas de succès complet de son entreprise, nous nous réservons de faire imprimer à nos frais son voyage et de donner, tant à lui qu'à sa famille, des marques de notre munificence et de notre haute protection.

Art. 7. — Notre ministre secrétaire d'État de la Marine et des Colonies et notre secrétaire d'État de la Guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries le 20 décembre de l'an de grâce 1817 et de notre règne le vingt-troisième.

Signé : Louis.

Par le Roi :
Le Ministre secrétaire d'État de la Marine et des Colonies,
Signé : Comte Molé.

Le rêve de Badia se réalisait en partie: il allait revivre cette vie arabe à laquelle il aspirait depuis dix ans; il allait enfin redevenir Ali Bey. En des termes d'une emphase tout espagnole, il écrivit au comte Molé pour le remercier. A travers l'expression pompeuse de sa reconnaissance, on sent néanmoins percer le regret d'avoir à renoncer à ses conceptions politiques ; il ne peut s'empêcher de rappeler l'intérêt capital que son projet présentait pour la France et il insiste à nouveau pour que sa patrie adoptive veuille bien l'examiner. Quel était donc ce grand dessein qui lui tenait tant au cœur et que le duc de Richelieu avait repoussé par prétérition? Il faudrait, pour répondre avec détails à cette question, connaître le *Mémoire sur la colonisation africaine* où le plan devait être exposé tout au long. Ce document n'a pu être retrouvé, mais il est facile d'en rétablir le contenu d'après la correspondance de Badia. Il s'agissait d'établir la domination de la France sur le Maroc et les régences d'Alger et de Tunis, en détruisant du même coup la piraterie barbaresque. Détrôner le Chérif, renverser le dey et le bey, tout paraissait possible à l'aventureux Badia avec l'ascendant qu'il se sentait capable de reprendre sur les populations musulmanes. On jugera de l'im-

portance qu'il attachait à cette chimérique entreprise par les divagations de sa lettre au comte Molé, dont nous respectons le style.

Monseigneur,

Votre Excellence a rouvert pour moi la carrière de la gloire en obtenant de Sa Majesté l'adoption de mon plan scientifique sur l'Afrique. Mon âme satisfaite par l'entreprise d'une opération extraordinaire, dont le résultat sera peut-être doué des plus vastes conséquences, n'ambitionne d'autre but que la réussite de cette expédition glorieuse. Oui, Monseigneur, je le jure à Votre Excellence, mon ambition reste pleinement satisfaite avec l'entreprise que Sa Majesté a daigné confier à mon zèle.

Mais, sur le moment de partir, je dois manifester à Votre Excellence et à Sa Majesté mon âme tout entière; je dois rappeler au gouvernement qui me protège, qui fut aussi la patrie de mes ancêtres (Abbadie), mes idées politiques sur l'Afrique. La chose est d'une importance si majeure que je ne me lasse de réclamer l'attention du gouvernement sur cet intérêt du premier ordre pour l'État. Tel est l'objet des dix papiers ci-joints que je soumets à Votre Excellence pour en faire l'usage qu'elle estimera convenable. Ce n'est pas mon intérêt qui me dicte cette démarche. Si mon âme fusse capable d'une action si basse, il y a déjà onze ans que je me trouverais à la tête de l'Afrique septentrionale, ou au moins, cédant aux désirs du roi Charles IV, il y a treize ans que je serais en Europe comblé de richesses. Je n'ai pas voulu établir ma fortune sur des crimes, et la presque indigence a été la récompense de mes principes. Je pourrais citer à Votre Majesté plusieurs témoins bien marquans de ces vérités; peut-être qu'un jour elles occuperont quelques lignes dans l'Histoire. Enfin, Monseigneur, ce n'est pas mon intérêt, c'est l'intérêt de la France, l'intérêt de l'Europe, l'intérêt de l'humanité entière, qui me dicte cette démarche.

J'espère que Votre Excellence appréciera la pureté de mon intention; mais il faut penser qu'une fois cette occasion perdue, les siècles passeront, et peut-être il ne se présentera une autre semblable; et nos neveux regretteront l'insouciance de leurs aïeux sur un objet de si haute importance.

Qu'on n'oppose pas le système de la légitimité si justement adopté en Europe; le poignard est le titre légitime à Alger et au Maroc, et, si les droits de succession dussent prévaloir en Afrique, le monarque légitime du Maroc se trouve exilé au Caire et pensionné par moi-même.

Qu'on n'oppose pas non plus les intérêts croisés des puissances d'Europe et particulièrement de l'Angleterre. Si on voulait s'occuper sérieusement de cet objet que je réclame inutilement, il y a deux ans, je m'enhardis à prédire qu'un petit congrès de peu de jours aurait suffi pour s'entendre, et les ambitions partielles auraient resté satisfaites au profit même du bien général. Je ne parlerai pas du système machiavélique qui établit, en principe d'utilité, le despotisme et la piraterie barbaresque; le temps fera justice de cette erreur politique et on regrettera l'occasion perdue pour soulager l'humanité souffrante.

Enfin, Monseigneur, je laisse entre les mains de Votre Excellence ces papiers, la priant de les garder comme une dernière effusion de mon cœur

pour ma nouvelle patrie que je dois idolâtrer, puisque ma patrie naturelle, convertie en marâtre pour moi et aveuglée pour elle-même, me repousse. Je pars, mais je recevrai avec enthousiasme les ordres de Votre Excellence à Constantinople ou en Syrie.

Agréez, etc...

Signé : Général Badia.

Paris, le 4 janvier 1818.

Deux jours après cette lettre, Badia rédigeait ses dernières volontés. Son testament commençait par l'invocation suivante que n'eût pas désavouée un vrai musulman : « Au nom du Dieu tout-puissant, éternel, immense, miséricordieux. » Il recommandait surtout aux siens de protéger son plus jeune fils âgé de dix ans et estropié de naissance. Ces dispositions prises, il quitta Paris en février 1818, se rendant à Constantinople. Il avait modifié son nom arabe et se faisait appeler El-Hadj Ali Abou Othman, c'est-à-dire : le pèlerin Ali, père d'Othman. Le pèlerinage de La Mecque, qu'il avait accompli en 1807, lui donnait droit au premier qualificatif; il avait adopté le second pour les besoins de la cause : il eût été, en effet, aussi invraisemblable que contraire à la loi islamique qu'un musulman de son âge, — il avait cinquante ans, — fût resté célibataire. L'existence de ce fils Othman, sur laquelle nous aurons à revenir, était une nouvelle fiction.

V

Le 21 mars 1818, El-Hadj Ali se présente à Constantinople au marquis de Rivière, notre ambassadeur auprès de la Porte; on lui fait le meilleur accueil; le marquis de Rivière et le vicomte de Marcellus, secrétaire d'ambassade, se montrent très intéressés par les récits du voyageur. « Il m'a dit, écrit Rivière au duc de Richelieu, qu'il vous avait vu, m'a prouvé qu'il méritait d'être entendu pour le présent et pour l'avenir, et m'a fait regretter de n'avoir pas eu par lui un mot de V. E. Il m'a dit qu'il ne correspondait qu'avec le comte Molé et le comte Decazes (1). »

On voit par cette lettre que le duc de Richelieu était resté jusqu'au bout étranger à la mission confiée à Badia et n'avait pas voulu l'accréditer auprès de notre ambassade. Le marquis de Rivière, qui n'était pas au courant de l'attitude adoptée par son

(1) Le comte Decazes était alors ministre de la police.

ministre, le priait de lui dire un mot « du voyageur arabe » dans une prochaine dépêche.

De Constantinople, Badia gagna Tripoli où il arriva le 9 juin. Après un court séjour dans cette ville, il partit pour Damas où se concentrait la caravane de La Mecque avec laquelle il comptait accomplir son second pèlerinage. Ce fut pendant son séjour à Damas qu'il alla voir une femme dont la vie étrange avait plus d'une analogie avec l'existence qu'il avait menée lui-même au cours de ses précédens voyages et qu'il s'apprêtait à recommencer. Lady Hester Lucy Stanhope, la nièce de Pitt, pour des motifs restés mystérieux, s'était expatriée en 1810 et était venue se fixer en Syrie. Éprise de domination, de solitude et d'indépendance, exaltée jusqu'à la déraison, elle avait fui la société des chrétiens et ne fréquentait que les musulmans dont elle était vénérée. Avec de l'or habilement distribué, elle avait amené à ses pieds Turcs, Druses et Arabes. Ayant renoncé aux vêtemens de son sexe, elle était coiffée d'un turban, portait un large pantalon et une tunique à manches ouvertes et flottantes; un yatagan était pendu à sa ceinture; elle parlait correctement l'arabe et s'était fait instruire du Coran. La religion qu'elle s'était composée était un mélange confus de christianisme, d'islamisme et de judaïsme. Au commencement de l'année 1818, elle était venue habiter le village de Djouni dans un des sites les plus sauvages et les plus inaccessibles du Liban. Retirée dans ce nid d'aigle, préservée de la curiosité importune des Européens, elle donnait carrière à ses goûts d'autorité, ayant un bourreau à ses gages et faisant empaler sur deux énormes pieux plantés devant sa porte ceux qu'elle condamnait au dernier supplice. La Porte, prétendait-on, avait secrètement reconnu son pouvoir. Si une entrevue dut être piquante, ce fut assurément celle de Domingo Badia avec lady Hester Stanhope, tous deux transfuges de la civilisation, épris de la vie aventureuse et plus ou moins sectateurs de l'islam. Malheureusement, les détails manquent sur la rencontre des deux augures, et il serait puéril de restituer d'imagination la scène qui dut se passer entre eux. Les lettres de Badia, fort rares pour cette époque, ne font aucune mention de ses visites à lady Hester Stanhope, et nous les connaissons seulement par les *Souvenirs d'Orient* du vicomte de Marcellus.

D'après cet auteur, Badia aurait confié à lady Stanhope qu'il

avait laissé au Maroc un fils nommé Othman Bey dont la mère était la propre sœur du sultan Moulay Sliman. Que cette confidence ait été faite ou non, les affirmations d'Ali Bey n'en resteraient pas moins très suspectes. Badia, imposteur par la nécessité de son rôle et par une seconde nature, se plaisait dans les fictions, et c'est ainsi qu'il aura pastiché inconsciemment le conte des *Mille et une Nuits* où sont racontées les amours de Giafar avec la sœur de Haroun er-Rechid. Une telle intrigue est en contradiction avec plusieurs passages des *Voyages d'Ali Bey*, et d'ailleurs contraire à toute vraisemblance. Badia n'eut pas au Maroc d'épouse légitime; il dut, pour se conformer à l'usage musulman, accepter à Fez une jeune négresse comme concubine, mais « la pauvre femme, raconte-t-il, a été sans doute bien trompée dans son attente, car je ne sais pour quel motif je n'ai pu parvenir à vaincre ma répugnance. » On sait également qu'il avait respecté les deux femmes du sérail chérifien que Moulay Sliman lui avait envoyées en présent.

Le 21 juin 1818, trois lettres de Badia à sa famille nous représentent le voyageur en parfaite santé, rajeuni par la chaleur du climat: *los climas calientes me rejuvenezen*, écrivait-il. Il se préoccupait de la situation des siens: quelle solde touche « l'artilleur(1)? » « La petite veuve » a-t-elle vendu la bibliothèque d'Izouard et réalisé quelques ressources? Comment va « l'invalide (2)? » Quinze jours après, Badia était pris d'une violente dysenterie; il peut écrire encore à sa famille le 16 août et annonce que, malgré son état, il va se mettre en route pour La Mecque; il espère que l'air du désert lui fera du bien. Porté dans une litière, il fit, au prix de cruelles souffrances, les premières étapes du pélerinage, puis, le mal empirant, il dut s'arrêter à Kalaat el-Belka (3) où il mourut le 30 août 1818. Soutenant son rôle de pieux musulman jusqu'à sa dernière heure, il légua une somme de 13 000 piastres aux pauvres des villes saintes, La Mecque et Médine. Peu de temps avant sa mort il avait déclaré devant témoins qu'il était habitant de Tétouan et qu'il avait laissé dans cette ville deux garçons et une fille. Ses serviteurs, assistés des pèlerins du Maghreb en compagnie desquels il avait voulu voyager, lui rendirent les derniers devoirs; ils confièrent à l'amin des Maghre-

(1) Son fils aîné, officier au corps royal d'artillerie.
(2) Son second fils, qui, comme on l'a dit, était né estropié.
(3) Point situé sur la route de Damas à La Mecque, au sud de El-Mezeirib.

bins les instrumens et les papiers du défunt et reprirent avec la caravane le chemin de La Mecque.

La nouvelle de la mort de Badia fut portée à la connaissance du comte Molé par une dépêche de M. Regnault, notre consul à Tripoli, en date du 9 novembre 1818. Le ministre prescrivit de faire toutes les démarches nécessaires pour recouvrer les papiers et les instrumens du voyageur. Ce fut sans succès. « Ceux qui détiennent ces objets et ces papiers, écrit le consul, pensent qu'il n'appartient pas à un chrétien de réclamer la succession d'un musulman. » Quant à faire intervenir l'ambassade, le consul ajoutait fort sagement : « Celle-ci hésitera peut-être à faire connaître au gouvernement turc l'intérêt que peut prendre le gouvernement français au pèlerinage à La Mecque d'un musulman du Maroc (1). »

En France, le gouvernement tint cachée la mort de Badia le plus longtemps possible, et la nouvelle ne s'en ébruita que très lentement. Dix ans après, il se trouvait encore beaucoup de personnes pour la révoquer en doute. On prétendait que « le voyageur arabe » avait lui-même fait répandre ce bruit dans l'intérêt de sa mission, et cette opinion était vraisemblable pour qui connaissait ses feintes et son continuel besoin de mystifier. Les parens de Badia étaient eux-mêmes dans le doute sur son sort, car le voyageur, ayant annoncé qu'il s'engageait dans le désert, et qu'il ne pourrait de longtemps ni écrire, ni recevoir des lettres, ils ne s'inquiétaient pas de son silence. Le 24 août 1820, le lieutenant d'artillerie Pierre Badia ignorait encore la mort de son père, et, écrivant de sa garnison de La Fère au général Evain pour solliciter l'autorisation de passer son congé à Paris, il terminait ainsi sa lettre : « Daignez, mon général, avoir égard dans l'occasion à un ardent militaire dont le père sacrifie sa vie dans une mission périlleuse entreprise pour le service du Roi. » Le général, transmettant cette demande au ministre, ajoutait : « On est depuis longtemps sans nouvelles de son père voyageant à l'étranger pour le compte du gouvernement. » Le 26 décembre 1829, le baron d'Haussez, ministre de la Marine, répondait à ce même lieutenant Badia, qui lui demandait un acte de décès de

(1) Il semble cependant que le consul ne fit pas en cette occasion preuve d'un grand zèle, car divers objets ayant appartenu à Badia furent rachetés par lady Stanhope et d'autres par le P. Francisco Vilardell, supérieur du couvent des Franciscains espagnols à Damas

son père, que les renseignemens parvenus au ministère ne lui permettaient pas de délivrer l'acte authentique qui lui était réclamé.

D'après lady Stanhope, le voyageur El-Hadj Ali aurait été empoisonné par un paquet de rhubarbe. Pour ne rien ajouter ni rien retrancher à cette version, il est préférable de citer la conversation textuelle qu'eut sur ce sujet le vicomte de Marcellus avec celle qu'on appelait la reine de Tadmor.

— Que n'avez-vous pu, lui demanda M. de Marcellus, porter vos secours au malheureux voyageur Ali Bey ?

Lady Stanhope s'émut à ce nom.

— Vous renouvelez, dit-elle, toute ma douleur. Pauvre Ali ! Combien l'ai-je regretté ! Mais soyez franc, ajouta-t-elle après un moment de silence, avez-vous ordre de me parler d'Ali Bey ?

— J'ai l'honneur de vous répéter, milady, que ma visite auprès de vous est entièrement désintéressée, et ce n'est point un article de mes instructions. Mes questions relatives à Ali Bey, que j'ai connu, viennent d'un homme qui s'intéressait vivement au résultat de sa dernière expédition.

— Eh bien ! monsieur, reprit lady Stanhope, je crois que Dieu vous envoie pour me délivrer d'une véritable peine et je me confie entièrement à vous. J'ai une lettre qu'Ali Bey m'écrivit peu d'heures avant de mourir. J'ai aussi un paquet de rhubarbe empoisonnée à laquelle il croit devoir sa mort. Il a voulu que ces deux objets fussent envoyés au ministre de la Marine en France. Jusqu'ici je n'ai osé les confier à personne. Promettez-moi que vous les remettrez à lui-même, quelle que soit l'époque de votre retour à Paris, et les dernières volontés du voyageur seront ainsi accomplies.

« Ma première pensée en apprenant sa mort, dit-elle au vicomte de Marcellus, fut de croire à quelque vengeance des musulmans. Dans son premier voyage publié à Paris, il avait dévoilé les mystères de La Mecque et décrit en détail le tombeau de Mahomet qu'il avait été admis à vénérer sous ses habits orientaux. On avait pu chercher à punir une telle indiscrétion, mais je sus bientôt qu'il n'en était rien, et lui-même attribue sa mort à d'autres causes. » S'il faut en croire lady Stanhope, Ali Bey aurait été « victime du poison et de la jalousie des Européens, » et par ce dernier mot elle entendait désigner les Anglais.

A côté de cette version émanant d'une femme qui avait pris ses compatriotes en horreur et qui était portée, par son imagination, à accueillir toute nouvelle tragique, il faut placer le témoignage du P. Francisco Vilardell, supérieur des Franciscains espagnols à Damas, et qui vit Ali Bey en août 1818. D'après ce religieux, la santé du voyageur était alors tellement

ébranlée que M. Chabasson, le médecin français qui lui donnait ses soins, l'engagea avec instances à remettre à une autre année son voyage de La Mecque. Ali Bey, qui n'avait pas écouté ce conseil, serait mort de la dysenterie dans les premiers jours de septembre, à deux journées de marche de El-Mezeirib (1). Le témoignage du P. Vilardell, celui de notre consul M. Regnault, enfin les propres déclarations de Badia qui, le 16 août, écrivait aux siens qu'il se sentait très gravement malade *extremamente malo*, semblent établir que la destinée extraordinaire d'Ali Bey s'est terminée par une mort naturelle, et qu'il est inutile d'accuser en la circonstance « le poignard de Birmingham. »

Peu connu de ses contemporains en raison de la nature secrète des missions qui lui furent confiées, Badia fut presque ignoré dans sa propre patrie : l'Espagne découvrit seulement en 1833 « que le vaillant prince Ali Bey n'était autre que D. Domingo Badia y Leblich, natif de Barcelone ; » elle s'empressa alors de faire faire une édition espagnole des *Voyages d'Ali Bey* qui avaient été déjà traduits dans les principales langues de l'Europe.

Domingo Badia, sous son nom ou sous son surnom d'Ali Bey, est donc très rarement mentionné dans les *Mémoires* du temps, et il ne faut guère compter sur cette source habituelle d'informations pour tracer de lui un portrait définitif. Deux voyageurs anglais, Jackson, en 1820, et Bowdich, en 1821, furent les premiers à appeler sur Ali Bey l'attention du public. Jackson donne surtout des détails sur le séjour du voyageur au Maroc ; les anecdotes qu'il raconte, généralement de provenance indigène, sont sujettes à caution ; il ne se compromet d'ailleurs pas par une appréciation d'ensemble du personnage, et il se borne à constater qu'il possédait des aptitudes peu communes : *this gentleman possessed abilities of no ordinary degree.* Très suggestif est, au contraire, dans sa forme dénigrante et un peu brutale, le jugement porté sur l'homme par Bowdich. « Badia, écrit-il, fut un gascon en politique et un charlatan en science. » Les conceptions politiques de Badia n'étaient pas à proprement parler des gasconnades, car lui-même était la première dupe de

(1) Le P. Vilardell prétendait tenir du chef de la caravane que les serviteurs qui avaient dépouillé le corps d'Ali Bey pour procéder aux ablutions rituelles, avaient trouvé une croix sous ses vêtemens ; cette découverte ayant révélé l'origine chrétienne du voyageur, celui-ci aurait été privé de la sépulture musulmane.

ses chimériques projets. Quant au reproche de charlatanisme scientifique, il est absolument injustifié ; l'Institut, nous l'avons vu, le qualifiait de savant ; les connaissances variées et étendues qu'il réunissait étaient alors, — et l'on peut ajouter sont encore aujourd'hui, — fort rares chez les voyageurs ; les travaux d'Ali Bey furent précieux pour la science et en particulier pour la géographie du Maroc.

Il faut en réalité distinguer deux hommes dans Domingo Badia. Comme explorateur en pays arabe, nul ne saurait lui être comparé, nul autre n'est arrivé à jouer le musulman en si grande perfection ; la fiction finit même par emporter la réalité, le rôle arriva à suggestionner l'acteur, à ce point qu'au Maroc comme à La Mecque, Badia était devenu pour les autres et pour lui-même un véritable voyageur arabe. Ce qu'il fallut de sang-froid, de maîtrise de soi-même, de perspicacité pour en imposer aux populations musulmanes, ceux-là seuls peuvent s'en rendre compte qui connaissent l'excessive méfiance des lettrés et des pharisiens de l'islam.

Mais au héros d'aventure on doit opposer l'homme rentré dans la vie commune. Pourquoi faut-il que les circonstances obligent de tels personnages à sortir du milieu où leurs qualités trouvent un si brillant emploi ? Ali Bey s'exagérant, avec le recul du temps et de la distance, les services qu'il avait rendus, ne put échapper à cette mégalomanie un peu ombrageuse, mentalité si fréquente chez les explorateurs et pour laquelle il faut savoir être indulgent. L'Espagne qu'il appelait une « marâtre, » parce qu'elle n'avait vu en lui qu'un vulgaire *afrancesado*, ne lui en a pas tenu rancune ; elle l'a revendiqué comme une illustration nationale, et D. Amat l'a fait entrer dans sa galerie des écrivains catalans comme auteur d'un ouvrage, *Les voyages d'Ali Bey*, paru en français en 1814 et qui, ainsi que nous l'avons dit, ne fut traduit en espagnol que vingt ans plus tard. Plusieurs de ses compatriotes ont rêvé de lui élever un monument sur une place de Barcelone. On peut se demander si une telle manifestation ne serait pas excessive : tout personnage extraordinaire n'est pas nécessairement un héros ; il doit suffire à la mémoire d'Ali Bey que son étrange destinée ait été rappelée à la postérité oublieuse

Cte Henry de Castries.

L'HISTOIRE SOCIALE

D'UNE MONTAGNE ROMAINE

L'Aventin a toujours été une des plus célèbres parmi les sept collines immortelles. Tant de souvenirs historiques ou légendaires y sont demeurés attachés, il a été si glorieusement consacré par les beaux vers de Virgile et les émouvans récits de Tite-Live, qu'il s'impose, aujourd'hui encore, à la mémoire de ceux mêmes qui n'ont de l'histoire romaine qu'un souvenir confusément estompé. Le Quirinal ou l'Esquilin, le Viminal et le Cælius, ne sont pour bien des gens que des noms propres : l'Aventin conserve une individualité plus précise ; on sait, au moins vaguement, quel rôle il a joué dans les grandes luttes où se sont heurtés le peuple et le patriciat. A ce titre, son nom a même le privilège de figurer, avec ceux du Capitole, de la Roche Tarpéienne et des Gémonies, dans cette phraséologie banale et pompeuse que la Révolution avait extraite du vieux *Contiones*, et qu'elle a transmise à la démocratie du XIXe siècle. Lorsque, en une phrase sonore des *Misérables*, Victor Hugo énumère toutes les richesses de Paris, il n'a garde d'oublier celle-ci : « Paris possède un Capitole, l'Hôtel de Ville ...un mont Aventin, le faubourg Saint-Antoine. » On a aussi, par une analogie moins fantaisiste, appliqué cette désignation tantôt à Montmartre et tantôt à Belleville, à toutes les collines qui se dressent sur Paris comme autant de citadelles faubouriennes. Ainsi, l'Aventin a eu cette gloire suprême de devenir un « cliché » de l'éloquence politique. Cette comparaison, souvent reprise, a maintenu dans les esprits l'idée que l'Aventin fut jadis le centre de la populace

latine, le berceau des conquêtes démocratiques et, pour parler comme Michelet, « la montagne plébéienne » par excellence.

Cette vue n'est point fausse, à coup sûr : elle est seulement d'une vérité un peu trop sommaire, insuffisamment nuancée. Jusqu'à quel point l'Aventin a-t-il eu ce caractère populaire? l'a-t-il toujours conservé? et surtout, pourquoi ou comment l'a-t-il pris? le doit-il au pur hasard, ou à la volonté humaine, ou au jeu régulier des causes naturelles? Ce sont là les questions qui se posent dès que l'on veut porter quelque précision scientifique dans la conception traditionnelle, trop absolue et trop simple.

A ces questions, il n'est peut-être pas impossible de répondre, en s'aidant de l'excellent ouvrage qu'a récemment publié, sur l'Aventin dans l'antiquité, un de nos plus distingués archéologues et épigraphistes, M. Alfred Merlin. — Le choix d'un tel sujet, indépendamment des résultats auxquels M. Merlin est arrivé, révélait déjà par lui-même une très sage méthode. Si dans notre France moderne, tout unie et centralisée qu'elle paraît être, les diversités locales subsistent encore indestructibles, si l'évolution varie d'une contrée à une autre contrée, d'une ville à une autre ville, je dirais presque d'un quartier à un autre quartier, si l'histoire de la Cité ne se confond pas avec celle de la Montagne-Sainte-Geneviève, combien cela n'est-il pas plus vrai de l'antiquité! Les anciens, en général, étaient fixés au sol natal par des attaches plus solides que les nôtres : les communications étaient plus rares, et peut-être aussi la curiosité moins aventureuse; la famille, plus fortement organisée, les retenait davantage à courte distance du foyer. Dans cette vaste confédération qu'est l'Empire romain, par exemple, non seulement chaque province conservait sa physionomie intellectuelle et morale, non seulement chaque cité maintenait avec une piété obstinée le dépôt intact de ses traditions, de ses lois et de ses rites, mais chaque portion de ville vivait d'une existence propre. Un quartier romain était un petit État : un commun trésor de souvenirs mythiques et historiques, une longue cohabitation, une constante solidarité d'intérêts, créaient, entre les familles qui le peuplaient, un réel patriotisme; et, d'ailleurs, légalement, ne possédait-il pas ses magistrats, ses assemblées, ses autels? — Voilà ce qui rend nécessaire d'observer de très près, et isolément, les diverses parties, et, si je puis dire, les diverses cellules du grand organisme romain; et voilà ce qui donne tant de prix à

des recherches comme celles qu'a tentées M. Merlin, comme celles encore de M. Besnier sur l'île Tibérine. C'est en juxtaposant des monographies de ce genre qu'on pourra ressaisir la vie réelle du monde latin, somme de ces vies locales. M. Merlin a d'ailleurs apporté à l'exécution de son projet une rare conscience : ceux mêmes qui ne partagent pas toutes ses opinions ne sauraient méconnaître l'étendue et la sûreté de son information. Nous voudrions ici, sans le suivre dans toutes les discussions chronologiques ou archéologiques dont son livre est rempli, dégager les résultats essentiels auxquels il est parvenu ; et, en résumant ses observations, en les complétant au besoin, faire ressortir le rapport intime qu'il y a entre les lieux et les choses, rappeler les grands faits religieux, économiques, politiques, qui se groupent autour de la colline Aventine, retracer rapidement, en un mot, son histoire dans la société romaine.

I

La première remarque qui s'impose, — et elle ne laisse pas d'être assez curieuse, — c'est que cette montagne, qui a joué dans l'évolution de la cité un rôle si considérable, ne faisait pas, à vrai dire, partie de la cité. Tout au moins n'y est-elle entrée que fort tard, et l'on peut dire sans paradoxe que l'époque où elle exerça une action véritable est celle où elle était en dehors de la ville. D'ailleurs, le souvenir de la séparation primitive ne s'effaça jamais complètement : l'Aventin resta, aux yeux des anciens, une cité en face de la cité, « une autre ville, » pour parler comme Denys d'Halicarnasse ; à aucun moment, il n'arriva à perdre tout à fait ce caractère original, j'allais dire excentrique.

La légende et l'histoire sont d'accord, celle-ci pour attester par maint détail, celle-là pour traduire symboliquement l'opposition foncière entre l'Aventin et la vraie cité romaine. Parmi ces légendes relatives aux premiers temps de la ville qui ont été colligées par les érudits, chantées par les poètes, popularisées par Tite-Live, combien ne sont que l'expression voilée de l'antique dualité ! Antithèse, d'abord, entre Évandre et Cacus, — deux figures simplifiées et tranchées comme dans les contes enfantins, — le bon vieux roi du Palatin et le méchant brigand de l'Aventin ; — antithèse entre les bergers d'Amulius et ceux de Numitor qui, postés respectivement sur les deux monta-

gnes, en viennent sans cesse aux mains; — antithèse, surtout, entre les deux jumeaux fils de Mars qui se disputent l'honneur de nommer et de fonder la ville naissante: Rémus va prendre les auspices sur l'Aventin, Romulus sur le Palatin, et cette fois la rivalité s'achève dans le meurtre du vaincu. Ces vieilles fables, que les petits écoliers de Rome apprenaient jadis, qui, même chez nous, furent longtemps célèbres dans les collèges, suggèrent invinciblement l'idée d'une hostilité radicale, perpétuelle, souvent sanglante.

Quand et comment se sont-elles formées? M. Merlin incline à leur assigner une date relativement moderne: suivant lui, elles auraient été « créées et vulgarisées » dans les derniers siècles de la République. Vulgarisées? oui, sans doute, et plutôt encore fixées, classées, systématisées, par les compilateurs qui ont mis, à faire de la prétendue histoire avec ces antiques légendes, leur application puérilement pédantesque. Mais « créées, » nous en doutons un peu. Pour M. Merlin, elles auraient eu comme but de projeter dans le passé l'antagonisme qui existait alors entre plébéiens et patriciens, et, en rattachant chacune des deux factions à une très vieille et très illustre origine, de leur donner en quelque sorte des titres de noblesse. Que les passions des partis se soient emparées de ces traditions, c'est fort possible; mais, avant d'être ainsi exploitées, elles ont dû traverser une phase mystérieuse, où elles avaient un caractère plus religieux que politique, où elles étaient plus voisines de la croyance naïve et spontanée que de la fiction fabriquée intentionnellement. Avant d'être le prototype de la plèbe, par exemple, Rémus a été simplement un dieu éponyme et local, le dieu de l'Aventin, adoré par une tribu latine dont il était le père mystique.

Au surplus, pour nous en tenir à ce mythe si connu de Rémus et de Romulus, aucune des deux données qu'il contient, ni celle de leur association fraternelle, ni celle de leur inimitié, n'a rien qui doive surprendre. Bien des villes autres que Rome reconnaissaient comme fondateurs deux « héros » frères ou jumeaux; Dardanus et Iasius à Troie, Amphion et Zéthos à Thèbes, formaient des couples pieusement vénérés, non sans analogie peut-être avec les deux Pénates romains. — Souvent aussi, chose plus singulière, les deux fondateurs divins étaient, non plus unis, mais opposés; une lutte éclatait, un d'eux y mourait, comme si la ville nouvelle eût dû nécessairement être

baptisée dans son sang. Dans la Bible, Caïn, le premier fratricide, est aussi le premier bâtisseur de murs; Agamède, à Delphes, tue Trophonios, comme Romulus tue Rémus; les mythes des Corybantes et des Cabires sont pleins de récits du même genre (1). — Pourquoi toutes ces traditions locales étaient-elles coulées dans un moule identique? que signifiait cette dualité, tantôt amicale et tantôt ensanglantée? quel lien étrange rattachait, pour ces peuples de jadis, la construction des premiers remparts à un meurtre fraternel? à quelles obscures et profondes croyances correspondait cette idée? on ne saurait le dire. Tout ce que l'analyse nous permet d'entrevoir, c'est que nous sommes ici en présence d'une opinion très puissante et très générale, qui se retrouve, en des temps fort divers et en des pays fort éloignés, qui a par conséquent ses racines dans les couches les plus reculées de l'imagination primitive. A Rome, cette tradition énigmatique a pris une forme particulièrement nette; elle s'est concrétisée en détails précis; elle s'est localisée sur l'Aventin et le Palatin, dont elle a sanctionné l'opposition essentielle. Plus tard, elle a pu être interprétée en un sens un peu différent, au gré des agitations politiques; mais elle remonte très haut, et c'est là, c'est dans ces croyances confuses et bizarres, beaucoup plutôt que dans le travail réfléchi d'historiens ou de poètes savans, qu'il faut chercher la source lointaine des légendes Aventines.

Quoi qu'il en soit, ce que les mythes nous font indirectement deviner, des faits bien établis nous l'affirment : il y a eu, réelle, fondamentale, une distinction marquée entre l'Aventin et le reste de la ville. Il faut, pour s'en rendre compte, se placer au point de vue même des anciens.

La ville, telle qu'ils la conçoivent, n'est pas seulement une certaine étendue de sol, ni une juxtaposition d'édifices, pas même une agglomération d'hommes soumis à des lois identiques : c'est, avant tout, un territoire sacré. Sur l'emplacement que les dieux lui ont indiqué, après avoir sollicité leur consentement, et en invoquant leur protection par un chant liturgique, le fondateur, en costume de prêtre, la tête voilée, conduit la charrue attelée d'un bœuf blanc et d'une vache blanche, et creuse le sillon qui déterminera l'enceinte, infranchissable à tous ceux qui

(1) On trouvera là-dessus d'intéressantes réflexions, avec des rapprochemens fort typiques, dans le livre de François Lenormant *les Origines de l'Histoire*, t. Ier, ch. IV.

ne sont pas initiés au culte national. Cette enceinte, ou plutôt la bande de terre qui y est attenante, est vouée aux dieux sous le nom de *pomerium ;* elle est à la fois la limite visible de la cité et sa protection mystique, sa ceinture rituelle, si l'on peut dire.

Or l'Aventin, pendant très longtemps, n'a pas été compris dans le *pomerium*. Qu'il ne l'ait pas été au début, rien de plus explicable. La Rome primitive, la « Rome carrée, » ne s'étendait que sur le Palatin et les vallées immédiatement attenantes : toutes les collines rangées comme en cercle autour du Palatin ne s'y rattachaient aucunement, et en cela, l'Aventin ne se distinguait pas du tout des autres montagnes. Mais pour celles-ci, l'annexion à la bourgade Palatine eut lieu de bonne heure : pour l'Aventin, elle fut tardive, et longtemps incomplète. Le Cælius, l'Esquilin, le Quirinal, apparurent comme des faubourgs, promptement et tout naturellement englobés dans la communauté urbaine : l'Aventin resta isolé.

Suivons-le, en effet, au cours des siècles. Si l'on acceptait les récits des annalistes latins, le premier rapprochement entre l'Aventin, et la cité se serait produit sous Servius Tullius : le mur attribué à ce prince, le fameux « mur de pierre, » enveloppait la majeure partie de la montagne, mais, dans cette région, le tracé du mur ne coïncidait nullement avec celui du *pomerium*, qui restait tel qu'auparavant. — Que veut dire ceci? Il n'est pas question de savoir à quelle époque fut bâti le mur de pierres, ni ce qui peut se cacher de réalité historique sous la légende de Servius. Tout ce qu'il faut retenir ici, c'est que le nom de ce roi symbolise, dans la tradition annalistique, le moment où l'activité politique, administrative et militaire de l'État romain s'est affranchie du joug étroit de la religion. Étrusque, fils d'esclave, étranger au corps sacré des patriciens, Servius en bouleverse toutes les coutumes les plus vénérables. Il fait participer au service militaire, au droit de vote, au droit de propriété, les plébéiens, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas de culte familial. A la division ancienne de la ville, sanctionnée par la religion, il en substitue une autre, purement topographique, purement humaine. Quoi d'étonnant si le même homme ose élever un rempart dépourvu de tout caractère religieux, et par suite, l'étendre jusqu'à l'Aventin? — Voilà ce que représente l'histoire fabuleuse de Servius : un certain nombre de réformes distinctes, mais animées d'un même esprit. Comme la législa-

tion, comme l'organisation de l'armée, le système de fortifications change de nature; il « se laïcise, » si l'on peut risquer cet anachronisme; il n'est plus soumis aux vieux rites: c'est ce qui fait que l'Aventin peut y être compris. Mais, au fond, rien n'est changé aux conditions antérieures. L'enceinte militaire et l'enceinte sacrée ou légale demeurent tout à fait distinctes, et c'est dans la première seulement que l'Aventin est compris. Il n'a pas été arraché à son isolement par les innovations pseudo-serviennes, quelque hardies qu'elles aient pu être : il est admis dans Rome, place forte; il reste à la porte de Rome, cité.

Voici qui est peut-être plus significatif encore. Quelque opinion que l'on adopte sur la légende de Servius Tullius, la construction du mur connu sous son nom ne peut guère être placée à une date plus récente que le commencement du IVe siècle avant notre ère. Mais franchissons trois cents ans, trois cent cinquante ans; arrivons à la fin de l'époque républicaine : pendant cette longue durée, le temps a pu faire son œuvre; bien des souvenirs ont pu s'oblitérer, bien des préjugés s'évanouir; les conditions matérielles de la ville, les rapports entre ses diverses parties, ont subi des modifications profondes. Or, à ce moment, nous trouvons deux extensions du *pomerium*, décrétées l'une par Sylla et l'autre par César : et ni l'une ni l'autre n'ont incorporé l'Aventin à la cité. Encore, de la part de Sylla, cette omission n'est-elle pas trop étonnante : aristocrate, il ne peut pas aimer beaucoup cette montagne qui a été si souvent la forteresse de la plèbe, et qui reste encore son principal centre; en outre, conservateur, réactionnaire même, il tient trop à ressusciter le plus de vieilles choses possible pour être disposé à rompre, sur ce point, avec une habitude séculaire. Mais aucun de ces motifs ne vaut pour César, ou plutôt, ils devraient ici agir en sens inverse. César s'appuie sur le peuple : pourquoi ne prend-il pas à cœur d'effacer l'injure jadis infligée à la colline éminemment populaire? Il est plus porté à réformer qu'à conserver ou à restaurer : pourquoi hésite-t-il devant cette innovation? C'est pourtant un esprit libéré de toute superstition comme de toute routine : il brave la défaveur depuis tant de siècles attachée au titre royal; il méprise les avertissemens de la divination; il se moque, en plein sénat, des fables qu'on raconte sur les enfers; c'est, en toutes choses, un des hommes sur qui le joug du passé pèse le moins lourdement. Il n'en est que plus frappant de le voir s'arrêter sans

oser passer outre au principe consacré qui exclut l'Aventin de la ville. Il faut que cette tradition soit bien puissante pour qu'elle s'impose à un esprit par ailleurs si ouvert, si hardiment tourné vers l'avenir.

Auguste, sur ce point, adopte une solution intermédiaire. Du reste, Auguste est un peu, toujours et partout, l'homme des compromis, des *combinazioni*. Son gouvernement, par exemple, est une forme mixte où la république et la monarchie sont savamment dosées, si savamment que les historiens, depuis Tacite jusqu'à M. Ferrero, n'ont pu se mettre d'accord pour en définir la vraie nature. Or, ce qu'il est dans sa politique constitutionnelle, il l'est également dans la question particulière qui nous occupe. D'un côté, il sent bien que le quartier de l'Aventin s'est prodigieusement développé, qu'il est devenu à la fois beaucoup plus important et plus semblable au reste de la ville, qu'il y aurait injustice et absurdité à le laisser en dehors de Rome. D'autre part, il ne veut pas, lui qui affiche un si pieux respect du passé, changer quoi que ce soit à l'enceinte sacrée. Alors, que fait-il? Il superpose à l'ancienne division de la ville une nouvelle organisation, purement administrative, qui ne détruit ni ne confirme la première, qui en diffère par essence, et qui embrasse tous les nouveaux quartiers, y compris la colline Aventine. Mais il ne touche pas au *pomerium*. Sa façon d'agir ressemble donc un peu à la réforme servienne. Avec lui, l'Aventin entre dans la ville, il fait partie des mêmes cadres que les autres « régions » de Rome; il participe aux mêmes avantages, notamment à la protection de la garde municipale; il a, si l'on peut dire, un état-civil. Mais de la Rome véritable, authentique et pure, de la Rome pomériale, il demeure encore éliminé.

Ce dernier pas qui lui reste à faire, il le franchit sous le règne de Claude. M. Merlin l'affirme, après des écrivains dont le témoignage est incontestable : et il a raison de l'affirmer, mais il a peut-être tort de prétendre que la décision de Claude n'est que « la conséquence logique et nécessaire » de celle d'Auguste. Il est très probable, au contraire, que les anciens ont vu entre les deux un abîme : on sait combien les noms, les titres, les formes, comptaient à leurs yeux, surtout quand il s'agissait, comme ici, de coutumes placées sous la sauvegarde de la religion. En abroger une était une singulière hardiesse, que pouvait seul accomplir un prince du caractère de Claude. Claude est en effet un

homme à l'esprit aventureux. Il ne se contente pas d'accepter volontiers les nouveautés, comme César, encore moins de biaiser avec elles, comme Auguste : il les aime pour elles-mêmes. C'est plus qu'un réformateur, c'est un révolutionnaire, et voilà ce qui fait que l'histoire classique, qui a été écrite par des aristocrates, lui a créé une telle réputation d'imbécile. Quel coup d'État n'a-t-il pas fait, et quel scandale n'a-t-il pas provoqué, en ouvrant les portes du sénat aux notables de province! Les grands seigneurs le traitaient de barbare, de « franc Gaulois, » qui gouvernait Rome comme une ville conquise. L'annexion de l'Aventin au territoire pomérial a beaucoup moins d'importance que l'introduction des provinciaux dans la curie, mais elle procède de la même tendance. De part et d'autre, ce sont les maximes les plus révérées qui sont mises en oubli; ce sont les vieilles limites qui craquent: la cité patricienne, si jalousement fermée, se fait accueillante pour laisser pénétrer les élémens nouveaux, populaires ou étrangers; l'impérieuse hégémonie qui se fondait sur le triple prestige de la race, des lieux et du culte, s'écroule désormais. La mesure relative à l'Aventin est un signe, entre beaucoup d'autres, de ce changement radical, et il ne faut pas douter qu'elle n'ait été très amèrement critiquée par la noblesse romaine.

On se tromperait en effet si l'on croyait que, même après la décision de Claude, l'Aventin a été adopté franchement par les grandes familles. M. Merlin nous dit bien qu'il devient « un quartier aristocratique, » mais il avoue que « ce mouvement est encore peu sensible au premier siècle après Jésus-Christ. » Et de fait, ceux des hauts personnages qui ont été, à cette époque, propriétaires de terrains dans la région Aventine, semblent n'y avoir guère possédé que des villas de plaisance, des parcs comme les « jardins de Pollion » et les « jardins de Servilius, » en un mot, des domaines ruraux plutôt que de vraies maisons. Un tel choix s'explique aisément par la beauté des panoramas que l'on découvre du sommet de l'Aventin : la vallée du Tibre, les croupes du Palatin et du Cælius, l'arrière-plan des hauteurs de la Sabine, et, au Sud, la plaine qui s'étend jusqu'à la barrière abrupte des monts Albains. Les riches Romains aimaient ces « longues perspectives de campagne » dont parle Horace : *laudaturque domus longos quæ prospicit agros*; il est naturel qu'ils soient allés les chercher dans le quartier de l'Aventin, sans pourtant en faire autre chose, tout d'abord, qu'un lieu de villé-

giature. Il n'est devenu aristocratique que sous les Antonins. Les premiers personnages marquans qui y aient réellement « habité » sont l'Empereur Trajan et son ami Licinius Sura. Mais tous deux sont des Espagnols, bien plus étrangers que les empereurs ou les nobles du siècle précédent aux usages romains. Le goût de l'Empereur réussit facilement à mettre l'Aventin à la mode parmi la haute société, elle-même très mêlée de gens de toute provenance. Cette vogue s'affirme encore sous les Sévères, des étrangers eux aussi. Du coup, la transformation est complète : mais elle a mis du temps à s'accomplir, neuf siècles environ, et surtout elle n'est devenue définitive qu'au moment où la société elle-même s'est profondément modifiée, où elle a eu à sa tête, non plus les héritiers des *gentes* primitives, mais une élite composée de plébéiens enrichis, d'Italiens, de provinciaux, une sorte de noblesse cosmopolite. L'Aventin n'a commencé d'être aristocratique que le jour où l'aristocratie d'autrefois a cessé d'exister. Quant à la vieille cité, purement romaine, rigidement patricienne, celle-là, tant qu'elle a vécu, lui est toujours restée fermée.

D'où vient cette répugnance persistante, presque invincible? A vrai dire, elle ne doit pas nous surprendre autant que s'il s'agissait d'un État moderne. Dans la France ou dans l'Allemagne des derniers siècles, on comprendrait mal qu'un quartier aussi florissant, aussi proche d'une grande capitale, fût demeuré si longtemps avant d'en devenir partie intégrante. Mais, dans le gouvernement et dans le peuple de Rome, il y a certaines tendances générales qu'il ne faut pas perdre de vue. C'en est une, par exemple, que la fidélité à garder le plus possible les traditions implantées, à ne les déraciner que sous la pression d'un besoin impérieux, et, même alors, à en sauver du moins l'apparence ou la forme, comme si l'on voulait se faire illusion à soi-même. Nous sommes, aujourd'hui surtout, d'une humeur tout opposée : nous mettons notre coquetterie à être « modernes; » quand une chose a existé un certain temps, il nous semble que c'est une raison suffisante pour la remplacer par son contraire. Mais à Rome, avoir duré est un titre pour durer encore; le *mos majorum* est le grand argument, et les épithètes de « vieux » ou d'« antique » sont les plus beaux éloges. Il est donc possible que l'Aventin ait continué d'être tenu hors de la cité, en partie parce qu'il l'avait été tout d'abord, que ce qui avait été simple hasard au début se soit solidifié en tradition souveraine. De

même qu'elle n'aime pas à innover, la cité romaine n'aime pas à s'agrandir. Cela semble paradoxal quand on songe à l'extension qu'a prise la domination des Romains, et il ne faut pas aller jusqu'à dire qu'ils ont conquis le monde malgré eux; mais, quoi qu'il en soit de la conquête, l'assimilation des pays soumis a été bien plus souvent réclamée par les vaincus qu'imposée par les vainqueurs. Latins, Italiens, provinciaux, ont dû supplier, intriguer, se révolter, se battre, pour obtenir le titre de citoyens: le sénat ne le leur a concédé qu'à contre-cœur. C'est sans doute en raison de cet exclusivisme jaloux que Rome a tant tardé à s'incorporer le mont Aventin, pourtant situé à sa porte : elle regardait cette annexion, non comme un gain pour elle, mais comme une faveur pour le quartier jusqu'alors isolé, une de ces faveurs qu'elle n'accordait jamais qu'avec lenteur et comme en rechignant.

Toutefois, cette force d'inertie que l'État romain oppose à tout ce qui peut altérer sa nature et élargir ses limites, n'est pas ici une explication suffisante. Elle ne rend pas compte, en effet, de ce qu'il y a d'exceptionnel dans le cas de l'Aventin. Introduire à l'intérieur du *pomerium* l'Esquilin ou le Cælius, c'était aussi bien innover que d'y enclore l'Aventin; c'était aussi bien briser les cadres de la Rome primitive : cependant, toutes les autres annexions se sont faites assez tôt et sans peine; celle de l'Aventin est seule à avoir été aussi laborieuse. Il faut donc qu'outre les raisons générales que nous venons de rappeler, il y en ait d'autres, plus particulières à cette montagne.

Les Romains avaient déjà été frappés de la différence de traitement entre l'Aventin et les autres collines, et ils en avaient cherché la cause. Tantôt ils remontaient, pour l'expliquer, à la légende de Romulus et de Rémus; tantôt ils prétendaient que l'Aventin avait été maintenu hors de l'enceinte sacrée parce que le gouvernement voulait le punir d'avoir été la place forte des plébéiens révoltés. Cette dernière hypothèse, qui a été reprise par plusieurs historiens modernes, forme un cercle vicieux : elle met en jeu des faits postérieurs plutôt qu'antérieurs à l'exclusion initiale de la montagne, qu'il s'agit justement d'expliquer.

Les anciens qui, comme Messala, cherchaient dans la mythologie l'origine du sort spécial assigné à l'Aventin, partaient au moins d'une idée juste. Quand on constate dans un peuple une répulsion aussi forte, aussi durable, que celle qu'ont eue les Romains à reconnaître cette colline comme faisant partie de

leur ville, il y a tout à parier qu'une telle répulsion a ses racines dans une croyance religieuse. C'est la survivance d'une très vieille foi, survivance instinctive et illogique, que les hommes acceptent sans y rien comprendre, et qui s'impose si tyranniquement à la masse de la nation que les plus audacieux n'oseraient pas, et, qui sait ? peut-être ne voudraient pas même s'y soustraire. C'est le prolongement, en pleine histoire civilisée, d'un scrupule de primitifs, d'une de ces interdictions rituelles que l'exégèse sociologique contemporaine, celle de M. Frazer, de M. Andrew Lang et de M. Salomon Reinach, appelle des *tabous*. Le nom est emprunté aux sauvages polynésiens, mais la chose est de tous les pays, de tous les peuples reculés, et même ce mot de *tabou* correspond exactement au *sacer* des Latins : il désigne à la fois ce qui est respectable et ce qui est maudit, le respectable et le maudit étant tous deux également prohibés.

Il est donc fort vraisemblable que l'Aventin a dû être, à l'origine, une montagne *tabouée*. Pourquoi ? il est bien difficile de le savoir, le propre de ces superstitions étant d'être on ne peut plus capricieuses. Peut-être l'aspect physique de la colline est-il pour beaucoup dans la crainte qu'elle inspirait aux premiers habitans. Comparée aux autres hauteurs des bords du Tibre, elle est plus escarpée, plus abrupte ; jusque dans les vers pittoresques de Virgile, on retrouve un écho de l'impression que devaient produire cette masse, qu'Hercule même a peine à entamer, et cette aiguille rocheuse qui la domine, « repaire favori des féroces oiseaux de proie. » Dans la description virgilienne également, on rencontre un détail précieux, qui autorise à penser que les phénomènes volcaniques, communs jadis à toute cette région, ont cessé moins tôt sur l'Aventin qu'ailleurs. Il est bien difficile, — quoiqu'on l'ait quelquefois tenté, — de ne pas voir le symbole d'une éruption dans le mythe de Cacus, fils de Vulcain, dont la bouche gigantesque vomit des torrens de flamme et de fumée. Cacus est, dans le Latium, l'analogue de l'Encelade sicilien, des Cyclopes de Campanie. Or, en tout pays, les montagnes où se produisent des bouleversemens de ce genre sont naturellement parmi les lieux les mieux protégés par l'interdiction religieuse. Il ne serait donc pas extraordinaire que le souvenir de ces convulsions fût la très lointaine origine de la défaveur qui s'est toujours attachée à l'Aventin, et dont nous avons suivi la continuité à travers toute l'histoire romaine.

Cette défaveur a dû s'atténuer, s'user, comme il arrive en pareil cas, mais lentement. Au début, il a dû être défendu d'aller sur la colline; puis, on aura pu y aller, mais non y construire; puis on aura pu y construire, mais dans d'autres conditions que sur les autres hauteurs, etc. Nous pouvons, semble-t-il, saisir la chaîne des raisonnemens qui se sont succédé dans l'esprit des Romains : un volcan est une montagne maudite; une montagne maudite ne doit pas figurer dans l'enceinte sacrée; une région que les ancêtres ont bannie de la cité n'y doit pas être introduite. Voilà comment la peur naïve, que les premiers sauvages du Latium éprouvaient devant le rouge panache et les grondemens sourds de l'Aventin, a suscité une prohibition religieuse, et s'est ensuite perpétuée en une défiance instinctive, d'autant plus insurmontable qu'elle était incompréhensible.

II

Aussi impitoyablement maintenu à l'écart de la cité, il semblerait que l'Aventin eût dû être, de ce seul fait, condamné à une infériorité irrémédiable. Or il n'en a rien été; et, bien au contraire, c'est son isolement même qui lui a permis de jouer un rôle important, si important que nulle des autres hauteurs du Latium, non pas même le Palatin ou le Capitole, ne peut lui être comparée.

Pour comprendre ce rôle, il est nécessaire de se rappeler l'histoire économique des trois ou quatre premiers siècles de Rome. On a beaucoup parlé de la valeur de Rome comme place commerciale : dès l'antiquité, Cicéron louait Romulus d'avoir su choisir un endroit où toutes les productions, soit de l'intérieur, soit des pays d'outre-mer, pouvaient facilement affluer; et de son côté Mommsen explique, sinon la naissance, tout au moins les premiers progrès de la cité romaine, en disant qu'elle a grandi surtout parce qu'elle était « le marché du Latium. » Cela est très vrai si l'on songe à sa situation topographique; mais de ce qu'elle était faite pour devenir une ville de commerce, il ne faudrait pas conclure que ses habitans eussent un génie commercial très développé. Ce n'est pas ainsi qu'ils aimaient à se représenter. Lorsque Virgile met en scène leurs ancêtres, les Latins des temps fabuleux, il les dépeint comme une race toute rurale, forte et âpre, sans mélange de finesse ou de souplesse mercan-

tile: « Dès que nos enfans sont nés, leur fait-il dire, nous les portons au fleuve, et les plongeons pour les endurcir dans l'onde glacée. Adolescens, ils passent les nuits à chasser, à errer dans les bois; leurs jeux sont de dresser des chevaux et de lancer des flèches. Hommes faits, ils sont pleins d'endurance, habitués à vivre de peu; ils domptent la terre à coups de pioche ou attaquent les forteresses à main armée: toute notre vie est consacrée au fer. Nous n'aimons qu'à entasser le butin récemment conquis et à vivre de rapines. » Laboureurs, chasseurs, soldats, bandits même, voilà ce que les anciens Latins se vantent d'être: ni l'industrie, ni le négoce ne devaient les tenter beaucoup. Et, bien plus tard encore, on voit subsister je ne sais quel mépris atavique pour le commerce. Cicéron, dans le *De officiis*, se demande gravement si c'est bien une occupation digne d'un « honnête homme; » il hésite, il épilogue, il finit par adopter une cote mal taillée: le grand commerce a droit au respect, mais lui seul; le marchand en gros est honorable, le boutiquier ne l'est pas. C'est là, sans nul doute, une concession faite aux usages et aux nécessités du temps; au fond, Cicéron reste imbu de ce préjugé traditionnel, que la Grèce avait ignoré et qui devait peser si lourdement sur la société française, du préjugé qui détournait les gens bien élevés du négoce, comme d'une déchéance.

Avec une telle manière de voir, l'admirable position de Rome ne pouvait être exploitée par les Romains eux-mêmes: il fallait que l'activité commerciale, au moins tout d'abord, leur vînt de l'extérieur, et c'est bien de là, en effet, qu'elle leur est venue. Même pour les objets les plus nécessaires à la vie, Rome fut de bonne heure tributaire des pays voisins: dès qu'elle eut pris une certaine extension, le sol latin ne put plus suffire à l'alimenter; il lui fallut importer du blé d'Étrurie ou de Campanie, voire de Sicile. A plus forte raison les articles moins indispensables, étoffes et bijoux, vêtemens et vases, teintures et métaux précieux, lui furent-ils fournis du dehors, à elle, c'est-à-dire non seulement à ses propres habitans, mais à ses voisins, qui venaient chez elle s'approvisionner dans les grandes foires périodiques. Comme elle était à peu près au centre de la péninsule, sur un des rares points salubres d'une région fort malsaine, aux bords du seul fleuve abondant de ce versant italien, assez près de l'embouchure pour que les navires pussent y remonter sans trop de peine, assez loin pour qu'ils fussent abrités contre les mauvais

vents, elle devint très vite le grand entrepôt de toute la contrée. C'est là que les laboureurs du Latium et les pâtres de la Sabine venaient faire leurs provisions. C'est là aussi qu'affluaient tous les marchands étrangers, Étrusques, Campaniens, Tarentins, Siciliens, Carthaginois, Grecs, Asiatiques même, tous les hommes à la longue robe et à la parole insinuante : ils arrivaient dans ce « bazar » des bords du Tibre avec leurs cargaisons bariolées de laines et de soies, d'or, d'argent et de cuivre, de fruits exotiques, d'armes et d'outils curieusement travaillés, de tapis et de meubles, de parfums et de fards; ils étalaient complaisamment toutes ces richesses tentatrices, dont on n'avait guère l'idée dans les fermes de la campagne latine, ni dans les montagnes sauvages des contreforts de l'Apennin. Rome était ainsi le lieu de contact où la grossière pauvreté des paysans italiotes, dont elle-même était issue, se rencontrait avec la civilisation riche et raffinée des contrées lointaines.

C'est ici que nous allons voir se dessiner le rôle de l'Aventin. Qu'elles vinssent d'Italie ou d'outre-mer, du Nord ou du Midi, les marchandises ne pouvaient guère lui échapper. On sait quels étaient les chemins que les échanges économiques avaient à leur disposition : d'abord, le Tibre, la grande route commerciale du Latium, comme dit Mommsen ; ensuite, la voie Appienne et la voie Latine, qui, venues, l'une de la région côtière du Sud et l'autre de la région montagneuse, se réunissaient pour traverser la ville et se prolonger au Nord par la voie Flaminienne. Or l'Aventin, à l'Ouest, dominait le Tibre, dont il était plus rapproché qu'aucune autre des sept collines ; et à l'Est, la voie Appienne, confondue avec la voie Latine, passait dans la dépression qui le séparait du Cælius : en sorte qu'une caravane, par exemple, allant d'Étrurie en Campanie ou vice-versa, qu'elle empruntât la voie fluviale ou la route de terre, ne pouvait faire autrement que de défiler au pied de l'Aventin. Quant aux marchands qui prenaient Rome même comme terme de leur voyage, les plus nombreux d'entre eux venaient, soit de la Grande-Grèce, soit de Sicile, de Grèce ou d'Afrique, plutôt que de l'Italie du Nord; l'Aventin était donc le premier point qu'ils vissent en approchant de Rome. Virgile, fidèle à son habitude de transporter dans son épopée les usages courans de son siècle pour leur donner la consécration de la poésie et de l'antiquité, décrit une de ces arrivées de voyageurs étrangers : c'est au pied de l'Aventin, dans

le futur Marché aux bœufs (*forum boarium*), qu'Énée et ses compagnons mettent pied à terre, après avoir traversé les épaisses forêts qui couvrent les deux rives du Tibre; c'est là que, s'associant au culte d'Hercule, ils accomplissent, sur le territoire où sera Rome, leur premier acte sacré, avant même d'aller avec Évandre dans la ville du Palatin. Ce débarquement d'Énée est en quelque sorte le prototype de ceux de tous les visiteurs ou marchands, venus comme lui, par la mer et le fleuve, des plus lointaines régions. Et ceux qui sont partis de Brindes ou de Tarente, de Bénévent ou de Capoue, ceux-là, après avoir longé la voie Appienne ou la voie Latine, après avoir salué les fameux tombeaux suburbains, c'est encore l'Aventin qu'ils rencontrent aussitôt qu'ils ont franchi le mur de Servius. Aux uns comme aux autres, à tous ceux qui viennent trafiquer à Rome, — excepté les négocians d'Étrurie, — l'Aventin s'offre dès l'abord, s'impose même.

Mais sa situation topographique n'est pas la seule raison qui en fasse le séjour naturellement désigné des marchands. Ceux-ci, d'après les idées antiques, ne sauraient s'établir à l'intérieur de la cité proprement dite : outre que ses dimensions restreintes se prêteraient mal à l'exercice d'un commerce un tant soit peu étendu, la cité est avant tout une place forte, où ne peuvent entrer des étrangers, et un territoire sacré, qui ne doit pas être foulé par des profanes. Il faut donc que les trafiquans installent leurs comptoirs en dehors de l'enceinte, et là ils n'ont pas beaucoup de choix. De la rive droite du Tibre, il ne peut être question : c'est un quartier excentrique, qui a été longtemps au pouvoir des ennemis étrusques, et où la foule des acheteurs n'irait pas aisément. Le Champ de Mars, au Nord de la ville, est pris par les nécessités de l'organisation militaire; et d'ailleurs, il est trop loin des routes par lesquelles arrivent la plupart des commerçans: notamment ceux qui ont remonté le Tibre n'aiment pas à franchir la partie du cours du fleuve située en amont du pont Sublicius; l'île Tibérine les gênerait trop. Le Marché aux bœufs, et la vallée Murcienne qui le continue entre le Palatin et l'Aventin, sont plus près de la mer en même temps que de la voie Appienne, et c'est là en effet qu'ont dû camper tout d'abord les marchands qui venaient approvisionner Rome. Mais, à l'époque primitive, ce ne sont que des bas-fonds humides, insalubres, mal commodes, souvent impraticables: dès que le Tibre déborde, il faut des barques pour passer du Palatin sur l'Aven-

tin. Dans de pareils marécages, on peut à la rigueur élever quelques baraquemens rudimentaires et provisoires; cela suffit tant que les marchés ne sont pas très actifs. Mais, à mesure que les foires deviennent plus fréquentées, les négocians reviennent plus régulièrement à Rome, et pour plus de temps; même ils veulent y avoir des installations permanentes : ils ne peuvent plus se contenter de patauger dans la boue du Marché aux bœufs, il leur faut un asile plus sûr et plus confortable. L'Aventin convient à merveille à cette fonction. Il est en dehors de l'enceinte, et, par conséquent, aucun scrupule religieux n'empêche que des étrangers s'y établissent pour aussi longtemps qu'il leur plaira, à demeure même, s'ils y tiennent. Mais en même temps, il n'est pas loin de la ville patricienne, si bien que les habitans du Palatin ou du Cælius peuvent aisément y venir faire leurs emplettes. Enfin, par sa proximité et du Tibre et de la voie Appienne, il permet aux commerçans qui y ont élu domicile de surveiller l'arrivage de leurs bateaux ou de leurs caravanes; ils dirigent le déballage de leurs marchandises; ils descendent dans la vallée au moment des grandes foires; puis ils remontent sur la colline, pour s'enfermer, eux, leur argent et les articles qui leur restent, dans de bonnes et solides factoreries. Nul emplacement ne saurait être mieux choisi pour attirer et retenir les marchands étrangers; et, le jour où le sénat a mis l'Aventin à leur disposition, la puissance économique de Rome a fait un pas de géant.

Ce jour, il nous est permis de le fixer, au moins avec une certaine approximation. C'est dans la première moitié du ve siècle avant notre ère que paraissent s'être développées surtout les relations de Rome avec l'Étrurie, la Campanie ou la Sicile. Or, c'est dans le même temps, exactement en 456, que l'histoire traditionnelle, celle de Tite-Live et de Denys d'Halicarnasse, place la promulgation d'une loi fort importante, qui fut votée à l'instigation du tribun Icilius, et qui avait pour objet de partager entre les plébéiens les terrains domaniaux de la hauteur Aventine. Ces terrains faisaient partie du domaine public depuis le temps, très reculé, où les premiers habitans de l'Aventin avaient été vaincus et dépossédés par ceux de la « Rome carrée. » Les uns avaient été légalement vendus ou loués à des particuliers : on les leur laissa. D'autres étaient restés aux mains de l'État, et servaient de pâturages communaux. D'autres, enfin, avaientété accaparés, de force ou subrepticement, par de riches

patriciens qui y avaient constitué, à très bon marché, de grandes exploitations agricoles: on leur fit rendre gorge. Et, des terres que l'État arracha ainsi, comme de celles qu'il n'avait pas aliénées, on fit une masse de lots qui furent donnés à la plèbe. Sur tous ces points, le témoignage des historiens anciens est suffisamment précis; les faits n'ont d'ailleurs rien d'invraisemblable; et, si l'on peut discuter sur la date à laquelle il convient de faire remonter le partage, la réalité du partage même semble hors de doute.

La difficulté commence quand il s'agit de dire qui en bénéficia. « Les plébéiens, » répond le texte de loi: mais quels étaient ces plébéiens? Les écrivains du temps d'Auguste, incapables de se figurer les plébéiens autrement que comme de pauvres diables affamés et mendians, assimilent naïvement la plèbe du Ve siècle à celle de leur époque, et, au mot « les plébéiens, » donnent comme équivalent le mot « les pauvres. » La plupart des historiens modernes, Mommsen comme Duruy, les ont crus sur parole, et ainsi s'est propagée cette idée que la loi Icilia a été une « réforme démocratique, » dans le sens moderne du mot, un acte de générosité destiné à subvenir à la misère des humbles. Quelque invétérée que soit cette opinion, et quelque touchant que soit le tableau qu'elle nous présente, M. Merlin la combat vigoureusement, et il est bien difficile de ne pas être de son avis. Qu'est-ce que de véritables « pauvres » auraient fait de ces lots de terre? comment auraient-ils pu y faire construire des maisons, ainsi que nous l'atteste le récit de Denys d'Halicarnasse? Le moindre bout de champ cultivable, avec une toute petite cahute, aurait bien mieux fait leur affaire! Mais surtout, avant d'utiliser ces terres, comment seraient-ils parvenus à se les faire donner? par quel ascendant inconnu auraient-ils décidé les patriciens à se dessaisir en leur faveur de ce domaine? par la terreur? eux, si petits, si chétifs, si mal organisés! ou par la pitié? comme si le sénat romain était sentimental! Tous les argumens de M. Merlin nous semblent très convaincans; nous y joindrions volontiers cette remarque: la loi Icilia n'est pas une loi ordinaire; elle est placée sous la protection spéciale des dieux, *sacrata;* par là, elle se rapproche des traités de paix ou d'alliance conclus entre deux États; elle suppose donc une certaine égalité morale entre les contractans. Comment les grands seigneurs de la Rome palatine, les Claudius ou les Fabius,

auraient-ils consenti à se lier par une telle loi, par une « loi sacrée, » avec de misérables va-nu-pieds?

Tout s'explique, au contraire, si l'on songe qu'il pouvait y avoir autre chose dans la plèbe que des indigens ou des prolétaires. On a donné bien des définitions de la plèbe : aucune peut-être n'est tout à fait vraie, parce que toutes veulent limiter ce qui est, par nature, sans limites. La plèbe ne peut se définir que négativement. La plèbe, c'est tout ce qui n'est pas patricien; c'est le réceptacle où l'on entasse pêle-mêle tous les élémens qui demeurent en dehors des familles aristocratiques, en dehors du culte des ancêtres, en dehors du sol consacré par les auspices; ce sont les cliens détachés des *gentes* patriciennes, ce sont les vaincus, mais ce sont aussi les étrangers, les « métèques, » qui viennent s'établir auprès de la « cité » proprement dite, comme les marchands dont nous parlions tout à l'heure. Or, à ceux-là, tout ce que nous savons de la loi Icilia s'applique à merveille. Ils sont riches; ils s'entendent bien; ils ont dû déjà former de ces « syndicats, » comme le collège des marchands ou des adorateurs de Mercure, que nous verrons fonctionner un peu plus tard, justement sur l'Aventin. Ils tiennent le sort de Rome entre leurs mains; il dépend d'eux de la ruiner, de l'affamer; on a besoin d'eux: quoi d'étonnant à ce qu'ils aient imposé, en profitant de leurs avantages, un sacrifice que jamais des malheureux sans ressources n'auraient pu extorquer? Et c'est bien eux encore, et non pas les pauvres, qui ont dû faire des terres situées sur l'Aventin l'usage dont nous parle l'histoire. Ce qu'il leur faut, en effet, ce ne sont pas des domaines ruraux; ce sont des maisons et des magasins, des édifices où ils soient chez eux, où ils ne soient à la merci ni des coups de force, ni des intempéries naturelles. Aussi n'est-on pas surpris de voir s'élever sur l'Aventin une agglomération urbaine, et non une masse de petites propriétés agricoles. On peut donc affirmer que le but de la loi Icilia, — au moins son but direct et essentiel, — n'a pas été d'améliorer le sort de la classe pauvre, mais de fixer à Rome, en leur donnant la satisfaction qu'ils demandaient, les riches marchands venus du dehors, de transformer leurs installations passagères en établissemens définitifs. Pour parler le langage moderne, Rome n'avait connu jusque là que des « marchés » ou des « foires : » elle eut désormais, — comme Shang-Haï ou Yokohama, — sa « concession étrangère. »

Cette concession ne tarda pas à devenir une véritable ville: elle eut notamment ce qui, dans les idées des anciens, était l'élément primordial, l'âme même d'une ville: elle eut des temples. Les deux siècles qui suivirent la promulgation de la loi Icilia, furent marqués par l'introduction à Rome de cultes nouveaux, qui eurent leur siège sur l'Aventin, et qui contribuèrent puissamment à donner à ce quartier une physionomie originale.

De ces cultes, quelques-uns furent institués à la suite des guerres avec les populations voisines: tels ceux de Vertumne, de Junon Reine, de Diane. Vertumne était adoré à Vulsinies, Junon à Véies, Diane à Aricie, capitale de la confédération latine. Vulsinies et Véies une fois tombées sous les coups des légions, la ligue latine une fois obligée d'accepter la prééminence romaine, que faire de ces divinités, vaincues en même temps que les peuples qu'elles avaient protégés? abolir leur culte? Ç'eût été une offense à leur majesté, que les Romains étaient trop pieux pour commettre, et trop peureux aussi, car les dieux, même étrangers, même vaincus, conservaient encore la force de nuire. Laisser subsister leurs temples en pays ennemi aurait été une grosse imprudence politique. Il fallait donc amener à Rome ces dieux de l'Étrurie ou du Latium, mais pas à Rome même, car les divinités du dehors, pas plus que les hommes des autres nations, n'avaient le droit d'habiter dans l'enceinte sacrée. La montagne Aventine, hors de la ville, mais tout près d'elle, offrait un emplacement tout trouvé pour donner l'hospitalité aux Immortels annexés.

D'autres cultes, plus nombreux, ceux de Cérès, de la Bonne Déesse, de Mercure, de Flore et de la Lune, furent apportés par des négocians venus de l'étranger, principalement de la Grande-Grèce et de la Sicile. Ces négocians étaient des gens fort dévots. On sait que ce sont leurs confrères d'Asie-Mineure qui, dans leurs courses de cabotage, ont répandu par toutes les contrées méditerranéennes la religion de Vénus et d'Énée. Ceux qui venaient exploiter le marché de Rome, avaient, eux aussi, leurs rites, auxquels ils tenaient beaucoup, et leur premier soin, dès qu'ils le purent, dut être d'élever sur les bords du Tibre de petites chapelles à leurs divinités familières. Comment ces chapelles furent-elles remplacées par des temples? comment ces dévotions privées furent-elles acceptées, adoptées même par le gouvernement romain, enrichies de jeux périodiques et de sacri-

fices solennels? la tradition antique nous permet de l'entrevoir quand elle dit que les cultes de Cérès et de Flore furent établis à la suite de disettes. M. Merlin pense que les marchands de blés, dont l'intervention était plus que jamais nécessaire pour sauver la ville de la famine, profitèrent de l'insuffisance des récoltes pour se faire donner, à eux et à leurs dieux, des faveurs très prisées. Cela est fort vraisemblable; mais peut-être la dévotion des Romains envers les dieux exotiques a-t-elle été plus spontanée. D'eux-mêmes, avec cette soif de secours célestes qui les a toujours possédés, avec cette peur d'oublier, en la personne d'une divinité même peu connue, un protecteur possible, ils ont dû s'élancer vers cette Cérès, cette Flore, ce Mercure, dont ils entendaient les étrangers vanter la puissance, et dont les noms devaient apparaître à leurs esprits frustes comme synonymes de richesse et de fécondité. — De même, la Bonne Déesse étant à l'origine une « guérisseuse, » proche parente d'Hygie et d'Esculape, il est fort probable que l'on commença de l'adorer à Rome officiellement à la suite d'une des nombreuses épidémies qui ravagèrent la cité vers la fin du ve siècle. Et, d'une façon générale, il en fut des dieux étrangers comme des hommes qui venaient en propager la religion : les uns et les autres s'imposèrent à la confiance des Romains par les services qu'ils leurs rendirent, et à leur imagination par le prestige qu'ils tenaient de leur origine lointaine.

Mais, qu'il s'agisse des cultes introduits par les marchands, ou de ceux des peuples vaincus, tous ceux dont l'Aventin vit s'élever les sanctuaires gardèrent, très nettement, un caractère extra-romain. Les divinités prirent des noms latins, cela est vrai : Cérès et Mercure au lieu de Dèmèter et d'Hermès. Mais fut-ce, comme le croit M. Merlin, une mesure d'assimilation expressément voulue par le sénat? Nous y verrions plutôt un effet de cette habitude instinctive qui poussait les anciens à revêtir de vocables déjà connus les réalités exotiques : qu'on se rappelle comment César a latinisé les noms de l'Olympe gaulois. Par ailleurs, rien ne montre les cultes de l'Aventin identifiés avec ceux de la Rome palatine. Bien loin de là. On n'ignore pas que, pour les dieux comme pour les hommes, l'État romain avait deux juridictions distinctes, applicables l'une aux membres de la cité, l'autre aux étrangers : le préteur pérégrin à côté du préteur urbain, les décemvirs des sacrifices à côté des pontifes.

Or, tous les cultes célébrés sur l'Aventin relevaient des décemvirs, au contraire des cultes d'origine indigène. Et, là même où l'une des divinités Aventines, comme Flore par exemple, était identique à une de celles qu'on adorait dans l'enceinte de la ville, la communauté du nom n'entraînait pas celle des rites : il suffisait que la Flore de l'Aventin fût adorée « à la grecque, » *more græco*, pour qu'elle restât profondément différente de celle du Quirinal. — Le bon Corneille ne se trompe donc pas grossièrement, lorsqu'il nous montre sa Camille allant consulter

> Ce Grec si renommé qui, depuis tant d'années,
> Au pied de l'Aventin prédit nos destinées.

Il a tort de transporter au temps du fabuleux « roi Tulle » ce qui n'aura lieu que trois siècles plus tard. Mais son Grec diseur de bonne aventure, comme tous les prêtres des religions immigrées, a bien sa place là où la lui assigne le poète : sur le Palatin ou au Capitole, il serait un intrus.

Ce caractère spécial des cérémonies Aventines a son importance, car il montre combien peu le monde de ce quartier se confond avec celui des autres collines. La religion achève ce que la nature a préparé, ce que les relations économiques ont commencé, la constitution d'une ville neuve, tout ensemble voisine et différente de la ville patricienne. Grâce aux sanctuaires qui s'élèvent sur ses pentes, l'Aventin est devenu, de plus en plus, la capitale des « métèques. » Marchands de Caere, de Capoue ou de Tarente, navigateurs siciliens, grecs ou carthaginois, se sont, par la force des choses, groupés ici : la situation des lieux les y a conduits ; la condition particulière de la montagne, en dehors de l'enceinte, la leur a rendue accessible ; la loi Icilia leur a permis d'y élire domicile ; la construction des temples en l'honneur de leurs divinités les y a encore plus fortement enracinés. Ils y ont désormais leurs demeures, leurs richesses, leurs dieux. Ils forment un organisme complet, soudé au flanc de la vraie Rome. Mais une telle soudure peut-elle laisser indéfiniment les deux vies subsister distinctes ? des échanges ne vont-ils pas fatalement se produire ? Du jour où il est habité par une population nombreuse et remuante, l'Aventin, exclu de Rome, est trop près de Rome pour ne pas agir sur elle. C'est cette action qu'il nous faut maintenant tâcher de définir.

III

En ce qui concerne la politique extérieure de l'État romain, vouloir déterminer le rôle qu'y ont joué les habitans de l'Aventin reviendrait à chercher la part que les intérêts commerciaux ont eue dans toutes les guerres et les négociations de la république. Cette part a certainement été considérable, on peut l'affirmer *a priori*. La plupart des expéditions militaires, en tout pays, ont pour secrets motifs des ambitions économiques: on veut se créer des débouchés, abattre des concurrens, s'assujettir une clientèle jusqu'alors neutre ou flottante, — et voilà les soldats en campagne. Cela est vrai, non seulement d'oligarchies commerçantes et bourgeoises, comme celles de Venise, d'Amsterdam ou de Londres, mais même d'une royauté telle que celle de Louis XIV : la guerre de Hollande n'a-t-elle pas été conçue en grande partie pour débarrasser les négocians français de rivaux dangereux? et, dans leur fameux « passage du Rhin, » les Grammont et les Vivonne se doutaient-ils qu'ils travaillaient pour le compte d'armateurs ou de fabricans que probablement ils méprisaient fort? Il a dû en être de même à Rome. Les victoires retentissantes, les faits d'armes chevaleresques, l'écroulement des monarchies, tout ce décor héroïque et pompeux recouvrait des entreprises financières ou industrielles. Une guerre était une « affaire. » Les légionnaires qui s'en allaient conquérir le monde étaient, sans le savoir, des ouvriers à la solde de quelques spéculateurs : ceux-ci, dans leurs banques ou leurs comptoirs de l'Aventin, s'enrichissaient obscurément tandis qu'on se battait en Espagne ou en Asie, tirant du succès final autant de gros bénéfices que l'*imperator* y ramassait de gloire.

Bien des indices autorisent cette façon de penser, entre autres ce fait notable qu'en dernière analyse les villes détruites par les armées romaines furent toujours celles qui faisaient obstacle au commerce romain : les villes d'Étrurie, dont les marchés attiraient les acheteurs au détriment de celui des bords du Tibre; — Capoue, la métropole économique de l'Italie du Sud; — Tarente, qui avait si longtemps barré aux armateurs latins l'accès des riches contrées orientales ; — Corinthe, qui, de sa forte position isthmique, dominait les deux mers grecques, si bien que Rome n'y pouvait trafiquer qu'après l'avoir détruite;

— Carthage, surtout. Car, entre Carthage et Rome, le duel fut essentiellement une question d'argent. Écartons la poétique légende qui assignait à la haine des deux cités une origine presque mythique, et faisait d'Hannibal le lointain vengeur de Didon abandonnée. Oublions même l'admirable épopée retracée par Tite-Live, la grande crise de Rome vaincue, l'émouvant effort fait par tout un peuple sur lui-même pour se ressaisir et se relever. Allons plus au fond : l'enjeu de la lutte, c'était le commerce du monde méditerranéen ; c'était, plus particulièrement, le monopole des mines d'étain de l'Espagne, que les deux nations se disputaient avec autant d'âpreté qu'en ont pu exciter, depuis, les gisemens d'or ou de diamans. La bataille de Cannes et celle de Zama, avant d'être livrées par Hannibal ou par Scipion, furent voulues par la haute banque de Rome et de Carthage.

Encore, quand il s'agit des villes dont nous venons de rappeler la chute, la question peut-elle être complexe. Ces cités avaient toute sorte de désaccords avec Rome, et les inimitiés politiques purent se mêler aux rivalités économiques pour faire décider leur ruine. L'exemple de Rhodes est plus probant. Rhodes n'avait jamais fait de mal aux Romains; bien au contraire, elle avait pris fait et cause pour eux contre Philippe et contre Antiochus, et, même dans la guerre de Persée, elle s'était bornée à une neutralité qui n'avait rien de malveillant. Elle avait essayé de former, avec diverses villes d'Asie, une petite confédération, qui ne pouvait inquiéter la puissance romaine. Bref, le vieux Caton, qui n'était pas un tendre, certes! ni un idéaliste, déclarait bien haut qu'il n'y avait pas le plus petit reproche à adresser aux Rhodiens. Et pourtant, Rhodes fut sacrifiée. Pourquoi? Parce qu'elle drainait trop complètement le négoce de cette partie de la Méditerranée. La Chambre de commerce de l'Aventin, si l'on ose s'exprimer ainsi, le « collège des adorateurs de Mercure, » ne pouvait s'en accommoder. Il lui fallait avoir un port franc dans l'Archipel, afin d'y trafiquer dans des conditions meilleures. Ce port franc fut Délos, qui tua Rhodes, et en hérita.

A de telles exécutions, l'État tout entier trouvait sans doute son compte; cependant, c'était le groupe des marchands surtout qui y gagnait. Quelquefois nous entrevoyons, même dans l'histoire traditionnelle, l'opposition des intérêts entre ce groupe et les autres parties de la population. Qu'est-ce, par exemple, dans Tite-Live, que le démêlé entre Scipion et Fabius, lorsque le

premier veut transporter la guerre en Afrique, et que l'autre dénonce l'imprudence de cette manœuvre? C'est, si l'on veut, le contraste de la vieillesse apeurée et grincheuse avec la témérité juvénile. C'est encore l'antithèse entre deux méthodes de guerre, la défensive stricte et la contre-offensive. Mais c'est en même temps le conflit entre deux classes sociales, dont les besoins, en cette occurence, sont radicalement contraires. Fabius, chef d'une des plus anciennes familles, représente la vieille aristocratie, dont la fortune est surtout territoriale. Il ne réclame qu'une chose : voir le pays débarrassé des armées ennemies. Que Carthage reste saine et sauve, puissante même, qu'elle étreigne dans sa domination et l'Afrique et l'Espagne et les îles, cela lui est égal : l'essentiel est que les campagnes de l'Italie ne soient plus ravagées par les troupes d'Hannibal, que le Latium cesse d'être exposé à un retour de l'invasion, que les provinces où sont tant de grands domaines recouvrent leur sécurité, que les paysans puissent moissonner et vendanger en paix; le reste, la destruction de la suprématie punique en dehors de l'Italie, ne vaut pas les os d'un seul légionnaire. — Scipion, lui, quoiqu'il soit aussi de très haute naissance, est moins étroitement l'homme d'une caste. Il a touché à la civilisation grecque : il aime le luxe, les plaisirs, les arts; il est populaire; c'est l'enthousiasme de la masse, et non la sympathie du sénat, qui l'a fait général en chef à vingt-quatre ans. Il est plus moderne, si l'on peut dire, que la plupart des nobles de ce temps : il a l'esprit plus ouvert sur le dehors; il est moins exclusivement obsédé par les intérêts des grands propriétaires fonciers, il comprend ceux des autres parties de la population, et notamment des marchands ou des financiers. Pour lui, la grosse affaire est de ruiner la prééminence méditerranéenne de Carthage : il lui a enlevé l'Espagne; il veut lui enlever l'Afrique, l'isoler, la dépouiller de toute suprématie, empêcher qu'elle ne redevienne une rivale capable d'arrêter l'expansion économique de Rome. Il va droit à ce but, sans s'inquiéter des sacrifices que sa tactique peut imposer à l'agriculture italienne. Que pendant deux ou trois ans de plus, les campagnards soient gênés par les soldats carthaginois, et que les grands seigneurs soient appauvris, qu'est-ce que cela lui fait, pourvu que Carthage cesse de compter dans le commerce mondial? Au fond, nous avons là sous les yeux un épisode de la lutte qui se retrouve partout et toujours, dans l'Athènes du

temps de l'expédition de Sicile comme dans tel grand État de nos jours, lutte entre ceux qui ne s'occupent pas de l'étranger du moment qu'il les laisse tranquilles, eux et leurs terres, et ceux qui vont se heurter à lui pour lui disputer l'hégémonie financière, lutte entre les ruraux et les spéculateurs, entre les deux formes de la richesse, la terre et l'argent.

Cette lutte s'est prolongée, nous pouvons en être sûrs, pendant toute l'histoire de la république romaine. Il est remarquable que presque tous ceux qui ont étendu l'empire ont été liés avec les hommes d'argent, chevaliers ou plébéiens, et ont été portés par eux, plutôt que par la noblesse, au commandement des armées : Scipion Émilien, Mummius, le destructeur de Corinthe, Marius, Lucullus, Pompée, César. On a le droit de penser qu'au début de toutes les guerres importantes, il s'est passé ce que nous avons vu tout à l'heure se produire pour l'expédition d'Afrique. Chaque fois que la question s'est posée, les deux forces antagonistes se sont retrouvées en présence, l'aristocratie terrienne s'obstinant à retenir la puissance romaine à l'intérieur des limites déjà atteintes, le monde de la finance l'engageant dans de nouvelles guerres pour s'assurer de nouveaux champs d'action. Et chaque fois l'argent a vaincu la terre, sans quoi Rome n'aurait pas livré tant de combats, ni subjugué tant de contrées. L'impérialisme des Romains, pour employer le mot consacré, a été beaucoup plus économique que militaire dans ses causes. A cette domination universelle, les politiques et les généraux ont fourni les moyens, mais ce sont les marchands et les banquiers qui ont donné l'impulsion première. Et puisque l'Aventin était leur siège par excellence, on peut dire que de ce quartier surtout est partie l'hégémonie romaine, comme d'ailleurs elle lui a profité plus qu'à tout autre. L'ancienne noblesse foncière n'avait pas besoin de ranger autant de pays sous les lois de Rome ; elle n'y gagnait rien ; elle y perdait plutôt, et le sentait si bien qu'elle y répugnait fort. Elle ne l'a fait que sous la pression de ses voisins les commerçans. C'est, si l'on veut, Rome Palatine et Capitoline qui a conquis le monde, mais c'est l'Aventin qui l'a forcée à cette conquête.

Dans la vie intérieure de la cité, le rôle de l'Aventin n'a pas été moins important que dans ses relations extérieures. De même qu'il a été pour beaucoup dans la transformation de la petite peuplade primitive en un empire universel, il a été aussi l'un des

facteurs les plus efficaces de l'évolution qui a fait passer Rome de l'aristocratie à la démocratie.

Parmi les récits que nous ont transmis les auteurs classiques, nous rencontrons à chaque pas des détails qui affirment une étroite parenté entre l'histoire de l'Aventin et celle de la plèbe. Rappelons-nous tous ces sanctuaires que nous avons vus s'élever sur la montagne Aventine : les annales en attribuaient la fondation ou la dédicace aux personnages qui passaient pour avoir été les plus favorables à la classe inférieure. Diane et la Lune avaient, disait-on, reçu cet honneur de Servius Tullius, le roi qui, le premier, avait introduit les plébéiens dans l'organisation de la cité. Pour Cérès, c'était Spurius Cassius, l'un de ces chefs aventureux qui avaient, de très bonne heure, cherché à conquérir le pouvoir royal en s'appuyant sur la masse. Pour Mercure, c'était un centurion désigné par la plèbe ; pour Flore, deux édiles plébéiens. Bref, à chacun de ces temples était lié le nom d'un des acteurs de l'émancipation populaire. Pures légendes, sans doute ! mais légendes qui traduisaient une opinion fort enracinée dans les esprits ; et, ajoutons-le, légendes qui se perpétuaient dans les faits réels. A l'époque historique, tous ces édifices étaient sous la juridiction des décemvirs, c'est-à-dire du premier collège sacerdotal qui eût compté des plébéiens parmi ses membres, alors que le corps des pontifes restait exclusivement patricien. A l'époque historique aussi, le temple de Cérès servait de dépôt aux pièces d'archives qui concernaient la plèbe, de bureau aux édiles plébéiens ; enfin, c'est au profit du trésor de ce temple que l'on confisquait les biens des coupables qui avaient outragé le peuple en violant la sacro-sainte puissance tribunicienne. Autant d'indices qui témoignent qu'aux yeux des anciens il y avait une connexion intime, indélébile, entre les cultes Aventins, et les traditions ou les intérêts populaires.

L'histoire politique nous présente des souvenirs orientés dans le même sens que ceux de l'histoire religieuse. Les plus célèbres sont ceux qui se rattachent aux sécessions de la plèbe. Les sécessions ! Au temps jadis, où l'histoire romaine était la base de l'éducation civique, combien de collégiens, — et même de lecteurs sortis du collège, — combien d'orateurs politiques et de « philosophes » du XVIIIe siècle se sont passionnés pour les tableaux que ce nom remet sous nos yeux ! Les gens du peuple écrasés par leurs dettes, tenus en une sujétion féroce par les

nobles, rompant brusquement avec eux, sortant en armes de la cité, arrachant bientôt à leurs tyrans l'institution du tribunat, qui doit être leur inexpugnable rempart; puis, un demi-siècle après, cette conquête annulée ; la foule gémissant sous la lourde oppression des décemvirs; Appius Claudius poursuivant la jeune plébéienne Virginie de sa cynique convoitise; le père tuant sa fille pour la soustraire au déshonneur ; mais, du sang de la belle et pure victime, comme jadis de celui de Lucrèce, la révolution sortant triomphante : toutes ces scènes, si vivantes chez Tite-Live, se sont longtemps imposées aux imaginations. Dans toutes, l'Aventin a sa place. C'est là que, par des conciliabules secrets, les plébéiens prennent peu à peu conscience de leur solidarité et de leur force, là que se prépare la première sécession ; et c'est là aussi, — et non sur le mont Sacré, — qu'elle s'accomplit, si l'on en croit la version, non pas la plus répandue, mais la plus ancienne. Et pour la seconde sécession également, les chroniqueurs anciens hésitent entre l'Aventin et le mont Sacré; beaucoup se tirent d'affaire en admettant que le peuple soulevé a occupé successivement les deux montagnes. En tout cas, l'un des promoteurs de la seconde sécession, le fiancé de la chaste Virginie, Icilius, est, dans la tradition, le même tribun qui a, par sa loi, distribué aux plébéiens les terres Aventines. Il est donc fatal que, dans toutes ces narrations, le nom de l'Aventin soit prononcé : c'est bien la montagne où la foule irritée vient chercher refuge, pour secouer le joug des nobles, puis pour les menacer à son tour et leur dicter ses conditions.

Il y a longtemps que la critique des historiens modernes a ébranlé ces majestueux récits. Le dernier venu, le démolisseur M. Païs, n'en laisse pas subsister pierre sur pierre, pas plus que de toute la période primitive de la république romaine. Mais ces légendes, auxquelles personne ne songe à rendre leur autorité perdue, n'en méritent pas moins de retenir l'attention. Si elles ne nous apprennent pas comment les choses se sont passées, — cela est bien clair, — elles nous disent comment les anciens ont cru qu'elles s'étaient passées; et, dans ce qu'ils ont cru, il est rare qu'il n'y ait pas quelque indication pour nous mettre sur le chemin de la vérité. Toute l'antiquité a été convaincue que l'Aventin avait joué un rôle primordial dans l'affranchissement de la plèbe. Ce rôle, elle se l'est représenté naïvement, d'une façon plus conforme à la poésie, à l'épopée, qu'à l'histoire. Est-

ce une raison pour nier qu'il ait existé? Il a pu être grossi ou dénaturé, plutôt qu'inventé de toutes pièces : à nous de chercher ce qu'il a été réellement. Rien, en cette affaire, n'est vrai sous la forme qu'a imaginée la crédulité romaine ; rien n'est peut-être tout à fait faux dans le fond. On ne croit plus qu'Icilius ait appelé sur les pentes Aventines les gens du peuple exaspérés : il est permis de se demander comment l'Aventin a pu aider aux progrès des libertés populaires.

Nous avons vu que ses habitans les plus considérables, les commerçans venus de l'étranger, étaient en dehors de la cité primitive. Les plébéiens y étaient aussi, quoique pour d'autres raisons. Quelle que fût leur origine, — cliens soustraits à la tutelle patronale, ou nobles déchus, ou résidus des populations soumises, ou tout cela ensemble, — ils demeuraient radicalement exclus de la communauté légale et rituelle qui constituait la ville aristocratique du Palatin. A ce point de vue, la parenté ethnique étant comptée pour bien moins que la parenté juridique ou religieuse, il y avait moins loin d'un plébéien romain à un marchand sicilien ou grec que de ce plébéien romain à un patricien romain. Les deux premiers, méprisés tous deux par le troisième, et, à leur tour, mal disposés pour lui, se trouvaient du même coup rapprochés l'un de l'autre. « Avoir les mêmes désirs et les mêmes aversions, disaient les hommes politiques de l'antiquité, voilà la vraie amitié. » Les marchands et les plébéiens devaient avoir la même aversion pour ces grands seigneurs orgueilleux qui les tenaient si dédaigneusement à l'écart, le même désir de conquérir quelques droits, de briser les barrières, d'entrer dans la cité close, et de s'y faire une place. Fustel de Coulanges cite avec raison, comme le germe de mort du régime patricien, le trop grand nombre des gens qu'il condamnait à l'inégalité, ou plutôt à la privation de toute existence légale. « Beaucoup d'hommes, dit-il, avaient intérêt à détruire une organisation sociale qui n'avait pour eux aucun bienfait. » Parmi eux, la classe commerçante et la classe populaire étaient au premier rang. En leur opposant une exclusion opiniâtre, le patriciat, jalousement muré dans son droit héréditaire, les forçait à confondre leurs vœux et leurs rancunes ; lui-même créait l'entente sous les coups de laquelle il devait succomber.

Cette entente, ébauchée sans doute dès l'origine et par la nécessité même des choses, dut se préciser lorsque la loi Icilia

eut décidé le partage des terres de l'Aventin. Ce partage, nous l'avons dit, fut obtenu principalement par les marchands étrangers, et ce fut à eux surtout qu'il profita. Mais les plébéiens, — au sens strict du mot, — les pauvres, les ouvriers, tous ceux qui n'étaient pas encadrés dans la clientèle des familles patriciennes, y trouvèrent aussi leur compte. La loi ne les visait pas spécialement, elle ne les excluait pas non plus. Ils purent s'installer, eux aussi, dans la région Aventine, à côté des riches commerçans, et cela dut avoir pour eux des conséquences fort importantes. Tant que les trafiquans n'avaient fait que passer sur le sol latin, en irréguliers, en nomades, et tant que les plébéiens n'avaient été qu'une vague multitude, éparpillée aux quatre coins de la banlieue, ils n'avaient pu réciproquement se connaître. Du jour où les uns et les autres furent établis dans le même quartier, avec des demeures fixes, en une seule agglomération, ils se rapprochèrent, se parlèrent; ils virent qu'ils avaient le même but à poursuivre : forcer les portes de l'État patricien, et, pour cela, le même obstacle à vaincre : le préjugé têtu de la caste aristocratique. Le voisinage renforça donc le lien que formait entre eux l'analogie des situations sociales, ou plutôt leur permit d'apercevoir ce lien. Le contact matériel leur fit prendre conscience de la communauté des intérêts. Cette fois, l'alliance était virtuellement conclue.

Quel était l'apport des deux alliés? il n'est pas malaisé de le conjecturer. Les plébéiens proprement dits étaient le nombre, et par suite la force. Ils pouvaient, aux comices, s'ils savaient s'entendre, élire des magistrats qui leur fussent favorables. Ils pouvaient engager une lutte directe et violente. Ils pouvaient, sans agir, rien qu'en s'enveloppant dans une cuirasse d'inertie, paralyser l'État patricien, qui avait besoin d'eux pour combattre contre ses voisins. Mais tous ces moyens, coalitions électorales, émeutes, ou grèves militaires, les plébéiens, livrés à eux-mêmes, ne savaient pas s'en servir. Ils étaient peu intelligens, ou du moins dépourvus de cette habileté, de cette expérience que donne la pratique des affaires, politiques ou commerciales. Déprimés par une longue sujétion, ils n'avaient pas de confiance en eux-mêmes. Ils n'avaient pas d'organisation, pas de groupemens réguliers, pas de direction unique. C'était une masse débandée qui, réduite à ses seules ressources, ne pouvait tenir ferme contre le corps des patriciens, si admirablement disci-

pliné. Heureusement, les marchands avaient tout ce qui manquait à la plèbe. Ils possédaient, en vertu de leur métier, les qualités nécessaires d'adresse souple et d'initiative hardie, et, en vertu de leur argent, une certaine fierté, qui les empêchait de courber la tête devant l'aristocratie. Ils savaient ce qu'ils voulaient, et ils le firent savoir et vouloir aux plébéiens. De ces isolés, de ces apeurés, ils firent des combattans parce qu'ils leur donnèrent l'élan, l'unité, la tactique, parce qu'ils leur fournirent un bon et solide cadre d'officiers. Ils purent dès lors les mener à l'assaut de la citadelle patricienne : de cette cohue, ils avaient su tirer une armée.

Avoir des chefs, c'était beaucoup pour la plèbe, ce n'était pourtant pas la seule condition de la victoire. Parmi les supériorités dont les nobles se targuaient, une de celles qu'ils faisaient sonner le plus outrageusement était leur privilège de posséder seuls un culte régulier. Ils avaient là, selon les idées du temps, un immense avantage. Cette opinion était si puissamment enracinée qu'elle s'imposait même à ceux qui auraient dû la rejeter avec colère, puisqu'elle les reléguait très bas, dans une caste de parias. Les plébéiens, n'ayant pas de « dieux paternels, » pas de rites familiaux, n'étaient pas seulement méprisés des patriciens, ils se méprisaient eux-mêmes. Voilà justement pourquoi ils résistaient si mal aux exigences de leurs adversaires : ils auraient cru faire un sacrilège en n'obéissant pas à ces êtres supérieurs, transfigurés à leurs yeux par le prestige de la religion. Ici encore, la lacune dont souffrait la plèbe fut comblée grâce à l'Aventin. Le quartier des marchands était aussi, comme on l'a vu, celui des dieux étrangers. Or ces dieux étaient bien plus accueillans que ceux du Capitole. Les plus humbles des hommes pouvaient venir les adorer. Et de fait, ils ne s'en firent pas faute. Cérès était une des divinités les plus aimées de la foule; Flore, comme dit Ovide, ouvrait largement son culte aux danses populaires; l'anniversaire de la dédicace du temple de Minerve était le jour de fête des ouvriers; celui de la consécration du sanctuaire de Diane Aventine était le « jour des esclaves. » Cette participation à des cérémonies sacrées rendit aux plébéiens un précieux service : elle les releva à leurs propres yeux. Désormais ils sentirent qu'ils étaient des hommes tout comme les nobles, aussi capables de prier et de sacrifier, aussi dignes d'une protection divine. Fustel de Coulanges cite, parmi les circonstances

qui favorisèrent les progrès de la classe populaire, l'introduction des cultes orientaux, auxquels tout le monde pouvait participer. Cela est fort juste : mais, bien avant les religions de l'Orient, dont l'arrivée à Rome n'est pas antérieure au IIe siècle, celles de la Grande-Grèce et de la Sicile avaient déjà offert à la foule le réconfort qui lui était nécessaire. Cérès, Flore et Mercure précédèrent Isis et Cybèle dans ce rôle de divinités spécialement chères à ceux qui ne pouvaient s'associer aux rites Capitolins. Leurs temples furent les premiers centres de ralliement des gens du peuple; c'est là qu'ils connurent pour la première fois ce qui pouvait les hausser au-dessus de leur misérable condition : la notion de leur solidarité, la confiance en les dieux et en eux-mêmes. En somme, ces sanctuaires agirent sur eux dans le même sens que les demeures des riches marchands dont ils étaient proches. Ce double voisinage leur donna ce qui leur faisait défaut, et ce qui, au contraire, constituait la force de la cité Palatine. Les commerçans furent leurs guides, leurs conseillers, leurs défenseurs au besoin, comme les grands seigneurs étaient ceux de leurs cliens. Et, dans le culte des divinités Aventines, ils puisèrent le sentiment que leurs rivaux devaient à la religion héréditaire, le sentiment de dignité, de sécurité morale, qui était un efficace principe d'action, et qui n'existait guère alors en dehors des croyances surnaturelles. Appui terrestre, appui céleste, rien ne leur manqua plus pour croire qu'ils étaient égaux aux patriciens; et, du moment qu'ils croyaient l'être, ils devaient fatalement le devenir. Ayant pour eux la puissance du nombre, ils ne pouvaient pas ne pas triompher lorsqu'ils eurent trouvé sur l'Aventin des dieux à eux et des chefs à eux.

Ce n'est pas à dire que l'union ait toujours été parfaite entre eux et l'élite ploutocratique qui s'était attribué le droit de les diriger. Quelquefois, les intérêts n'étant plus identiques, ils tentaient de se dérober à l'autorité de leurs conducteurs. Certains récits des historiens anciens laissent entrevoir ces essais de rupture, par exemple lors des lois de Sextius et de Licinius Stolon. Il s'agissait d'arracher aux patriciens le monopole du consulat. Les gens du peuple s'en souciaient fort peu, ils savaient bie qu'ils ne seraient jamais consuls, et ne tenaient pas à l'être. Mais les commerçans et les financiers le désiraient passionnément ; ils surent bien s'arranger pour contraindre la foule à réclamer cette réforme. A leur instigation, les tribuns présentèrent, en

même temps que la loi sur les élections consulaires qui les intéressait seuls, deux autres lois très importantes pour les gens de basse condition, l'une sur les dettes et l'autre sur les terres, et ils les présentèrent « en bloc, » *per saturam*. Tel est le récit de Tite-Live : sans vouloir en apprécier la stricte exactitude, on peut être sûr qu'il est vrai au moins d'une vérité typique et générale. La situation qu'il nous met sous les yeux, la divergence des buts poursuivis par les plébéiens riches et par les plébéiens pauvres, la tactique employée par les premiers pour atteler les seconds à leur propre ambition, tout cela a dû se répéter bien des fois. Dans cette longue lutte où a péri le pouvoir du patriciat, si la plèbe a vaincu, elle n'a vaincu ni par elle-même ni pour elle-même; les commerçans l'ont aidée à triompher, l'ont forcée, pour mieux dire, à triompher, parce qu'ils avaient besoin de son triomphe.

Cette façon de se représenter les révolutions intérieures de Rome n'a rien de romanesque. Bien des gens aimeraient mieux voir la démocratie conquérant spontanément ses droits par la seule puissance de son énergie indomptable. Ou bien encore, ce serait un beau geste que celui du sénat, ouvrant toutes grandes les portes de l'orgueilleuse cité, dans une pensée de haute sagesse ou d'humanité généreuse, et y appelant jusqu'aux plus humbles. En face de ces hypothèses touchantes et sublimes, un Rousseau, un Hugo, trouveraient bien plate l'explication que nous venons de résumer, et où de si petits motifs rendent compte d'un changement si grandiose. Qu'importe? si elle est la plus vraisemblable, si surtout elle nous montre, au lieu d'impossibles héros, des hommes de chair et de sang, mus par les mêmes passions et les mêmes convoitises que nous, esclaves comme nous de l'intérêt matériel et des nécessités ambiantes. Quoi qu'il en soit des rapports entre la classe commerçante et celle des citoyens obscurs et pauvres, que celle-ci ait plus ou moins été l'instrument de celle-là, toujours est-il que c'est sur l'Aventin que la coalition fut formée et scellée ; c'est là que fut livrée et gagnée la bataille décisive. La montagne prit dès lors une réputation de colline plébéienne qu'elle garda toujours, même lorsque les conditions de la vie politique furent transformées, lorsque la lutte ne fut plus entre patriciens et plébéiens, mais entre riches et pauvres. Lorsque Caïus Gracchus prolonge son âpre résistance aux troupes sénatoriales entre les temples

de Diane, de Minerve et de la Lune, lorsque Séjan essaie de se faire investir par les comices de l'Aventin d'une autorité révolutionnaire, lorsque, bien plus tard, en plein XIVe siècle, Cola di Rienzo lance du haut de l'Aventin son appel aux armes contre les barons féodaux, c'est qu'ils sont hantés par le souvenir prestigieux des traditions locales; ils veulent, en quelque sorte, mettre leurs efforts démocratiques sous le patronage du passé, qu'ils viennent évoquer dans son sanctuaire : de tels faits suffisent pour proclamer l'union persistante entre le nom de l'Aventin et la cause populaire.

Là est bien la marque distinctive de cette montagne, et nous savons d'où elle lui vient. « Il y a un livre à écrire, a dit M. Perrot, dont l'épigraphe serait ce mot d'Aristote dans sa *Politique :* Athènes n'est pas partout la même; le Pirée est plus démocratique que la Ville Haute. » Ne pourrait-on pas transporter cette formule dans l'histoire romaine, et dire que l'Aventin est un peu le Pirée de Rome? Comme le Pirée, il est tourné vers l'extérieur, vers la mer, vers le lointain; comme lui, il est le séjour habituel des étrangers, et surtout des négocians; comme lui, il est le berceau des revendications populaires ; comme lui, il est le symbole des principes de nouveauté, de modernité, d'émancipation, d'élargissement, en face de la vieille citadelle, plus exclusive et plus conservatrice; comme lui, il est, moralement aussi bien que matériellement, la porte ouverte sur le dehors.

Entre le rôle dévolu au port d'Athènes et celui qu'a joué le quartier commerçant de Rome, l'analogie ne saurait être fortuite : elle s'explique parce que, ici comme là, les faits humains sont sous l'étroite dépendance des conditions naturelles. Si l'Aventin n'avait pas été isolé du reste de Rome, il n'aurait pas accueilli comme il l'a fait les marchands étrangers et les dieux exotiques; et s'il ne les avait pas accueillis, il n'aurait pas aidé aux progrès de la plèbe. C'est ce qui fait l'unité de sa destinée, ce qui rend si curieuse son histoire, telle que M. Merlin nous l'a racontée et que nous venons d'essayer de la résumer. Tout s'y tient : les données géographiques ou géologiques, les faits d'ordre économique, religieux, diplomatique, social, s'y pénètrent intimement, et de cette fusion sort l'originalité de la montagne, on dirait presque sa personnalité historique.

RENÉ PICHON.

REVUE MUSICALE

JOSÈPH HAYDN

D'APRÈS DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Un congrès, un volume, un article de Revue, nous l'ont, presque ensemble, rappelé. Vienne a célébré, au mois de mai dernier, le centenaire de sa mort, suivant l'usage ancien et singulier qui veut que tout pays fête l'anniversaire du jour où il a perdu l'un de ses glorieux enfans. Une biographie du maître, par l'érudite M[lle] Brenet, vient d'enrichir la collection des *Maîtres de la musique* (1). Ici enfin (2), le « père », ou le « papa » Haydn, a reçu l'éloquent hommage de M. de Wyzewa. Et nous montrerons non pas tout à fait quelle contradiction, mais quelle correction imprévue et quel précieux complément les pages de notre collaborateur apportent au très agréable ouvrage de notre confrère féminin.

Les raisons ne manquaient pas jusqu'à présent d'appeler Haydn « le père. » Le quatuor et la symphonie avaient toujours passé pour ses enfans. Mais de la symphonie au moins il semble qu'on ne puisse plus lui reconnaître la paternité tout entière. Il aurait eu, — si familier que soit le mot, il est juste ici, — des « compères, » voire des précurseurs. Les dernières recherches nous ont appris le nom d'un certain Stamitz, ceux, plus anciens encore, de Richter et de beaucoup d'autres. M[lle] Brenet elle-même s'excuse maintenant d'avoir fait naguère, dans

(1) F. Alcan, éditeur.
(2) Voyez la *Revue* du 15 juin dernier.

son *Histoire de la symphonie*, trop d'honneur à Haydn en n'honorant que lui. « Toute une petite armée d'artistes, nous dit-elle, reprend place dans le tableau de l'origine des grandes formes instrumentales, où Haydn ne joue plus le rôle miraculeux d'inventeur qu'on lui a longtemps attribué : à peine, en escomptant une faible différence d'années, essayait-on de lui donner Gossec pour devancier; à peine hésitait-on à admettre que la symphonie, forme par excellence de la musique pure, était issue d'un acte subit du génie, et à peu près tombée du ciel comme un aérolithe. Pas plus dans le champ de la composition musicale que dans celui des autres arts ou des sciences, pareille puissance n'a jamais appartenu à un seul homme. La gloire de Haydn ne se trouvera pas amoindrie par ce que l'on aura recherché et, quelque jour, découvert, les fondations sur lesquelles il a élevé de durables monumens. »

Avec autant de conscience que de science, Mlle Brenet vérifie les fondations, et passe la revue de la « petite armée. » Ainsi la vérité, — la vérité d'aujourd'hui, — c'est que, « au moment où Haydn commença d'écrire des symphonies, les signes regardés comme caractéristiques du genre apparaissaient déjà, isolés ou réunis, dans une quantité considérable d'ouvrages de toutes provenances. » Mais la vérité aussi, vérité de fait, sinon de droit, vérité reçue, ou convenue, souvent plus forte et plus vraie que l'autre, c'est le vieil adage latin : *Pater is est quem nuptiæ demonstrant*. Or, que savons-nous, je vous prie, de ces étrangers, de ces nouveaux prétendans? Le son de leur voix est-il arrivé seulement à nos oreilles? Haydn, au contraire, nous le connaissons, nous l'aimons, et depuis notre enfance. Voilà pourquoi, longtemps encore, sa gloire sera la plus forte, l'unique même. Il continuera d'être l'époux, celui dont nous avons vu les noces avec la musique, les noces joyeuses, et le titre de père de la symphonie, en dépit de l'érudition, ne lui sera pas de sitôt enlevé.

Une autre paternité, qu'on ne lui dispute pas encore, est celle, en quelque sorte, de son propre génie. Haydn, au moins pendant sa jeunesse, n'eut pour maître, ou peu s'en faut, que lui-même, et la vie. Vie humble, de bonne heure errante et surtout populaire, comme la naissance et la famille du grand musicien. Son père, le charron de Rohrau, aimait le chant, ou plutôt les chansons. Quelquefois il s'accompagnait, vaille que vaille, sur une vieille harpe, et, le dimanche, il mêlait volontiers sa voix à celle de sa femme, de ses nombreux enfans et de ses voisins. Le premier signe que donna de sa vocation le petit « Sepperl, » fut, un jour qu'un ménétrier faisait danser la société, d'imiter, avec

deux morceaux de bois, le joueur de violon. Ce geste décida de son avenir. Un cousin, *magister*, — et *Kapellmeister*, aussi — d'un prochain village, emmena le gamin et lui donna les premières leçons. Peu après, un passant l'entendit et l'emmena encore. Plus loin cette fois, car le passant était un certain Reuter, maître de chapelle de la cathédrale de Vienne. Quelques années de cette maîtrise même n'apprirent guère autre chose à l'enfant de chœur que la pratique du répertoire. Reuter ne remarqua rien en lui. Quand vint l'âge de la mue, il quitta Saint-Étienne. Il en emportait peu de savoir, moins d'argent encore, mais beaucoup de courage et de gaîté. Un brave homme de chantre le recueillit. Alors commença pour Haydn une libre et vagabonde carrière. Hâtons-nous d'ajouter que, pour n'être pas sans aventure, sans péril memê, elle fut du moins sans reproche. Assuré de trouver chez son hôte, un pauvre diable aussi, le gîte, sinon le souper tous les soirs, il se mit, écrit son biographe, « à regarder autour de lui vivre la grande ville. » Elle vivait alors en musique et c'est ainsi, lui-même, qu'il vécut.

En musique, et de la musique aussi, fût-ce la plus modeste : celle du théâtre jamais, quelquefois celle des salons, voire des salles à manger, — on aimait alors la « musique de table, » — mais le plus souvent celle des rues. « Se joindre à de petits orchestres de sérénades et battre avec eux chaque soir le pavé de la ville, un violon à l'épaule, était un métier suffisant pour nourrir à peu près son homme. Haydn en vécut l'été, à la manière des cigales, et, l'hiver, il servit par son jeu et par la composition de menuets, le répertoire des « redoutes » et des « tavernes. »

Son génie avec cela, ou malgré cela, se formait, et tout seul. Comme l'« anarchie spontanée » dans les foules, il arrive que l'ordre spontané se produise dans une créature unique et choisie. A cette plante vivace, il suffisait de peu de soins : l'étude de quelque traité théorique, ou des sonates, récemment parues et achetées à grand'peine, de Philippe-Emmanuel Bach. Le hasard, ou mieux la Providence, à laquelle croyait pieusement le garçon, lui ménageait çà et là d'heureuses fortunes. Un jour, éconduit par le maître de chœur d'un couvent de Styrie, auquel il était allé soumettre ses essais, le jeune pèlerin se glissait dans le chœur même, et la façon dont il y tenait sa partie lui valait aussitôt, avec les avis souhaités, quelques jours d'hospitalité monastique et l'argent qu'il lui fallait pour retourner à Vienne. Peu après, le chantre qui l'avait pris chez lui venant à manquer, un autre de ses amis (un passementier cette fois) lui prêtait quelques écus, assez

pour louer une mansarde et pour y mettre une demi-douzaine de cahiers de musique sur un vieux clavecin mangé des vers. Son premier *libretto* lui tombait du ciel, ou tout au moins d'une fenêtre, où le musicien des rues et sa musique avait attiré je ne sais quel poète-impresario.

Des leçons, Haydn en donnait plutôt que d'en recevoir, et c'est en enseignant qu'il s'instruisait. Par les parens d'une de ses élèves, il entre en relation avec Métastase, qui le présente au vieux Porpora. Et si pour le coup celui-ci fut bien le maître de Haydn, c'est un peu, si ce n'est surtout, parce qu'il l'avait pris comme valet de chambre.

Plus tard encore, beaucoup plus tard, quand il sera, depuis quelque vingt ans, le directeur ou l'intendant de la musique du prince Esterhazy, nous retrouverons dans Haydn l'artiste personnel, indépendant et pour ainsi dire étranger aux productions de ses contemporains. En 1781, il écrivait à l'éditeur Artaria : « Si seulement les Français pouvaient connaître mon opérette *l'Isola desabitata* et mon dernier opéra *la Fedeltà premiata!* Je suis certain que l'on n'a pas encore entendu de pareil travail à Paris et peut-être pas davantage à Vienne. » Que l'on songe au peu que vaut dans l'œuvre de Haydn son répertoire dramatique, et l'on jugera qu'il se connaissait médiocrement lui-même. Surtout on conviendra qu'il ignorait les autres, si l'on se souvient qu'à cette époque Mozart avait donné *Idoménée* à Munich, qui n'est point aux antipodes de Vienne, et que Paris était familier avec les tragédies de Gluck et la moitié des comédies de Grétry.

Seule, la maturité de Haydn connut de grands exemples et n'eut garde de s'y dérober. La révélation des œuvres de Haendel ne fut sans doute ni le moindre agrément ni le moindre profit que Haydn retira de ses glorieux voyages en Angleterre. On l'entendit s'écrier un jour, à la fin de l'*Alleluia* du *Messie:* « Voilà notre maître à tous. » Après de longues études à la bibliothèque de Buckingham-Palace, M. Saint-Saëns nous assurait naguère, contrairement à l'opinion commune, que le sens pittoresque ou descriptif était l'un des traits les plus marqués de la supériorité de Haendel sur ses devanciers. Haydn peut-être eut la même impression, et rien n'empêche qu'on ne trouve ici l'une des causes qui le décidèrent à faire aussi grande, dans la *Création* et dans les *Saisons*, la part de la nature.

Enfin, M. de Wyzewa nous apprend que, parmi les douze dernières symphonies, lesquelles passaient pour avoir toutes été composées à Londres, une fut écrite à Vienne, en 1793, par Haydn revenant de son premier voyage, à la mémoire peut-être et sûrement sous l'influence

de Mozart. Quelques lignes décisives, expressives aussi, du critique, nous font voir, presque entendre comment cette symphonie (en *mi* bémol) est, d'un bout à l'autre, « saturée du génie de Mozart. » Au surplus, ce n'est ici que le témoignage suprême d'une longue admiration et d'une paternelle tendresse. On sait les sentimens du maître plus âgé pour le plus jeune. Des propos, des lettres connues en témoignent. Haydn eût volontiers redit à propos de Mozart l'humble parole du Précurseur : « Il faut qu'il croisse et que je diminue. » On n'ignore pas non plus comment ils se quittèrent l'un l'autre, le jour où Haydn partit de Vienne pour Londres : « O mon cher papa, s'écria Mozart, se jetant tout en pleurs dans les bras de Haydn, ce baiser sera le dernier. Nous ne nous reverrons plus. » Ils ne devaient plus se revoir. Mais une fois du moins, à sa manière, à leur manière à tous deux, dans un chef-d'œuvre en quelque sorte commun, Haydn a revu Mozart. Il l'a fait revoir, et revivre. Devant celui qu'il avait chéri, pleuré comme un fils, le « père » ou le « papa Haydn, » par je ne sais quel retour modeste et touchant, voulut être ou paraître l'enfant.

Aussi bien il eut, toute sa vie, et dans toute sa conduite, la simplicité, la naïveté de l'enfance. Il se maria plutôt à la légère. Les deux filles d'un perruquier prenaient des leçons avec lui. Fort épris de la première, il la demanda. Mais, comme elle avait résolu d'entrer au couvent, on lui donna la seconde. Fâcheux présent et pis aller véritable : la demoiselle était une pécore, « une bête infernale. » Elle eût fait le malheur d'un autre ; mais le malheur de Haydn était difficile à faire. Sa femme elle-même n'en vint pas à bout. Il la supporta vingt ans, avec bonne humeur. Alors seulement il rencontra dans la troupe de son patron, le prince Esterhazy, et dans la personne, dans la très jeune personne (elle avait dix-neuf ans) de la signora Luigia Polzellli, un agrément pour le présent et, pour l'avenir, une espérance. La cantatrice ne tenant pas plus à son mari que le compositeur à sa femme, chacun formait pour le trépas de son conjoint respectif des vœux platoniques et fervens. Le mari les exauça le premier. « Chère Polzelli, » écrit alors Haydn, « peut être arrivera-t-il, ce moment que nous avons si souvent appelé, où quatre yeux seront fermés. En voici deux de clos. Mais les deux autres?... Qu'il en soit ce que Dieu voudra. » Dieu ne voulut qu'en 1800 fermer les yeux de Mme Haydn. Le veuf avait alors soixante-huit ans, et la veuve quarante. Elle n'exigea point le mariage, mais seulement la promesse de Haydn qu'il ne se marierait jamais avec une autre qu'elle. Le grand enfant promit, par écrit, en ces termes :

« Je soussigné promets à la signora Loisa Polzelli, dans le cas où je penserais à me remarier, de ne prendre pour épouse aucune autre que la dite Loisa Polzelli ; et si je reste veuf, je promets à la dite Polzelli de lui laisser après ma mort une pension annuelle de trois cents florins (300 fl.) en monnaie de Vienne, sa vie durant. En foi de quoi, pour servir devant toute juridiction, j'ai signé Joseph Haydn, maître de chapelle de Son Altesse le prince Esterhazy. — Vienne, le 23 mai 1800. »

« Après quoi, poursuit le biographe, la Polzelli, qui n'avait rien signé, épousa un chanteur, Luigi Franchi. » Haydn est capable d'en avoir éprouvé peu de courroux.

Il y avait de notre La Fontaine en lui. Pourtant, il n'aurait pas souscrit au vers fameux : « Notre ennemi, c'est notre maître. » Ses maîtres, car il en eut plusieurs de suite, les princes Esterhazy, ne furent jamais regardés, encore moins détestés par lui comme des ennemis. Quoi qu'il y eût de subalterne et de presque domestique en leur service, il les servit, durant trente années, sans honte et sans déplaisir. Des liens, peut-être plus étroits que ceux du mariage, lui parurent à peine moins légers. Il portait la livrée, car c'en était une, un peu comme un uniforme. Dans le magnifique domaine d'Esterhazy, où d'autres n'auraient vu qu'une prison, Haydn savait trouver un asile, et dans sa condition même, au lieu d'une atteinte à sa liberté, un secours pour son génie. « Mon prince, disait-il plus tard, était toujours content de mes ouvrages ; non seulement j'avais l'encouragement d'une constante approbation, mais, me trouvant à la tête d'un orchestre entièrement soumis à mes ordres, je pouvais faire des expériences, éprouver des effets : séparé du reste du monde, je n'avais à me tourmenter de rien, et j'étais forcé d'être original. »

Non seulement il ne se tourmentait de rien, mais il jouissait de tout : de la nature et de la campagne, des bois, des plaines et des eaux ; de tout ce que toujours il avait le plus aimé, de tout ce qui jadis avait formé son âme, une âme d'enfant et d'enfant rustique, la sienne maintenant encore et pour jamais.

Parfois sans doute il se prenait à regretter Vienne, surtout après le séjour de quelques semaines qu'il y faisait chaque hiver avec son prince. Des lettres de lui nous apprennent que la cuisine, autant que la musique et la société de la capitale, faisait alors l'objet de ses regrets. Mais le charme de la vie en plein air, de la promenade à pied, de la chasse et de la pêche, ne tardait guère à le reprendre. Une fois de plus, devant le vaste spectacle des choses, il oubliait les petites misères de « sa condition. » Comme celui de l'enfant toujours, son

regard et son esprit s'attachait, se plaisait à toutes les formes, fût-ce les plus humbles, de la vie des champs. Ainsi que La Fontaine encore, moins le goût de l'apologue et de la philosophie, ou de la « morale, » Haydn paraît avoir aimé le commerce, la familiarité des bêtes. Grand paysagiste de la musique, il en fut aussi l'animalier par excellence, et cela nous explique le côté, — comment dire? — un peu arche de Noé, ménagerie ou basse-cour, qui, dans les *Saisons* et la *Création* même, nous divertit et ne nous choque point.

« Naïf comme l'enfance, » tel était l'artiste chez Haydn, et tel aussi le croyant. Il eut de bonne heure et garda jusqu'à son dernier jour la foi de ces petits à qui Jésus promit les cieux. Les biographes rapportent qu'il disait à l'un de ses confrères : « Je me lève de bonne heure et, sitôt habillé, je me mets à genoux, et je prie Dieu et la Sainte Vierge que tout me réussisse encore aujourd'hui. Après que j'ai pris un petit déjeuner, je m'assieds à mon clavier et je commence à chercher. Si je trouve tout de suite, cela marche vite, sans beaucoup de peine. Mais quand cela n'avance pas, je reconnais que j'ai perdu la grâce par un péché quelconque, et alors je me remets à prier jusqu'à ce que je me sente pardonné. »

Les manuscrits de Haydn, ceux de ses œuvres même profanes, portent souvent en épigraphe une formule d'oraison ou d'action de grâces. Mais avec cela, ou malgré cela, jamais la musique d'église du maître (à l'exception des *Sept Paroles*) n'offre le moindre signe de l'esprit liturgique ou seulement religieux. Avec le sentiment, avec le texte, Haydn prend toute licence. Il y a là, comme on l'a très bien dit, un singulier contraste entre l'impropriété de son art et l'intégrité de sa foi. De cette antinomie, Mlle Brenet a cherché premièrement la solution au dehors, et dans les circonstances, dans le temps ou le « milieu, » voire dans le « fait du prince, » que celui-ci d'ailleurs s'appelât Esterhazy ou Joseph II. Mais la meilleure raison, que le biographe donne ensuite, fut plus personnelle à Haydn, et consiste dans la nature même ou dans la qualité de sa foi. Pour qualifier les messes de Haydn, ou pour les classer, la critique a le droit d'hésiter entre la plus magnifique, la plus brillante et la plus gaie, elle aurait quelque peine à découvrir la plus pieuse et surtout la plus grave. Que si du reste elle s'en étonne, ou s'en effarouche, le bon maître, bonnement, répondra : « Je ne sais pas les écrire autrement. Lorsque je pense à Dieu, mon cœur est tellement plein de joie, que mes notes coulent comme d'une fontaine ; et puisque Dieu m'a donné un cœur joyeux, il me pardonnera de l'avoir servi joyeusement. »

Et le biographe d'ajouter, citant un confrère d'Allemagne : « Il est donc bien vrai de dire qu'au fond Haydn était encore naïf comme un artiste du moyen âge. A moins que ce ne fût comme un enfant des champs. » Des deux comparaisons, la seconde est la meilleure. A l'église comme à la campagne, devant Dieu comme devant la nature, Haydn a le regard et l'âme d'un enfant. « Il n'avait, » poursuit Mlle Brenet, « rien dépouillé de ses inclinations natives et des directions reçues au temps de sa toute première formation intellectuelle. A Rohrau, comme en tous les villages chrétiens, le peuple alliait l'idée de « fête » et de « réjouissance » avec celle du repos dominical et du « jour du Seigneur, » « l'idée de beauté divine » avec celle d'opulence. Et de même que la dévotion des foules habillait d'une robe de brocart très raide et couronnait d'un diadème chargé de fausses pierreries l'image miraculeuse de « l'Enfant Jésus de Prague, » de même Haydn, à l'instar d'un grand nombre de musiciens catholiques, n'aurait jamais cru se montrer, dans une messe, trop prodigue de toutes les prétendues « richesses » de la composition. »

Tout à l'heure, à propos de la *Création* ou des *Saisons*, nous évoquions l'image d'une ménagerie ou d'une arche de Noé. Les messes de Haydn feraient plutôt penser à ces autels que les petits, au temps de Noël, disposent encore sur la cheminée de leur chambre, et qu'ils dressaient jusque dans la rue, quand la rue avait encore le droit d'être pieuse, pendant la semaine de la Fête-Dieu. Eux non plus, ils ne les trouvent jamais, leurs chapelles ou leurs « crèches, » assez brillantes, assez magnifiques, assez ornées de lumières et de fleurs. « Prodigue, » écrivait plus haut le biographe d'Haydn. Oui, prodigue, « enfant prodigue, » soit dit en détournant les deux mots de l'Évangile dans le sens innocent, ingénu, tel nous apparaît, autant que le Haydn descriptif ou pittoresque, le Haydn religieux.

N'allons pas trop loin cependant. Gardons-nous surtout, pour la seule naïveté de l'enfance, d'en oublier la pureté, le sérieux, voire la gravité. J'ai toujours aimé cette observation faite par Gounod sur lui-même, du temps qu'il composait *Roméo et Juliette :* « Il me semble que j'entends me parler en dedans quelque chose de très grand, de très clair, de très simple et de très enfant à la fois. Il me semble me retrouver avec ma propre enfance, mais élevée à une puissance toute particulière. » Le génie, et le génie d'un Haydn entre autres, ressemble à cette élévation, à cette transfiguration de l'enfance, où la simplicité s'accorde avec la grandeur et l'accroît peut-être encore. Comme l'écrivait à peu près M. de Wyzewa, sous prétexte que Haydn

ne fut jamais ennuyeux, c'est bientôt dit de l'appeler un amuseur, et surtout ce n'est pas assez dire. Plaisant, il l'est sans doute et souvent il se contente de l'être. Il l'est, en maint passage de la *Création* ou des *Saisons*, à la manière de Delille. Mais, en tel autre, c'est à la façon de Lamartine que vous le trouverez abondant et magnifique. Lisez plutôt l'épisode des moissonneurs et l'admirable cantique si justement rappelé par le biographe : « O Fleiss, o edler Fleiss, von dir kommt aller Heil. » Les vers de *Jocelyn* : « O travail, sainte loi du monde, » viendront naturellement à votre mémoire et sur vos lèvres, pour traduire, non pas les paroles, mais les sons. « *Io sono un paesano,* » répétait volontiers Verdi, faisant allusion à je ne sais quoi de rude et de voisin de la terre qu'au fond de lui-même il sentait. Mais le vrai, le grand paysan de la musique, ce fut autrefois le musicien des *Saisons*. L'amour de la nature est admirable chez lui de force, d'allégresse et de sérénité. Rien n'y apparaît encore de ce mystère, de ce trouble, en un mot de ce romantisme, que les Weber, les Schubert et les Schumann un jour exprimeront. La vision de ceux-ci pourra bien être plus profonde ou plus intérieure ; elle n'aura jamais plus d'étendue avec plus de splendeur.

Dans l'ordre sacré comme dans l'ordre naturel ou pittoresque, vous plaît-il de voir jusqu'où peut s'élever Haydn, ou plutôt comment il passe d'un ordre à l'autre, ou, mieux encore, comment l'un et l'autre se mêlent, se confondent chez lui? Voilà ce que le biographe du maître a finement aperçu. Dieu sensible à travers la nature, dans ses œuvres plus que dans ses temples, tel est le Dieu d'Haydn, celui que le musicien de la *Création* et des *Saisons* a le mieux compris et le mieux loué. « Ainsi, dit très bien M[lle] Brenet, les oratorios de Haydn corrigent l'erreur où pouvait nous conduire l'examen de sa musique religieuse. Ses messes, qui froissent nos sentimens par les formes d'un style si « mondain » ou si léger, ne sont pas l'œuvre d'un « épicurien ; » elles émanent d'un « optimisme » naïf et absolu, que les oratorios développent et précisent. Haydn avait traduit, dans la *Création*, les versets de la Genèse où il est dit que Dieu, ayant regardé son œuvre, vit que tout était bien, et il en avait fait toute sa philosophie. Par là s'éclaire d'un coup tout son art. La joie, finalité de la musique comme de la vie... »

Arrêtons la citation à cette formule. Elle résume avec exactitude l'œuvre de Haydn, à condition pourtant qu'on la complète, qu'on ajoute à la joie, pour la tempérer et l'ennoblir, quelque chose de plus calme et de plus auguste qu'elle, un principe de gravité, de sagesse

et de raison. Tel est l'esprit et l'âme que respirent en d'innombrables passages les quatuors d'Haydn, ses plus belles symphonies et ses oratorios. Telle est, peut-être encore plus que la joie, la « finalité » supérieure et totale de son génie.

Cela paraît aussi dans l'histoire de sa vieillesse et de sa mort. Le déclin de Haydn, avec beaucoup de mélancolie, eut une insigne grandeur. C'est sur un texte et sur un thème d'adieu qu'il acheva son quatre-vingt-troisième quatuor. Et parmi les traits de ses dernières années, je trouve à celui-ci, que rappelle son biographe, une sorte de majesté patriarcale et sainte. En 1808, peu de mois avant la mort du maître, ses amis voulurent lui procurer un dernier triomphe. « Salieri dirigeait une exécution de la *Création*. Ils l'amenèrent, sur un fauteuil roulant, dans la salle du concert, où le public le reçut par de chaleureux applaudissemens. Dès le commencement, l'agitation de Haydn fut extrême; lorsque éclata le splendide *fortissimo*: « *Et la lumière fut,* » il se leva, et, montrant la voûte, s'écria : « Elle vient de là-haut ! » A la fin de la première partie, il fallut l'emmener au milieu des démonstrations enthousiastes des assistans, qui l'acclamaient et l'entouraient pour lui baiser les mains. Du seuil, il les remercia par un geste d'adieu et de bénédiction. »

Son Empereur eut, après son Dieu, ses dernières pensées. Au mois de mai 1809, très malade et déjà mourant, on voulut le soustraire au péril de l'invasion. Il refusa de partir, assurant avec fierté que là où était Haydn il ne pouvait rien arriver de funeste. Un jour, un officier français entra dans sa demeure, s'assit à son clavecin et lui chanta l'air de l'archange Uriel, de la *Création*. Haydn, gravement et sans parler, embrassa l'ennemi généreux. Peu après, il trouva la force de se lever encore et l'hymne autrichien résonna faiblement sous ses doigts. Puis, le dernier jour de mai, ayant prié pour les vaincus et reçu l'hommage du vainqueur, le grand artiste et le grand patriote acheva de mourir.

Voilà le Haydn classique, celui que nous connaissions tous. Il en existe un autre, plus caché. M. de Wyzewa l'a découvert et nous le révèle : c'est un Haydn passionné, souffrant, et qu'on n'attendait pas. Il est venu pourtant, ou survenu, et il s'impose. Il est venu, quelque vingt ans même avant cette symphonie de 1793, *alla Mozart*, inspirée peut-être par le souvenir et le regret du grand et jeune mort, dont elle pourrait bien être aussi, nous l'avons vu, l'oraison funèbre et paternelle. Dès l'année 1772, d'après M. de Wyzewa, s'ouvre dans l'œuvre de Haydn beaucoup plus qu'une coupure, une déchirure, un abîme de

souffrance. Trois symphonies le remplissent de leurs gémissemens et de leurs sanglots. L'une est la *Symphonie funèbre*. La seconde s'appelle *la Passione*. La dernière a pour titre : *les Adieux*. De celle-ci, la plus connue, on donne communément une interprétation anecdotique et plaisante. Le finale, où tous les instrumens cessent de jouer les uns après les autres, a toujours passé pour figurer une demande de congé successivement adressée à leur maître par les musiciens du prince Esterhazy. Mais l'idée, ou l'intention, d'après M. de Wyzewa, serait singulièrement plus grave. Dans cette requête, ou dans cette plainte, il faudrait entendre l'accent d'un plus impérieux et plus douloureux désir. Un drame, ou plutôt une tragédie encore, se joue, d'après M. de Wyzewa, dans chacune des deux autres symphonies, inopinées autant que pathétiques. Avec un sens à la fois très subtil et très sûr, j'admire comme notre confrère en a su rapporter chaque élément technique, tonalité, mouvement et le reste, au même *éthos*, au même idéal, imprévu et grandiose, de passion, d'angoisse et de désespoir.

Singulièrement émouvantes, ces œuvres d'exception se peuvent-elles expliquer par une émotion véritable, que Haydn aurait alors éprouvée? A cette crise, en quelque sorte, de son art, une crise de son âme a-t-elle correspondu? Les documens à cet égard sont muets. M. de Wyzewa lui-même n'a pu leur arracher un seul fait, un seul nom. Il a cherché vainement, dans l'ordre réel ou personnel, à travers la vie entière d'Haydn, l'inspiration, l'inspiratrice peut-être, de ces chefs-d'œuvre entre tous vivans. Une fois ou deux il a cru l'avoir trouvée. La chronique du temps rapporte qu'une charmante fille, M[lle] Delphin, mourut comme l'héroïne du poète (*Elle aimait trop le bal, c'est ce qui l'a tuée*), à la suite des fêtes données par le prince Esterhazy pour le prince de Rohan. La tradition assure aussi qu'une des trois symphonies, *la Passione*, aurait été composée, vingt ans avant la liaison avec la Polzelli, à la mémoire d'une personne aimée. Voilà tout ce qu'on raconte, et de plus, on ne fait que le raconter. Qu'importe! Une seule chose, un seul trait, mais nouveau, mais décisif, est à retenir. Jusqu'ici la figure d'Haydn avait été peinte le sourire aux lèvres, en pleine lumière. Une ombre désormais s'y ajoute et donne au portrait, qu'elle achève, la seule beauté qui lui manquât, celle de la poésie et du mystère.

La gloire du maître en est accrue. En recevra-t-elle plus souvent notre public hommage? « En théorie, dit avec beaucoup de raison M[lle] Brenet, la place qui appartient à Haydn, entre Bach et Beethoven, dans la généalogie spirituelle des grands musiciens, ne lui est pas con-

testée; pratiquement, la rareté relative des exécutions de ses œuvres a limité leur connaissance à ce choix minimum d'anthologie, sur quoi il est convenu qu'on doit « se faire une idée » d'un poète ou d'un artiste. »

Ainsi l'immortalité, pour Haydn, n'est plus guère qu'une immortalité de bibliothèque (le mot est, je crois, de M. Balfour), la seule dont les plus purs chefs-d'œuvre de la musique finissent trop souvent par vivre, silencieux. Nos concerts, qui devraient être des musées, ne sont pour la plupart que des « expositions. » Ils ressemblent au « Salon » plus qu'au Louvre. Les symphonies de Haydn, même les plus grandes, y tiennent une petite place. Haydn a perdu la faveur de la foule, du peuple, de ce peuple dont il était, et qu'il a tant aimé. L'élite aussi le connaît à peine et les princes de notre jeunesse, tout bas, doivent le mépriser. Au surplus, il est bien capable de le leur rendre. Sur le programme d'un concert auquel j'assistais en Italie, cet été, Haydn était le voisin de M. Debussy. J'ai cru qu'il allait l'écraser. Mais au moins, direz-vous, ses quatuors? Oh! le quatuor, c'est de la musique de chambre, et dans notre siècle, qui se répand et se disperse de plus en plus au dehors, le seul mot de chambre, de retraite, d'asile, sent terriblement le renfermé. Haydn enfin, au goût du jour, ne semble plus assez jeune et ne paraît pas encore assez vieux. Il n'a pour lui ni les modernistes, ni les archéologues. Victime de notre ignorance, ou de notre ingratitude, il est de ceux dont le poète a dit, avec tristesse :

Qui sait combien de morts à chaque heure on oublie,
Des plus chers, des plus beaux...

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La session des conseils généraux s'est ouverte et close dans les conditions les plus discrètes. L'insignifiance de ces assemblées va chaque année en augmentant, ce que ne sauraient trop vivement regretter ceux qui sont, comme nous, partisans de la décentralisation. La plupart d'entre elles se contentent d'expédier, c'est-à-dire de consacrer par leur vote la besogne qui a été préparée dans les bureaux des préfectures, après quoi elles ont une tendance de plus en plus marquée à faire part au gouvernement, quel qu'il soit, de leur adhésion, de leurs félicitations et de leur confiance. Elles auraient exprimé ces sentimens à M. Clemenceau, s'il était resté au pouvoir; elles les expriment à M. Briand, puisque c'est lui qui s'y trouve aujourd'hui. L'homme importe peu, la fonction est tout. Seul, dans ce concert, M. Sarrien a fait entendre une note différente, à la vérité très atténuée, et qu'il s'est appliqué tout de suite à atténuer encore davantage. « On s'est demandé, a-t-il dit, si un ministère présidé par un socialiste répondait bien à la situation parlementaire, et s'il pourrait donner au pays les garanties d'ordre et de sécurité qu'il a le droit d'exiger de tout gouvernement. » Il y a là un blâme timide, mais cependant perceptible, de la composition du cabinet. Nous ne saurions dire ce que comporte exactement la situation parlementaire, car elle est confuse, et, pour ce qui est du pays, de toutes les choses qu'il a incontestablement le droit d'exiger, il n'en exige aucune : la session des conseils généraux vient de montrer une fois de plus à quel degré d'inertie il est tombé. Aussi M. Sarrien, effrayé de l'audace avec laquelle il avait énoncé une opinion indépendante sur les hommes qui nous gouvernent, a-t-il eu hâte d'ajouter : « En ce qui me concerne personnellement, je n'attache pas aux étiquettes politiques plus d'importance qu'il ne convient. » Aimable scepticisme! M. Sarrien aurait pu

se dispenser d'émettre sa première proposition, puisqu'il devait tout aussitôt la détruire par la seconde. Il n'est d'ailleurs pas le seul qui, blasé par les événemens anarchiques de ces dernières années, professe une certaine indifférence, sinon pour les choses, au moins pour les personnes. M. Briand lui-même ne se fait aucune illusion à cet égard, puisque dans son discours à la Chambre, il a parlé de lui comme il suit : « Dans des milieux où je craignais presque de passer pour modéré, j'ai vu des fronts se rembrunir; on se demandait : — N'est-il pas dangereux de confier les intérêts du pays à cet homme? Il est audacieux. — Au contraire, dans d'autres milieux où de telles inquiétudes auraient été plus naturelles, on a dit : — Eh bien! celui-là autant qu'un autre. » La Chambre a ri, si on en croit le *Journal officiel.* « Celui-là autant qu'un autre, » est le mot qui vraiment, pour parler comme M. Sarrien, « répond le mieux à la situation parlementaire. »

Ce mot, pourtant, est-il tout à fait juste, et M. Briand n'est-il pas trop modeste ? Personne ne sait exactement ce qu'il est aujourd'hui, ni ce qu'il sera demain, et on aime mieux oublier en partie ce qu'il a été hier; mais tout le monde lui reconnaît de grandes ressources d'esprit et un remarquable talent de parole. Il y a des hommes qui resteraient cinquante ans dans les Chambres sans attirer un seul moment l'attention sur eux; M. Briand l'a attirée sur lui tout de suite et n'a pas tardé à l'y fixer. Venu de très loin, des confins de l'extrême-gauche collectiviste, il a dit l'autre jour à la Chambre que, parmi ses idées d'autrefois, il avait opéré un « tri, » conservant les unes et rejetant les autres, suivant que l'expérience les avait confirmées ou condamnées; mais il n'a pas expliqué comment l'opération s'était faite, ni où elle s'était arrêtée. Aussi garde-t-il en lui un je ne sais quoi de mystérieux qui continue d'exciter l'intérêt. Malléable et perfectible, il a déjà évolué, il évoluera sans doute encore. On serait embarrassé de dire ce qu'on attend de lui, mais à tort ou à raison on en attend quelque chose. Ce n'est pas seulement un homme nouveau c'est un homme qui se renouvelle, il en a convenu lui-même dans son discours. Dès lors, la confiance qu'il a demandée à la Chambre et que celle-ci lui a accordée largement, — comme l'aurait fait un simple conseil général, — ne saurait cependant être sans limites. Elle veut dire simplement que, en dehors de tout parti-pris préalable, on attend M. Briand à l'œuvre. Ses premiers actes ne permettent pas encore de porter sur lui, même un premier jugement. Le ministère a voulu être un ministère d'apaisement et de détente, et nous l'en

avons approuvé : qui ne l'aurait-pas fait? Mais il y a des manières fort différentes de comprendre l'apaisement, et celle que le ministère a pratiquée, au moins jusqu'ici, à la fois trop facile et trop arbitraire, est insuffisamment efficace. Les gouvernemens antérieurs, depuis une dizaine d'années, ont considéré la France, non pas comme une nation qui devait tendre à l'unité morale par la fusion des élémens divers dont elle était formée, mais comme un champ clos où deux armées se faisaient une guerre d'extermination. Le rôle du gouvernement, au lieu d'aider à la conciliation, a consisté à prendre fait et cause pour une des deux armées et à la soutenir contre l'autre *per fas et nefas*. Une politique d'apaisement est tout juste le contraire de celle-là. C'est d'ailleurs une œuvre de longue haleine qui, entreprise résolument, doit être conduite avec prudence. Le ministère qui la réalisera aura dans l'histoire une belle place à côté des gouvernemens qui déjà, dans le passé, après des périodes de discordes, ont su, à force d'intelligence, d'autorité et d'habileté, disons plus simplement à force de cœur, ramener la paix par la tolérance et la maintenir par ses propres bienfaits. Est-ce ainsi que M. Briand a conçu son œuvre ? Qui peut le savoir ? Il est certainement trop tôt pour dire non, mais ses premiers actes ne permettent pas encore de dire oui.

Le gouvernement s'est borné à ouvrir les prisons qui enfermaient des condamnés politiques de toutes les catégories, et à réintégrer dans l'administration des postes une partie des employés qui en avaient été exclus par voie de révocation, en attendant qu'il les y fasse tous rentrer. Nous avons dit que cela était facile et arbitraire. La première épithète est assez claire ; la seconde a à peine besoin d'être expliquée. Le geste de M. Briand est celui qui accompagnait autrefois le don de joyeux avènement. Il se comprenait mieux qu'aujourd'hui dans un temps où un pouvoir supérieur à tous les autres pouvait annuler leurs décisions. Cela, même alors, n'allait pas sans inconvéniens ; mais ces inconvéniens sont fort accrus dans une république où le pouvoir change souvent de mains et où son action personnelle, lorsqu'elle infirme des décisions judiciaires, ne saurait manquer de porter atteinte à l'autorité et à la dignité de la justice. Notre critique ne s'applique pas dans les mêmes termes aux dispositions prises à l'égard des postiers ; une mesure administrative peut évidemment être modifiée ou même supprimée par une autre ; mais lorsqu'on se rappelle dans quelles conditions plusieurs centaines de postiers avaient été frappés, avec l'adhésion formelle de la Chambre qui avait approuvé et sou-

tenu le gouvernement d'alors, on se demande si l'épithéte d'arbitraire dont nous nous sommes servis n'est pas un peu faible pour caractériser l'acte que le nouveau cabinet est en train d'accomplir. Dans son discours à la Chambre, M. Briand avait fait allusion aux postiers, dont l'extrême gauche exigeait la réintégration, et il avait conclu : « Je ne vous dis pas aujourd'hui, je ne vous dis pas demain, mais je ne vous dis pas non plus jamais. » Soit ; quelques mesures d'indulgence n'auraient été blâmées par personne, si elles avaient été prises avec discernement et en temps opportun. Mais le ministère n'a même pas attendu à demain : il a opéré dès aujourd'hui des réintégrations qui ressemblent à des réparations, et que les postiers envisagent naturellement comme telles. Tout cela se fait trop tôt et trop vite. Nous ne voulons rien exagérer ; nous ne donnerons pas à ces premiers actes du ministère plus d'importance qu'il ne faut ; mais ce ne sont pas encore ceux que nous attendions et que nous continuons d'attendre de lui. Ces actes, en effet, ne constituent que de la politique à la petite semaine, et il n'était pas nécessaire d'avoir M. Briand pour les accomplir : beaucoup d'autres, même parmi les moindres, y auraient suffi.

Puisque nous parlons d'apaisement et de la manière de le réaliser, veut-on un exemple de ce qu'il aurait fallu ne pas faire, si on veut sincèrement atteindre ce but ? Il aurait fallu ne pas charger M. Delpech, sénateur de l'Ariège, de prononcer un discours à la distribution des prix du lycée de Foix. M. Delpech est libre-penseur et franc-maçon notable ; il ne se contente pas d'être anticlérical, il est antireligieux ; il croit que la religion en général, et la religion catholique en particulier, déforme lamentablement l'esprit en y introduisant des superstitions dangereuses et corrompt le caractère en l'habituant aux procédés d'une casuistique dont il dirait volontiers que Pascal a fait justice, si Pascal ne lui était pas suspect par d'autres côtés : aussi aime-t-il mieux citer, parmi les flambeaux de l'humanité, Rabelais et M. Zola. C'est le droit incontestable de M. Delpech de penser ainsi et d'exprimer sa pensée dans des réunions publiques, au Sénat, à la rue Cadet, enfin partout ailleurs que sur l'estrade d'une distribution de prix. Si on voulait lui mettre un bâillon sur la bouche, nous serions les premiers à protester ; mais l'école publique doit être neutre, c'est-à-dire respectueuse de toutes les croyances, et il est d'une rare inconvenance de ridiculiser et de flétrir devant des enfans ce qui est peut-être la foi de leurs familles, et ce qui l'est même certainement dans bien des cas. M. Delpech est connu comme libre-

penseur militant : lorsqu'on l'a désigné pour prendre la parole dans une distribution de prix, il était donc facile de prévoir ce qu'il dirait. A quoi bon analyser son discours? Tout le monde en a entendu de pareils et peut s'en faire une idée. Mgr Izarn, évêque de Pamiers, s'en est ému, et a cru devoir y répondre par une lettre adressée au proviseur du lycée de Foix, dans laquelle il annonçait à ce fonctionnaire que, puisqu'il n'avait pas protesté séance tenante contre les impiétés de M. Delpech et que la religion catholique pouvait être impunément bafouée au lycée de Foix, il retirait de ce lycée l'aumônier qui y était attaché. Nous n'avons pas à juger la décision de Mgr Izarn; il a cru bien faire ; peut-être a-t-il bien fait. Mais la décision qu'il a prise est grave, et le proviseur du lycée, M. Chausson, l'a jugée telle. Il a, en effet, écrit à son tour une lettre à Mgr Izarn pour lui dire que les élèves religieux souffriraient seuls de la suppression de l'aumônier, et que ce serait regrettable. Mais pourquoi a-t-il ajouté que, en ce qui le concerne, il en prenait aisément son parti, car il était partisan de la morale indépendante? Pourquoi a-t-il jugé à propos d'accompagner d'un air de flûte le trombone de M. Delpech? Pourquoi, sinon pour se mettre à l'unisson avec ce dernier et ne pas s'exposer à ses foudres, qui peuvent être redoutables pour un fonctionnaire? Un seul passage est tout à fait correct dans sa lettre, c'est celui où M. Chausson dit : que les orateurs de distribution de prix sont nommés par le ministre et qu'il n'a sur leurs discours, lui simple proviseur, aucun droit de contrôle, d'approbation ou d'improbation. Le ministre, en effet, est seul responsable du choix qu'il a fait. M. Chausson a eu raison de le dire, mais il aurait mieux fait de ne rien dire de plus.

Qui ne voit l'inconvénient de ces discours de combat devant des enfans, de ces lettres échangées, enfin de ces polémiques passionnées entre des hommes qui devraient se tolérer, se respecter, ou, s'ils le préfèrent, s'ignorer? Mais peuvent-ils s'ignorer? Les paroles de M. Delpech ont, par des ricochets inévitables, provoqué celles de Mgr Izarn, de M. Chausson et de tous les journaux qui sont venus à la rescousse de l'un ou de l'autre. De là nos appréhensions. La liberté de l'enseignement, pratiquée pendant un demi-siècle, avait éteint la guerre que se faisaient auparavant les partisans de l'enseignement universitaire et ceux de l'enseignement congréganiste. Auparavant, les deux enseignemens étaient surveillés, espionnés, attaqués, calomniés avec une ardeur implacable : on ne laissait rien passer sans le dénoncer et l'envenimer. Le règne de Louis-Philippe a été rempli par cette guerre civile des esprits : va-t-elle recommencer? Déjà les hérauts des deux camp

s'adressent leurs défis. Ce qui reste encore de la liberté d'enseignement est menacé. Sur ce terrain des batailles se préparent : suivant l'attitude qu'il y prendra, on saura définitivement si le ministère veut ou ne veut pas l'apaisement véritable. M. Delpech ne le veut pas, et il le prouve. Est-il, ou n'est-il pas le porte-parole du ministère ? Il faudra bien qu'on le sache. En attendant, les libéraux sont tenus de se réserver.

Nous ne demandons pas au gouvernement de reculer sur ce qu'il appelle les positions conquises, et que nous aimons mieux appeler les positions prises. La législation actuelle suffit, si elle est loyalement appliquée. Mais il y a une grande différence entre les discours de M. Delpech et ceux de M. Briand, et au milieu de ces discordances, on ne sait auquel il faut croire. Quand le saurons-nous ?

Le ciel s'éclaircit un peu du côté de l'Orient ; il serait plus exact de dire qu'il s'apaise, car il est encore très trouble ; mais les orages s'en écartent. Lorsque nous écrivions il y a quinze jours, la question crétoise était à l'état aigu : on se demandait ce qu'il adviendrait du drapeau grec arboré sur la forteresse de la Canée. Le gouvernement turc avait fait très nettement entendre qu'il ne tolérerait pas plus longtemps la présence de ce drapeau à cette place : il s'était même montré résolu à prendre directement des dispositions pour l'en faire disparaître. La flotte turque s'était rapprochée de l'île ; on pouvait, on devait craindre de sa part quelque entreprise qui aurait mis le feu aux poudres. Elle aurait eu lieu immanquablement si les puissances protectrices n'y avaient mis bon ordre, c'est-à-dire si elles ne s'étaient pas chargées de résoudre la question du drapeau. Mais comment s'y prendraient-elles ? Obtiendraient-elles que les autorités crétoises opérassent spontanément ? Devraient-elles, au contraire, intervenir elles-mêmes, et alors rencontreraient-elles, ou non, de la résistance ? Tous ces points d'interrogation se dressaient dans les esprits et y restaient alors sans réponse. On apprenait en même temps que la Turquie, après avoir adressé une première note à la Grèce et en avoir reçu une réponse qu'elle ne jugeait pas suffisante, lui en avait adressé une seconde où la question macédonienne était mêlée à la question crétoise d'une manière assez dangereuse, et où les exigences ottomanes étaient devenues de plus en plus grandes, sous prétexte de s'énoncer avec plus de précision. Les notes échangées n'étaient d'ailleurs connues que par des résumés incomplets, non officiels, qui en reproduisaient sans doute l'esprit, mais non pas les termes, et sur lesquels il

était difficile de raisonner avec sécurité. La diplomatie continue de garder ses secrets ; ni les notes anciennes, ni les nouvelles, n'ont été encore intégralement publiées ; mais des faits visibles, tangibles, se sont produits, et la situation générale en a été sensiblement détendue.

Le premier de ces faits a été la suppression du drapeau hellénique sur la citadelle de la Canée. Les autorités crétoises, revenues à une plus saine appréciation des choses, ont compris que le mieux pour elles aurait été d'amener spontanément le drapeau ; elles en ont donné courageusement le conseil ; mais l'opinion était encore trop surexcitée pour que ce conseil fût suivi. Craignant des troubles, elles ont préféré démissionner et laisser agir les puissances. Celles-ci avaient pris leurs précautions ; elles avaient envoyé dans les eaux crétoises un nombre de vaisseaux suffisant pour décourager toute résistance ; aussi n'y en a-t-il eu aucune. Tout fait croire que la population elle-même avait fini par comprendre que cette résistance, si elle se produisait, amènerait fatalement une nouvelle et durable occupation de certains points de l'île par les détachemens militaires des quatre puissances, et cette crainte, qui a été le commencement de la sagesse, a produit la soumission. Quelques soldats européens ont débarqué dans l'île ; le drapeau déclaré séditieux a été abattu ; tout s'est passé rapidement, un matin, de bonne heure, sans aucune manifestation hostile. Sur un autre point de l'île, à Candie, on a fait mine de hisser un autre drapeau grec ; mais le geste imprudent s'est arrêté court ; le drapeau a été enlevé aussitôt qu'arboré, si même il a été arboré ; il n'y a eu là qu'une velléité et les puissances n'ont pas eu à intervenir. Avons-nous besoin de dire qu'elles l'auraient fait sans hésitation, s'il l'avait fallu ? Toute opposition de la part des Crétois aurait été jugée intolérable et, effectivement, n'aurait pas été tolérée. Aussi longtemps que les Crétois ont été sous le joug ottoman et qu'ils ont risqué leur vie pour s'en affranchir, leur cause a trouvé des sympathies et des appuis en Europe. Mais aujourd'hui, la Crète a un gouvernement autonome ; elle est parfaitement libre ; elle peut se gouverner à sa guise ; l'Europe a donc le droit de se préoccuper avant tout de son propre intérêt, qui est la paix. La Crète veut s'unir à la Grèce : soit, mais qu'elle attende ; le moment n'est pas venu. Et comme cette attente ne peut désormais faire souffrir la Crète que dans son imagination, il faudra bien qu'elle s'y résigne.

Elle s'y résignera d'autant mieux, à la réflexion, que l'intérêt de la Grèce est qu'elle le fasse. Si la Crète désire ardemment l'union avec la Grèce, c'est qu'elle l'aime, comme on aime la mère-patrie ; elle doit

donc s'abstenir d'un zèle indiscret qui déchaînerait contre la Grèce les pires dangers. Ces dangers ont été évidens au cours de ces dernières semaines : les vrais amis de la Grèce en ont éprouvé de réelles inquiétudes. On a pu se demander un moment s'il n'y avait pas, de la part de la Jeune-Turquie, une volonté arrêtée de faire parler la poudre. Le gouvernement de Constantinople a protesté du contraire, et nous croyons à sa parfaite bonne foi ; mais il a pour le moins joué avec le feu, et si la Grèce n'avait pas été aussi prudente et aussi sage, l'incendie n'aurait pas manqué d'éclater. Le gouvernement turc n'y poussait pas, soit; mais il aurait accepté ce dénouement sans grand déplaisir, et d'ailleurs sans la moindre appréhension, car il était convaincu de sa supériorité militaire sur la Grèce, et tout porte à croire qu'il avait raison d'y croire. Confiante dans ses intentions, qui sont sincèrement pacifiques, et résolue à vivre d'accord avec son puissant voisin, la Grèce n'a fait depuis assez longtemps aucune préparation militaire propre à la garantir contre la surprise d'un choc immédiat. Si elle était attaquée, elle se défendrait avec vaillance, comptant sur la justice de sa cause et sur les sympathies actives qu'elle ne manquerait pas de rencontrer au moment décisif ; mais elle n'est pas prête à soutenir ces redoutables aventures, et la Crète, en l'y exposant, lui donnerait une singulière marque de son affection et de son dévouement. Il y a des amours qui tuent : celui de la Crète serait peut-être de ceux-là, s'il devenait trop impatient et trop exigeant. On ne paraît pas au premier moment l'avoir compris en Crète, puisqu'il a fallu l'intervention effective des puissances pour abattre le drapeau de la Canée, mais on l'a fort bien compris à Athènes et on y a montré une maîtrise de soi-même digne de tout éloge. Poussé à ce point, le sang-froid est une des plus belles formes du courage. La Grèce, qui a pu commettre des imprudences et des fautes dans d'autres circonstances, n'en a commis aucune dans celle-ci. Ses réponses aux demandes de plus en plus pressantes de la Porte ont toujours été conciliantes et courtoises. Elle a été, sans le dépasser, jusqu'au point où sa dignité devait l'arrêter. Au surplus, en ce qui concerne la Crète, la Grèce avait, qu'on nous passe le mot, une parade très simple à opposer aux notes directes que lui adressait, que lui poussait le gouvernement ottoman. — Pourquoi s'adresser à elle ? Est-ce que le gouvernement ottoman n'avait pas accepté autrefois, et même demandé que la Crète fût mise en quelque sorte en dépôt entre les mains des quatre puissances ? C'est donc aux quatre puissances que la Porte doit s'adresser. La Grèce ne veut, pour son compte, que ce que les puissances veulent; elle s'est conformé

et continuera de se conformer à leurs intentions; elle s'abstiendra d'ailleurs, et dans ses deux notes elle en a donné l'assurance expresse et réitérée, de tout ce qui pourrait provoquer ou entretenir l'agitation dans l'île. — En vérité, on ne voit pas ce que le gouvernement de Constantinople aurait pu demander encore à celui d'Athènes, et on ne voit pas davantage ce que ce dernier aurait pu ou faire, ou dire, ou concéder de plus. La Porte, après avoir mis tout le temps nécessaire à un examen très méticuleux des réponses helléniques, a fini par déclarer qu'elle s'en contentait, et tout danger de conflit a été, au moins pour le moment, dissipé.

Sur ces entrefaites, les journaux ont parlé d'une note que les quatre puissances ont adressée à la Porte, et de la réponse que celle-ci y a faite ; mais les détails précis nous manquent encore plus sur ce sujet que sur le précédent. Il est probable que la note des puissances s'appliquait à la Crète et à la Macédoine, et qu'elle avait pour objet de dégager la Grèce de l'espèce d'étreinte que la Porte avait paru vouloir exercer sur elle à propos de la grande île, tout en laissant à la Porte une grande liberté dans les affaires continentales. Nous en jugeons d'après le résumé que la presse a donné de la réponse ottomane. Il est ainsi conçu : « Quand les puissances envoyèrent leur récente note à la Turquie, elles devaient appréhender que la Turquie ne nourrît des sentimens belliqueux à l'égard de la Grèce ; mais cette appréhension est absolument infondée, car la Turquie est résolument pacifique, comme le montre l'histoire de l'année écoulée. Si la Turquie entra en communication avec la Grèce, c'était surtout à cause des agissemens de la Gréce en Macédoine, manifestement dirigées d'Athènes. Elle voulut obtenir des assurances formelles de la Grèce à ce sujet, mais elle ne songea jamais à la mêler au règlement de la question crétoise. » Cette dernière affirmation surprend un peu : les notes de la Porte à la Grèce, ont été bien inexactement résumées par les agences officieuses, s'il est vrai qu'il n'y a jamais été question de la Crète ; et s'il y en a été question, les puissances étaient fondées à croire que la Porte avait demandé quelque chose à la Grèce au sujet de la Crète. Mais à quoi bon insister ? La Turquie se défend d'avoir jamais voulu mêler la Grèce aux affaires crétoises : il faut voir là l'engagement de ne plus l'y mêler désormais et de traiter la question uniquement avec les puissances. Reste à savoir à quel moment cette question pourra être utilement traitée, c'est-à-dire à quel moment elle aura chance d'être résolue avec le moindre effort et sans provoquer de complications nouvelles. Nous disions, il y a quinze jours, que ce moment ne pouvait pas être immé-

diat, ni même très prochain, et qu'il fallait laisser aux passions contraires le temps de se calmer. Il semble qu'on l'ait compris à Constantinople, puisque la dernière note ne parle plus, dit-on, de l'intérêt qu'il y aurait à s'occuper du règlement définitif du statut crétois, et que la solution du problème est renvoyée à l'avenir. Rien de plus sage que cet ajournement.

En ce qui concerne la Macédoine, la note « remercie les puissances du retrait des agens civils et de la suppression du contrôle financier. » C'est là, en effet, une concession considérable qui est faite au gouvernement ottoman actuel, ou plutôt une grande marque de confiance qui lui est donnée. Nous ne rappellerons pas en détail l'histoire de la Macédoine depuis ces dernières années. Il suffit de dire que, sous le règne du dernier sultan, les promesses prodiguées à l'Europe n'étaient jamais tenues et que la bonne volonté des puissances était toujours déjouée par les inépuisables ressources dilatoires qu'Abd-ul-Hamid avait toujours en réserve. Pendant un temps, l'accord de la Russie et de l'Autriche dans les questions balkaniques dispensait presque l'Europe de prendre des initiatives : elle laissait d'ordinaire ce soin aux deux puissances, et se contentait en fin de compte de se rallier à leurs propositions. C'est ainsi que, à la suite de l'entente de Murzsteg, deux adjoins civils, l'un Russe et l'autre Autrichien, avaient été adjoins à Hussein Hilmi pacha pour contrôler l'exécution des réformes, et que la gendarmerie macédonienne avait été réorganisée par des officiers européens. Bientôt la nécessité de sérieuses mesures financières, ne fût-ce que pour assurer l'entretien régulier de la gendarmerie et de ses instructeurs, apparut à tous les yeux et, à la suite d'une forte pression exercée sur lui, le Sultan dut consentir à la constitution d'une Commission financière composée des deux commissaires étrangers déjà adjoints à Hussein Hilmi pacha et de quatre agens des autres puissances. Telles étaient, hier encore, les institutions internationales de la Macédoine ; la réponse ottomane à la note des puissances donne à croire qu'elles n'existent plus aujourd'hui. L'Europe, tenant compte de la transformation profonde qui s'est produite dans le gouvernement turc, renonce au droit de contrôle sur les réformes macédoniennes, licencie la Commission financière et rappelle les deux agens civils de la Russie et de l'Autriche-Hongrie. C'est là un véritable et sérieux succès pour le gouvernement, qui a raison d'en remercier les puissances. Mais la note turque « décline leur offre de bons offices en Macédoine, disant, au sujet des réformes prévues au traité de Berlin, que la Turquie, jouissant du

régime constitutionnel, exécutera les réformes nécessaires, non seulement en Macédoine, mais dans tout l'Empire. » Ici, nous comprenons moins; les explications nous manquent. Nous ignorons quels sont les bons offices que les puissances ont offerts à la Porte et que celle-ci décline. Il semble, d'après cela, que, si les puissances ont une grande confiance dans le nouveau gouvernement turc et la lui témoignent, ce gouvernement en a en lui-même une encore plus grande. Ce n'est pas seulement la Macédoine qu'il s'engage à régénérer par des réformes, mais tout l'Empire, et il le fera avec ses seuls moyens. N'a-t-il pas un régime constitutionnel qui suffit à tout? La Turquie *fara da se*, comme l'Italie le disait autrefois d'elle-même. La Turquie a peut-être raison, et nous souhaitons sincèrement que ses espérances se réalisent. La tâche est grande sans doute, et difficile, et laborieuse, mais elle n'excède pas les forces humaines, pourvu qu'elles soient conduites avec méthode et fortement disciplinées. En l'accomplissant, la Jeune Turquie peut être assurée de toute notre sympathie.

Au Maroc, la situation du Sultan s'est sensiblement améliorée ces derniers jours, et nous applaudirions à ses succès avec une satisfaction sans mélange, s'il n'avait pas déshonoré sa victoire par les cruautés qu'il a exercées sur ses prisonniers. Ces atrocités ont causé en Europe une réelle émotion; elles ont fait horreur; la France et l'Angleterre ont donné des ordres à leurs agens pour faire entendre au Sultan la protestation du monde civilisé, et on a parlé d'une démarche collective qui serait faite dans ce sens par tous les représentans des puissances à Tanger. Il faut espérer que nos protestations seront écoutées, sans toutefois y compter beaucoup. Rien n'est plus fort que les mœurs d'un pays, et celles du Maroc sont encore barbares. Moulaï-Hafid juge sans doute nécessaire d'inspirer de l'effroi à ses ennemis : nous craignons pour lui qu'il aboutisse seulement à les réduire aux dernières extrémités du désespoir, en les convainquant qu'ils n'ont rien à attendre de son indulgence ou de sa générosité. Singulier pays que le Maroc : nous devons renoncer à le bien comprendre. Tantôt l'aman, le pardon, s'y accorde avec une facilité extrême, et les pires brouilles n'y semblent jamais irréconciliables; tantôt, au contraire, le vainqueur se montre sans pitié, et le vaincu périt dans d'effroyables supplices. C'est très vraisemblablement le sort qui attend le rogui, car il vient d'être pris après sa défaite, le massacre ou la capture d'un grand nombre de ses partisans. Ce sont ces derniers qui ont été torturés avec des raffinemens de férocité qui semblaient impossibles au temps où nous

sommes. Les descriptions qui en ont été données dans les journaux font frémir. Si elles sont exactes ce qui est à croire, puisqu'elles ont été officiellement confirmées par nos agens diplomatiques, il est incompréhensible que le rogui ne soit pas mort les armes à la main : tout valait mieux pour lui que de tomber vivant entre les mains de son ennemi.

Nous avons eu souvent à parler de Bou-Hamara, de ses entreprises, de ses exploits. A diverses reprises, il s'est rapproché de Fez, jusqu'à le menacer très sérieusement : hier encore, il était sous les murs de la ville, et on annonçait que la mehalla du Sultan avait été battue. Il est vrai que les nouvelles du Maroc ne doivent jamais être acceptées que sous bénéfice d'inventaire ; la roue de la fortune tourne dans ce pays plus rapidement que partout ailleurs; celui qui est un jour au pinacle tombe le lendemain dans la boue, et réciproquement; il semble que les événemens n'y aient jamais rien de définitif. Mais il faut continuer de vivre pour profiter des retours de la fortune, et il est à croire que, dans peu de jours, le rogui sera mort. Battu à son tour par une autre mehalla chérifienne, il a pris la fuite à travers des tribus dont il semble bien que la dernière l'a trahi. Abandonné de tous, il s'est jeté dans un lieu de refuge d'où il a dû sortir parce qu'il était menacé d'y être brûlé. Aussitôt pris et ligotté, il a été dirigé sur Fez où l'attendait le courroux du Sultan dont il avait eu l'audace de se dire le frère. Pendant sept ou huit ans il a été le maître du nord-est du Maroc ; il s'y était fait un royaume entre notre frontière algérienne et les présides espagnols, ménageant ses voisins, ménageant peut-être le Sultan lui-même, car il savait bien que, s'il le renversait et le remplaçait, ce ne serait pas pour longtemps : son intérêt était de vivre dans le domaine indépendant qu'il s'était créé. Des situations analogues ne sont pas rares dans l'histoire du Maroc ; l'anarchie habituelle à ce pays leur a permis de se multiplier souvent et de se prolonger longtemps. Là même est le danger de l'avenir pour Moulaï-Hafid. Évidemment une grosse difficulté est supprimée pour lui et, pendant une durée plus ou moins longue, il aura ses coudées beaucoup plus franches et plus libres : mais le rogui était la manifestation d'un mal qui persiste, et qu'il faudrait saper dans sa racine pour l'empêcher de projeter des rejetons nouveaux. La question est de savoir si, au lendemain de sa victoire, le Sultan aura la main assez habile et assez vigoureuse pour remettre un peu d'ordre et d'autorité dans son Empire. S'il y réussit, tout sera pour le mieux ; s'il y échoue, il aura bientôt affaire à un nouveau rogui, peut-être même à plusieurs.

Nul ne désire plus que nous qu'il y réussisse. Le gouvernement français aurait pu être, en de certains momens, tenté de soutenir le rogui et de se servir de lui. On lui a parfois conseillé de le faire, mais il ne s'est jamais prêté à cette politique équivoque, et, résolu à ne pas se mêler des affaires intérieures du Maroc, il s'est abstenu constamment de prêter son concours aux ennemis du Maghzen. L'infortuné rogui serait encore puissant, si nous l'avions voulu : nous avons cru avoir intérêt à ce que le Sultan fût fort. Il l'est aujourd'hui plus qu'hier : nous souhaitons que ce soit un bien pour le Maroc.

M. Georges Picot, qui vient de mourir, était un des plus anciens redacteurs de notre *Revue*. Nos lecteurs n'ont pas perdu le souvenir de ses travaux qui ont porté sur les sujets les plus divers. Après avoir débuté par le droit et par l'histoire, qu'il n'a d'ailleurs jamais abandonnés, M. Georges Picot s'est occupé de politique, d'organisation administrative et sociale, d'œuvres philanthropiques, avec une passion généreuse qui ne s'est jamais ralentie. Il a été une des intelligences les plus actives et, certainement, une des consciences les plus hautes de ce temps-ci. Peu d'hommes ont eu une vie plus utile, et se sont dépensés au service des autres avec un désintéressement personnel plus complet. On aurait pu le croire un théoricien parce qu'il croyait aux idées; mais il était avant tout un homme pratique et, dans ses dernières années, il n'écrivait même que pour agir. Il laissera un grand vide partout où il s'était fait une place, notamment à l'Institut, et plus particulièrement à l'Académie des sciences morales et politiques, où il avait succédé à M. Thiers et dont il était le secrétaire perpétuel. Des hommes comme lui honorent les corps auxquels ils appartiennent ; ils honorent aussi leur pays. M. Picot aimait le sien ardemment et le servait avec tout son cœur enthousiaste. S'il a été bien souvent inquiet, alarmé, désolé de ce qu'il voyait autour de lui, il n'a jamais été découragé : il croyait qu'il y avait toujours quelque chose à faire pour le bien, et il le faisait. Sa devise aurait pu être : *Laboremus*. La mort l'a enlevé brusquement à sa famille et à ses amis. Il mérite une étude plus complète, et la *Revue* la lui consacrera : nous avons voulu seulement adresser aujourd'hui à sa mémoire un salut attristé et respectueux.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.